



DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT D'UNE PLATE-FORME DE TRANSIT DE DECHETS INERTES



VERMEULEN MATERIAUX

Hem

Numéro d'affaire : KA15.03.011		
Agence : Nord		
Date	Version	Objet de la version
21 février 2019	1	Dépôt en Préfecture
25 septembre 2020	2	Intégration remarques DREAL

PRÉAMBULE

Le présent dossier est effectué en application des Livres V des parties législative et réglementaire du Code de l'environnement.

Il concerne la demande d'enregistrement, déposée par la société VERMEULEN MATERIAUX pour l'ensemble des activités de son site d'Hem (59).

Le dossier se compose :

- du CERFA n°15679*02 relatif à la demande d'enregistrement pour une ou plusieurs installation(s) classée(s) pour la protection de l'environnement ;
- des pièces jointes obligatoires et facultatives transmises par l'exploitant.

Ce dossier a été réalisé par :

Damien CIESIELSKI

Ingénieur Environnement et Risques Industriels

Master évaluation et gestion des risques en santé-environnement – ILIS
Lille

1 PRESENTATION DU PORTEUR DU PROJET : VERMEULEN MATERIAUX

Le site de la Société Vermeulen Matériaux est implanté au 187, rue du Calvaire dans la zone d'activité des 4 vents sur la commune de Hem, dans le département du Nord (59).

Elle produit principalement des matériaux préfabriqués et des matériaux de négoce.

Les matériaux préfabriqués comprennent :

- ↳ les parpaings (creux, pleins/perforés, spéciaux),
- ↳ des poutres préfabriquées,
- ↳ des linteaux.

Les matériaux de négoce comprennent :

- ↳ une gamme étendue de briques,
- ↳ du sable pour le secteur du bâtiment et des travaux publics,
- ↳ différents types de granulats calcaires ou siliceux, ainsi que des granulats issus du recyclage des matériaux,
- ↳ une gamme étendue de fer à béton : semelle de fondation, chainage, treillis soudés, etc...,
- ↳ du ciment.

Plus particulièrement sur son site d'Hem, la société Vermeulen Matériaux réalise 3 types d'activité :

- ↳ une activité de négoce de produit minéraux (sable, granulats, remblais...),
- ↳ une activité de valorisation de déchets inertes,
- ↳ une activité de transit de déchets inertes.

2 PRESENTATION DU PROJET

La société Vermeulen Matériaux exploite sur la commune de Hem une plate-forme de valorisation de déchets inertes déclarée depuis 2001 sous la rubrique 2515-2 de la nomenclature des installations classées (cf. PJ n°29). A noter qu'aucune modification n'a été effectuée depuis le dépôt du dossier de déclaration. Les installations sont donc conformes à l'activité déclarée en 2001.

Depuis, la nomenclature ayant évolué, l'activité du site se retrouve concernée par de nouvelles rubriques, et notamment la rubrique 2517 concernant le transit de matériaux inertes.

L'objet de ce dossier est de régulariser la situation administrative du site vis-à-vis de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

3 TABLE DES ANNEXES

Pièce jointe	Description	O ¹ / F ²	Document présenté	Commentaire
N°1	Carte au 1/25 000 ^{ème} sur laquelle est indiqué l'emplacement de l'installation projetée	O	OUI	
N°2	Plan au 1/2 500 ^{ème} des abords de l'installation jusqu'à une distance de 100 mètres	O	OUI	
N°3	Plan d'ensemble à l'échelle 1/250 ^{ème} indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que le tracé de tous les réseaux enterrés et existants, les canaux, plans d'eau et cours d'eau	O	OUI	
N°4	Compatibilité du projet avec l'affectation des sols prévue par la Plan Local d'Urbanisme	O	OUI	
N°5	Description des capacités techniques et financières	O	OUI	
N°6	Justification du respect des prescriptions de l'arrêté du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	O	OUI	
N°7	Justification des aménagements demandés par l'exploitant	O	NON	
N°8	Avis du propriétaire sur la remise en état du terrain	O	OUI	
N°9	Avis de l'établissement public de coopération intercommunale compétente en matière d'urbanisme sur la remise en état du terrain	O	OUI	
N°10	Récépissé de dépôt du permis de construire	O	NON	Aucune construction n'est prévue.
N°11	Récépissé de dépôt de la demande de défrichement	O	NON	Aucun défrichement n'est réalisé dans le cadre du projet de régularisation administrative.
N°12	Compatibilité aux plans, schémas ou programmes applicables à l'installation	O	OUI	

¹ Pièce Obligatoire

² Pièce Facultative

Pièce jointe	Description	O ¹ / F ²	Document présenté	Commentaire
N°13	Evaluation des incidences NATURA 2000	O	NON	Le site ne se situe pas au sein d'une zone NATURA 2000.
N°14	Description du projet s'il est concerné par les installations qui relèvent des dispositions des articles L.229-5 et 229-6	O	NON	Projet non concerné.
N°15	Résumé non technique des informations mentionnées dans la pièce jointe n°14	O	NON	Projet non concerné.
N°16	Analyse coûts-avantages afin d'évaluer l'opportunité de valoriser de la chaleur fatale si le projet concerne une installation d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW	O	NON	Projet non concerné.
N°17	Description des mesures prises pour limiter la consommation d'énergie de l'installation si le projet concerne une installation d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW	O	NON	Projet non concerné.
N°18	Localisation des captages d'eau dans la zone d'étude	F	OUI	
N°19	Localisation des zones à risque	F	OUI	
N°20	Fiches de données de sécurité	F	OUI	
N°21	Contrôle des dispositifs d'urgence et des moyens d'extinction	F	OUI	
N°22	Contrôle des installations électriques	F	OUI	
N°23	Déclaration du forage	F	OUI	
N°24	Zone d'assainissement non collectif	F	OUI	
N°25	Rapports des mesures acoustiques, relevés des poussières et rejets aqueux	F	OUI	
N°26	Fosse toutes eaux	F	OUI	
N°27	Zonage réglementaire du plan de prévention des risques naturels de la vallée de la Marque	F	OUI	
N°28	Zones à dominante humide	F	OUI	
N°29	Récépissé de déclaration pour la rubrique 2515-2	F	OUI	

Pièce jointe	Description	O¹ / F²	Document présenté	Commentaire
N°30	Plan localisant les agents d'extinction	F	OUI	
N°31	Note de dimensionnement de l'ouvrage de tamponnement des eaux pluviales	F	OUI	

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux données nominatives portées dans ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour ces données auprès du service destinataire.

1. Intitulé du projet

Dossier de régularisation administrative de la société VERMEULEN située rue du Calvaire à Hem (59)

2. Identification du demandeur (remplir le 2.1.a pour un particulier, remplir le 2.1.b pour une société)

2.1.a Personne physique (vous êtes un particulier) :

Madame ☐

Monsieur ☐

Nom, prénom

2.1.b Personne morale (vous représentez une société civile ou commerciale ou une collectivité territoriale) :

Dénomination ou
raison sociale

VERMEULEN MATERIAUX

N° SIRET

32827560700054

Forme juridique Société anonyme

Qualité du
signataire

Directeur Général

2.2 Coordonnées (adresse du domicile ou du siège social)

N° de téléphone

03.20.21.89.20

Adresse électronique

m.masure@vermeulen.fr

N° voie

4

Type de voie Rue

Nom de voie des deux Boules

Lieu-dit ou BP

Code postal

75001

Commune Paris

Si le demandeur réside à l'étranger

Pays

Province/Région

2.3 Personne habilitée à fournir les renseignements demandés sur la présente demande

Cochez la case si le demandeur n'est pas représenté ☐

Madame ☐

Monsieur ☒

Nom, prénom

BARDE André

Société VERMEULEN MATERIAUX

Service

Technique

Fonction Responsable Technique

Adresse

N° voie

68

Type de voie Rue

Nom de voie Prévôté

Lieu-dit ou BP

Code postal

59890

Commune Quesnoy-sur-Deule

N° de téléphone 03.20.21.89.20

Adresse électronique a.barde@vermeulen.fr

3. Informations générales sur l'installation projetée

3.1 Adresse de l'installation

N° voie 187 Type de voie Rue Nom de la voie du Calvaire

Lieu-dit ou BP

Code postal 59510 Commune Hem

3.2 Emplacement de l'installation

L'installation est-elle implantée sur le territoire de plusieurs départements ? Oui ☐ Non ☒

Si oui veuillez préciser les numéros des départements concernés :

L'installation est-elle implantée sur le territoire de plusieurs communes ? Oui ☐ Non ☒

Si oui veuillez préciser le nom et le code postal de chaque commune concernée :

4. Informations sur le projet

4.1 Description

Description de votre projet, incluant ses caractéristiques physiques y compris les éventuels travaux de démolition et de construction
La société Vermeulen Matériaux exploite sur la commune de Hem une plate-forme de transit de déchets inertes relevant de la rubrique ICPE n° 2517. Les différents déchets et matériaux présents sur le site sont :

- des matériaux de carrière,
- des déchets de démolition (briques, parpaings, etc.),
- des matériaux de construction,
- des déchets issus de la démolition de voiries,
- du béton ferrailé et non ferrailé,
- de la terre végétale.

Ces déchets, destinés à être valorisés, sont entreposés pour une durée inférieure à 3 ans. Les déchets qui peuvent être éliminés sont quant à eux entreposés sur une durée inférieure à 1 an. Ainsi le site ne réalise aucune activité de stockage.

Le site dispose également d'une installation de criblage d'une puissance de 75 kW pour le criblage des différents matériaux. Cette installation, utilisée durant toute les périodes de l'année, relève de la rubrique ICPE n°2515-1.

De plus, la société VERMEULEN MATERIAUX fait venir 2 fois par an sur son site une installation de concassage d'une puissance de 328 kW. Cette installation, fonctionnant sur une durée inférieure ou égale à 6 mois, relève de la rubrique ICPE n°2515-2.

A noter que le site dispose également d'une installation de tri de DIB (bois, plastiques, caoutchouc, etc.). Cette activité relève de la rubrique ICPE n°2714.

Enfin, le site est équipé d'une cuve aérienne de gazole non routier pour ses engins de manutention. Cette cuve relève quant à elle de la rubrique ICPE n°4734-2.

4.2 Votre projet est-il un :

Nouveau site

☐

Site existant

☒

4.3 Activité

Précisez la nature et le volume des activités ainsi que la ou les rubrique(s) de la nomenclature des installations classées dont la ou les installations projetées relèvent :

Numéro de rubrique	Désignation de la rubrique (intitulé simplifié) avec seuil	Identification des installations exprimées avec les unités des critères de classement	Régime
2517	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes. Superficie supérieure à 10 000 m² : enregistrement	La superficie de l'installation de transit est de 20 000 m².	E
2515-1	Installations de criblage autres que celles visées par la sous-rubrique 2515-2. Puissance supérieure à 40 kW mais inférieure à 200 kW : déclaration	L'installation de criblage présente toute l'année sur le site dispose d'une puissance de 75 kW.	D
2515-2	Installations de concassage fonctionnant sur une période inférieure ou égale à 6 mois. Puissance supérieure à 40 kW mais inférieure ou égale à 350 kW : déclaration	L'installation de concassage présente 2 fois par an sur le site dispose d'une puissance de 328 kW.	D
2714	Installation de transit ou tri de déchets non dangereux (bois, plastique, etc.). Le volume est inférieur à 100 m³ : non classé	L'installation de tri de déchets non dangereux tels que les papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles ou bois dispose d'un volume de 90 m³.	NC
4734-2	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution. Le volume est inférieur à 50 t : non classé	Le site dispose d'une cuve aérienne de gazole non routier pour ses engins de manutention. La capacité de cette cuve est de 1500 L, soit environ 1,27 t.	NC

5. Respect des prescriptions générales

5.1 Veuillez joindre un document permettant de justifier que votre installation fonctionnera en conformité avec les prescriptions générales édictées par arrêté ministériel.

Des guides de justificatifs sont mis à votre disposition à l'adresse suivante : http://www.ineris.fr/aida/consultation_document/10361.

Attention, la justification de la conformité à l'arrêté ministériel de prescriptions générales peut exiger la production de pièces annexes (exemple : plan d'épandage).

Vous pouvez indiquer ces pièces dans le tableau à votre disposition en toute fin du présent formulaire, après le récapitulatif des pièces obligatoires.

5.2 Souhaitez-vous demander des aménagements aux prescriptions générales mentionnées ci-dessus ? Oui ☐ Non ☒

Si oui, veuillez fournir un document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés.

Le service instructeur sera attentif à l'ampleur des demandes d'aménagements et aux justifications apportées.

6. Sensibilité environnementale en fonction de la localisation de votre projet

Ces informations sont demandées en application de l'article R. 512-46-3 du code de l'environnement. Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose un regroupement de ces données environnementales par région, à l'adresse suivante : <https://www.ecologie-solidaire.gouv.fr/information-environnementale#e2>

Cette plateforme vous indiquera la définition de chacune des zones citées dans le formulaire.

Vous pouvez également retrouver la cartographie d'une partie de ces informations sur le site de l'inventaire national du patrimoine naturel (<http://inpn.mnhn.fr/zone/sinp/espaces/viewer/>).

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Si oui, lequel ou laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La ZNIEFF la plus proche est située à environ 60 mètres au sud-ouest du site, après la route départementale RD700. Il s'agit de la ZNIEFF de type II "vallée de la marque entre Ennevelin et Hem" (FR310013373). La ZNIEFF de type I la plus proche est quant à elle située à environ 650 m au sud-ouest du site (FR310013374 "Lac du héron").
En zone de montagne ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone couverte par un arrêté de protection biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La MEL (Métropole Européenne de Lille) dispose d'un PPBE (Plan de Prévention Bruit dans l'Environnement). Les principales actions sont : agir sur la demande de déplacement, favoriser l'intermodalité, assurer l'aménagement et la requalification environnementale du réseau routier national.
Dans un bien inscrit au patrimoine mondiale ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site se trouve à environ 1,6 km à l'est de la Ferme de Meurchin située sur la commune de Sillery-lez-Lannoy. Ce site est inscrit monument historique par l'arrêté de protection du 14 avril 2008.
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	D'après la cartographie des zones à dominante humides mise à disposition par l'Agence de l'Eau Artois Picardie, le site ne se situe pas dans une zone humide. La zone humide la plus proche du site se trouve à 600 m à l'ouest (cf. PJ n°28).

Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune d'Hem est couverte par le plan de prévention du risque inondation (PPRI) de la vallée de la Marque prescrit le 11 août 2014 et approuvé le 2 octobre 2015. Cependant, d'après le zonage réglementaire, le site n'est pas répertorié en zone inondable (cf. PJ n°27). La commune d'Hem n'est en revanche pas concernée par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT).
Dans un site ou sur des sols pollués ? [Site répertorié dans l'inventaire BASOL]	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site BASOL le plus proche est situé à environ 150 m au nord-ouest. Il s'agit du site portant l'identifiant BASOL 59.034 (Briqueteries de l'entreprise). La description du site est la suivante : site libre de toutes restrictions, travaux réalisés, aucune restriction, pas de surveillance nécessaire.
Dans une zone de répartition des eaux ? [R.211-71 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune d'Hem est concernée par la zone de répartition des eaux de la nappe des calcaires carbonifères.
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Selon les données de l'Agence de l'Eau Artois Picardie, le site ne se trouve pas dans un périmètre de protection rapproché d'un captage d'eau (cf. PJ n°18).
Dans un site inscrit ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :	Oui	Non	Si oui, lequel et à quelle distance ?
D'un site Natura 2000 ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site Natura 2000 le plus proche se situe à 20 km au sud-ouest du site d'étude. Il s'agit des "Cinq Tailles" (FR3112002).
D'un site classé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

7. Effets notables que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement et la santé humaine

Ces informations sont demandées en application de l'article R. 512-46-3 du code de l'environnement.

7.1 Incidence potentielle de l'installation		Oui	Non	NC ¹	Si oui, décrire la nature et l'importance de l'effet (appréciation sommaire de l'incidence potentielle)
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements en eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les besoins en eau du site sont liés aux besoins sanitaires, à limiter l'envol de poussières et au lavage des roues des engins présents sur le site. La consommation liée aux besoins sanitaires est issue du réseau de distribution d'eau potable de la commune. Le volume prélevé est faible et assimilé à un usage domestique. L'eau pour arroser les voiries et laver les roues provient des eaux pluviales et du forage présent sur le site.
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les quantités prélevées dans les masses d'eau souterraines sont ponctuelles et faibles. L'eau issue de ce forage est utilisée par temps sec pour limiter l'envol des poussières et pour compléter les besoins du bassin utilisé pour laver les roues des engins.

	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La régularisation administrative du site ne prévoit pas la réalisation de travaux.
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La régularisation administrative du site ne prévoit pas la réalisation de travaux.
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La régularisation administrative du site ne prévoit aucune construction/ destruction et aucun travaux. Le projet n'entraîne donc pas de dégradation, de perturbation ou de destruction de la biodiversité existante.
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site Natura 2000 le plus proche se situe à 20 km au sud-ouest. Il s'agit de la ZPS les "Cinq Tailles". Compte tenu de l'éloignement, le site n'est pas susceptible d'avoir un impact sur cet espace protégé.
	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 6 du présent formulaire ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Compte tenu des dispositifs mis en place par la société VERMEULEN sur son site (pas de rejets atmosphériques canalisés, traitement des rejets d'eaux pluviales de voiries et des eaux usées domestiques, faibles nuisances sonores, optimisation du trafic, etc.), l'exploitation du site d'étude n'est pas susceptible d'engendrer des incidences sur les autres zones sensibles.
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet de régularisation ne prévoit aucune consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers ou maritimes.
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune d'Hem n'est pas concernée par des risques technologiques.
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Risque de retrait-gonflement des argiles : nul (à noter qu'une petite partie du site (sans construction) est localisée en aléa fort). La commune d'Hem est concernée par le TRI de Lille (Territoire à Risques importants d'Inondations) (non approuvé par arrêté préfectoral), mais ne se trouve pas en zone à risque d'inondation.

	Engendre-t-il des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site n'est pas à l'origine de risques sanitaires. Les seuls rejets atmosphériques sont liés au trafic (de poids-lourds et véhicules légers) et à l'exploitation des zones de stockage extérieures. Ces rejets sont considérés comme faibles.
	Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le trafic journalier du site est d'environ 30 PL et 5 VL.
	Est-il source de bruit ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le bruit lié aux activités du site est lié au trafic de poids-lourds et véhicules légers ainsi qu'au chargement et déchargement des marchandises.
	Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site se trouvant à proximité d'une zone industrielle et à proximité d'une route départementale, les nuisances liées au bruit seront limitées (cf. PJ 25).
	Engendre-t-il des odeurs ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des vibrations ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Des vibrations peuvent être émises lors des campagnes de concassage. Ces campagnes sont ponctuelles (2 fois par an) et les vibrations sont de faible intensité.
	Est-il concerné par des vibrations ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les émissions lumineuses sont uniquement liées à l'éclairage des engins pour la circulation sur le site.
Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'impact de cet éclairage est donc faible.	
Emissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les rejets dans l'air sont liés au trafic routier (PL et VL du site). Ces rejets sont considérés comme faibles.
	Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre t-il des d'effluents ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les eaux pluviales (voiries et toitures) sont rejetées, après passage par un séparateur d'hydrocarbures pour les eaux pluviales de voiries, dans le réseau d'eaux pluviales du site pour rejet dans le fossé en sortie de site. Les eaux usées domestiques sont traitées dans une fosse toutes eaux avant rejet au fossé situé rue du Calvaire.
Déchets	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'exploitation du site engendre la production de déchets industriels banals (DIB), des déchets d'ordures ménagères et assimilés (OM), ainsi que des déchets dangereux (uniquement les boues issues du séparateur d'hydrocarbures). Les DIB et OM font l'objet d'un stockage sur une zone dédiée sur le site et sont enlevés par des prestataires spécialisés. Les boues issues du séparateur d'hydrocarbures sont quant à elles évacuées directement lors du curage. L'impact généré par l'activité est donc faible.

Patrimoine/ Cadre de vie/ Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements) notamment l'usage des sols ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet de régularisation ne prévoit aucune modification sur les activités humaines.

7.2 Cumul avec d'autres activités

Les incidences de l'installation, identifiées au 7.1, sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres activités existantes ou autorisées ?

Oui ☒ Non ☐

Si oui, décrivez lesquelles :

Le site de la société Vermeulen est installé entre la zone d'activités les quatre vents et la route départementale RD700. Le principal effet cumulé avec les activités voisines (bureaux et entrepôts logistiques) est celui lié au trafic. Cependant, le faible trafic du site (30 PL/j et 5 VL/j) n'est pas de nature à engendrer des impacts significatifs.

7.3 Incidence transfrontalière

Les incidences de l'installation, identifiées au 7.1, sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontalière ?

Oui ☐ Non ☒

Si oui, décrivez lesquels :

7.4 Mesures d'évitement et de réduction

Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :

Les eaux pluviales sont collectées pour laver les roues des engins et limiter ainsi le prélèvement d'eau issue du forage. Les eaux pluviales de voiries sont traitées par des séparateurs d'hydrocarbures avant d'être rejetées dans le fossé situé rue du Calvaire. Les eaux usées domestiques sont quant à elles traitées par un système d'assainissement non collectif (fosse toute eaux) avant d'être rejetées dans le fossé évoqué précédemment. Les chauffeurs ont pour consigne d'arrêter leur moteur lors des chargements et déchargements pour limiter les nuisances sonores et les rejets atmosphériques.

8. Usage futur

Pour les sites nouveaux, veuillez indiquer votre proposition sur le type d'usage futur du site lorsque l'installation sera mise à l'arrêt définitif, accompagné de l'avis du propriétaire le cas échéant, ainsi que celui du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme [5° de l'article R.512-46-4 du code de l'environnement].

Le site sera placé, dès l'arrêt de l'exploitation, dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, à savoir :

- évacuer ou éliminer les produits dangereux et les déchets présents sur le site,
- interdire ou limiter l'accès au site,
- supprimer les risques d'incendie ou d'explosion,
- surveiller les effets des installations sur l'environnement.

9. Commentaires libres

10. Engagement du demandeur

A Hem
Signature du demandeur

Le 28, 02, 2019



VERMEULEN MATERIAUX
ZAC des quatre vents - 187 rue du calvaire
59510 HEM
Tél. : 03 20 02 97 98 Fax : 03 20 02 97 99
SA au capital de 758 803 €
SIRET 328 275 607 00062
FR92 328 275 607 - NAF : 4673A

Bordereau récapitulatif des pièces à joindre à la demande d'enregistrement

Vous devez fournir le dossier complet en trois exemplaires, augmentés du nombre de communes dont l'avis est requis en application de l'article R. 512-46-11. Chaque dossier est constitué d'un exemplaire du formulaire de demande accompagné des pièces nécessaires à l'instruction de votre enregistrement, parmi celles énumérées ci-dessous.

1) Pièces obligatoires pour tous les dossiers :

Pièces	
P.J. n°1. - Une carte au 1/25 000 ou, à défaut, au 1/50 000 sur laquelle sera indiqué l'emplacement de l'installation projetée [1° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
P.J. n°2. - Un plan à l'échelle de 1/2 500 au minimum des abords de l'installation jusqu'à une distance qui est au moins égale à 100 mètres. Lorsque des distances d'éloignement sont prévues dans l'arrêté de prescriptions générales prévu à l'article L. 512-7, le plan au 1/2 500 doit couvrir ces distances augmentées de 100 mètres [2° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
P.J. n°3. - Un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que le tracé de tous les réseaux enterrés existants, les canaux, plans d'eau et cours d'eau [3° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
Requête pour une échelle plus réduite <input type="checkbox"/> : En cochant cette case, je demande l'autorisation de joindre à la présente demande d'enregistrement des plans de masse à une échelle inférieure au 1/200 [titre 1er du livre V du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
P.J. n°4. - Un document permettant au préfet d'apprécier la compatibilité des activités projetées avec l'affectation des sols prévue pour les secteurs délimités par le plan d'occupation des sols, le plan local d'urbanisme ou la carte communale [4° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
P.J. n°5. - Une description de vos capacités techniques et financières [7° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
P.J. n°6. - Un document justifiant du respect des prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées applicables à l'installation. Ce document présente notamment les mesures retenues et les performances attendues par le demandeur pour garantir le respect de ces prescriptions [8° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
Pour les installations d'élevage, se référer au point 5 de la notice explicative.	

2) Pièces à joindre selon la nature ou l'emplacement du projet :

Pièces	
Si vous sollicitez des aménagements aux prescriptions générales mentionnés à l'article L. 512-7 applicables à l'installation :	
P.J. n°7. - Un document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés [Art. R. 512-46-5 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
Si votre projet se situe sur un site nouveau :	
P.J. n°8. - L'avis du propriétaire, si vous n'êtes pas propriétaire du terrain, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [1° du I de l'art. 4 du décret n° 2014-450 et le 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement]. Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur.	<input checked="" type="checkbox"/>
P.J. n°9. - L'avis du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [1° du I de l'art. 4 du décret n° 2014-450 et le 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement]. Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur.	<input checked="" type="checkbox"/>
Si l'implantation de l'installation nécessite l'obtention d'un permis de construire :	
P.J. n°10. - La justification du dépôt de la demande de permis de construire [1° de l'art. R. 512-46-6 du code de l'environnement]. Cette justification peut être fournie dans un délai de 10 jours après la présentation de la demande d'enregistrement.	<input type="checkbox"/>
Si l'implantation de l'installation nécessite l'obtention d'une autorisation de défrichement :	
P.J. n°11. - La justification du dépôt de la demande d'autorisation de défrichement [2° de l'art. R. 512-46-6 du code de l'environnement]. Cette justification peut être fournie dans un délai de 10 jours après la présentation de la demande d'enregistrement.	<input type="checkbox"/>
Si l'emplacement ou la nature du projet sont visés par un plan, schéma ou programme figurant parmi la liste suivante :	
P.J. n°12. - Les éléments permettant au préfet d'apprécier, s'il y a lieu, la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes suivants : [9° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
- le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) prévu par les articles L. 212-1 et L. 212-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>

- le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) prévu par les articles L. 212-3 à L. 212-6 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
- le schéma régional des carrières prévu à l'article L. 515-3	<input type="checkbox"/>
- le plan national de prévention des déchets prévu par l'article L. 541-11 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>
- le plan national de prévention et de gestion de certaines catégories de déchets prévu par l'article L. 541-11-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
- le plan régional de prévention et de gestion des déchets prévu par l'article L. 541-13 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>
- le programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
- le programme d'actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
Si votre projet nécessite une évaluation des incidences Natura 2000 :	
P.J. n°13. - L'évaluation des incidences Natura 2000 [article 1° du I de l'art. R. 414-19 du code de l'environnement]. Cette évaluation est proportionnée à l'importance du projet et aux enjeux de conservation des habitats et des espèces en présence [Art. R. 414-23 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
P.J. n°13.1. - Une description du projet accompagnée d'une carte permettant de localiser l'espace terrestre ou marin sur lequel il peut avoir des effets et les sites Natura 2000 susceptibles d'être concernés par ces effets ; lorsque le projet est à réaliser dans le périmètre d'un site Natura 2000, un plan de situation détaillé est fourni ; [1° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
P.J. n°13.2. Un exposé sommaire des raisons pour lesquelles le projet est ou non susceptible d'avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000 [2° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]. Dans l'affirmative, cet exposé précise la liste des sites Natura 2000 susceptibles d'être affectés, compte tenu de la nature et de l'importance du projet, de sa localisation dans un site Natura 2000 ou de la distance qui le sépare du ou des sites Natura 2000, de la topographie, de l'hydrographie, du fonctionnement des écosystèmes, des caractéristiques du ou des sites Natura 2000 et de leurs objectifs de conservation [2° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
P.J. n°13.3. Dans l'hypothèse où un ou plusieurs sites Natura 2000 sont susceptibles d'être affectés, le dossier comprend également une analyse des effets temporaires ou permanents, directs ou indirects, que le projet peut avoir, individuellement ou en raison de ses effets cumulés avec d'autres projets dont vous êtes responsable, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites [III de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
P.J. n°13.4. S'il résulte de l'analyse mentionnée au 13.3 que le projet peut avoir des effets significatifs dommageables, pendant ou après sa réalisation, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier comprend un exposé des mesures qui seront prises pour supprimer ou réduire ces effets dommageables [III de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
P.J. n°13.5. Lorsque, malgré les mesures prévues en 13.4, des effets significatifs dommageables subsistent sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier d'évaluation expose, en outre : [IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement] :	<input type="checkbox"/>
- P.J. n°13.5.1 La description des solutions alternatives envisageables, les raisons pour lesquelles il n'existe pas d'autre solution que celle retenue et les éléments qui permettent de justifier la réalisation du projet, dans les conditions prévues aux VII et VIII de l'article L. 414-4 du code de l'environnement ; [1° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
- P.J. n°13.5.2 La description des mesures envisagées pour compenser les effets dommageables que les mesures prévues au 13.4 ci-dessus ne peuvent supprimer. Les mesures compensatoires permettent une compensation efficace et proportionnée au regard de l'atteinte portée aux objectifs de conservation du ou des sites Natura 2000 concernés et du maintien de la cohérence globale du réseau Natura 2000. Ces mesures compensatoires sont mises en place selon un calendrier permettant d'assurer une continuité dans les capacités du réseau Natura 2000 à assurer la conservation des habitats naturels et des espèces. Lorsque ces mesures compensatoires sont fractionnées dans le temps et dans l'espace, elles résultent d'une approche d'ensemble, permettant d'assurer cette continuité ; [2° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
- P.J. n°13.5.3 L'estimation des dépenses correspondantes et les modalités de prise en charge des mesures compensatoires, qui sont assumées par vous [3° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
Si votre projet concerne les installations qui relèvent des dispositions des articles L. 229-5 et 229-6 :	
P.J. n°14. - La description : - Des matières premières, combustibles et auxiliaires susceptibles d'émettre du gaz à effet de serre ; - Des différentes sources d'émissions de gaz à effet de serre de l'installation ; - Des mesures prises pour quantifier les émissions de gaz à effet de serre grâce à un plan de surveillance qui réponde aux exigences du règlement pris en application de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre. Ce plan peut être actualisé par l'exploitant dans les conditions prévues par ce même règlement sans avoir à modifier son enregistrement. [10° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
P.J. n°15. Un résumé non technique des informations mentionnées dans la pièce jointe n°14 [10° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>

Si votre projet concerne une installation d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW :

P.J. n°16. - Une analyse coûts-avantages afin d'évaluer l'opportunité de valoriser de la chaleur fatale notamment à travers un réseau de chaleur ou de froid. Un arrêté du ministre chargé des installations classées et du ministre chargé de l'énergie, pris dans les formes prévues à l'article L. 512-5, définit les installations concernées ainsi que les modalités de réalisation de l'analyse coûts-avantages. [11° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]

☐

P.J. n°17. - Une description des mesures prises pour limiter la consommation d'énergie de l'installation Sont fournis notamment les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique, tels que la récupération secondaire de chaleur. [12° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]

☐

3) Autres pièces volontairement transmises par le demandeur :

Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les pièces supplémentaires que vous souhaitez transmettre à l'administration.

Pièces	
PJ 18 à 31.	

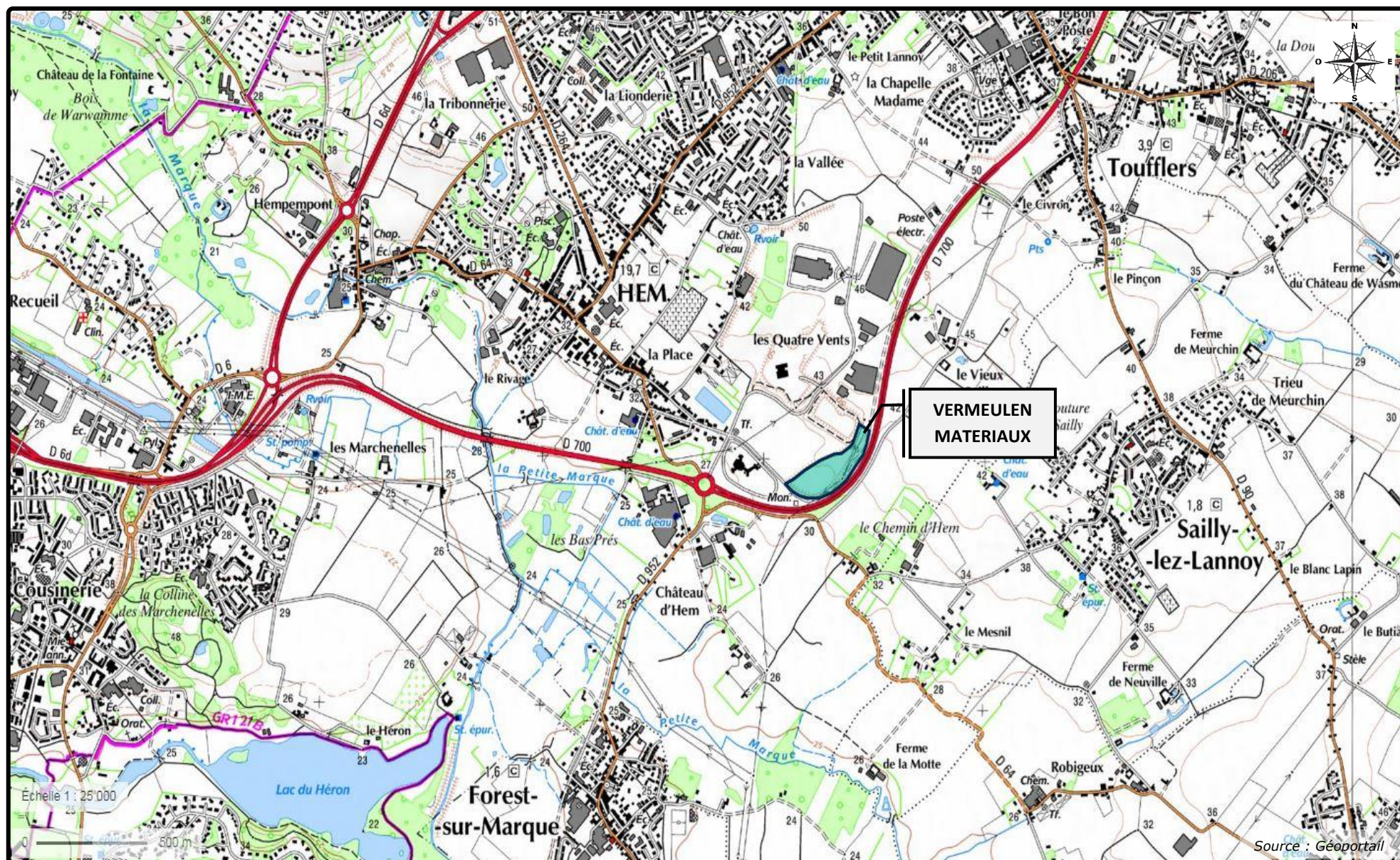
PIECE JOINTE N°1

CARTE AU 1/25 000



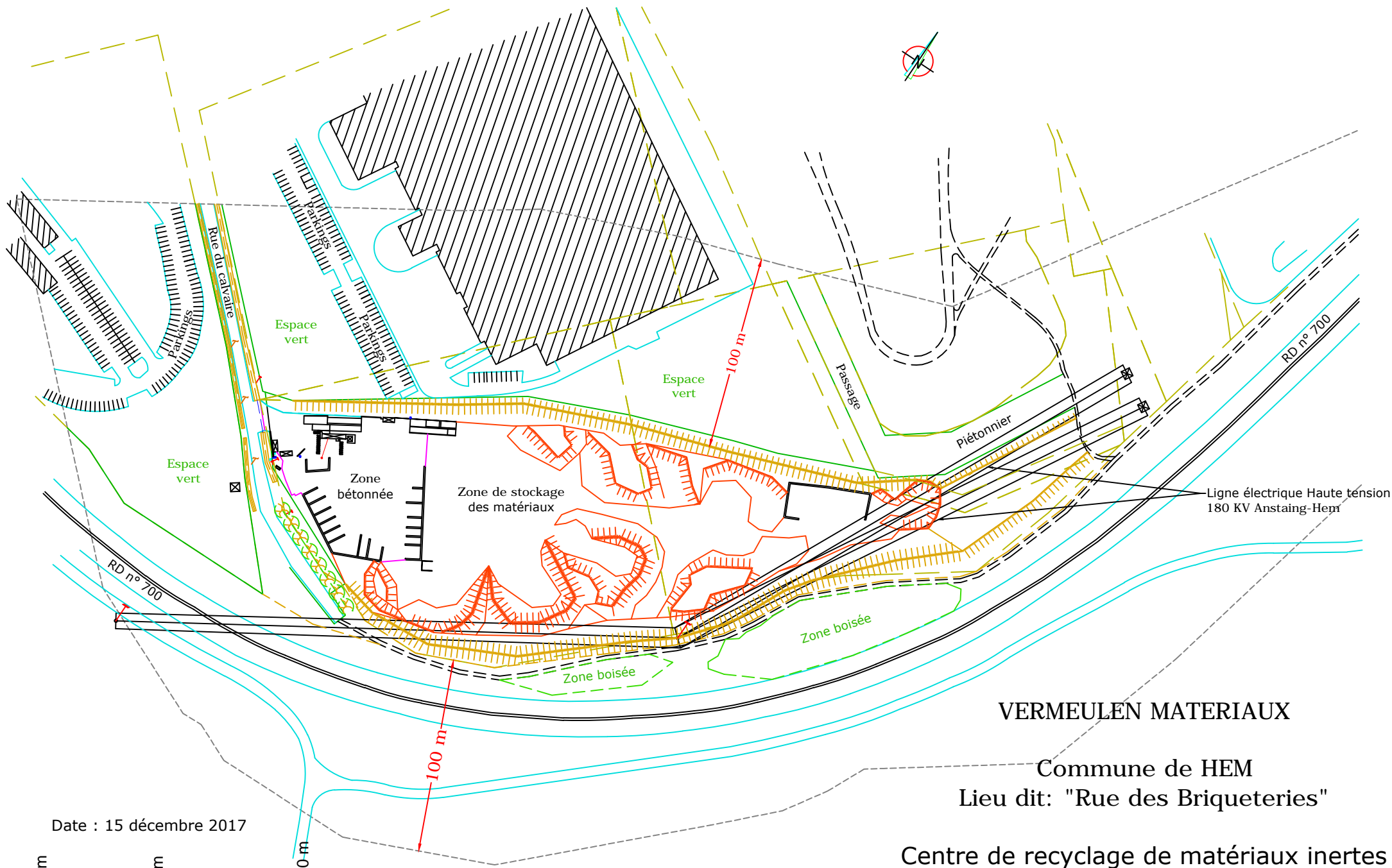
KALIÈS

Carte IGN au 1/25 000



PIECE JOINTE N°2

PLAN AU 1/2 500



Date : 15 décembre 2017



ECHELLE : 1 / 2500

VERMEULEN MATERIAUX

Commune de HEM
Lieu dit: "Rue des Briqueteries"

Centre de recyclage de matériaux inertes

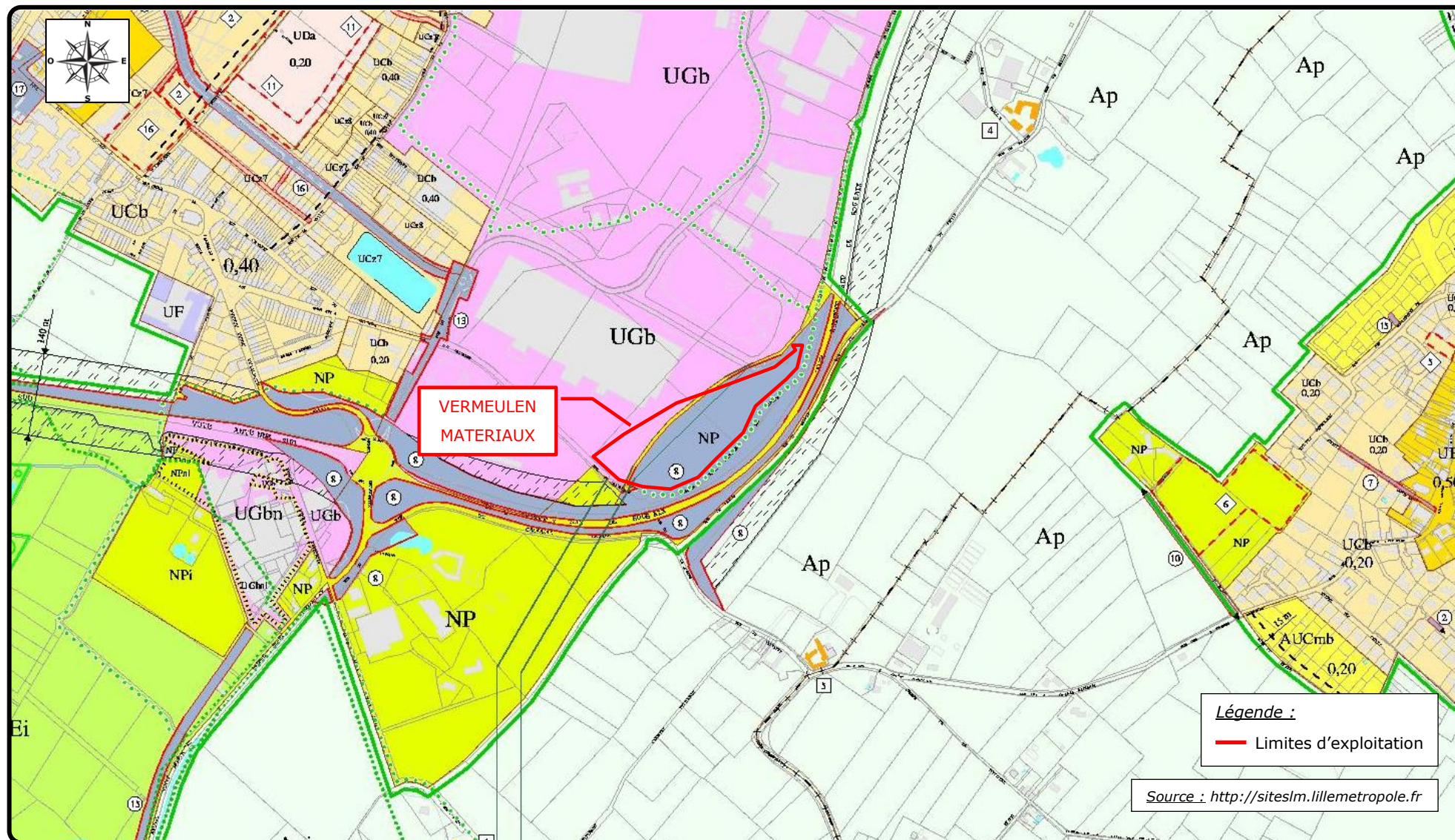
Plan état des lieux

PIECE JOINTE N°3

PLAN D'ENSEMBLE A L'ECHELLE 1/250

PIECE JOINTE N°4

**COMPATIBILITE DU PROJET AVEC
L'AFFECTATION DES SOLS PREVUE PAR LA
PLAN LOCAL D'URBANISME**









LEGENDE : P.L.U.












DESTINATION DES SOLS

UA	ZONE URBAINE MIXTE A CARACTERE CENTRAL ET A DOMINANTE D'HABITAT	UK	ZONE DES RIVES DE LA HAUTE DEULE
UB	ZONE URBAINE MIXTE DE DENSITE ELEVEE ET A DOMINANTE D'HABITAT	UU	ZONE D'EQUIPEMENTS UNIVERSITAIRES ET D'ACTIVITES SCIENTIFIQUES
UC	ZONE URBAINE MIXTE DE DENSITE MOYENNE A DOMINANTE D'HABITAT, ASSURANT LA TRANSITION ENTRE LES QUARTIERS CENTRAUX ET LES QUARTIERS DE FAIBLE DENSITE	UH	ZONE DE LA CITADELLE DE LILLE
UD	ZONE URBAINE DE FAIBLE DENSITE A URBANISATION MODEREE A DOMINANTE D'HABITAT	UN	ZONE DE L'UNION
UE	ZONE D'ACTIVITES PERIPHERIQUE	UV	ZONE D'AEROPORT OU D'AERODROME
UF	ZONE D'ACTIVITES A VOCATION INDUSTRIELLE ET ARTISANALE A MAINTENIR, PRIVILEGIER ET RENFORCER	AUC	ZONE NATURELLE A URBANISER CONSTRUCTIBLE
UG	ZONE D'ACTIVITES DIVERSIFIEES : BUREAUX-COMMERCE-SERVICES	AUD	ZONE NATURELLE A URBANISER DIFFEREE
UX	ZONE A DOMINANTE COMMERCIALE	A	ZONE AGRICOLE
UL	ZONES D'EURALILLE [UL1:EURALILLE / UL2:EURALILLE 2]	UP	ZONE DE PARC URBAIN
UM	ZONE DE LA HAUTE BORNE	NP	ZONE NATURELLE POUVANT ACCUEILLIR DES CONSTRUCTIONS RESPECTANT LA PRESERVATION DES SITES ET DES PAYSAGES
		NE	ZONE NATURELLE DE PROTECTION DES MILIEUX ECOLOGIQUEMENT SENSIBLES

EMPLACEMENTS RESERVES

	RESERVES D'INFRASTRUCTURE		EMPLACEMENT RESERVE POUR DU LOGEMENT [E.R.L.]		PERIMETRE D'ATTENTE D'UN PROJET D'AMENAGEMENT
	RESERVES DE SUPERSTRUCTURE		SERVITUDE DE PROJET D'EQUIPEMENT PUBLIC		SECTEUR DE POURCENTAGE DE LOGEMENTS LOCATIFS
			SERVITUDE DE MIXITE SOCIALE		SERVITUDE DE TAILLE DE LOGEMENTS































PROTECTIONS ENVIRONNEMENTALES ET ARCHITECTURALES

	ESPACES BOISES CLASSES A CONSERVER OU A CREER		JARDINS FAMILIAUX		PRESSCRIPTION SPECIALE ARCHITECTURALE
	ESPACES BOISES SECTEUR DE PARC		PROTECTION TERRAINS CULTIVES EN ZONE URBAINE		DISCIPLINES ARCHITECTURALES
	FORTE QUALITE PAYSAGERE DES SECTEURS RESERVES PRINCIPALEMENT A L'EXPLOITATION AGRICOLE		ZONES DE PROTECTION DU P.I.G. DES CHAMPS CAPTANTS		SECTEURS D'INTERET PAYSAGER
			PERIMETRES DE PROTECTION RAPPROCHEE [D.U.P. CHAMPS CAPTANTS]		INVENTAIRE DES BATIMENTS AGRICOLES DES EXPLOITATIONS EN ACTIVITE





RISQUES TECHNOLOGIQUES ET NATURELS

	SITES "SEVESO" PROTEGES AU TITRE D'UN P.I.G.		INSTALLATIONS CLASSEES [PERIMETRE AUTOUR DES INSTALLATIONS A RISQUE]
	SITES POLLUES		SECTEURS A RISQUES D'INONDATIONS

PRESRIPTIONS DIVERSES

	PRESSCRIPTION SPECIALE DE VOIRIE		PERIMETRE DE VALORISATION DES STATIONS D'AXES LOURDS DE TRANSPORT COLLECTIF		PLAFOND DE HAUTEUR SPECIFIQUE
	MARGE DE RECU		EMPRISE FERROVIAIRE		SECTEUR A VOCATION DOMINANTE DE PARC [EURALILLE]
	ALIGNEMENT OBLIGATOIRE [X% = ALIGNEMENT SUR X% DU LINEAIRE CONSTRUIT]		SECTEURS DE LINEAIRES COMMERCIAUX		SECTEUR A CARACTERE PAYSAGER [EURALILLE 2]
	LIMITE DE CONSTRUCTIBILITE		COULOIR HAUTE TENSION		SECTEUR D'ESPACE LIBRE [HAUTE BORNE]
	BCP1 [RIVES DE LA HAUTE DEULE]		CONDUITE D'EAU FUTURE		LOCALISATION PROJETEE DES EQUIPEMENTS PUBLICS ET D'INTERET GENERAL
	BCP2 [RIVES DE LA HAUTE DEULE]		CHEMINEMENT PIETON EXISTANT OU A CREER		ESPACES PUBLICS [TRACE SUSCEPTIBLE D'AJUSTEMENT]
	ORIENTATION DES CONSTRUCTIONS		PROLONGEMENT DE VOIES OU ACCES [VOIE PRINCIPALE, VOIE DE DESSERTE, CHEMINEMENT PIETON ...]		VOIRIE OPTIONNELLE
	CONTINUTE BATIE		PERSPECTIVE A ORGANISER		ESPACES VERTS
	ANGLE DE DEPART DES CONSTRUCTIONS		BATIMENTS A CONSERVER		AUTRES EQUIPEMENTS D'INTERET GENERAL
	CLOTURE IMPOSEE				CORRIDOR BOISE
	IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES [IENA RACINE]				



	EMPRISES BATIES		LIMITE COMMUNALE		VOIES D'EAU [RIVIERES, CANAUX, PLANS D'EAU ...]
			LIMITE PARCELLAIRE		

LE P.L.U. DES COMMUNES PERIPHERIQUES EST PORTE A TITRE INDICATIF
EHELLE : 1/5000e

Source : <http://siteslm.lillemetropole.fr>

1 DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE NP

Prescriptions	Situation du site
SECTION 1 – NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DES SOLS	
<p>Il s'agit d'une zone naturelle et rurale de qualité paysagère à dominante récréative et de loisirs de plein air pouvant accueillir des équipements en lien avec cette vocation, dans le respect de la préservation des sites.</p> <p>Concernant le pôle écologique urbain de Villeneuve d'Ascq, des dispositions particulières figurent à l'article 2.</p> <p>La zone NPz 1 de la Z.A.C. « Le Haut Touquet » à MARQUETTE-LEZ-LILLE est une zone destinée à la réalisation d'équipements sportifs et de loisirs.</p> <p>La zone NPz 2 de la Z.A.C. « Les Prés de Lys » à WERVICQ-SUD est une zone naturelle à vocation d'espaces verts, paysagère et récréative, située en bordure de la Lys.</p> <p>Des secteurs peuvent se superposer aux zones NP :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↗ secteurs "c" de carrières, ↗ secteurs "i" de risque d'inondations, ↗ secteurs "n" où les sols sont pollués, ↗ secteurs "n1", d'inconstructibilité totale tenant à la pollution des sols. 	
ARTICLE 1 – TYPES D'OCCUPATION OU D'UTILISATION DU SOL INTERDITS	
<p>Tous les types d'occupation ou d'utilisation du sol sont interdits à l'exception de ceux prévus à l'article 2.</p> <p>A) En outre, dans les zones de risques technologiques :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Dans les zones NPn1, sont interdits toutes constructions et installations, les exhaussements et affouillements. 2) Dans les périmètres de protection liée à la présence d'une installation classée repérés au plan, sont interdits les constructions nouvelles à usage d'habitation, d'établissements recevant du public (hôpitaux, écoles, etc.), les terrains de sport, le stationnement des caravanes, le campement, le caravanage. <p>B) Sont particulièrement interdits dans les secteurs S1 et S3 du P.I.G. des champs captants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Dans les secteurs S1 <ul style="list-style-type: none"> ↗ l'ouverture de toute carrière, ↗ les dépôts souterrains enterrés de produits chimiques, ↗ les puits et forages (à l'exception de ceux liés à l'exploitation des captages d'eau potable), ↗ les ouvrages souterrains de transport d'hydrocarbures et de produits chimiques, ↗ en zone agricole ou naturelle, l'extension des activités non agricoles comportant des dépôts d'hydrocarbure et de produit chimiques. 2) Dans les secteurs S3 <p>Sont interdits les puits et forages de plus de dix mètres de profondeur, à l'exception de ceux nécessaires à la surveillance</p> <p>et à la restructuration du champ captant.</p> 	<p>Le site respectera les types d'occupation ou d'utilisation du sol autorisés dans l'article 2.</p> <p>De plus, le site d'étude ne se trouve pas dans les zones à risques technologiques ni dans les secteurs S1 et S3 du P.I.G des champs captants.</p>

Prescriptions	Situation du site
ARTICLE 2 – TYPES D'OCCUPATION OU D'UTILISATION DU SOL SOUMIS A DES CONDITIONS PARTICULIERES	
I) Types autorisés dans les zones N.P.	
A) Pour les constructions à usage d'habitation	Non concerné
B) Pour les constructions à usage agricole	Non concerné
<p>C) Pour les constructions et installations à usage industriel, artisanal, commercial, de bureaux et de services</p> <p>1) Pour l'existant :</p> <p>Dans la mesure où ils ne portent pas atteinte au caractère de la zone et à l'intérêt écologique et paysager du site : sont autorisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les travaux visant à améliorer la solidité des bâtiments b) l'extension mesurée des bâtiments aux conditions suivantes réunies : <ul style="list-style-type: none"> ↳ entraînant permis de construire, déclaration de travaux ou de clôture, autorisation d'installations ou travaux divers, ↳ pour les activités existant à la date du 26 novembre 1979 (approbation de la 1^{ère} révision du P.O.S), ↳ à l'intérieur de l'unité foncière telle qu'elle existait le 10 juillet 1989 (ouverture de la 3^{ème} révision du P.O.S). <p>2) Pour les constructions nouvelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Lorsqu'une présence permanente est nécessaire pour assurer la surveillance ou le gardiennage des constructions et installations existantes ou autorisées par le présent règlement, est admis sur l'unité foncière un local de gardiennage intégré dans une construction nouvelle ou existante. b) Les constructions à usage commercial, artisanal, de services en lien direct avec la nature des installations de loisirs et la vocation du site, s'intégrant à l'environnement du site, et dans la mesure où elles constituent une activité accessoire par rapport aux activités de loisirs et de découverte pédagogique de l'environnement. c) Les chapiteaux en lien direct avec une manifestation liée au caractère de la zone et pendant la durée de cette manifestation. 	<p>Le site de la société Vermeulen Matériaux est implanté au sein de la ZAC des 4 vents, en périphérie de la route départementale RD700.</p> <p>Le projet de régularisation administrative ne concerne pas la construction de nouveaux bâtiments ou l'extension des activités actuelles.</p>
D) Pour les constructions et installations à usage sportif, socio-éducatif, culturel et de loisirs	Non concerné.
E) Pour les constructions à usage médical, sanitaire et médico-social	Non concerné.
F) Changement de destination	Non concerné.
G) Autres autorisations	Non concerné.
II) Types autorisés dans les zones N.P.z.	Non concerné.
III) Types autorisés dans les zones NP-E1, NP-E1 BIS, NP-F2 et NP-F3 de la D.U.P des champs captants	Non concerné.
IV) Dispositions applicables aux secteurs S1 et S2 du P.I.G des champs captants	Non concerné.
V) Dispositions particulières liées à des risques naturels et technologiques	Non concerné.
VI) Dispositions relatives à l'inventaire du patrimoine architectural et paysager	Non concerné.

Prescriptions	Situation du site
SECTION 2 – CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL	
ARTICLE 3 – DESSERTE PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES, ET ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC	
Conformément à l'article R.421-15 du code de l'urbanisme, lorsque la délivrance du permis de construire a pour effet la création ou la modification d'un accès à une voie publique, l'autorité ou le service chargé de l'instruction de la demande consulte l'autorité ou le service gestionnaire de cette voie.	Aucune demande de construction ne sera effectuée dans le cadre de la régularisation administrative du site.
I) Dispositions applicables aux zones N.P et N.P.z.	
A) Accès 1) Définition L'accès est la portion franchissable de la limite séparant l'unité foncière, sur laquelle est projetée une opération, de la voie d'accès ou de desserte publique ou privée ouverte à la circulation. Dans le cas d'une servitude de passage sur fonds voisin, l'accès est constitué par le débouché sur la voie.	/
2) Configuration a) Les accès doivent être localisés et dimensionnés afin de présenter la moindre gêne pour la circulation ou le stationnement et le moindre risque pour la sécurité publique. Lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, l'accès sur l'une de ces voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation peut être interdit. b) Pour être constructible, un terrain doit comporter un accès automobile à une voie publique ou privée, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur fonds voisin ou éventuellement obtenu par l'application de l'article 682 du code civil relatif aux terrains enclavés (reproduit en annexe documentaire). L'accès doit répondre à l'importance et à la destination de la construction ou de l'ensemble des constructions qui y sont édifiés ou dont l'édification est demandée. c) Dans les périmètres de valorisation des axes lourds de transport en commun repérés au plan, l'accès à l'unité foncière doit être aménagé de manière à la raccorder au plus près de l'entrée d'une station de métro, de tramway ou d'une gare, sauf impossibilité technique.	L'accès au site se fait via la rue du Calvaire au sein de la ZAC des 4 vents. La circulation pour les camions est donc adaptée.
B) Voies d'accès et de desserte 1) Pour les terrains riverains des voies de grande circulation, les accès doivent, dans toute la mesure du possible, s'effectuer à partir d'une autre voie desservant lesdits terrains. 2) Il ne peut être créé de voies nouvelles desservant une opération de construction située en zone urbaine, AUCa, AUCm, sauf pour des nécessités liées à la sécurité. 3) Dans les périmètres de valorisation des axes lourds de transport en commun repérés au plan, les voiries réalisées dans le cadre d'une autorisation de lotir ou de construire doivent être aménagées pour permettre une desserte, notamment piétonnière et cyclable, au plus près de l'entrée d'une station de métro, de tramway ou d'une gare, sauf impossibilité technique.	Aucune création de voirie n'est envisagée. L'accès au site est facilité par la route départementale située en bordure de site.
II) Dispositions relatives à l'inventaire du patrimoine architectural et paysager	
Les caractéristiques des voies et accès doivent être telles que le segment à buser d'une "becque à protéger" soit le moindre.	Non concerné.

Prescriptions	Situation du site
ARTICLE 4 – DESSERTE PAR LES RESEAUX	
I) Dispositions applicables à la zone N.P	
<p>A) Eau</p> <p>Toute construction ou installation nouvelle doit être raccordée au réseau public d'eau potable.</p>	<p>Le site est raccordé au réseau public d'eau potable.</p>
<p>B) Assainissement</p> <p>1) Eaux usées</p> <p>Il doit être tenu compte du règlement d'assainissement de la communauté urbaine.</p> <p>Sur l'unité foncière, la séparation des eaux usées et des eaux pluviales est obligatoire pour toutes les constructions neuves et cela sur l'ensemble du territoire communautaire.</p> <p>Toutes eaux usées domestiques et assimilées doivent être évacuées sans aucune stagnation par des canalisations souterraines raccordées au réseau collectif d'assainissement, en respectant les caractéristiques de ce réseau, ou grâce à un dispositif d'assainissement non collectif conforme (pour les constructions situées en zonage d'assainissement non collectif).</p> <p>Dans le cas d'une situation en zonage collectif, tout projet d'assainissement doit être conforme à l'article 32 du règlement d'assainissement communautaire, concernant la protection contre le reflux des eaux d'égout.</p> <p>Dans le cas d'un assainissement non collectif, le pétitionnaire doit suivre les prescriptions relatives au règlement d'assainissement communautaire dans sa partie assainissement non collectif (chapitre III).</p> <p>Toute construction déversant des eaux usées domestiques ou assimilées, située en zonage d'assainissement collectif, se soumet à l'article L.1331-1 du code de la santé publique.</p> <p>Est obligatoire, dans le délai de deux ans à compter de la mise en service de l'égout, le raccordement des immeubles d'habitation et assimilés aux égouts disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont accès directement ou par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage.</p> <p>A la mise en service d'un égout public destiné à recevoir les eaux usées domestiques sans aucun traitement préalable, les dispositifs d'assainissement individuels existants sont supprimés (article L.1331-5 du code de la santé publique).</p> <p>En l'absence de réseau collectif d'assainissement, et sous réserve de l'agrément des services compétents, les eaux et matières usées doivent être dirigées vers des dispositifs de traitement (conformément aux prescriptions de l'arrêté du 6 mai 1996 modifié sur les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif et de la circulaire interministérielle n°97-49 du 22 mai 1997 relative à l'assainissement non collectif) et évacuées conformément aux exigences des textes réglementaires.</p> <p>Toutes dispositions doivent être prises pour permettre le raccordement au réseau lorsque celui-ci sera réalisé.</p> <p>Conformément à l'article L.1331-10 du code de la santé publique, le raccordement au réseau public des établissements déversant des eaux industrielles n'est pas obligatoire. Toutefois, les eaux industrielles peuvent, sous condition, être rejetées au réseau public d'assainissement pour être traitées dans une station d'épuration communautaire. Elles doivent pour cela satisfaire au règlement d'assainissement communautaire.</p>	<p>D'après la carte présentant les zones d'assainissement de la MEL (cf. PJ n°24), le site se trouve dans une zone d'assainissement non collectif. L'exploitant a mis en place une fosse toutes eaux pour traiter les eaux usées domestiques (cf. PJ n°26).</p> <p>Les eaux pluviales de voiries imperméabilisées sont collectées séparément des eaux usées domestiques</p>

Prescriptions	Situation du site
<p>2) Eaux pluviales</p> <p>Dans les zones NP-E1 bis, la réalisation d'ouvrages d'infiltration des eaux pluviales en provenance de routes ou de surfaces imperméabilisées est interdite.</p> <p>L'infiltration sur l'unité foncière doit être la première solution recherchée pour l'évacuation des eaux pluviales recueillies sur l'unité foncière.</p> <p>Si l'infiltration est insuffisante, le rejet de l'excédent non infiltrable sera dirigé de préférence vers le milieu naturel.</p> <p>L'excédent d'eau pluviale n'ayant pu être infiltré ou rejeté au milieu naturel est soumis à des limitations avant rejet au réseau d'assainissement communautaire.</p> <p>Sont concernés par ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ toutes les opérations dont la surface imperméabilisée est supérieure à 400 m² (voirie et parking compris). En cas de permis groupé ou de lotissement, c'est la surface totale imperméabilisée de l'opération qui est comptabilisée. ↳ tous les cas d'extension modifiant le régime des eaux : opérations augmentant la surface imperméabilisée existante de plus de 20%, parking et voirie compris. ↳ tous les cas de reconversion - réhabilitation dont la surface imperméabilisée est supérieure à 400 m² : le rejet doit se baser sur l'état initial naturel du site. La surface imperméabilisée considérée est également celle de l'opération globale. Le volume à tamponner est alors la différence entre le ruissellement de l'état initial naturel du site et le volume ruisselé issu de l'urbanisation nouvelle (une étude de sol sera demandée pour déterminer l'état initial naturel du site). ↳ tous les parkings de plus de 10 emplacements. <p>Sur l'ensemble du territoire communautaire, le débit de fuite maximal à la parcelle est fixé à 2 litres par hectare et par seconde.</p> <p>Pour les opérations définies ci-dessus de surface inférieure à 2 hectares, le débit de fuite est forfaitairement fixé à 4 litres par seconde.</p> <p>En l'absence de réseau ou en cas de réseau insuffisant, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales, et éventuellement ceux visant à la limitation des débits évacués de l'unité foncière, sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.</p> <p>L'évacuation des eaux et matières usées dans les fossés ou les réseaux pluviaux est interdite.</p>	<p>Les eaux pluviales des voiries non imperméabilisées sont infiltrées directement.</p> <p>Les eaux pluviales de voiries imperméabilisées sont traitées par un séparateur d'hydrocarbures avant d'être rejetées dans le fossé de la ZAC des 4 vents.</p>
<p>C) Réseaux divers</p> <p>Pour la desserte en électricité de constructions situées dans une zone contiguë les réseaux de distribution de 1^{ère} catégorie doivent être souterrains dans la traversée de la zone NE. Leur pose en galerie technique peut être prescrite pour des opérations importantes.</p> <p>Les travaux de renforcement des réseaux existants de distribution de 1^{ère} catégorie qui nécessite la dépose des conducteurs ou le remplacement des supports doivent être réalisés en souterrain si la continuité de la ligne le permet.</p>	<p>Les réseaux électriques sont présentés en PJ n°3.</p>
II) Dispositions applicables à la zone N.P.z	Non concerné.
III) Dispositions applicables aux secteurs S1 et S2 du P.I.G des Champs Captants	Non concerné.
IV) Dispositions relatives à l'inventaire du patrimoine architectural et paysager	Non concerné.
ARTICLE 5 – SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES	
<p>Dans les zones d'assainissement non collectif reportées sur les plans d'assainissement collectif et non collectif qui constituent une annexe du P.L.U., les unités foncières doivent avoir une superficie d'au moins 700 m² dont une surface libre minimale disponible de 150 à 200 m² pour répondre aux filières d'assainissement autonome.</p>	Aucune construction n'est prévue.

Prescriptions	Situation du site
ARTICLE 6 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET AUX EMPRISES PUBLIQUES	
I) Dispositions applicables aux zones N.P et en N.P.z	
<p>1) Les constructions doivent respecter les marges de recul minimum inscrites au plan. En l'absence de telles prescriptions et de manière à préciser l'homogénéité architecturale ou géométrique, toute construction doit respecter un retrait minimum de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ 5 mètres par rapport à l'alignement ou par rapport à la limite de la voie privée, lorsque la voie ainsi définie a une largeur inférieure à 7 mètres. ↳ 8 mètres par rapport à l'alignement ou par rapport à la limite de la voie privée, lorsque la voie ainsi définie a une largeur égale ou supérieure à 7 mètres. <p>Toutefois, dans les secteurs de parcs repérés au plan par l'indice SP, le recul par rapport à l'alignement peut varier afin d'assurer la protection du boisement.</p>	<p>Aucune construction n'est prévue. A noter que le logement du gardien se situe à environ 10 mètres des limites de propriété.</p>
2) Les extensions des bâtiments existants à la date d'approbation du P.L.U. de 2004 peuvent ne pas respecter ces retraits.	Aucune extension n'est prévue.
3) Aucun retrait n'est imposé pour les postes électriques inférieurs à 10 m² et à 3,20 mètres de hauteur.	Non concerné.
4) La distance comptée entre l'aplomb d'un ouvrage tel que antenne, mât, pylône, enseigne, etc. et le viaduc, la trémie ou le passage au sol d'une ligne de métro existante ou déclarée d'utilité publique, doit être supérieure à la hauteur de cet ouvrage.	Non concerné.
II) Dispositions relatives à l'inventaire du patrimoine architectural et paysager	Non concerné.
ARTICLE 7 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES	
I) Dispositions applicables aux zones N.P et N.P.z	
A) Pour les constructions nouvelles et reconstructions [...]	Non concerné. Aucune construction ou reconstruction n'est prévue.
B) Pour les extensions [...]	Non concerné. Aucune extension n'est prévue.
C) Pour les travaux sur les immeubles existants [...]	Non concerné. Aucuns travaux sur les immeubles existants ne seront effectués.
D) Dans les jardins familiaux existants [...]	Non concerné.
II) Dispositions relatives à l'inventaire du patrimoine architectural et paysager	Non concerné.
ARTICLE 8 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE	
1) En cas de construction nouvelle, de reconstruction, d'extension, de changement de destination, de division de logement, ou de travaux d'ouverture de baies, les baies éclairant les pièces principales d'habitation ne doivent être masquées par aucune partie d'immeuble qui, à l'appui des baies, serait vue sous un angle de plus de 60 degrés au-dessus du plan horizontal, tel que figuré en annexe documentaire.	Non concerné. Aucune construction nouvelle, reconstruction, extension ou autre n'est prévue.

Prescriptions	Situation du site
<p>2) Entre deux bâtiments non contigus doit toujours être ménagée une distance suffisante pour permettre l'entretien facile des marges d'isolement et des bâtiments eux-mêmes et, s'il y a lieu, le passage et le fonctionnement du matériel de lutte contre l'incendie. Cette distance doit être d'au moins quatre mètres entre deux bâtiments non contigus si l'un des deux au moins présente une hauteur à l'égout des toitures supérieure à sept mètres au-dessus du niveau du terrain naturel (tel que défini à l'annexe documentaire).</p>	<p>Le site ne contient qu'un logement pour le gardien et un bâtiment comprenant les bureaux et locaux sociaux. Ces bâtiments sont suffisamment éloignés les uns des autres (distance supérieure à 4 mètres).</p>
ARTICLE 9 – EMPRISE AU SOL	
I) Définition	
<p>1) Principe</p> <p>L'emprise au sol des constructions correspond à la projection verticale de leur volume hors œuvre, tel que figuré en annexe documentaire, y compris les constructions annexes (dont les surfaces non closes, par exemple les abris à voiture), les balcons, les oriels, les auvents (voir schéma en annexe documentaire).</p>	/
<p>2) Toutefois, ne sont pas pris en compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ les terrasses non couvertes, de plain-pied avec le rez-de-chaussée et non constitutives de surface de plancher. ↳ les bâtiments enterrés lorsqu'ils ne dépassent pas du sol ou ne le dépassent que de moins de 0,60 mètre par rapport au niveau naturel (tel que défini à l'annexe documentaire). ↳ les rampes d'accès lorsqu'elles descendent à partir de la voie. Celles qui montent ne comptent que pour leur partie excédant 0,60 mètre par rapport au niveau naturel (tel que défini à l'annexe documentaire). 	/
II) Cas particulier	
<p>1) Dans les secteurs de parc repérés au plan par l'indice SP :</p> <p>L'emprise au sol de toute surface, construction, voirie et aires de stationnement ne peut excéder 20 % de la superficie du secteur de parc couvrant l'unité foncière concernée, sauf pour les terrains et salles de sports. Ce maximum est porté à 25 % pour toute opération de construction où l'espace boisé est égal ou supérieur à 1 ha d'un seul tenant.</p> <p>Tout projet nécessite un relevé topographique et une étude de végétation.</p>	Non concerné.
<p>2) Tout abri individuel dans les jardins familiaux ne peut excéder 5 m² de surface de plancher.</p>	Non concerné.

Prescriptions	Situation du site
ARTICLE 10 – HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS	
I) Dispositions applicables aux zones N.P et N.P.z	
A) Hauteur relative	
<p>1) La différence de niveau entre tout point de la façade d'un bâtiment et tout point de l'alignement opposé ne doit pas excéder la distance comptée horizontalement entre ces deux points. Pour le calcul de cette distance, il est tenu compte de la largeur d'emprise de la voie existante ou de la largeur de la voie prévue au plan local d'urbanisme, et du retrait de la construction par rapport à l'alignement (ou à la marge de recul inscrite au plan) ou à la limite de la voie privée. Lorsque la voie automobile ou piétonnière est d'une largeur inférieure ou égale à 3,20 mètres, la hauteur relative maximale est fixée à 3 mètres.</p> <p>Un dépassement égal au 1/10 de la largeur de la voie et au maximum d'1 mètre est admis lorsque la hauteur calculée comme il est indiqué ci-dessus ne permet pas d'édifier un nombre entier d'étages droits. La même tolérance est admise pour les murs pignons, cheminées, saillies et autres éléments de construction reconnus indispensables.</p> <p>Lorsque la voie est en pente, la hauteur est prise au milieu du bâtiment ou au milieu de chaque section de bâtiment de 30 mètres de longueur.</p> <p>Si la construction est édifiée à l'angle de deux voies de largeur différente, la partie du bâtiment bordant la voie la plus étroite peut avoir la même hauteur que celle du bâtiment bordant la voie la plus large sur une longueur n'excédant pas 15 mètres comptés à partir du point d'intersection des alignements (ou des marges de recul inscrites au plan) ou des limites des voies privées.</p> <p>Lorsque la distance entre deux voies de largeur différente est inférieure à 15 mètres, la hauteur de la construction édifiée entre les deux voies peut être celle déterminée à partir de la voie la plus large.</p>	<p>Le site ne comprend que 2 bâtiments préfabriqués démontables (bureaux et logement du gardien).</p> <p>La distance entre ces bâtiments est d'environ 20 mètres.</p> <p>La hauteur des bâtiments préfabriqués présents sur le site est d'environ 3 mètres.</p>
2) Les toitures, combles aménagés et étages en retrait doivent être compris dans un gabarit maximum d'une pente de 60° à partir de la corniche.	Non concerné.
<p>B) Hauteur à l'égout des toitures</p> <p>La hauteur des constructions ne peut excéder 6 mètres par rapport au niveau naturel de l'unité foncière (tel que défini à l'annexe documentaire).</p>	Les bâtiments présents sur le site disposent d'une hauteur inférieure à 6 mètres (environ 3 mètres).
C) Hauteur absolue	
<p>1) La hauteur absolue au faîtage ou à l'acrotère d'une toiture-terrasse de toute construction ne peut excéder 13,50 mètres à partir du niveau du terrain naturel (tel que défini à l'annexe documentaire) de l'unité foncière d'implantation.</p> <p>Elle peut être dépassée pour les bâtiments à usage agricole, dès lors que ce dépassement est justifié par des contraintes techniques.</p>	La hauteur des bâtiments préfabriqués est d'environ 3 mètres.
2) Dans les jardins familiaux, la hauteur des abris individuels est fixée à 2,50 mètres maximum.	Non concerné.
3) En cas de terrain en pente cette hauteur est comptée à partir du plan horizontal calculé conformément à l'annexe documentaire relative à l'article 10 du présent règlement.	Non concerné – le terrain n'est pas en pente.

Prescriptions	Situation du site
<p>4) Exceptions</p> <p>a) Ne sont pas soumis à cette règle les équipements d'infrastructure lorsque leurs caractéristiques techniques l'imposent (château d'eau, pylône E.D.F., tour de relais de faisceau hertzien, locaux et antennes de télécommunication).</p> <p>b) Ne sont pas soumis à cette règle les équipements publics de superstructure et les équipements d'intérêt collectif lorsque leurs caractéristiques techniques l'imposent (tour de séchage des centres de secours, etc.).</p> <p>c) Cette hauteur peut être dépassée pour la construction de cheminées lorsque les autorités compétentes en matière d'installations classées l'exigent pour des raisons de rejets de fumées et gaz polluants.</p> <p>d) Cette hauteur peut être dépassée lorsqu'un motif d'urbanisme sérieux le rend nécessaire et si des exigences particulières d'insertion dans le site sont respectées, ou lorsque ce dépassement est indispensable au fonctionnement du bâtiment.</p> <p>e) Un dépassement d'1,20 mètre par rapport à cette hauteur est autorisé pour les ouvrages techniques, ascenseurs, cheminées.</p>	Non concerné.
II) Dispositions relatives à l'inventaire du patrimoine architectural et paysager	Non concerné.
ARTICLE 11 – ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTONS, AMENAGEMENT DES ABORDS, PROTECTION DES ELEMENTS DE PAYSAGE	
<p>I) Principe général</p> <p>En aucun cas les constructions et installations à édifier ou à modifier ne doivent, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou leur aspect extérieur, porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains, ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales (R.111-21 du code de l'urbanisme).</p>	Le site est localisé au sein de la ZAC des 4 vents et ne porte pas atteinte à un site urbain ou à un ensemble architectural de qualité.
<p>II) Dispositions applicables à la zone N.P</p> <p>Est déconseillé tout pastiche d'une architecture archaïque ou étrangère à la région</p>	Le site ne comprend que 2 bâtiments préfabriqués démontables (bureaux et logement du gardien).
<p>1) Choix des matériaux et traitement des façades</p> <p>Est interdit l'emploi à nu des matériaux destinés à être recouverts (briques creuses, parpaings, etc.), sauf s'ils s'intègrent dans une composition architecturale d'ensemble.</p> <p>Les matériaux apparents en façade doivent être choisis de telle sorte que leur mise en œuvre permette de leur conserver de façon permanente un aspect satisfaisant.</p> <p>Les pignons doivent être traités en harmonie avec les façades de la construction principale édifiée conformément aux dispositions ci-dessus.</p> <p>Sont autorisées les formes de lucarnes et fenêtres dans les toitures, telles que figurées à l'annexe documentaire.</p>	<p>Le site ne comprend aucune construction.</p> <p>Les bâtiments présents sur le site sont des bâtiments préfabriqués démontables. Les matériaux apparents en façade sont donc adaptés aux conditions extérieures et permettent de conserver un aspect satisfaisant.</p>

Prescriptions	Situation du site
<p>2) Traitement des éléments techniques et des constructions annexes</p> <p>Les bâtiments annexes et les ajouts doivent être traités en harmonie avec la construction principale édifiée conformément aux dispositions du paragraphe 1) ci-dessus.</p> <p>Les antennes paraboliques doivent être aussi peu visibles que possible de la voie publique. Elles doivent, en outre, par leur couleur ou leur transparence, s'intégrer à la construction principale. Elles ne doivent pas porter atteinte à la qualité du site ou du paysage, à l'intérêt des lieux avoisinants ainsi qu'aux perspectives monumentales dans lesquels elles s'insèrent. Il est préféré une pose sur la souche de cheminée.</p> <p>Les antennes relais de téléphonie mobile doivent être aussi peu visibles que possible. Un traitement esthétique est conseillé afin de favoriser leur intégration au milieu environnant, par exemple un revêtement de peinture, un décor en trompe-l'œil, une fausse cheminée, un faux arbre ou tout autre dispositif remplissant cet objectif.</p> <p>Les parties de construction édifiées sur des terrasses (telles que cheminées, machineries d'ascenseurs, de réfrigération, sorties de secours, etc.), doivent s'intégrer dans une composition architecturale d'ensemble.</p> <p>Les citernes à gaz ou à mazout ainsi que les installations similaires doivent dans toute la mesure du possible être placées en des lieux où elles ne seront pas visibles des voies publiques.</p>	<p>Non concerné. Le site ne contient pas de bâtiments annexes.</p>
<p>3) Traitement des clôtures</p> <p>Lorsqu'il est procédé à l'édification d'une clôture, les conditions suivantes doivent être respectées.</p> <p>L'emploi à nu de parpaings non recouverts est interdit.</p> <p>Les barbelés visibles de l'extérieur, pour les clôtures sur rue et en limites séparatives de l'unité foncière, sont interdits, sauf en cas de besoin particulier lié à la nature de l'occupation du terrain.</p> <p>a) Traitement des clôtures en limite d'espace public et dans la profondeur du recul ou du retrait</p> <p>Les clôtures, tant à l'alignement ou en limite de voie privée que sur la profondeur de la marge de recul ou du retrait volontaire, doivent être traitées en harmonie avec la construction principale édifiée sur le terrain et avec le contexte urbain environnant, et doivent être constituées :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✎ soit par des haies vives, ✎ soit par des grillages, grilles ou tous autres dispositifs à claire-voie comportant au moins 50 % de vide et reposant ou non sur un mur bahut dont la hauteur ne peut excéder 0,80 mètre, l'ensemble ne pouvant dépasser deux mètres, ✎ soit par un simple mur bahut dont la hauteur ne peut excéder 0,80 mètre. Les portes de clôtures ne peuvent dépasser deux mètres de hauteur. <p>Les clôtures pleines ou supérieures à cette hauteur ne sont autorisées que lorsqu'elles répondent, ou au caractère des constructions édifiées sur l'unité foncière concernée, ou à une utilité tenant à la nature de l'occupation, ou à une protection acoustique vis-à-vis d'une voie bruyante ou très bruyante.</p> <p>b) Traitement des clôtures en limites séparatives</p> <p>Les clôtures en limites séparatives autres que celles évoquées au paragraphe a) ci-dessus, qu'elles soient édifiées à cheval sur la limite ou entièrement sur l'unité foncière, ne peuvent dépasser 2 mètres de hauteur.</p> <p>Les clôtures supérieures à cette hauteur ne sont autorisées que lorsqu'elles répondent, ou au caractère des constructions édifiées sur l'unité foncière concernée, ou à une utilité tenant à la nature de l'occupation.</p> <p>Si les deux unités foncières à séparer présentent entre elles une dénivellation, la hauteur de la clôture se mesure à partir du niveau du terrain inférieur.</p>	<p>Le site est délimité par un grillage présent sur toute la périphérie. La hauteur du grillage est inférieure à 2 mètres.</p> <p>Un talus végétalisé et des arbres ou arbustes en fonction des endroits sont également présents en périphérie du site.</p>

Prescriptions	Situation du site
<p>4) Dispositions particulières</p> <p>A ENGLOS et ERQUINGHEM-LYS, dans les secteurs de prescriptions spéciales architecturales repérés au plan, tout projet doit présenter un relevé graphique ou photographique des immeubles voisins permettant d'apprécier la compatibilité de sa composition architecturale dans l'environnement immédiat.</p>	Non concerné.
III) Dispositions applicables à la zone N.P.z	Non concerné.
IV) Dispositions relatives à l'inventaire du patrimoine architectural et paysager	Non concerné.
ARTICLE 12 – Aires de stationnement	
I) Dispositions générales	
<p>1) Conditions générales de réalisation</p> <p>Même si les travaux ou constructions ne sont pas soumis à l'obtention d'une autorisation prévue à l'article L.421-1 du code de l'urbanisme, les dispositions du présent règlement relatives à la réalisation d'aires de stationnement s'appliquent (article L.421- 3 alinéa 6 du code de l'urbanisme).</p> <p>Le stationnement et l'évolution des véhicules, correspondant aux normes et prescriptions du présent article, doivent être assurés en dehors des emprises publiques ou susceptibles d'être classées dans le domaine public, conformément à l'article R.111-4 du code de l'urbanisme rappelé dans les dispositions générales du présent règlement.</p> <p>Les mouvements d'entrée et de sortie des véhicules, ainsi que le stationnement de desserte, doivent être traités de manière à prendre en compte la priorité à la circulation en sécurité des piétons, quels que soient les sens de circulation autorisés dans la voie desservant l'unité foncière.</p> <p>Lorsqu'une unité foncière donne sur plusieurs voies, la localisation des accès au parc de stationnement (entrées et sorties) peut être imposée en fonction de la nature et de l'importance de celui-ci, des caractéristiques géométriques et urbaines des voies ainsi que de leur mode d'exploitation.</p> <p>Au-dessus de 50 places de stationnement de véhicules particuliers, il peut être exigé que les entrées et sorties des véhicules soient différenciées.</p> <p>Au-delà de 1.000 m² les aires de stationnement en plein air doivent être fractionnées en plusieurs unités par des dispositifs végétaux et comprendre des cheminements piétonniers permettant d'aller du véhicule garé au bâtiment en toute sécurité.</p> <p>Toute place en parking collectif doit être accessible sans avoir à circuler sur une autre.</p> <p>Lorsqu'une aire de stationnement a été réalisée au titre des obligations du présent règlement, elle ne peut plus être prise en compte, en tout ou en partie, à l'occasion d'une nouvelle autorisation.</p>	<p>Le site comprend un parking privé situé à l'entrée du site et destiné à accueillir les véhicules du personnel et des visiteurs (5 places).</p> <p>Ce stationnement sur le site permet de ne pas gêner la circulation au niveau de la rue du Calvaire.</p>
<p>2) Taille des places</p> <p>Les places de stationnement doivent avoir pour dimensions minimales 2,30 mètres sur 5 mètres, avec un dégagement minimum de 5 mètres pour permettre les manœuvres. Ces dimensions doivent être libres de tout encombrement par des murs et piliers.</p>	Les dimensions des places de stationnement sont respectées.
<p>3) Périmètres de valorisation des axes lourds de transports en commun</p> <p>Les prescriptions concernant les périmètres de valorisation des axes lourds de transports en commun ne sont applicables qu'aux unités foncières dont la desserte est assurée à l'intérieur de ces périmètres représentés au plan par un cercle.</p>	Non concerné.

Prescriptions	Situation du site
II) Normes applicables aux zones N.P et N.P.z	
1) Les emplacements destinés au stationnement doivent correspondre aux besoins des constructions et à l'accueil du public, et être assurés en dehors des voies publiques.	Les places de stationnement se situent sur le site et correspondent aux besoins de l'exploitant (5 places)
2) Les parcs de stationnement doivent être intégrés au site.	
3) Il doit être créé un ou des locaux aménagés pour le stationnement des deux-roues du personnel et des visiteurs, à raison d'une place pour dix places de voitures.	Vu le nombre de salariés (4) et le nombre de place de stationnement (5), le site ne contient pas de locaux aménagés pour le stationnement des deux-roues.
III) Traitement paysager des aires de stationnement	
A) Dispositions applicables à la zone N.P Toute aire de stationnement au sol de plus de 150 m ² doit être plantée à raison d'un arbre de haute tige pour quatre places, en disséminant ces arbres sur l'ensemble de l'aire, avec une circonférence de 25 à 30 cm mesurée à un mètre du sol, avec un cube de terre de deux mètres d'arête ou volume équivalent, et avec une protection efficace contre le choc des véhicules.	Le site dispose de 5 places de parking pour les salariés et visiteurs. La surface de l'aire de stationnement est inférieure à 150 m ² .
B) Dispositions applicables à la zone N.P.z	Non concerné.
ARTICLE 13 – ESPACES LIBRES, AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS, PLANTATIONS, ESPACES BOISES CLASSES	
I) Dispositions applicables aux zones N.P et N.P.z Les distances des plantations par rapport aux limites séparatives relèvent de l'article 671 du code civil rappelé en annexe documentaire. Des cahiers de recommandations paysagères figurent dans certains dossiers de réalisation des Z.A.C.	
1) Secteurs de parc Dans les secteurs de parc repérés au plan par l'indice SP, tout déboisement rendu nécessaire par le projet doit être compensé par la plantation d'arbres d'une hauteur minimale de deux mètres sur l'unité foncière, de façon à reconstituer une qualité paysagère et arborée équivalente, en tenant compte de la valeur écologique et économique du reboisement.	Non concerné.
2) Espaces boisés classés Les espaces boisés classés repérés au plan par l'indice EBC sont soumis aux dispositions des articles L.130-1 et suivants du code de l'urbanisme rappelées en annexe documentaire. Les espaces boisés classés en nature de peupleraies peuvent faire l'objet d'autorisation de coupe et d'abattage d'arbre en vue d'en assurer la rentabilité conformément aux règles d'une sage gestion économique de sylviculture dans le cadre d'une exploitation normale. L'autorisation peut être subordonnée à l'obligation de procéder à des reboisements ou à des plantations de remplacement.	Non concerné.
3) En cas d'abattage d'arbre de haute tige rendu nécessaire par un projet de construction ou d'aménagement, il doit être procédé au remplacement par un arbre de haute tige d'une essence régionale avec une hauteur minimale de 2 mètres.	Aucun abattage d'arbre de haute tige ne sera effectué.
4) Toute construction ou ensemble de constructions à usage agricole et les carrières doivent être entourées par des rideaux d'arbres de haute tige.	Non concerné. Aucune construction n'est prévue.

Prescriptions	Situation du site
II) Dispositions relatives à l'inventaire du patrimoine architectural et paysager	Non concerné.
SECTION 3 – POSSIBILITE MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL	
ARTICLE 14 – COEFFICIENT D'OCCUPATION DES SOLS	
I) Dispositions applicables à la zone N.P Non réglementé	Non concerné.
II) Dispositions applicables à la zone N.P.z	Non concerné.

2 DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE UGB

Prescriptions	Situation du site
SECTION 1 – NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DES SOLS	
<p>Il s'agit d'une zone économique bénéficiant d'une situation privilégiée, soit par sa proximité du centre-ville, soit par sa desserte. Il convient d'y favoriser la mixité d'activités économiques par l'implantation d'activités tertiaires, de bureaux, de commerces, de services, d'hôtels et de résidences services et d'activités industrielles ou artisanales compatibles avec les activités déjà présentes sur la zone.</p> <p>Parmi les zones UG il est distingué :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ pour la zone UGa, l'indice « a » s'applique à la Pilaterie à MARCQ-EN-BAROEUL, VILLENEUVE D'ASCQ et WASQUEHAL, <p>Pour la zone UGb, l'indice « b » s'applique :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ aux zones UG appartenant aux linéaires périurbains du SDDU ; ↳ aux zones UG situées en proximité des zones UX du PLU, zones à dominante commerciale, dont l'objet est de gérer l'évolution des pôles commerciaux de périphérie par une maîtrise de leur développement ; ↳ aux zones UG ne participant pas au renforcement de l'armature commerciale de centre-ville. <p>Pour la zone UGb1 de Lezennes : est autorisée l'implantation de zones commerciales liées à celles d'un siège social</p> <p>Des secteurs peuvent se superposer aux zones UG :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ secteurs "i" de risque d'inondations, ↳ secteurs "n" où les sols sont pollués, ↳ secteurs "n1", d'inconstructibilité totale tenant à la pollution des sols. <p>Les constructions autorisées dans cette zone peuvent bénéficier des dispositions favorisant la diversité de l'habitat ainsi que la performance énergétique et les énergies renouvelables :</p> <p>En application de l'article L127-1 du code de l'urbanisme, la réalisation de programmes de logements comportant des logements locatifs sociaux peut faire l'objet d'une majoration du coefficient d'occupation des sols fixée à 20% dans le respect des dispositions des articles R 127-2 et R 127-3 du code de l'urbanisme,</p> <p>En application de l'article L128-1 du code de l'urbanisme, les constructions satisfaisant à des critères de performance énergétique élevée ou alimentées à partir d'équipements performants de production d'énergie renouvelable ou de récupération peuvent faire l'objet d'une majoration du coefficient d'occupation des sols fixée à 20% dans le respect des dispositions de l'article R 111-21 du code de la construction et de l'habitation et de son arrêté d'application.</p>	

Prescriptions	Situation du site
ARTICLE 1 – TYPES D'OCCUPATION OU D'UTILISATION DU SOL INTERDITS	
I) Dispositions applicables aux zones U.G	
<p>Sont interdits :</p> <p>1) Les types d'occupation ou d'utilisation du sol contraires au caractère de la zone tel que défini ci-dessus.</p> <p>2) En zone UG_b, le commerce de détail autre que celui autorisé par l'article UG 2 paragraphe I)- 1).</p> <p>3) Le stationnement des caravanes (sauf pour les chantiers), les terrains de campement et de caravanage, et toute forme d'habitat mobile, à l'exclusion des terrains spécialement aménagés pour l'accueil des nomades et inscrits en emplacement réservé au plan.</p> <p>4) L'ouverture de toute carrière.</p> <p>5) Les dépôts à l'air libre de vieilles ferrailles de plus 5 m², de matériaux de démolition, de déchets, sauf lorsqu'il s'agit de déchetteries organisées par une collectivité locale, et les dépôts à l'air libre d'anciens véhicules désaffectés.</p> <p>6) Les constructions à usage d'habitation, et la création de logements par division ou changement de destination, sauf les exceptions prévues à l'article U.G. 2 paragraphe I)-4) et 6).</p> <p>7) Les stations-service sous immeuble occupé par des tiers ainsi qu'en sous-sol.</p> <p>8) A LOOS, dans la zone des établissements pénitentiaires, toute construction à moins de 6 mètres du mur d'enceinte.</p>	<p>La partie du site se trouvant en zone UG_b concerne l'entrée du site, les zones de stationnement, le pont à bascule et le bâtiment préfabriqué abritant les bureaux et locaux sociaux.</p> <p>Le dépôt à l'air libre des matériaux de démolition est effectué en zone NP selon le plan local d'urbanisme.</p>
II) Dispositions applicables aux zones UG-E1 de la D.U.P des champs captants	Non concerné
III) Dispositions applicables aux secteurs S1 du P.I.G des champs captants	Non concerné
IV) Dispositions particulières liées à des risques technologiques	Non concerné
V) Dispositions relatives à l'inventaire du patrimoine architectural et paysager	Non concerné
ARTICLE 2 – TYPES D'OCCUPATION OU D'UTILISATION DU SOL SOUMIS A DES CONDITIONS PARTICULIERES	
I) Dispositions applicables aux zones U.G	
<p>1) La zone UG_b autorise :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Les constructions à usage de commerce de gros ; ↳ Les constructions à usage de commerce de détail d'une taille mesurée (ne pouvant excéder 500 m² de surface de plancher), si elles constituent le complément d'une activité installée sur l'unité foncière ; ↳ Les commerces qui constituent des services communs liés au fonctionnement de la zone comme tous commerces de détail dans la limite d'une surface de plancher maximale de 240 m² ; ↳ L'aménagement et l'extension mesurée des surfaces (bâties ou non bâties), affectées aux commerces de détail, existantes et en activité à la date de la délibération du 2 avril 2010, numéro 10 C 0147, ce, dans la limite de 50% de la surface de plancher existante, sans pouvoir excéder une extension totale de 500m² de surface de plancher supplémentaire. La présente disposition s'applique également aux surfaces extérieures destinées à l'exposition ou à la vente. ↳ Les constructions ayant vocation à accueillir les groupements de vente des producteurs locaux. 	<p>La partie du site se trouvant en zone UG_b concerne l'entrée du site, les zones de stationnement, le pont à bascule et le bâtiment préfabriqué abritant les bureaux et locaux sociaux.</p>
<p>2) Si la surface ou la configuration d'une unité foncière est de nature à compromettre l'aspect ou l'économie de la construction à y édifier, ou la bonne utilisation des unités foncières voisines, le permis de construire peut être refusé ou subordonné à un remembrement préalable.</p>	<p>Aucun permis de construire n'accompagne la régularisation du site.</p>

Prescriptions	Situation du site
3) Sont autorisées les extensions et les améliorations apportées au confort et à la solidité des constructions à usage d'habitation existantes.	Aucune extension n'est prévue.
4) La reconstruction à l'identique après sinistre d'une habitation sur la même unité foncière, dès lors qu'elle a été régulièrement édifiée, dans la mesure où elle n'augmente pas le nombre de logements.	Non concerné.
5) Les dispositions du présent règlement ne font pas obstacle à la reconstruction à l'identique d'un bâtiment (autre qu'à usage d'habitation) détruit par un sinistre dès lors qu'il a été régulièrement édifié.	Non concerné.
6) Lorsqu'une présence permanente est nécessaire pour assurer la surveillance ou le gardiennage des constructions et installations existantes ou autorisées par le présent règlement, est admis sur l'unité foncière : ↳ soit un local de gardiennage intégré dans une construction nouvelle ou existante, ↳ soit une habitation dans la limite de 170 m² de surface de plancher.	Le site comprend un logement pour le gardien au sein d'un bâtiment préfabriqué (surface de plancher inférieure à 170 m²).
7) Les installations classées pour la protection de l'environnement sont autorisées sous réserve du respect de la législation en vigueur rappelée en annexe documentaire.	Le site relève de la réglementation des ICPE.
8) Les dépôts à l'air libre autres que ceux interdits à l'article U.G. 1 paragraphe I)-5) sont autorisés sous réserve du respect de la législation en vigueur et d'être obligatoirement ceinturés de plantations denses et de haute tige, afin de les rendre totalement invisibles. Il peut en outre être imposé l'édification d'une clôture de haie vive ou à claire-voie. Les dépôts de vieilles ferrailles sont autorisés dans la limite de 5 m².	Le stockage à l'air libre n'est pas effectué en zone UGb mais en zone NP.
9) Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif faisant l'objet d'un emplacement réservé au plan, ainsi que les extensions et améliorations de ceux existants. Pour le site eurasanté à Loos et Lille, les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif sont autorisées sans inscription préalable d'un emplacement réservé.	Non concerné.
10) Dans les secteurs de prescriptions spéciales d'une largeur de 70 mètres comptés à partir de l'axe de la voie repérés au plan, ne sont admises que les constructions à usage autre que d'habitation ou de bureau.	Non concerné.
11) Pour les établissements pénitentiaires [...]	Non concerné.
12) Dans les secteurs affectés au domaine public ferroviaire repérés au plan, sont seules autorisées les constructions et installations nécessaires au fonctionnement du service public ferroviaire.	Non concerné.
13) Dans les jardins familiaux repris au plan sous une trame JF ne sont autorisés que les abris de jardin.	Non concerné.
14) Sur les terrains cultivés repris au plan sous une trame vvv ne sont autorisés que les serres, les travaux confortatifs sur les bâtiments existants et les reconstructions après sinistres.	Non concerné.
15) Dans la zone UGb1 de Lezennes est autorisée l'implantation de surfaces commerciales liées à celles d'un siège social.	Non concerné.
II) Dispositions applicable aux zones UG-E1 de la D.U.P des champs captants	Non concerné.
III) Dispositions applicables aux secteurs S1 et S2 du P.I.G des champs captants	Non concerné.
IV) Conditions liées à des risques naturels et technologiques	Non concerné.
VI) Dispositions relatives à l'inventaire du patrimoine architectural et paysager	Non concerné.

Prescriptions	Situation du site
SECTION 2 – CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL	
ARTICLE 3 – DESSERTE PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES, ET ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC	
Conformément à l'article R.421-15 du code de l'urbanisme, lorsque la délivrance du permis de construire a pour effet la création ou la modification d'un accès à une voie publique, l'autorité ou le service chargé de l'instruction de la demande consulte l'autorité ou le service gestionnaire de cette voie.	Aucune demande de permis de construire ne sera effectuée.
I) Accès 1) Définition L'accès est la portion franchissable de la limite séparant l'unité foncière, sur laquelle est projetée une opération, de la voie d'accès ou de desserte publique ou privée ouverte à la circulation. Dans le cas d'une servitude de passage sur fonds voisin, l'accès est constitué par le débouché sur la voie.	/
2) Configuration a) Les accès doivent être en nombre limité, localisés et configurés en tenant compte des critères suivants : <ul style="list-style-type: none"> ↳ la topographie et morphologie des lieux dans lesquels s'insère la construction ; ↳ la nature des voies sur lesquelles les accès sont susceptibles d'être aménagés afin de préserver la sécurité des personnes (visibilité, vitesse sur voie, intensité du trafic...); ↳ le type de trafic engendré par la construction (fréquence journalière et nombres de véhicules accédant à la construction, type de véhicules concernés...); ↳ les conditions permettant l'entrée et la sortie des véhicules dans le terrain sans manœuvre sur la voie de desserte. 	Le site dispose d'un accès unique au niveau de la rue du Calvaire. La société Vermeulen Matériaux se trouve au sein de la ZAC des 4 vents. Les voiries sont donc adaptés aux véhicules légers et camions qui sont susceptible de venir sur le site. Un plan de circulation est en place sur le site, permettant ainsi de fluidifier le trafic.
b) Pour être constructible, un terrain doit comporter un accès automobile à une voie publique ou privée, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur fonds voisin ou éventuellement obtenu par l'application de l'article 682 du code civil relatif aux terrains enclavés (reproduit en annexe documentaire). L'accès doit répondre à l'importance et à la destination de la construction ou de l'ensemble des constructions qui y sont édifiés ou dont l'édification est demandée.	Absence de constructions nouvelles.
c) Les caractéristiques des accès des constructions nouvelles doivent permettre de satisfaire aux règles minimales de desserte et de sécurité, défense contre l'incendie, protection des piétons, enlèvement des ordures ménagères, etc. Le permis de construire peut être refusé ou soumis à des conditions spéciales, conformément aux dispositions de l'article R.111-4 du code de l'urbanisme rappelé dans les dispositions générales du présent règlement.	Absence de constructions nouvelles.
d) Dans les périmètres de valorisation des axes lourds de transport en commun repérés au plan, l'accès à l'unité foncière doit être aménagé de manière à la raccorder au plus près de l'entrée d'une station de métro, de tramway ou d'une gare, sauf impossibilité technique.	Non concerné.
e) La desserte des postes de distribution d'hydrocarbure doit être assurée en dehors de la voie publique.	Le site dispose d'une cuve de carburant pour les engins de manutention du site. Celle-ci se trouve sur le site et dispose d'une rétention adaptée.

Prescriptions	Situation du site
II) Voies d'accès et de desserte	
<p>1) Les terrains doivent être desservis par des voies publiques ou privées répondant à l'importance et à la destination de la construction ou de l'ensemble des constructions qui y sont édifiés ou dont l'édification est demandée.</p> <p>Les dispositions régissant le classement dans le domaine public communautaire sont fixées par le règlement général de voirie de la communauté urbaine.</p>	Le site est desservie par la rue du Calvaire.
<p>2) Le schéma de la voirie, partie intégrante des espaces extérieurs de toute opération, doit être structuré. Il présente, inclus dans l'unité foncière considérée, un ensemble de voies hiérarchisées dont le dimensionnement est adapté à la polyvalence des fonctions et usages à assurer. Aucune voie automobile nouvelle d'intérêt privé ne doit avoir une emprise inférieure à 5 mètres. De même aucune voie automobile nouvelle d'intérêt public notamment en raison de ses fonctions urbaines, ne peut avoir une emprise inférieure à 9 mètres.</p>	Le rue du Calvaire fait partie de la ZAC des 4 vents et est correctement dimensionnée pour l'activité du site (passage de camions).
<p>3) Les voies en impasse doivent être aménagées dans leur partie terminale, afin de permettre aux véhicules de faire aisément demi-tour.</p> <p>Lorsque l'impasse est située en limite du périmètre urbanisable, il doit être réservé la possibilité de prolonger ultérieurement la voie sans occasionner de destruction.</p>	Un plan de circulation est mis en place sur le site afin de faciliter le trafic et les manœuvres des camions.
<p>4) Dans les périmètres de valorisation des axes lourds de transport en commun repérés au plan, les voiries réalisées dans le cadre d'une autorisation de lotir ou de construire doivent être aménagées pour permettre une desserte, notamment piétonnière et cyclable, au plus près de l'entrée d'une station de métro, de tramway ou d'une gare, sauf impossibilité technique.</p>	Non concerné.
III) Dispositions relatives à l'inventaire du patrimoine architectural et paysager	Non concerné.

Prescriptions	Situation du site
ARTICLE 4 – DESSERTE PAR LES RESEAUX	
I) Eau Toute construction ou installation nouvelle doit être raccordée au réseau public d'eau potable.	Le site est raccordé au réseau public de distribution d'eau potable.
II) Assainissement A) Eaux usées Il doit être tenu compte du règlement d'assainissement de la communauté urbaine. Sur l'unité foncière, la séparation des eaux usées et des eaux pluviales est obligatoire pour toutes les constructions neuves et cela sur l'ensemble du territoire communautaire. Toutes eaux usées domestiques et assimilées doivent être évacuées sans aucune stagnation par des canalisations souterraines raccordées au réseau collectif d'assainissement, en respectant les caractéristiques de ce réseau, ou grâce à un dispositif d'assainissement non collectif conforme (pour les constructions situées en zonage d'assainissement non collectif). Dans le cas d'une situation en zonage collectif, tout projet d'assainissement doit être conforme à l'article 32 du règlement d'assainissement communautaire, concernant la protection contre le reflux des eaux d'égout. Dans le cas d'un assainissement non collectif, le pétitionnaire doit suivre les prescriptions relatives au règlement d'assainissement communautaire dans sa partie assainissement non collectif (chapitre III). Toute construction déversant des eaux usées domestiques ou assimilées, située en zonage d'assainissement collectif, se soumet à l'article L.1331-1 du code de la santé publique. Toute construction déversant des eaux usées domestiques ou assimilées, située en zonage d'assainissement collectif, se soumet à l'article L.1331-1 du code de la santé publique. Est obligatoire, dans le délai de deux ans à compter de la mise en service de l'égout, le raccordement des immeubles d'habitation et assimilés aux égouts disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont accès directement ou par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage. A la mise en service d'un égout public destiné à recevoir les eaux usées domestiques sans aucun traitement préalable, les dispositifs d'assainissement individuels existants sont supprimés (article L.1331-5 du code de la santé publique). En l'absence de réseau collectif d'assainissement, et sous réserve de l'agrément des services compétents, les eaux et matières usées doivent être dirigées vers des dispositifs de traitement (conformément aux prescriptions de l'arrêté du 6 mai 1996 modifié sur les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif et de la circulaire interministérielle n°97-49 du 22 mai 1997 relative à l'assainissement non collectif) et évacuées conformément aux exigences des textes réglementaires. Toutes dispositions doivent être prises pour permettre le raccordement au réseau lorsque celui-ci sera réalisé. Conformément à l'article L.1331-10 du code de la santé publique, le raccordement au réseau public des établissements déversant des eaux industrielles n'est pas obligatoire. Toutefois, les eaux industrielles peuvent, sous condition, être rejetées au réseau public d'assainissement pour être traitées dans une station d'épuration communautaire. Elles doivent pour cela satisfaire au règlement d'assainissement communautaire.	D'après la carte présentant les zones d'assainissement de la MEL (cf. PJ n°24), le site se trouve dans une zone d'assainissement non collectif. L'exploitant a mis en place une fosse toutes eaux pour traiter les eaux usées domestiques (cf. PJ n°26). Les eaux pluviales de voiries imperméabilisées sont collectées séparément des eaux usées domestiques.

Prescriptions	Situation du site
<p>B) Eaux pluviales</p> <p>L'infiltration sur l'unité foncière doit être la première solution recherchée pour l'évacuation des eaux pluviales recueillies sur l'unité foncière. Si l'infiltration est insuffisante, le rejet de l'excédent non infiltrable sera dirigé de préférence vers le milieu naturel.</p> <p>L'excédent d'eau pluviale n'ayant pu être infiltré ou rejeté au milieu naturel est soumis à des limitations avant rejet au réseau d'assainissement communautaire.</p> <p>Sont concernés par ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ toutes les opérations dont la surface imperméabilisée est supérieure à 400 m² (voirie et parking compris). En cas de permis groupé ou de lotissement, c'est la surface totale imperméabilisée de l'opération qui est comptabilisée. ↳ tous les cas d'extension modifiant le régime des eaux : opérations augmentant la surface imperméabilisée existante de plus de 20%, parking et voirie compris. ↳ tous les cas de reconversion - réhabilitation dont la surface imperméabilisée est supérieure à 400 m² : le rejet doit se baser sur l'état initial naturel du site. La surface imperméabilisée considérée est également celle de l'opération globale. Le volume à tamponner est alors la différence entre le ruissellement de l'état initial naturel du site et le volume ruisselé issu de l'urbanisation nouvelle (une étude de sol sera demandée pour déterminer l'état initial naturel du site). ↳ tous les parkings de plus de 10 emplacements. <p>Sur l'ensemble du territoire communautaire, le débit de fuite maximal à la parcelle est fixé à 2 litres par hectare et par seconde.</p> <p>Pour les opérations définies ci-dessus de surface inférieure à 2 hectares, le débit de fuite est forfaitairement fixé à 4 litres par seconde.</p> <p>En l'absence de réseau ou en cas de réseau insuffisant, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales, et éventuellement ceux visant à la limitation des débits évacués de l'unité foncière, sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.</p> <p>L'évacuation des eaux et matières usées dans les fossés ou les réseaux pluviaux est interdite.</p>	<p>Les eaux pluviales des voiries non imperméabilisées sont infiltrées directement.</p> <p>Les eaux pluviales de voiries imperméabilisées sont traitées par un séparateur d'hydrocarbures avant d'être rejetées dans le fossé de la ZAC des 4 vents.</p>
<p>III) Réseaux divers</p> <p>Les réseaux divers de distribution (eau potable, gaz, électricité, téléphone, etc.) doivent être souterrains. Leur pose en galerie technique peut être prescrite pour des opérations importantes. Eventuellement, les câbles peuvent être suspendus aux façades des immeubles. Ces prescriptions ne sont pas imposées en cas de simples poses ou renforcement de câbles électriques, téléphoniques ou de télédistribution en dehors de toute demande d'autorisation de lotir ou de construire.</p> <p>Pour la desserte en électricité des lotissements et des "opérations groupées" les réseaux nouveaux de distribution de 1^{ère} catégorie doivent être souterrains. Leur pose en galerie technique peut être prescrite pour des opérations importantes.</p> <p>Les travaux de renforcement de réseaux de distribution électrique existants de 1^{ère} catégorie peuvent être réalisés sur le même type de réseaux (aérien ou souterrain). Toutefois, selon l'importance des travaux de renforcement (remplacement des supports sur une distance assez importante) et si la continuité de la ligne le permet, les travaux de renforcement de lignes aériennes doivent être réalisés en souterrain.</p>	<p>Les réseaux divers sont présentés en PJ n°3.</p>
IV) Dispositions applicables aux secteurs S1 et S2 du P.I.G des champs captants	Non concerné.
V) Dispositions relatives à l'inventaire du patrimoine architectural et paysager	Non concerné.
ARTICLE 5 – SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES	
<p>Dans les zones d'assainissement non collectif reportées sur les plans d'assainissement collectif et non collectif qui constituent une annexe du P.L.U., les unités foncières doivent avoir une superficie d'au moins 700 m² dont une surface libre minimale disponible de 150 à 200 m² pour répondre aux filières d'assainissement autonome.</p>	Aucune construction n'est prévue.

Prescriptions	Situation du site
ARTICLE 6 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET AUX EMPRISES PUBLIQUES	
I) Dispositions générales	
<p>1) Les constructions et installations doivent, pour la façade entière ou pour un segment d'une longueur minimale de 3 mètres, soit être édifiées à l'alignement (ou obéir à la marge de recul inscrite au plan) ou à la limite de la voie privée, soit être édifiées en retrait de l'alignement (ou de la marge de recul prévue au plan) ou de la limite de la voie privée.</p> <p>Ce retrait volontaire peut varier en fonction de la composition architecturale sous réserve que la construction s'intègre harmonieusement à l'ensemble urbain environnant.</p> <p>Dans les secteurs de parc repérés au plan par l'indice SP, le retrait par rapport à l'alignement (ou à la marge de recul) ou à la limite de la voie privée peut varier afin d'assurer la protection du boisement.</p>	<p>Le bâtiment préfabriqué le plus proche se trouve à 10 mètres des limites de propriété.</p> <p>Une distance de 20 mètres sépare le logement du gardien et les bureaux/locaux sociaux.</p>
<p>2) En l'absence de marge de recul reportée au plan, les constructions et installations doivent respecter un retrait minimum de 5 mètres par rapport à l'alignement (ou à la limite d'une voie privée) sur les voies dont l'axe constitue une limite avec une zone UA, UB, UC, UD, AUCa, AUCm, AUDa, AUDm, A, NE et NP, sauf si le pétitionnaire apporte la preuve que les constructions ou installations prévues à cet alignement (ou sur cette limite de voie privée) ne présentent aucune gêne ni nuisance pour l'environnement.</p>	
<p>3) La distance comptée entre l'aplomb d'un ouvrage tel que antenne, mât, pylône, enseigne, etc. et le viaduc, la trémie ou le passage au sol d'une ligne de métro existante ou déclarée d'utilité publique, doit être supérieure à la hauteur de cet ouvrage.</p>	Non concerné.
II) Dispositions relatives à l'inventaire du patrimoine architectural et paysager	Non concerné.
ARTICLE 7 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES	
I) Pour les constructions nouvelles et reconstructions	Non concerné.
II) Pour les extensions	Non concerné.
III) Pour les jardins familiaux	Non concerné.
IV) Dispositions relatives à l'inventaire du patrimoine architectural et paysager	Non concerné.
ARTICLE 8 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE	
<p>1) En cas de construction nouvelle, de reconstruction, d'extension, de changement de destination, de division de logement, ou de travaux d'ouverture de baies, les baies éclairant les pièces principales d'habitation ne doivent être masquées par aucune partie d'immeuble qui, à l'appui des baies, serait vue sous un angle de plus de 60 degrés au-dessus du plan horizontal, tel que figuré en annexe documentaire.</p>	Aucune construction n'est prévue.
<p>2) Entre deux bâtiments non contigus doit toujours être ménagée une distance suffisante pour permettre l'entretien facile des marges d'isolement et des bâtiments eux-mêmes et, s'il y a lieu, le passage et le fonctionnement du matériel de lutte contre l'incendie. Cette distance doit être d'au moins quatre mètres entre deux bâtiments non contigus si l'un des deux au moins présente une hauteur à l'égout des toitures supérieure à sept mètres au-dessus du niveau du terrain naturel (tel que défini à l'annexe documentaire).</p>	Le site ne contient qu'un logement pour le gardien et un bâtiment comprenant les bureaux et locaux sociaux. Ces bâtiments sont suffisamment éloignés les uns des autres (distance supérieure à 4 mètres).
<p>3) Les paragraphes précédents ne s'appliquent pas à l'implantation d'un établissement pénitentiaire.</p>	/

Prescriptions	Situation du site
ARTICLE 9 – EMPRISE AU SOL	
I) Définition	
1) Principe L'emprise au sol des constructions correspond à la projection verticale de leur volume hors œuvre, tel que figuré en annexe documentaire, y compris les constructions annexes (dont les surfaces non closes, par exemple les abris à voiture), les balcons, les oriels, les auvents (voir schéma en annexe documentaire).	/
2) Toutefois, ne sont pas pris en compte : <ul style="list-style-type: none"> ✎ les terrasses non couvertes, de plain-pied avec le rez-de-chaussée et non constitutives de surface de plancher. ✎ les bâtiments enterrés lorsqu'ils ne dépassent pas du sol ou ne le dépassent que de moins de 0,60 mètre par rapport au niveau naturel (tel que défini à l'annexe documentaire). ✎ les rampes d'accès lorsqu'elles descendent à partir de la voie. Celles qui montent ne comptent que pour leur partie excédant 0,60 mètre par rapport au niveau naturel (tel que défini à l'annexe documentaire). 	/
II) Norme	
1) Principe général <ul style="list-style-type: none"> a) La surface maximale d'emprise des constructions par rapport à la superficie de l'unité foncière est fixée à : <ul style="list-style-type: none"> ✎ 60 % lorsque le mode principal d'occupation déterminé par la surface de plancher est constitué par le commerce ou le bureau, ✎ 100 % dans les autres cas. 	La superficie du site est d'environ 30 000 m². La superficie des constructions est d'environ 80 m². L'emprise des constructions est donc de 0,27 %.
b) Dans l'ancienne zone de servitudes des fortifications de Lille repérée sur un plan spécifique et concernant les communes de LILLE, LA MADELEINE, LAMBERSART et SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE, la surface maximale totale d'emprise des constructions (existantes et futures) est fixée à 20 % de la superficie de cette zone (tout zonage confondu) soit : <ul style="list-style-type: none"> ✎ 43,794 ha à Lille où l'ensemble de la zone couvre 218,97 ha, ✎ 7,386 ha à La Madeleine où l'ensemble de la zone couvre 36,93 ha, ✎ 4,628 ha à Lambersart où l'ensemble de la zone couvre 23,14 ha, ✎ 4,63 ha à Saint-André où l'ensemble de la zone couvre 23,15 ha. 	Non concerné.
2) Exceptions Toutefois et sauf en zone UGa, le dépassement de l'emprise fixée au paragraphe II)-1)-a) ci-dessus est autorisé dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none"> a) pour les terrains dont la superficie est inférieure à 500 m² et qui sont, soit situés à l'angle de deux voies (tel que défini en annexe documentaire), soit entre deux voies distantes de moins de quinze mètres. b) dans le cas prévu à l'article U.G. 7 paragraphe II)-3) 	Non concerné.

Prescriptions	Situation du site
II) Cas particulier	
<p>1) Cas des bâtiments existants dépassant déjà l'emprise au sol autorisée :</p> <p>Lorsque, par son emprise, un immeuble bâti existant n'est pas conforme aux prescriptions du présent article, l'autorisation d'urbanisme ne peut être accordée que :</p> <p>1) Pour des travaux qui ont pour objet d'améliorer la conformité de l'emprise de cet immeuble avec ces prescriptions,</p> <p>2) Pour des travaux sans effet sur l'emprise de l'immeuble.</p>	Non concerné.
2) Les secteurs de parc	Non concerné.
3) les abris de jardin	Non concerné.
ARTICLE 10 – HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS	
I) Dispositions générales	
A) Hauteur relative	
<p>La différence de niveau entre tout point d'un bâtiment et tout point de l'alignement opposé ne doit pas excéder :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ la distance comptée horizontalement entre ces deux points lorsque l'axe de la voie constitue la limite avec une zone UA, UB, UC, UD, AUCm, AUDm. ↳ les 3/2 de la distance comptée horizontalement entre ces deux points dans les autres cas. <p>Pour le calcul de cette distance, il est tenu compte de la largeur d'emprise de la voie existante ou de la largeur de la voie prévue au plan local d'urbanisme, et du retrait de la construction par rapport à l'alignement (ou à la marge de recul inscrite au plan) ou à la limite de la voie privée.</p> <p>Un dépassement égal au 1/10 de la largeur de la voie et au maximum d'1 mètre est admis lorsque la hauteur calculée comme il est indiqué ci-dessus ne permet pas d'édifier un nombre entier d'étages droits. La même tolérance est admise pour les murs pignons, cheminées, saillies et autres éléments de construction reconnus indispensables.</p> <p>Si la construction est édifiée à l'angle de deux voies de largeur différente, la partie du bâtiment bordant la voie la plus étroite peut avoir la même hauteur que celle du bâtiment bordant la voie la plus large sur une longueur n'excédant pas 15 mètres comptés à partir du point d'intersection des alignements (ou des marges de recul inscrites au plan).</p> <p>Lorsque la distance entre deux voies de largeur différente est inférieure à 15 mètres, la hauteur de la construction édifiée entre les deux voies peut être celle déterminée à partir de la voie la plus large.</p>	<p>Le site ne comprend que 2 bâtiments préfabriqués démontables (bureaux et logement du gardien).</p> <p>La distance entre ces bâtiments est d'environ 20 mètres.</p> <p>La hauteur des bâtiments préfabriqués présent sur le site est d'environ 3 mètres.</p>
<p>B) Hauteur à l'égout des toitures</p> <p>La hauteur des constructions ne peut excéder 21 mètres par rapport au niveau naturel de l'unité foncière (tel que défini à l'annexe documentaire).</p> <p>Pour les bâtiments de l'établissement pénitentiaire de SEQUEDIN - ENGLOS - HALLENNES-LEZ-HAUBOURDIN, le nombre de niveau est limité à 3 étages sur rez-de-chaussée (R+3).</p>	<p>Les bâtiments présents sur le site disposent d'une hauteur inférieure à 21 mètres (environ 3 mètres).</p> <p>Les constructions ne disposent pas d'étages.</p>

Prescriptions	Situation du site
C) Hauteur absolue	
1) La hauteur absolue au faîtage ou à l'acrotère d'une toiture-terrasse de toute construction ne peut excéder 21 mètres à partir du niveau du terrain naturel de l'unité foncière d'implantation (tel que défini à l'annexe documentaire), 28 mètres dans la zone UG de LOOS au sud du C.H.R. Elle est limitée à 9 mètres dans la zone des établissements pénitentiaires de LOOS, dans un rayon de 50 mètres autour des établissements délimités par leur mur d'enceinte.	La hauteur des bâtiments préfabriqués est d'environ 3 mètres.
2) Dans les jardins familiaux, soit non protégés, soit à protéger et repérés au plan par l'indice JF, la hauteur des abris individuels est fixée à 2,50 mètres maximum.	Non concerné.
3) En cas de terrain en pente, la hauteur absolue est comptée à partir du plan horizontal calculé conformément à l'annexe documentaire relative à l'article 10 du présent règlement.	Non concerné – le terrain n'est pas en pente.
4) Exceptions :	
a) Ne sont pas soumis à cette règle les équipements d'infrastructure lorsque leurs caractéristiques techniques l'imposent (château d'eau, pylône E.D.F., tour de relais de faisceau hertzien, locaux et antennes de télécommunication).	Non concerné.
b) Ne sont pas soumis à cette règle les équipements publics de superstructure et les équipements d'intérêt collectif lorsque leurs caractéristiques techniques l'imposent (tour de séchage des centres de secours, etc.).	
c) Cette hauteur peut être dépassée pour la construction de cheminées lorsque les autorités compétentes en matière d'installations classées l'exigent pour des raisons de rejets de fumées et gaz polluants.	
d) Cette hauteur peut être dépassée lorsqu'un motif d'urbanisme sérieux le rend nécessaire et si exigences particulières d'insertion dans le site sont respectées.	
e) Cette hauteur peut être exceptionnellement dépassée lorsque ce dépassement est indispensable au fonctionnement de l'activité.	
f) Un dépassement d'1,20 mètre par rapport à cette hauteur est autorisé pour les ouvrages techniques, ascenseurs, cheminées.	
II) Dispositions relatives à l'inventaire du patrimoine architectural et paysager	Non concerné.
ARTICLE 11 – ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTONS, AMENAGEMENT DES ABORDS, PROTECTION DES ELEMENTS DE PAYSAGE	
I) Principe général En aucun cas l'aspect extérieur des constructions, installations et dépôts à l'air libre ne doit porter atteinte à un site urbain ou à un ensemble architectural de qualité.	Le site est localisé au sein de la ZAC des 4 vents et ne porte pas atteinte à un site urbain ou à un ensemble architectural de qualité.
II) Dispositions particulières Est déconseillé tout pastiche d'une architecture archaïque ou étrangère à la région.	Le site ne comprend que des 2 bâtiments préfabriqués démontables (bureaux et logement du gardien).

Prescriptions	Situation du site
<p>1) Choix des matériaux et traitement des façades</p> <p>Est interdit l'emploi à nu des matériaux destinés à être recouverts (briques creuses, parpaings, etc.), sauf s'ils s'intègrent dans une composition architecturale d'ensemble.</p> <p>Les matériaux apparents en façade doivent être choisis de telle sorte que leur mise en œuvre permette de leur conserver de façon permanente un aspect satisfaisant.</p> <p>Les pignons doivent être traités en harmonie avec les façades de la construction principale édifiée conformément aux dispositions ci-dessus.</p> <p>Dans un rayon de 50 mètres autour des établissements pénitentiaires de LOOS, délimité par leur mur d'enceinte extérieur, les murs pignons et les façades ayant vue sur le mur d'enceinte de ceux-ci doivent être aveugles.</p>	<p>Le site ne comprend aucune construction.</p> <p>Les bâtiments présents sur le site sont des bâtiments préfabriqués démontables. Les matériaux apparents en façade sont donc adaptés aux conditions extérieures et permettent de conserver un aspect satisfaisant.</p>
<p>2) Traitement des éléments techniques et des constructions annexes</p> <p>Les bâtiments annexes et les ajouts doivent être traités en harmonie avec la construction principale édifiée conformément aux dispositions du paragraphe 1) ci-dessus.</p> <p>Les antennes paraboliques doivent être aussi peu visibles que possible de la voie publique. Elles doivent, en outre, par leur couleur ou leur transparence, s'intégrer à la construction principale. Elles ne doivent pas porter atteinte à la qualité du site ou du paysage, à l'intérêt des lieux avoisinants ainsi qu'aux perspectives monumentales dans lesquels elles s'insèrent. Il est préféré une pose sur la souche de cheminée.</p> <p>Les antennes relais de téléphonie mobile doivent être aussi peu visibles que possible de la voie publique. Un traitement esthétique est conseillé afin de favoriser leur intégration au milieu environnant, par exemple un revêtement de peinture, un décor en trompe-l'œil, une fausse cheminée, un faux arbre ou tout autre dispositif remplissant cet objectif.</p> <p>Les parties de construction édifiées sur des terrasses (telles que cheminées, machineries d'ascenseurs, de réfrigération, sorties de secours, etc.), doivent s'intégrer dans une composition architecturale d'ensemble.</p> <p>Les bandes de plus de deux garages doivent être aussi peu visibles que possible des voies publiques et être intégrées dans leur environnement immédiat.</p> <p>Les citernes à gaz ou à mazout ainsi que les installations similaires doivent dans toute la mesure du possible être placées en des lieux où elles ne seront pas visibles des voies publiques.</p> <p>Les postes électriques et de gaz doivent présenter une qualité architecturale qui permette une bonne intégration à l'ensemble des constructions environnantes. Ils doivent être, dans toute la mesure du possible, accolés ou intégrés à une construction et harmonisés à celle-ci dans le choix des matériaux, revêtements et toiture. A défaut, ils doivent être, soit construits sur un emplacement dissimulé aux regards, soit d'un modèle dont la hauteur hors sol ne peut excéder 1,50 mètre.</p>	<p>Non concerné. Le site ne contient pas de bâtiments annexes.</p>

Prescriptions	Situation du site
<p>3) Traitement des clôtures</p> <p>Les clôtures et portails à l'intérieur du mur d'enceinte d'un établissement pénitentiaire ne sont pas concernés par le présent paragraphe.</p> <p>Lorsqu'il est procédé à l'édification d'une clôture, les conditions suivantes doivent être respectées.</p> <p>L'emploi à nu de parpaings non recouverts est interdit.</p> <p>Les barbelés visibles de l'extérieur, pour les clôtures sur rue et en limites séparatives de l'unité foncière, sont interdits, sauf en cas de besoin particulier lié à la nature de l'occupation du terrain.</p>	<p>Le site est délimité par un grillage présent sur toute la périphérie. La hauteur du grillage est inférieure à 2 mètres.</p> <p>Un talus végétalisé et des arbres ou arbustes en fonction des endroits sont également installés en périphérie du site.</p>
<p>a) Traitement des clôtures en limite d'espace public et dans la profondeur du recul ou du retrait</p> <p>Les clôtures, tant à l'alignement ou en limite de voie privée que sur la profondeur de la marge de recul ou du retrait volontaire, doivent être traitées en harmonie avec la construction principale édifiée sur le terrain et avec le contexte urbain environnant, et doivent être constituées :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ soit par des haies vives, ↳ soit par des grillages, grilles ou tous autres dispositifs à claire-voie comportant au moins 50 % de vide et reposant ou non sur un mur bahut dont la hauteur ne peut excéder 0,80 mètre, l'ensemble ne pouvant dépasser deux mètres, ↳ soit par un simple mur bahut dont la hauteur ne peut excéder 0,80 mètre. Les portes de clôtures ne peuvent dépasser deux mètres de hauteur. <p>Les clôtures pleines ou supérieures à cette hauteur ne sont autorisées que lorsqu'elles répondent, ou au caractère des constructions édifiées sur l'unité foncière concernée, ou à une utilité tenant à la nature de l'occupation, ou à une protection acoustique vis-à-vis d'une voie bruyante ou très bruyante.</p>	
<p>b) Traitement des clôtures en limites séparatives</p> <p>Les clôtures en limites séparatives autres que celles évoquées au paragraphe a) ci-dessus, qu'elles soient édifiées à cheval sur la limite ou entièrement sur l'unité foncière, ne peuvent dépasser 2 mètres de hauteur.</p> <p>Les clôtures supérieures à cette hauteur ne sont autorisées que lorsqu'elles répondent, ou au caractère des constructions édifiées sur l'unité foncière concernée, ou à une utilité tenant à la nature de l'occupation.</p> <p>Si les deux unités foncières à séparer présentent entre elles une dénivellation, la hauteur de la clôture se mesure à partir du niveau du terrain inférieur.</p>	
<p>c) Traitement des clôtures pour toute opération d'aménagement d'ensemble</p> <p>Dans les ensembles de constructions à édifier dans les nouveaux lotissements ou dans les "opérations groupées", la hauteur et l'aspect des clôtures peuvent donner lieu à des prescriptions particulières pour une uniformisation d'aspect, y compris les clôtures sur limites séparatives.</p>	Non concerné.
II) Dispositions relatives à l'inventaire du patrimoine architectural et paysager	Non concerné.

Prescriptions	Situation du site
ARTICLE 12 – Aires de stationnement	
I) Dispositions générales	
<p>1) Conditions générales de réalisation</p> <p>Même si les travaux ou constructions ne sont pas soumis à l'obtention d'une autorisation prévue à l'article L.421-1 du code de l'urbanisme, les dispositions du présent règlement relatives à la réalisation d'aires de stationnement s'appliquent (article L.421- 3 alinéa 6 du code de l'urbanisme).</p> <p>Le stationnement et l'évolution des véhicules, correspondant aux normes et prescriptions du présent article, doivent être assurés en dehors des emprises publiques ou susceptibles d'être classées dans le domaine public, conformément à l'article R.111-4 du code de l'urbanisme rappelé dans les dispositions générales du présent règlement.</p> <p>Les mouvements d'entrée et de sortie des véhicules, ainsi que le stationnement de desserte, doivent être traités de manière à prendre en compte la priorité à la circulation en sécurité des piétons, quels que soient les sens de circulation autorisés dans la voie desservant l'unité foncière.</p> <p>Lorsqu'une unité foncière donne sur plusieurs voies, la localisation des accès au parc de stationnement (entrées et sorties) peut être imposée en fonction de la nature et de l'importance de celui-ci, des caractéristiques géométriques et urbaines des voies ainsi que de leur mode d'exploitation.</p> <p>Au-dessus de 50 places de stationnement de véhicules particuliers, il peut être exigé que les entrées et sorties des véhicules soient différenciées.</p> <p>Au-delà de 1.000 m² les aires de stationnement en plein air doivent être fractionnées en plusieurs unités par des dispositifs végétaux et comprendre des cheminements piétonniers permettant d'aller du véhicule garé au bâtiment en toute sécurité.</p> <p>Toute place en parking collectif doit être accessible sans avoir à circuler sur une autre.</p> <p>Lorsqu'une aire de stationnement a été réalisée au titre des obligations du présent règlement, elle ne peut plus être prise en compte, en tout ou en partie, à l'occasion d'une nouvelle autorisation.</p>	<p>Le site comprend un parking privé situé à l'entrée du site et destiné à accueillir les véhicules du personnel et des visiteurs (5 places).</p> <p>Ce stationnement sur le site permet de ne pas gêner la circulation au niveau de la rue du Calvaire.</p>
<p>2) Taille des places</p> <p>Les places de stationnement doivent avoir pour dimensions minimales 2,30 mètres sur 5 mètres, avec un dégagement minimum de 5 mètres pour permettre les manœuvres. Ces dimensions doivent être libres de tout encombrement par des murs et piliers.</p>	<p>Les dimensions des places de stationnement sont respectées.</p>
II) Normes	
<p>1) Sur chaque unité foncière des surfaces suffisantes doivent être réservées :</p> <p>a) pour l'évolution, le chargement, le déchargement et le stationnement de la totalité des véhicules de livraison et de service.</p> <p>b) pour la totalité des véhicules du personnel et des visiteurs.</p>	<p>Le site dispose de 5 places de parking pour les véhicules légers. Le nombre de salariés s'élève à 4.</p> <p>Les véhicules de livraison de matériaux ne stationnent pas sur le site, ils vont directement au pont à bascule puis déchargent aux zones indiquées par le personnel.</p>
<p>2) Pour les constructions à usage de commerce ou de bureaux, il doit être créé au moins une place de stationnement par 40 m² de surface de plancher.</p>	<p>Le site dispose de 5 places de stationnement pour 80 m² de surface de plancher.</p>

Prescriptions	Situation du site
3) Pour les constructions à usage d'hôtels et de résidences services, il doit être créée au maximum une place par 60m ² de surface de plancher. Une zone de dépose des clients doit être créée pour les hôtels et résidences services de plus de 50 chambres ou unités d'hébergement.	Non concerné.
4) Dans tous les cas le stationnement et l'évolution des véhicules doivent être assurés en dehors de l'emprise publique.	Les aires de stationnement sont situées sur le site.
5) Il doit être créé un ou des locaux aménagés pour le stationnement des deux-roues du personnel et des visiteurs, à raison d'une place pour dix places de voitures.	Vu le nombre de salariés (4) et le nombre de place de stationnement (5), le site ne contient pas de locaux aménagés pour le stationnement des deux-roues.
III) Mode de réalisation	
Pour l'ensemble du parc des véhicules des garages commerciaux et des sociétés de location, sont seuls applicables les modes de réalisation prévus aux paragraphes 1) et 2), afin de ne pas empiéter sur le domaine public	Non concerné.
1) Le pétitionnaire satisfait à ses obligations en créant les places sur l'unité foncière même du projet, sauf en cas d'existence ou de décision de création de voie piétonnière.	Les aires de stationnement se trouvent sur le site, au niveau des bureaux.
2) A défaut, lorsque la création des places est techniquement impossible ou est interdite pour des motifs d'architecture ou d'urbanisme, le pétitionnaire satisfait à ses obligations en créant les places manquantes sur une autre unité foncière distante de la première de moins de 300 mètres dont il justifie la pleine propriété.	Non concerné.
3) A défaut des deux modalités précédentes, le pétitionnaire justifie : a) de l'obtention d'une concession d'au moins quinze ans dans un parc public de stationnement existant ou en cours de réalisation situé dans un rayon de 300 mètres, b) ou de l'acquisition de places non affectées situées dans un parc privé de stationnement existant ou en cours de réalisation situé dans rayon de 300 mètres.	Non concerné.
4) A défaut de toutes les modalités précédentes le pétitionnaire est tenu de verser à la communauté urbaine une participation fixée par délibération du conseil de communauté et réactualisée chaque année en fonction de l'indice INSEE du coût de la construction, en vue de la réalisation de parcs publics de stationnement, dans les conditions prévues aux articles L.421-3 et R.332-17 à R.332-23 du code de l'urbanisme.	Non concerné.
IV) Traitement paysager des aires de stationnement	
Toute aire de stationnement au sol de plus de 150 m ² doit être plantée à raison d'un arbre de haute tige pour quatre places, en disséminant ces arbres sur l'ensemble de l'aire, avec une circonférence de 25 à 30 cm mesurée à un mètre du sol, avec un cube de terre de deux mètres d'arête ou volume équivalent, et avec une protection efficace contre le choc des véhicules.	Le site dispose de 5 places de parking pour les salariés et visiteurs. La surface de l'aire de stationnement est inférieure à 150 m ² .

Prescriptions	Situation du site
ARTICLE 13 – ESPACES LIBRES, AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS, PLANTATIONS, ESPACES BOISES CLASSES	
I) Dispositions applicables aux zones N.P et N.P.z	
1) Pour les établissements pénitentiaires	Non concerné.
2) Espaces libres de chaque unité foncière Les espaces libres de toute construction et de toute aire de stationnement doivent être végétalisés avec une épaisseur minimale de 70 cm de terre végétale.	Les espaces qui ne sont pas utilisés pour la circulation ou le stockage sont végétalisés.
3) Secteurs de parc Dans les secteurs de parc repérés au plan par l'indice SP, tout déboisement rendu nécessaire par le projet doit être compensé par la plantation d'arbres d'une hauteur minimale de deux mètres sur l'unité foncière, de façon à reconstituer une qualité paysagère et arborée équivalente, en tenant compte de la valeur écologique et économique du reboisement.	Non concerné.
4) Espaces boisés classés Les espaces boisés classés repérés au plan par l'indice EBC sont soumis aux dispositions des articles L.130-1 et suivants du code de l'urbanisme rappelées en annexe documentaire.	Non concerné.
5) Les espaces situés entre les bâtiments et les limites de zones UA, UB, UC, UD, UP, AUCm, AUDm, A, NE et NP doivent être plantés d'arbres de haute tige, avec une épaisseur minimale de 70 cm de terre végétale.	Un talus végétalisé et des arbres ou arbustes en fonction des endroits sont présents en périphérie du site.
6) En cas d'abattage d'arbre de haute tige rendu nécessaire par un projet de construction ou d'aménagement, il doit être procédé au remplacement par un arbre de haute tige d'une essence régionale avec une hauteur minimale de 2 mètres.	Non concerné. Aucun abattage n'est prévu.
II) Dispositions relatives à l'inventaire du patrimoine architectural et paysager	Non concerné.
SECTION 3 – POSSIBILITE MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL	
ARTICLE 14 – COEFFICIENT D'OCCUPATION DES SOLS	
Non réglementé	/

PIECE JOINTE N°5

CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES

1 CAPACITES TECHNIQUES

1.1 LE GROUPE VERMEULEN

Depuis sa création en 1967, le groupe VERMEULEN a contribué à la construction de routes, de lignes de TGV et à l'édification d'ouvrages d'art par la fabrication de béton prêt à l'emploi.

Le groupe VERMEULEN, par l'intermédiaire de ses filiales, possède plusieurs sites dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais :

- ↳ SOFAMA VERMEULEN, 68 rue de la Prévôté à Quesnoy-sur-Deûle, spécialisée dans la production de matériaux préfabriqués en béton (parpaings, planchers en poutrelles, dalles alvéolées, poutres préfabriquées, végomurs, etc.) et le négoce de matériaux de construction (briques, sables, granulats, fer à béton, ciment, etc.),
- ↳ DBV PRODUITS BETON, Z.A.L du Petit Sailly, 41 route nationale à Sailly-Labourse, spécialisée dans la fabrication de produits préfabriqués en béton,
- ↳ VERMEULEN MATERIAUX, Z.A des 4 vents, 187 rue du Calvaire à Hem, spécialisée dans le négoce et le recyclage de matériaux de construction,
- ↳ VERMEULEN MATERIAUX, Z.A.L du Petit Sailly, 41 route nationale à Sailly-Labourse, spécialisée dans le recyclage des produits issus de la démolition, de la voirie ou de la déconstruction et dans le stockage de déchets inertes issus du BTP,
- ↳ VEODAL, Z.A.L du Petit Sailly, 41 route nationale à Saille-Labourse, spécialisée dans la fabrication d'éléments en béton pour la construction,
- ↳ Société d'Application et de Vente d'Enrobé SAVE, Z.A.L du Petit Sailly, 41 route nationale à Sailly-Labourse, spécialisée dans la fabrication d'enrobés : asphalte, goudron et bitume.

1.2 LA SOCIETE VERMEULEN MATERIAUX

La société VERMEULEN MATERIAUX est une filiale du groupe VERMEULEN. Par l'intermédiaire du groupe, la société possède un véritable savoir-faire dans l'exploitation et la valorisation de matériaux de construction. Elle produit principalement des matériaux préfabriqués et des matériaux de négoce.

Les matériaux préfabriqués comprennent :

- ↗ les parpaings (creux, plains/perforés, spéciaux),
- ↗ des planchers en poutrelles de béton armé (Calfer),
- ↗ des dalles alvéolées en béton armé,
- ↗ des poutres préfabriquées,
- ↗ des éléments béton pour la réalisation d'alvéoles de stockage,
- ↗ des linteaux.

Les matériaux de négoce comprennent :

- ↗ une gamme étendue de briques,
- ↗ du sable pour le secteur du bâtiment et des travaux publics,
- ↗ différents types de granulats calcaires ou siliceux, ainsi que des granulats issus du recyclage des matériaux,
- ↗ une gamme étendue de fer à béton : semelle de fondation, chainage, treillis soudés, etc.
- ↗ du ciment.

2 CAPACITES FINANCIERES

Le tableau ci-dessous donne l'évolution des capacités financières de la société VERMEULEN MATERIAUX ces trois dernières années.

<i>En €</i>	2015	2016	2017
Chiffre d'affaires	10 816 470	10 105 916	12 399 784
Capital	807 937	807 937	807 937
Résultat net	461 923	1 340 950	466 115
Capitaux propres	16 924 830	15 065 269	13 065 412

PIECE JOINTE N°6

**JUSTIFICATION DU RESPECT DES
PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE DU
10 DECEMBRE 2013**

Arrêté du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Prescriptions techniques à respecter	Aménagement prévu
PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AUX STATIONS DE TRANSIT DE PRODUITS MINÉRAUX OU DE DÉCHETS NON DANGEREUX INERTES AUTRES QUE CEUX VISES PAR D'AUTRES RUBRIQUES RELEVANT DU RÉGIME DE L'ENREGISTREMENT AU TITRE DE LA RUBRIQUE N°2517 DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	
Chapitre I : Dispositions générales	
Article 3	
<p>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.</p> <p>L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.</p>	<p>L'installation sera réalisée suivant les plans fournis au travers de la présente demande d'enregistrement.</p>
Article 4	
<p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ; ↳ le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; ↳ l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ; ↳ les résultats des mesures sur les effluents et le bruit des cinq dernières années ; ↳ le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées ; ↳ les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : ↳ le plan général des stockages de produits ou déchets non dangereux inertes pulvérulents (art. 3) ; ↳ la notice récapitulant les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport ou de manipulation de produits ou de déchets (art. 5, 6 et 39) ; ↳ la description des caractéristiques et modalités d'approvisionnement et de livraison des produits ou des déchets et les moyens mis en œuvre (art. 6) ; ↳ les dispositions permettant l'intégration paysagère de l'installation (art. 7) ; 	<p>Le dossier sera constitué avec toutes les pièces demandées et sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

Prescriptions techniques à respecter	Aménagement prévu
<ul style="list-style-type: none"> ✎ le plan de localisation des risques (art. 10) ; ✎ le registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus (art. 11) ; ✎ le plan général des stockages de produits dangereux (art. 11) ; ✎ les fiches de données de sécurité des produits dangereux présents dans l'installation (art. 12) ; ✎ les rapports de vérifications périodiques (art. 13 et 22) ; ✎ les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux à risque incendie (art. 14) ; ✎ les éléments justifiant de l'entretien et de la vérification des installations (art. 16 et 18) ; ✎ les moyens de lutte contre l'incendie et l'avis écrit des services d'incendie et de secours, s'il existe, et les justificatifs relatifs aux capacités de lutte contre l'incendie (art. 19) ; ✎ les consignes d'exploitation (art. 21) ; ✎ la description des dispositions mises en œuvre pour l'implantation, l'exploitation, le suivi, l'entretien, la surveillance et la mise à l'arrêt des ouvrages de prélèvement (art. 26) ; ✎ le registre des résultats de mesures de prélèvement d'eau (art. 26) ; ✎ le plan des réseaux de collecte des effluents liquides (art. 28) ; ✎ les justificatifs attestant de la conformité des rejets liquides (art. 34 et 35) ; ✎ le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche de l'installation de traitement des effluents (si elle existe) au sein de l'installation (art. 37) ; ✎ les documents ayant trait à la gestion des rejets atmosphériques (art. 39) ; ✎ la justification du nombre de points de rejet atmosphérique (art. 40) ; ✎ le nombre de points de mesure de retombées de poussières, les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités (art. 41) ; ✎ les mesures de prévention mises en place pour réduire les nuisances acoustiques (art. 42) ; ✎ les registres des déchets (art. 47 et 48) ; ✎ le programme de surveillance des émissions (art. 49) ; ✎ le type de réseau de surveillance, le nombre de relevés par point de mesure, la durée d'exposition et les périodes de l'année au cours desquelles les points de mesures sont relevés (art. 50). <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, le cas échéant, en tout ou partie, sous format informatique.</p>	<p>Le dossier sera constitué avec toutes les pièces demandées et sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

Prescriptions techniques à respecter	Aménagement prévu
Article 5	
<p>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, modalités d'arrosage, etc.) et convenablement nettoyées ; ↳ les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ; ↳ les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées ; ↳ des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible. <p>Les zones de stockage sont, à la date de délivrance de l'arrêté préfectoral, implantées à une distance d'éloignement de 20 mètres des constructions à usage d'habitation ou des établissements destinés à recevoir des personnes sensibles (hôpital, clinique, maison de retraite, école, collège, lycée et crèche).</p> <p>Toutefois, pour les installations situées en bord de voie d'eau ou de voie ferrée, lorsque celles-ci sont utilisées pour l'acheminement de produits ou de déchets, cette distance d'éloignement est réduite à 10 mètres et ne concerne alors que les limites autres que celles contiguës à ces voies.</p> <p>Ces distances d'éloignement ne s'appliquent pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.</p>	<p>Les dispositions suivantes sont prises par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ les voies de circulation sont arrosées régulièrement en recyclant les eaux pluviales ou en utilisant le forage du site si besoin. Ces voies sont également régulièrement nettoyées par le personnel du site, ↳ un système de nettoyage de roues (« décrotteur » avec système de projection d'eau) est disponible sur le site pour tous les véhicules sortant de l'installation (localisation cf. PJ n°3), ↳ les surfaces non exploitées sont végétalisées ou engazonnées, ↳ des talus végétalisés, arbustes ou arbres sont positionnés en périphérie de l'installation lorsque cela est possible. <p>Le site de la société Vermeulen Matériaux est implanté au sein de la ZAC des 4 vents et en périphérie de la RD 700. Les constructions à usage d'habitation les plus proches se trouvent à environ 250 m au sud du site. Les établissements destinés à recevoir des personnes sensibles se situent à des distances plus importantes.</p> <p>Enfin, le site ne se trouve pas en bord de voie d'eau ou de voie ferrée.</p>
Article 6	
<p>Les produits ou les déchets en transit sont préférentiellement acheminés par voie d'eau ou par voie ferrée, dès lors que ces voies de transport sont voisines et aménagées à cet effet.</p> <p>L'exploitant récapitule dans une notice les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport, entreposage, manipulation ou transvasement de produits ou de déchets (circulation, envol de poussières, bruit, etc.). Y sont également précisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ les modalités d'approvisionnement et d'expédition (itinéraires, horaires, matériels de transport utilisés, limitation des vitesses sur le site en fonction des conditions météorologiques, etc.), ainsi que les techniques d'exploitation et aménagements prévus par l'exploitant ; ↳ la liste des pistes revêtues ; ↳ les dispositions prises en matière d'arrosage des pistes ; ↳ les éléments technico-économiques justifiant l'impossibilité d'utiliser les voies de transport mentionnées ci-dessus. <p>Pour les produits de granulométrie 0/D, en fonction de l'humidité des produits ou des déchets, les camions entrant ou sortant du site sont bâchés si nécessaire.</p>	<p>Du fait de l'absence de voie d'eau (canal le plus proche : canal de Roubaix à 4,7 km au nord, sans port ou quai de commerce à ce niveau) et de voie ferrée (gare de fret la plus proche : gare de Hellemmes à 7 km au sud-ouest du site) à proximité de l'installation et de l'origine des déchets amenés (Métropole Européenne de Lille / MEL), les déchets en transit sont acheminés par voie routière.</p> <p>Les camions empruntent les axes principaux situés à proximité de l'installation (notamment la RD 700) et évitent au maximum les zones d'habitation.</p> <p>Seule l'entrée du site dispose de pistes revêtues. A partir du pont à bascule, les pistes de circulation ne sont plus imperméabilisées.</p> <p>L'arrosage des piste est effectué en période sèche ou de vent important en utilisant l'eau pluviale collectée au niveau du décrotteur. En cas de besoin, le forage vient compléter les besoins en eau.</p> <p>Les camions entrant ou sortant avec des produits de granulométrie 0/D sont bâchés en fonction de l'humidité du produit.</p> <p>L'exploitant tient à jour la notice prévue à l'article 6.</p>

Prescriptions techniques à respecter	Aménagement prévu
Article 7	
<p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage, notamment pour améliorer l'intégration paysagère des équipements ou des stocks de grande hauteur. Il les précise dans son dossier de demande d'enregistrement.</p> <p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>Les abords immédiats et accessibles de l'installation sont maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.</p> <p>Les points d'accumulation de poussières, tels que les superstructures ou les contreventements, sont nettoyés régulièrement. Les opérations de nettoyage doivent être conduites en limitant au maximum l'envol des poussières.</p>	<p>Un talus végétalisé est installé sur la périphérie du site. Des arbres de grande hauteur sont également plantés lorsque cela est possible. A noter que le site est installé au sein de la ZAC des 4 vents et qu'il ne se situe pas à proximité d'habitations.</p> <p>Les installations sont maintenues propres et entretenues en permanence par le personnel du site.</p> <p>Une installation de nettoyage des roues est disponible sur le site pour éviter tout rejet sur les voiries extérieures.</p> <p>Les pistes de circulations et zones de stockage sont arrosées régulièrement si besoin pour éviter tout envol de poussières.</p>
Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions	
Section I : Généralités	
Article 8	
<p>L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant, ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que l'exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident ou d'accident.</p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations</p>	<p>Le site est grillagé sur toute sa périphérie. L'accès au site se fait uniquement par l'entrée installée rue du Calvaire.</p> <p>Lors des horaires de fermeture, la surveillance est effectuée par gardiennage (société Piles Nord) ainsi que par un système de vidéosurveillance.</p>
Article 9	
<p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de poussières.</p> <p>L'utilisation de dispositifs soufflant de l'air comprimé à des fins de nettoyage est interdite, à l'exclusion de ceux spécialement conçus à cet effet (cabine de dépoussiérage des vêtements de travail, par exemple).</p>	<p>Le stockage des produits ou déchets inertes est effectué sur des zones à l'air libre.</p> <p>Les seuls locaux présents sur le site sont les bureaux du personnel, les locaux sociaux et le logement du gardien.</p>

Prescriptions techniques à respecter	Aménagement prévu
Article 10	
<p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques, sont susceptibles d'être à l'origine d'un accident pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Le cas échéant, l'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque et précise leur localisation par une signalisation adaptée et compréhensible.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général du site sur lequel sont reportées les différentes zones de danger correspondant à ces risques.</p> <p>Les silos et réservoirs doivent être conçus pour pouvoir résister aux charges auxquelles ils pourraient être soumis (vent, neige, etc.).</p>	<p>Les principaux risques identifiés sur le site sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Incendie de la zone de stockage extérieure de DIB, située à l'ouest du site (installation classée à déclaration sous la rubrique ICPE 2714), ↳ Déversement des produits utilisés pour la maintenance et l'entretien (huiles, lubrifiants, etc...). <p>Ces zones sont identifiées sur le plan disponible en PJ n°19.</p>
Article 11	
<p>L'exploitant identifie, dans son dossier de demande d'enregistrement, les produits dangereux détenus sur le site.</p> <p>La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p> <p>En cas de présence de telles matières, l'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité maximale des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>	<p>Les produits stockés sur le site sont utilisés pour l'entretien et la maintenance des installations du site.</p> <p>Les FDS de ces produits sont disponibles en PJ n°20.</p>
Article 12	
<p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.</p>	<p>Les FDS des produits stockés sont disponibles et consultables par le personnel sur le site.</p> <p>Les récipients sont étiquetés avec le nom des produits et les symboles de danger le cas échéant.</p>
Section II : Tuyauteries de fluides - flexibles	
Article 13	
<p>Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement repérées, entretenues et contrôlées.</p> <p>Les flexibles utilisés lors des transferts doivent être entretenus et contrôlés. En cas de mise à l'air libre, l'opération de transvasement doit s'arrêter automatiquement.</p>	<p>Les seules tuyauteries installées sur le site concernant l'évacuation des eaux pluviales et des eaux sanitaires. Ces réseaux sont identifiés sur le plan disponible en PJ n°3.</p>

Prescriptions techniques à respecter	Aménagement prévu
Section III : Comportement au feu des locaux	
Article 14	
<p>Les locaux à risque incendie, identifiés à l'article 10, présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ murs extérieurs REI 60 ; ↳ murs séparatifs E 30 ; ↳ planchers/sol REI 30 ; ↳ portes et fermetures EI 30 ; ↳ toitures et couvertures de toiture R 30. <p>Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines, de canalisations ou de convoyeurs, etc.) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.</p> <p>Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois</p>	<p>Non concerné. Absence de locaux à risque incendie.</p>
Section IV : Dispositions de sécurité	
Article 15	
<p>L'installation dispose en permanence d'au moins un accès à l'installation pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules stationnent sur le site sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p>	<p>L'accès au site se fait via l'entrée située rue du Calvaire.</p> <p>Les zones de stationnement sont installées de manière à ne pas gêner l'accessibilité des engins des services de secours (cf. PJ n°3)</p>

Prescriptions techniques à respecter	Aménagement prévu
Article 16	
<p>Les installations sont maintenues constamment en bon état d'entretien et nettoyées aussi souvent qu'il est nécessaire.</p> <p>Toutes les précautions sont prises pour éviter un échauffement dangereux ou une surpression des installations.</p> <p>Des appareils d'extinction appropriés ainsi que des dispositifs d'arrêt d'urgence sont entretenus constamment en bon état et vérifiés par des tests périodiques.</p>	<p>Les installations sont régulièrement entretenues et nettoyées par l'exploitant.</p> <p>Les installations disposent d'appareils d'extinction appropriés. Le dernier contrôle de ces dispositifs est disponible en PJ n°21.</p>
Article 17	
<p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 10 et recensées « atmosphères explosibles », les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 susvisé ou, le cas échéant, aux dispositions réglementaires en vigueur. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.</p>	<p>Non concerné : absence d'installations recensées « atmosphères explosibles ».</p>
Article 18	
<p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.</p>	<p>Les éléments permettant de justifier de la conformité et du bon état des installations électriques sont disponibles en PJ n°22.</p>

Prescriptions techniques à respecter	Aménagement prévu
Article 19	
<p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; ↳ de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ; ↳ d'appareils de lutte contre l'incendie (prises d'eau, poteaux, par exemple) en nombre suffisant. <p>Le détail des moyens de lutte contre l'incendie figure dans le dossier de demande d'enregistrement. Il est transmis aux services d'incendie et de secours. Les observations qui pourraient être faites par ce service sont prises en compte par l'exploitant.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>	<p>Le site dispose d'une ligne téléphonique permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>Aucun local n'est considéré comme à risque d'incendie. Les seuls locaux sur le site sont les bureaux du personnel, les locaux sociaux et le logement du gardien.</p> <p>Le site n'est pas équipé d'appareils de lutte contre l'incendie (prises d'eau, poteaux) du fait d'un stockage d'éléments inertes.</p> <p>Le site dispose cependant d'appareils d'extinction (extincteurs) au niveau des installations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ réfectoire : 1 extincteur 2 kg, ↳ bungalow archives : 1 extincteur 6 L, ↳ bureaux : 1 extincteur 6 L, ↳ mobil home : 1 extincteur 6 kg, ↳ container forage : 1 extincteur 6 kg, ↳ container outillage et gazole : 2 extincteurs 6 kg, ↳ pelle PC : 1 extincteur 2 kg, ↳ chargeuse WA-430 : 1 extincteur 2 kg. <p>La carte disponible en PJ n°30 permet de localiser les installations décrites précédemment.</p>

Prescriptions techniques à respecter	Aménagement prévu
Section V : Exploitation	
Article 20	
<p>Dans les parties de l'installation recensées à risque en application de l'article 10, les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis de travail » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.</p> <p>Le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité en configuration standard d'exploitation, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p>	<p>En cas d'intervention d'une entreprise extérieure sur le site, les travaux ne peuvent commencer qu'après la validation d'un plan de prévention et d'un permis de feu si besoin.</p>
Article 21	
<p>Des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ; ↳ la vérification du bon fonctionnement des circuits avant toute opération de dépotage ; ↳ l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; ↳ l'obligation du « permis travail » pour les parties concernées de l'installation ; ↳ les conditions de stockage des produits ou des déchets non dangereux inertes, telles que les précautions à prendre pour éviter leurs chutes ou éboulements afin, notamment, de maintenir la largeur des voies de circulation à leur valeur requise et ne pas gêner au-delà des limites de propriété ; ↳ les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations et des convoyeurs ; ↳ les mesures à prendre en cas de fuite d'un récipient ou d'une tuyauterie contenant des produits pulvérulents ; ↳ les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 23-IV du présent arrêté ; ↳ les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; 	<p>Ces consignes seront affichées dans les bureaux d'exploitation du site.</p>

Prescriptions techniques à respecter	Aménagement prévu
<ul style="list-style-type: none"> ↳ la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement et des services d'incendie et de secours ; ↳ les modes opératoires ; ↳ la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ; ↳ les instructions de maintenance et de nettoyage, y compris celles des éventuelles structures supportant les stockages ; ↳ l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. <p>Le personnel connaît les risques présentés par les installations en fonctionnement normal ou dégradé.</p> <p>Les préposés à la surveillance et à l'entretien des installations sont formés à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et familiarisés avec l'emploi des moyens de lutte contre l'incendie.</p>	
Article 22	
<p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie ainsi que des dispositifs permettant de prévenir les surpressions.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont portées dans un registre dans lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>	<p>Les engins de manutention, l'installation de criblage et les extincteurs sont régulièrement entretenus. Les dates de ce contrôles sont indiquées dans un registre dédié disponible sur le site.</p>

Prescriptions techniques à respecter	Aménagement prévu
Section VI : Pollutions accidentelles	
Article 23	
<p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; ↳ 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; ↳ dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; ↳ dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres. 	
<p>II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables ainsi que des autres produits toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés et, pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées aux paragraphes I et II du présent article. Tout nouveau réservoir installé sous le niveau du sol est à double enveloppe.</p>	<p>Les produits susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sont stockés sur rétention en respectant les prescriptions du présent article.</p> <p>Le site dispose en effet d'une cuve aérienne de 1 500 L de gazole non routier pour ses engins de manutention. Cette cuve est double peau et permet de contenir tout fuite éventuelle.</p>
<p>III. Rétention et confinement.</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.</p> <p>Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément aux dispositions du présent arrêté.</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et des écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ du volume des matières stockées ; ↳ du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie, d'une part ; ↳ du volume de produit libéré par cet incendie, d'autre part ; 	

Prescriptions techniques à respecter	Aménagement prévu
<p>↳ du volume d'eau lié aux intempéries, à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</p> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées ci-dessous, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement :</p> <p>↳ matières en suspensions totales : 35 mg/l ;</p> <p>↳ DCO (sur effluent non décanté) : 125 mg/l ;</p> <p>↳ Hydrocarbures totaux : 10 mg/l.</p>	
<p>IV. Isolement des réseaux d'eau.</p> <p>Le circuit nécessaire à la réutilisation des eaux industrielles telle que prévue au dernier alinéa de l'article 25 est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel des eaux réutilisées, est prévu.</p>	Non concerné, le site ne dispose pas d'eaux industrielles.
Chapitre III : Emissions dans l'eau	
Section I : Principes généraux	
Article 24	
<p>Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.</p> <p>Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse et présentées par l'exploitant dans son dossier afin d'intégrer les objectifs présentés à l'alinéa ci-dessus.</p> <p>Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu.</p> <p>La conception et l'exploitation des installations permettent de limiter les débits d'eau et les flux polluants.</p>	<p>L'exploitant s'engage à mettre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer de la compatibilité de l'installation avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux.</p> <p>A noter que les rejets du site ne s'effectuent pas à proprement parlé dans un cours d'eau. Les rejets sont effectués au sein d'un fossé situé en bordure ouest du site. Le cours d'eau le plus proche est « La Petite Marque », situé à environ 800 m au sud-ouest du site. Aucune connexion n'est établie entre le fossé de rejet et ce cours d'eau.</p> <p>Les masses d'eau superficielles situées à proximité du site et référencées par le SDAGE sont les suivantes :</p> <p>↳ AR 34 : La Marque, à environ 1,2 km à l'ouest du site,</p> <p>↳ AR 64 : Canal de Roubaix-Espierre : à 6,2 km au nord-ouest.</p> <p>Considérant que les rejets sont effectués dans un fossé et non pas dans un cours d'eau, et qu'aucune connexion n'est établie entre le fossé de rejet et les masses d'eau identifiées précédemment, le site n'est pas concerné par les rejets en zone sensible telle que définie en application de l'article R. 211-94 du Code de l'environnement.</p>

Prescriptions techniques à respecter	Aménagement prévu
Section II : Prélèvements et consommation d'eau	
Article 25	
<p>Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement.</p> <p>Le prélèvement maximal effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement, sans toutefois dépasser 75 m³/heure ni 75 000m³/an.</p> <p>L'utilisation des eaux pluviales non polluées est privilégiée dans les procédés de nettoyage des installations, d'arrosage des pistes et des stocks de produits ou de déchets non dangereux inertes, etc. Afin de limiter et de réduire le plus possible la consommation d'eau, des dispositifs de brumisation d'eau ou équivalents sont privilégiés chaque fois que possible.</p> <p>Les eaux d'arrosage des pistes non revêtues et les eaux d'arrosage des stockages sont réutilisées chaque fois que possible.</p>	<p>Le site dispose d'un forage (référence : BSS000BNMP) sur son site avec pour débit 7 m³/h. Le prélèvement annuel est inférieur à 75 000 m³ (environ 1 000 m³/an). L'implantation du forage est indiquée sur le plan en PJ n°3. Il est utilisé pour limiter les envols de poussières et laver les roues des engins présents sur le site. Il est ainsi classé à déclaration au titre de la rubrique 1.1.1.0 et non classé au titre de la rubrique 1.1.2.0 de la nomenclature IOTA.</p> <p>A noter que la profondeur du forage (50 m) est inférieure à la limite imposée par l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2004 constatant la liste des communes incluses dans la zone de répartition des eaux de la nappe des calcaires carbonifères (comme d'Hem : 60 m). De plus, le forage a été installé avant la publication de l'arrêté mentionné précédemment (installation en 2001 / publication en 2004). Enfin, d'après la lithologie du forage (disponible en PJ n°23), ce dernier n'atteint pas la nappe concernée par la zone de répartition des eaux (atteinte de la craie uniquement).</p> <p>Le décrotteur utilise en priorité les eaux pluviales. Si le volume collecté n'est pas suffisant, le complément est apporté par l'eau du forage. Le même principe est appliqué pour l'arrosage des voies de circulation.</p> <p>Le volume maximum de prélèvement dans le réseau public est de 500 L/j.</p> <p>Enfin, le forage est situé au sein d'un container fermé empêchant à des personnes extérieures au site d'y avoir accès.</p>
Article 26	
<p>L'exploitant indique, dans son dossier d'enregistrement, les dispositions prises pour l'implantation, l'exploitation, le suivi, l'entretien, la surveillance et la mise à l'arrêt des ouvrages de prélèvement d'eau.</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces relevés sont enregistrés et conservés dans le dossier de l'installation.</p> <p>En cas de raccordement sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p> <p>Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas l'écoulement normal des eaux et n'entravent pas les continuités écologiques</p>	<p>Le site dispose d'un raccordement sur le réseau public pour un usage domestique. Le forage est utilisé pour le rinçage des roues et l'humidification des voies de circulation.</p> <p>Un suivi de la consommation en eau est effectué par l'exploitant.</p> <p>Un clapet anti-retour est installé pour éviter tout retour dans le réseau public.</p>

Prescriptions techniques à respecter	Aménagement prévu
Article 27	
<p>Toute réalisation de forage est conforme avec les dispositions de l'article L. 411-1 du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature fixée dans l'article R. 214-1 du code de l'environnement.</p> <p>Lors de la réalisation de forages, toutes dispositions sont prises pour ne pas mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface.</p> <p>En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines.</p> <p>La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.</p>	<p>La mise en place du forage a fait l'objet d'une déclaration auprès des services de la DREAL (cf. PJ n°23).</p>
Section III : Collecte et rejet des effluents liquides	
Article 28	
<p>La collecte des effluents s'effectue par deux types d'ouvrages indépendants : les fossés de drainage pour les eaux non polluées et les réseaux étanches (tuyauteries) pour les autres effluents.</p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.</p> <p>Les eaux résiduaires rejetées par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux équipés de tuyauteries de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site.</p> <p>Le plan des ouvrages de collecte des effluents fait apparaître les types d'ouvrages (fossés ou tuyauteries), les secteurs collectés, le sens d'écoulement, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques, etc. Il est conservé dans le dossier de demande d'enregistrement, daté et mis à jour en tant que de besoin</p>	<p>Le mode de collecte est de type séparatif. Les eaux pluviales de voiries (partie imperméabilisées) sont collectées séparément des eaux usées domestiques.</p> <p>Le plan des ouvrages de collecte est disponible en PJ n°3.</p>
Article 29	
<p>Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.</p> <p>Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur et une minimisation de la zone de mélange.</p> <p>Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.</p>	<p>Le site disposera de 2 points de rejet dans le fossé situé au niveau de la rue du Calvaire qui feront l'objet de prélèvements réguliers (cf. PJ n°3).</p> <p>Ces 2 points de rejet correspondent au rejet des eaux pluviales de voiries et aux eaux usées domestiques. A noter que le rejet des eaux usées domestiques ne se trouve pas dans une zone de protection d'un captage d'alimentation en eau potable.</p>

Prescriptions techniques à respecter	Aménagement prévu
Article 30	
<p>Sur chaque tuyauterie de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, etc.).</p> <p>Les points de mesure sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou des obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>	<p>Le prélèvement peut être effectué en sortie de site, comme effectué lors du dernier contrôle (cf. PJ n°25).</p> <p>A noter que les 2 points de rejet seront aménagés de manière à respecter les disposition de l'article 30.</p>
Article 31	
<p>Les pluviales non polluées sont drainées par des fossés. La circulation des engins ne pollue pas les eaux de ces fossés.</p> <p>Ces eaux pluviales non polluées peuvent être infiltrées dans le sol.</p> <p>Les eaux pluviales entrant en contact avec les zones d'alimentation en carburant et d'entretien des véhicules sont considérées comme des eaux pluviales polluées.</p> <p>Les eaux pluviales polluées suite à un ruissellement sur les voies de circulation revêtues, aires de stationnement, de chargement et de déchargement ou autres surfaces imperméables sont collectées spécifiquement et traitées par un ou plusieurs dispositifs adaptés aux polluants en présence.</p> <p>Lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces imperméables du site (voiries, aires de parking, par exemple), en cas de pluie correspondant au maximal décennal de précipitations, est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10 % du QMNA5 du milieu récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10 % de ce QMNA5.</p> <p>En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, l'autorisation de déversement prévue à l'article L. 1331-10 du code de la santé publique fixe notamment le débit maximal.</p> <p>Les eaux pluviales polluées (EPp) ne peuvent être rejetées au milieu naturel que sous réserve de respecter les objectifs de qualité et les valeurs limites d'émission fixés par le présent arrêté (article 34 à 36). Leur rejet est étalé dans le temps en tant que de besoin en vue de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.</p>	<p>Les eaux pluviales issues des zones imperméabilisées (voies de circulation, parking, etc.) sont considérées comme polluées et sont traitées par un séparateur d'hydrocarbures. Elles sont ensuite rejetées dans le fossé situé sur du Calvaire. Le fossé situé au niveau de l'entrée du site n'est pas référencé ou connecté à un cours d'eau d'après les éléments mis à disposition par l'agence de l'eau Artois Picardie. Le QMNA₅ du milieu récepteur n'est donc pas disponible.</p> <p>Les autres eaux pluviales qui ne sont pas en contact avec les zones imperméabilisées sont directement infiltrées dans les sols.</p>
Article 32	
Les rejets directs ou indirects d'eau résiduaire vers les eaux souterraines sont interdits	Aucun rejet d'eaux résiduaire vers les eaux souterraines n'est effectué.

Prescriptions techniques à respecter	Aménagement prévu
Section IV : Valeurs limites de rejet	
Article 33	
La dilution des effluents est interdites	Aucune dilution n'est effectuée.
Article 34	
<p>Les prescriptions du présent article s'appliquent uniquement aux rejets directs au milieu naturel.</p> <p>L'exploitant justifie, dans son dossier d'enregistrement, que le débit maximal journalier ne dépasse pas 1/10e du débit moyen interannuel du cours d'eau.</p> <p>La température des effluents rejetés est inférieure à 30 °C et leur pH est compris entre 5,5 et 8,5.</p> <p>La modification de couleur du milieu récepteur (cours d'eau, lac, étang, canal), mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne dépasse pas 100 mg Pt/l.</p> <p>Pour les eaux réceptrices, les rejets n'induisent pas, en dehors de la zone de mélange :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ une élévation de température supérieure à 1,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 3 °C pour les eaux cyprinicoles et 2 °C pour les eaux conchyliques ; ↳ une température supérieure à 21,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 28 °C pour les eaux cyprinicoles et à 25°C pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire ; ↳ un pH en dehors des plages de valeurs suivantes : 6-9 pour les eaux salmonicoles, cyprinicoles et pour les eaux de baignade ; 6,5-8,5 pour les eaux destinées à la production alimentaire et 7-9 pour les eaux conchyliques ; ↳ un accroissement supérieur à 30 % des matières en suspension et une variation supérieure à 10 % de la salinité pour les eaux conchyliques. <p>Les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas aux eaux marines des départements d'outre-mer.</p>	<p>Les eaux pluviales de voiries (après traitement par un séparateur d'hydrocarbures) et les eaux usées domestiques (après traitement pas une fosse toutes eaux) sont rejetées en 2 points dans le fossé de la rue du Calvaire. Aucune donnée n'est disponible sur ce fossé d'après les éléments disponibles sur le site de l'agence de l'eau Artois Picardie.</p>
Article 35	
<p>Les eaux pluviales polluées (EPP) rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ MEST : 35 mg/l ; ↳ DCO (sur effluent non décanté) : 125 mg/l ; ↳ hydrocarbures totaux : 10 mg/l. <p>Pour chacun de ces polluants, le flux maximal journalier est précisé dans le dossier de demande d'enregistrement.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.</p>	<p>Le dernier rapport de mesure est disponible en PJ n°25.</p> <p>Pour information, un dépassement en MEST est constaté. Afin de se conformer à la valeur de 35 mg/l, la société VERMEULEN MATERIAUX prévoit que les eaux pluviales du site transiteront par un bac de décantation avant rejet (cf. dimensionnement en PJ n°31).</p> <p>Des mesures en sortie de ce bac seront effectuées pour s'assurer du respect des valeurs réglementaires.</p>

Prescriptions techniques à respecter	Aménagement prévu
Article 36	
<p>Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est autorisé que si l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et à traiter l'effluent ainsi que les boues résultant de ce traitement dans de bonnes conditions. Une autorisation de déversement est établie par le(s) gestionnaire(s) du réseau d'assainissement et du réseau de collecte.</p> <p>Sous réserve de l'autorisation de raccordement à la station d'épuration, les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie du site ne dépassent pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ MEST : 600 mg/l ; ↳ DCO : 2 000 mg/l ; ↳ hydrocarbures totaux : 10 mg/l. <p>Pour la température, le débit et le pH, l'autorisation de déversement dans le réseau public fixe la valeur à respecter.</p> <p>Sauf dispositions contraires, les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur vingt-quatre heures.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.</p>	<p>Le site ne dispose pas d'un raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle.</p> <p>D'après les éléments fournis par la MEL, le site se situe dans une zone d'assainissement non collectif (cf. PJ n°24). Les eaux usées domestiques sont donc traitées par une fosse toutes eaux de 1,5 m³.</p>
Section V : Traitement des effluents	
Article 37	
<p>Les installations de traitement des effluents sont conçues et exploitées de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter.</p> <p>Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier d'exploitation pendant cinq années.</p> <p>Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour y remédier dans les meilleurs délais et pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin l'activité concernée.</p> <p>Les dispositifs de traitement sont correctement entretenus. Ils sont vidangés et curés régulièrement, à une fréquence permettant d'assurer leur bon fonctionnement. En tout état de cause, le report de ces opérations de vidange et de curage ne pourra pas excéder deux ans.</p> <p>Un dispositif permettant l'obturation du réseau d'évacuation des eaux pluviales polluées est implanté de sorte à maintenir sur le site les eaux en cas de dysfonctionnement de l'installation de traitement.</p> <p>Lors de la vidange, une vérification du bon fonctionnement du dispositif d'obturation est également réalisée.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage du dispositif de traitement ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	<p>Les installations de traitement des effluents (séparateur d'hydrocarbures et fosse toutes eaux) sont régulièrement entretenues de manière optimiser le traitement de ces eaux.</p> <p>Les installations sont vidangées et curées lorsque cela est nécessaire, sans toutefois excéder une durée de 2 ans.</p> <p>Les documents relatifs à l'entretien et au curage sont conservés par l'exploitant et disponibles sur le site.</p>

Prescriptions techniques à respecter	Aménagement prévu
Article 38	
L'épandage des boues, déchets, effluents ou sous-produits est interdit.	Aucun épandage n'est effectué.
Chapitre IV : Emissions dans l'air	
Section I : Généralités	
Article 39	
<p>Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité. A ce titre, l'exploitant décrit les différentes sources d'émission de poussières, aussi bien diffuses que canalisées, et définit toutes les dispositions utiles mises en œuvre pour éviter ou limiter l'émission et la propagation des poussières.</p> <p>Des dispositions particulières, tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, des bâtiments alentour, des rideaux d'arbres, etc.) que de l'exploitation de l'installation, sont mises en œuvre de manière à limiter l'émission de poussières.</p> <p>En fonction de la granulométrie et de l'humidité des produits ou des déchets non dangereux inertes, les opérations de chargement ou de déchargement nécessitent des dispositifs empêchant l'émission de poussières, tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ capotage et aspiration raccordée à une installation de traitement des effluents ; ↳ brumisation ; ↳ système adaptant la hauteur de la chute libre lors des déversements. <p>Lorsque les stockages des produits ou des déchets non dangereux inertes se font à l'air libre, les stockages sont humidifiés pour empêcher les envols de poussières par temps sec et lorsque la vitesse du vent le nécessite.</p> <p>Les fillers (éléments fins inférieurs à 80 µm) doivent être confinés (sachets, récipients, silos, bâtiments fermés).</p> <p>Le cas échéant, les silos doivent être munis de dispositifs de contrôle de niveau de manière à éviter les débordements. L'air s'échappant de ces silos doit être dépoussiéré.</p>	<p>Les différentes sources de poussière sur le site sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ le chargement et le déchargement des produits inertes, ↳ la circulation des poids-lourds et engins de manutention, ↳ les installations de criblage et de concassage. <p>Afin de limiter les envols de poussières, les voies de circulation et les zones de stockage sont arrosées autant que nécessaire.</p> <p>De plus, les installations de criblage et de concassage disposent d'un système de capotage.</p> <p>A noter que le site n'est pas susceptible de stocker des fillers.</p>

Prescriptions techniques à respecter	Aménagement prévu
Section II : Rejets à l'atmosphère	
Article 40	
<p>L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.</p> <p>Le nombre de points de mesure les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier de demande d'enregistrement. Un point permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu.</p> <p>Les exploitants qui participent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures de retombées de poussières peuvent être dispensés de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement les effets de leurs rejets.</p> <p>La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. A défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.</p>	<p>Le dernier rapport de mesure des retombées de poussières est disponible en PJ n°25.</p>
Section III : Valeurs limites d'émission	
Article 41	
<p>Les méthodes de mesures, de prélèvements et d'analyse de référence en vigueur sont fixées par l'arrêté du 7 juillet 2009 susvisé.</p> <p>Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).</p> <p>La concentration en poussières totales des émissions canalisées est inférieure à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✎ 30 mg/Nm³ ; ✎ 1 kg/heure par point de rejet. <p>Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée d'une demi-heure.</p> <p>L'exploitant met en place un réseau permettant de mesurer le suivi des retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi se fera soit par la méthode des plaquettes de dépôt, soit, préférentiellement, par la méthode des jauges de retombées.</p> <p>Les mesures de retombées de poussières par la méthode des plaquettes de dépôt sont réalisées conformément aux dispositions de la norme NF X 43-007, version décembre 2008.</p> <p>Les mesures de retombées de poussières par la méthode des jauges de retombées sont réalisées conformément aux dispositions de la norme NF X 43-014, version novembre 2003.</p>	<p>Les prescriptions du présent article seront respectées par l'exploitant.</p> <p>A noter que le site ne dispose pas d'émissions canalisées.</p>

Prescriptions techniques à respecter	Aménagement prévu									
Chapitre V : Emissions dans les sols										
Le présent chapitre ne comporte pas de disposition.	/									
Chapitre VI : Bruits et vibrations										
Article 42										
Les bruits émis par les installations sont réduits au maximum. La livraison des matières premières et l'expédition des produits se font préférentiellement en période diurne	Les horaires de fonctionnement du site sont les suivantes : 7h-12h / 13h-17h du lundi au vendredi, et 7h-12h le samedi. Afin de réduire les nuisances sonores, le trafic des camions est optimisé la semaine. De plus, les chauffeurs de camions ont pour consigne d’arrêter leur moteur lors des phases de chargement et de déchargement.									
Article 43										
Les mesures d'émissions sonores sont effectuées selon la méthode définie en annexe I du présent arrêté. Sous réserve de dispositions plus contraignantes définies dans les documents d'urbanisme ou de plans de prévention du bruit, les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau 1 suivant :	Une campagne de mesures acoustiques a été effectuée le 3 juillet 2018 (cf. PJ n°25). La rapport indique des valeurs inférieure à 70 dB(A) en période réglementaire de jour (7h-22h) et une émergence conforme.									
<table><tr><td>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</td><td>ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés</td><td>ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés</td></tr><tr><td>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)</td><td>6 dB (A)</td><td>4 dB (A)</td></tr><tr><td>Supérieur à 45 dB (A)</td><td>5 dB (A)</td><td>3 dB (A)</td></tr></table>		NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)	Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)
NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)		ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés							
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)		6 dB (A)	4 dB (A)							
Supérieur à 45 dB (A)		5 dB (A)	3 dB (A)							
De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.										
Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies au point 1.9 de l'annexe I du présent arrêté.										

Prescriptions techniques à respecter	Aménagement prévu																				
Article 44																					
Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores. L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.	Le matériel de manutention et les engins de chantier utilisés respectent les normes en vigueur et notamment le marquage CE. L'usage des appareils de communication par voie acoustique est utilisé uniquement si une situation dangereuse est rencontrée.																				
Article 45																					
L'installation est construite, équipée et exploitée afin que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de vibrations dans les constructions avoisinantes susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.	L'activité n'est pas source de vibrations.																				
Chapitre VII : Déchets																					
Article 46																					
A l'exception de l'article 48, les dispositions du présent chapitre ne s'appliquent pas aux déchets non dangereux inertes reçus par l'installation. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment : <ul style="list-style-type: none">↳ limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ;↳ trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ;↳ s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, ;↳ s'assurer, pour les déchets ultimes, dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles. De façon générale, l'exploitant organise la gestion des déchets dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations de destination et que les intermédiaires disposent des autorisation, enregistrement ou déclaration et agrément nécessaires.	Les déchets issus de l'activité du site sont les suivantes : <table><tr><th>Code déchets</th><th>Nature</th><th>Filière / Destination</th></tr><tr><td>15 01 01</td><td>Cartons/papiers</td><td rowspan="2">Recyclage ou incinération</td></tr><tr><td>15 01 02</td><td>Plastiques</td></tr><tr><td>15 01 06</td><td>Déchets banals</td><td>Incinération</td></tr><tr><td>13 05 02*</td><td>Boues hydrocarburées</td><td>Valorisation</td></tr><tr><td>20 01 21*</td><td>Ampoules</td><td>Recyclage partiel</td></tr><tr><td>20 01 35* 20 01 36</td><td>Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques</td><td>Recyclage partiel</td></tr></table> Ces déchets disposent de leur propre filière de collecte sur le site et sont collectées séparément. Chaque type de déchet est évacué en fonction de sa nature.	Code déchets	Nature	Filière / Destination	15 01 01	Cartons/papiers	Recyclage ou incinération	15 01 02	Plastiques	15 01 06	Déchets banals	Incinération	13 05 02*	Boues hydrocarburées	Valorisation	20 01 21*	Ampoules	Recyclage partiel	20 01 35* 20 01 36	Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques	Recyclage partiel
Code déchets	Nature	Filière / Destination																			
15 01 01	Cartons/papiers	Recyclage ou incinération																			
15 01 02	Plastiques																				
15 01 06	Déchets banals	Incinération																			
13 05 02*	Boues hydrocarburées	Valorisation																			
20 01 21*	Ampoules	Recyclage partiel																			
20 01 35* 20 01 36	Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques	Recyclage partiel																			

Prescriptions techniques à respecter	Aménagement prévu
Article 47	
<p>L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.</p> <p>Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de valorisation ou d'élimination.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités (nature, tonnage, filière d'élimination, etc.). Il émet un bordereau de suivi dès qu'il remet ses déchets à un tiers.</p>	<p>Les déchets produits sur le site disposent de leur propre filière de collecte et de stockage sur le site.</p> <p>Vu le nombre de salariés sur le site (3 pour l'exploitation du site et 1 commercial), la quantité de déchets produits est très limitée. La quantité entreposée ne dépasse pas un lot normal d'expédition vers l'installation de valorisation ou d'élimination.</p> <p>Un bordereau de suivi est émis pour chaque déchet dangereux évacué. L'exploitant tient à jour un registre de suivi de ces déchets.</p>
Article 48	
<p>Les seuls déchets pouvant être réceptionnés sur l'emprise de l'installation sont des déchets non dangereux inertes tels que définis par l'arrêté du 6 juillet 2011 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques n°s 2515, 2516 et 2517 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant assure la traçabilité des déchets sortant de l'installation selon les dispositions de l'arrêté du 29 février 2012 susvisé.</p>	<p>L'exploitant réceptionne des déchets non dangereux inertes. Ces déchets sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ des matériaux de carrière, ↳ des déchets de démolition (briques, parpaings, etc.), ↳ des matériaux de construction, ↳ des déchets issus de la démolition de voiries, ↳ du béton ferrailé et non ferrailé, ↳ de la terre végétale. <p>Un registre de suivi de déchets est tenu à jour par l'exploitant (entrée-sortie).</p> <p>A noter l'exploitation d'une zone de tri de DIB (bois, cartons, plastiques, etc.). Cette zone se situe à l'est du site et relève de la rubrique ICPE 2714.</p>

Prescriptions techniques à respecter	Aménagement prévu
Chapitre VIII : Surveillance des émissions	
Section I : Généralités	
Article 49	
<p>L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées aux articles 50 à 53. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.</p> <p>Les méthodes de mesure, de prélèvement et d'analyse de référence en vigueur sont fixées par l'arrêté du 7 juillet 2009 susvisé ou, le cas échéant, selon les normes réglementaires en vigueur.</p> <p>Au moins une fois par an, les mesures portant sur les rejets liquides sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées.</p> <p>L'inspection des installations classées peut prescrire tout prélèvement ou contrôle qu'elle pourrait juger nécessaire pour la protection de l'environnement. Les frais y afférents sont alors à la charge de l'exploitant.</p>	<p>Les dispositions de l'article seront respectées par l'exploitant.</p>
Section II : Emissions dans l'air	
Article 50	
<p>L'exploitant adresse tous les ans à l'inspection des installations classées un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires, qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées, des niveaux de production et des superficies susceptibles d'émettre des poussières.</p> <p>La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle. Cette périodicité peut être aménagée en fonction des conditions climatiques locales (vitesse moyenne et directions des vents dominants saisonniers, pluviométrie, ensoleillement).</p> <p>L'exploitant indique dans son dossier de demande d'enregistrement le type de réseau de surveillance, le nombre de relevés, la durée d'exposition et les mois de l'année au cours desquels sont effectués les relevés.</p> <p>Au cours de la première année de fonctionnement, l'exploitant fait réaliser, dans des conditions représentatives de l'activité, une mesure de chacun des points de rejet canalisé. Par la suite, la fréquence des mesures est trisannuelle. Ces contrôles sont réalisés par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.</p>	<p>Les mesures de retombées de poussières seront réalisées au minimum tous les 3 mois comme indiqué en PJ n°25.</p> <p>Un bilan des résultats sera envoyé tous les ans à l'inspection des installations classées.</p> <p>A noter l'absence de rejets canalisés sur le site.</p>

Prescriptions techniques à respecter	Aménagement prévu							
Article 51								
<p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie à l'annexe du présent arrêté ou, le cas échéant, selon les normes réglementaires en vigueur. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié en limite de propriété et de zone à émergence réglementée.</p>	<p>La dernière campagne de mesures acoustiques, en date de 2018, est disponible en PJ n°25.</p> <p>L'exploitant s'engage à faire réaliser ce type de mesures tous les 3 ans.</p>							
Section III : Emissions dans l'eau								
Article 52								
<p>La mesure des eaux pluviales polluées (EPp) est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de vingt-quatre heures proportionnellement au débit.</p> <table border="1" data-bbox="197 730 1290 1356"> <thead> <tr> <th>Polluants</th><th>Fréquence</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>DCO (sur effluent non décanté)</td><td rowspan="4"> <p>Pour les EPp déversées dans une station d'épuration :</p> <p>↳ la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum annuelle. Le premier contrôle est réalisé dans les six premiers mois de fonctionnement de l'installation.</p> <p>Pour les EPp déversées dans le milieu naturel :</p> <p>↳ la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum semestrielle ;</p> <p>↳ si pendant une période d'au moins douze mois continus, les résultats des analyses semestrielles sont inférieurs aux valeurs prévues à l'article 35, la fréquence des prélèvements et analyses pourra être au minimum annuelle ;</p> <p>↳ si un résultat d'une analyse est supérieur à un des paramètres visés à l'article 35, la fréquence des prélèvements et analyses devra être de nouveau au minimum semestrielle pendant douze mois continus.</p> </td></tr> <tr> <td>Matières en suspension totales</td></tr> <tr> <td>Hydrocarbures totaux</td></tr> <tr> <td></td></tr> </tbody> </table> <p>Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.</p>	Polluants	Fréquence	DCO (sur effluent non décanté)	<p>Pour les EPp déversées dans une station d'épuration :</p> <p>↳ la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum annuelle. Le premier contrôle est réalisé dans les six premiers mois de fonctionnement de l'installation.</p> <p>Pour les EPp déversées dans le milieu naturel :</p> <p>↳ la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum semestrielle ;</p> <p>↳ si pendant une période d'au moins douze mois continus, les résultats des analyses semestrielles sont inférieurs aux valeurs prévues à l'article 35, la fréquence des prélèvements et analyses pourra être au minimum annuelle ;</p> <p>↳ si un résultat d'une analyse est supérieur à un des paramètres visés à l'article 35, la fréquence des prélèvements et analyses devra être de nouveau au minimum semestrielle pendant douze mois continus.</p>	Matières en suspension totales	Hydrocarbures totaux		<p>Les eaux pluviales potentiellement polluées sont rejetées dans le fossé.</p> <p>La mesure des eaux pluviales polluées sera effectuée au minimum tous les 6 mois. En cas de respect des prescriptions de l'article 35, la fréquence de prélèvement sera annuelle.</p> <p>Les résultats de ces analyses seront conservés sur le site et seront mis à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Polluants	Fréquence							
DCO (sur effluent non décanté)	<p>Pour les EPp déversées dans une station d'épuration :</p> <p>↳ la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum annuelle. Le premier contrôle est réalisé dans les six premiers mois de fonctionnement de l'installation.</p> <p>Pour les EPp déversées dans le milieu naturel :</p> <p>↳ la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum semestrielle ;</p> <p>↳ si pendant une période d'au moins douze mois continus, les résultats des analyses semestrielles sont inférieurs aux valeurs prévues à l'article 35, la fréquence des prélèvements et analyses pourra être au minimum annuelle ;</p> <p>↳ si un résultat d'une analyse est supérieur à un des paramètres visés à l'article 35, la fréquence des prélèvements et analyses devra être de nouveau au minimum semestrielle pendant douze mois continus.</p>							
Matières en suspension totales								
Hydrocarbures totaux								

Prescriptions techniques à respecter	Aménagement prévu
Section IV : Impacts sur l'air	
La présente section ne comporte pas de dispositions.	/
Section V : Impact sur les eaux de surface	
La présente section ne comporte pas de dispositions.	/
Section VI : Impact sur les eaux souterraines	
Article 53	
Dans le cas où l'exploitation de l'installation entraînerait l'émission directe ou indirecte de polluants figurant aux annexes de l'arrêté du 17 juillet 2009 susvisé, une surveillance est mise en place afin de vérifier que l'introduction de ces polluants dans les eaux souterraines n'entraîne pas de dégradation ou de tendances à la hausse significatives et durables des concentrations de polluants dans les eaux souterraines.	Non concerné.
Section VII : Déclaration annuelle des émissions polluantes	
La présente section ne comporte pas de dispositions.	/

PIECE JOINTE N°7

**JUSTIFICATION DES AMENAGEMENTS
DEMANDES PAR L'EXPLOITANT**

PROJET NON CONCERNE

PIECE JOINTE N°8

**AVIS DU PROPRIETAIRE SUR LA REMISE EN
ETAT DU TERRAIN**

BRIQUETERIE DE L'ENTREPRISE
Société Anonyme
Au capital de 46.100 euros
Siège social : 187 rue du Calvaire 59 510 HEM
475 785 093 RCS LILLE METROPOLE

VERMEULEN MATERIAUX
68 rue de la Prévôté
59 890 QUESNOY SUR DEULE

HEM, le 9 AVRIL 2018

regu 8 17/4/18
[Signature]

A l'attention de la Directrice Générale

Madame,

Vous nous avez sollicité par courrier recommandé du 26 février 2018, pour obtenir notre avis sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif des installations que vous exploitez dans le cadre d'une plateforme de déchets inertes rue du Calvaire à HEM sur un terrain qui nous appartient.

Vous vous engagez dans votre courrier, dès l'arrêt de l'exploitation du site, à placer le site dans l'état dans lequel il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 511-1 du code de l'environnement, savoir :

- évacuer ou éliminer les produits dangereux et les déchets présents sur le site,
- interdire ou limiter l'accès au site,
- supprimer les risques d'incendie ou d'explosion,
- surveiller les effets des installations sur l'environnement.

Je me permets de vous rappeler les termes de la convention d'occupation précaire qui nous lie, dans laquelle il est précisé ce qui suit :

ARTICLE 1 - DESIGNATION

..... « A cet effet, il est ici précisé que l'occupant a installé sur le terrain loué une dalle de béton d'une superficie d'environ 500 m² et ce, sans aucune autorisation du Bailleur.

Le locataire s'engage expressément, en fin de convention, pour quelque cause que ce soit à rendre le terrain nivelé et déblayé dans l'état dans lequel il se trouvait à la première occupation, et en détruisant la dalle de béton qui n'existait pas à l'origine. Tous les travaux de remise en état sont à la charge exclusive de l'occupant qui s'y oblige.

Il est ici précisé que par courrier du 8 janvier 2015, la Direction Générale chargée de l'Aménagement Durable du Département du Nord a informé le Bailleur qu'un projet d'aménagement à 2x2 voies de la RD 700 dans la section comprise entre la RD6d et la RD 952 est en phase de concertation avec pour

objectif d'être en mesure d'engager les travaux en 2017. La copie du courrier est annexée aux présentes.

En conséquence le Preneur étant dès à présent informé de cette situation, s'engage à prendre toutes dispositions pour entamer le déblaiement nécessaire à la remise en état des lieux présentement loués. »

Nous entendons que vous respectiez les termes dudit bail et demandons que vous ajoutiez ces prescriptions en matière de remise en l'état du site.

Veuillez agréer, Madame, l'assurance de nos salutations distinguées.

Le Président Directeur Général
Monsieur Gérard DECOTTEGNE


SA BRIQUETERIE DE
L'ENTREPRISE
187, Rue du Calvaire
59510 HEM

PIECE JOINTE N°9

**AVIS DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC DE
COOPERATION INTERCOMMUNALE**



Aménagement et habitat

/ Stratégie et opérations foncières

/ Stratégie foncière

Réf. D18-002410

Dossier suivi par :

Ludovic DEMEYER

Tél. : 03.20.21.66.43

Mail : ldemeyer@lillemetropole.fr

Monsieur MASURE

Directeur général

VERMEULEN MATERIAUX

68 rue de la Prévoté

59890 QUESNOY SUR DEULE

Objet : VERMEULEN - Installations classées pour la protection de l'environnement - dossier de demande d'autorisation d'exploiter - Commune de HEM

Lille, le **27 MARS 2018**

Monsieur le Directeur général,

Dans le cadre de la constitution d'un dossier de demande d'autorisation d'exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement (régime d'enregistrement), sis rue du Calvaire à Hem, vous sollicitez, conformément au code de l'environnement, l'avis de la Métropole Européenne de Lille sur « l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif des installations ».

La Métropole Européenne de Lille demande que, lors de la mise à l'arrêt définitive des installations, l'exploitant procède aux mesures suivantes :

- l'évacuation du matériel, des produits dangereux et des déchets ;
- l'interdiction et la limitation des accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie ou d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur l'environnement ;
- le respect de l'ensemble des textes législatifs et réglementaires ;
- la remise en état du site conformément à l'usage déterminé par le Plan Local d'Urbanisme en vigueur au moment de la mise à l'arrêt.

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur général, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Gérard CAUDRON

Vice-président

Urbanisme opérationnel – Aménagement et ville renouvelée, Sites et sols pollués en milieu Urbain, Autorisation d'urbanisme

Copie : Monsieur Pascal NYS, Maire de Hem

Monsieur Thierry MAILLES, Préfecture de la Région des Hauts de France



PIECE JOINTE N°10

**RECEPISSE DE DEPOT DU PERMIS DE
CONSTRUIRE**

PROJET NON CONCERNE

PIECE JOINTE N°11

**RECEPISSE DE DEPOT DE LA DEMANDE DE
DEFRICHEMENT**

PROJET NON CONCERNE

PIECE JOINTE N°12

**COMPATIBILITE AUX PLANS, SCHEMAS OU
PROGRAMMES APPLICABLES A
L'INSTALLATION**

1 **PRESCRIPTIONS DE CERTAINS PLANS, SCHEMAS ET PROGRAMMES**

1.1 **LISTES DES PLANS, SCHEMAS ET PROGRAMMES APPLICABLES AU PROJET**

Parmi les plans et programmes mentionnés aux 4°, 5°, 16° à 23°, 26° et 27° du tableau du I de l'article R. 122-17 et par l'arrêté prévu à l'article R. 222-36 du Code de l'environnement, certains préconisent des orientations auxquelles le site d'Hem de la société VERMEULEN MATERIAUX doit souscrire.

Les plans et programmes concernés sont ceux-ci :

N°	Plan / Programme		Applicabilité
4°	Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux prévu par les articles L. 212-1 et L. 212-2 du code de l'environnement	SDAGE Artois Picardie	Applicable
5°	Schéma d'aménagement et de gestion des eaux prévu par les articles L. 212-3 à L. 212-6 du code de l'environnement	SAGE Marque Deûle	Non applicable : En cours de rédaction
17°	Schéma régional des carrières mentionné à l'article L. 515-3 du code de l'environnement	/	Non applicable
18°	Plan national de prévention des déchets prévu par l'article L. 541-11 du code de l'environnement	Programme national de prévention des déchets 2014-2020	Applicable
19°	Plan national de prévention et de gestion de certaines catégories de déchets prévu par l'article L. 541-11-1 du code de l'environnement	/	Non applicable
20°	Plan régional de prévention et de gestion des déchets prévu par l'article L. 541-13 du code de l'environnement	/	Applicable
23°	Programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement	/	Non applicable
24°	Programme d'actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement	/	Non applicable

Seuls le SDAGE Artois Picardie, le plan national de prévention des déchets et le plan régional de prévention et de gestion des déchets seront étudiés.

2 COMPATIBILITE AU SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SDAGE)

Les tableaux ci-après examinent la compatibilité de l'exploitation du site d'Hem vis-à-vis des dispositions du SDAGE Artois-Picardie pour la période 2016-2021.

Dispositions du SDAGE 2016-2021 concernées				Dispositions prévues sur le site
<i>Enjeu A : Maintenir et améliorer la biodiversité des milieux aquatiques</i>				
Orientation A-1	Continuer la réduction des apports ponctuels de matières polluantes classiques dans les milieux	Disposition A-1.1	<p><u>Adapter les rejets à l'objectif de bon état</u></p> <p>Les maîtres d'ouvrage (personne publique ou privée, physique ou morale), pour leurs installations, ouvrages, travaux et activités soumis aux obligations au titre du Code de l'environnement, du Code de la santé publique ou du Code général des collectivités locales, ajustent les rejets d'effluents urbains ou industriels au respect de l'objectif général de non dégradation et des objectifs physico-chimiques spécifiques assignés aux masses d'eau, continentale et marine, en utilisant les meilleures techniques disponibles à un coût acceptable. Les objectifs sont précisés dans le chapitre 3. Les mesures présentant le meilleur rapport coût/efficacité seront à mettre en place en priorité.</p> <p>Tout projet soumis à autorisation ou à déclaration au titre du Code de l'environnement (ICPE ou loi sur l'eau) doit aussi :</p> <p>adapter les conditions de rejet pour préserver les milieux récepteurs particulièrement sensibles aux pollutions,</p> <p>s'il ne permet pas de respecter l'objectif général de non dégradation et des objectifs physico-chimiques spécifiques assignés aux masses d'eau, étudier la possibilité d'autres solutions au rejet direct dans le cours d'eau (stockage temporaire, réutilisation,...).</p>	<p>Le projet génère des rejets d'eaux usées domestiques et d'eaux pluviales.</p> <p>Les eaux usées domestiques sont traitées sur site via une fosse toutes eaux et sont ensuite rejetées dans le fossé situé rue du Calvaire.</p> <p>Les eaux pluviales de voiries transitent par un séparateur d'hydrocarbures puis sont rejetées dans le fossé situé rue Calvaire.</p> <p>Les eaux rejetées dans le fossé sont ensuite collectées dans le réseau de la ZAC.</p>
		Disposition A-1.2	<p><u>Améliorer l'assainissement non collectif</u></p> <p>La mise en place des Services Publics d'Assainissement Non Collectif (SPANC) est à encourager à une échelle intercommunale. Les SPANC veillent à la mise en conformité des installations présentant un danger pour la santé des personnes ou un risque avéré de pollution de l'environnement notamment dans les zones à enjeu sanitaire et dans les zones à enjeu environnemental pour l'assainissement non collectif définis dans la liste ou les cartes ou dans les documents de SAGE.</p>	<p>Le projet se situe en zone non couverte par l'assainissement collectif. Ainsi une gestion non collective des eaux usées est effectuée (système fosse toutes eaux).</p>

Dispositions du SDAGE 2016-2021 concernées				Dispositions prévues sur le site
		Disposition A-1.3	<p><u>Améliorer les réseaux de collecte</u></p> <p>Les maîtres d'ouvrage (personne publique ou privée, physique ou morale), pour leurs équipements, installations et travaux soumis à autorisation ou à déclaration au titre du Code de l'environnement et du Code général des collectivités territoriales, améliorent le fonctionnement des réseaux de collecte par le développement de la gestion patrimoniale et la mise en œuvre d'un diagnostic permanent du système d'assainissement (branchements, réseaux, station) pour atteindre les objectifs de bon état. Lors des extensions de réseaux, les maîtres d'ouvrages étudient explicitement l'option réseau séparatif et exposent les raisons qui lui font ou non retenir cette option, en accord avec le gestionnaire des réseaux existants si ce n'est pas le maître d'ouvrage. En cas d'opportunité, la valorisation énergétique de l'assainissement sera étudiée.</p>	<p>L'exploitant s'assurera du bon état des réseaux par des inspections suivant des fréquences régulières.</p> <p>Les réseaux sont de type séparatif :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Eaux usées → fosse toutes eaux puis rejet au fossé rue du Calvaire ; ↳ Eaux pluviales de voirie → traitement par séparateur d'hydrocarbures puis rejet au fossé rue du Calvaire.
Orientation A-2	Maîtriser les rejets par temps de pluie en milieu urbanisé par des voies alternatives (maîtrise de la collecte et des rejets) et préventives (règles d'urbanisme notamment pour les constructions nouvelles)	Disposition A-2.1	<p><u>Gérer les eaux pluviales</u></p> <p>Les orientations et prescriptions des SCOT et des PLU communaux et intercommunaux comprennent des dispositions visant à favoriser l'infiltration des eaux de pluie à l'emprise du projet et contribuent à la réduction des volumes collectés et déversés sans traitement au milieu naturel.</p> <p>La conception des aménagements ou des ouvrages d'assainissement nouveaux intègre la gestion des eaux pluviales dans le cadre d'une stratégie de maîtrise des rejets. Les maîtres d'ouvrage évaluent l'impact de leur réseau d'assainissement sur le milieu afin de respecter les objectifs physico-chimiques assignés aux masses d'eau.</p> <p>Dans les dossiers d'autorisation ou de déclaration au titre du Code de l'environnement ou de la santé correspondant, l'option d'utiliser les techniques limitant le ruissellement et favorisant le stockage et ou l'infiltration sera obligatoirement étudiée par le pétitionnaire et la solution proposée sera argumentée face à cette option de « techniques alternatives ».</p>	<p>Les voiries sont imperméabilisées depuis l'entrée du site jusqu'au pont à bascule. Les autres voiries ne sont pas imperméabilisées et l'infiltration des eaux pluviales est ainsi effectuée.</p> <p>Pour les eaux pluviales de voiries, celles-ci transitent par un séparateur d'hydrocarbures avant d'être rejetées dans le fossé situé rue du Calvaire.</p>

Dispositions du SDAGE 2016-2021 concernées				Dispositions prévues sur le site
		Disposition A-2.2	<u>Intégrer la gestion des eaux pluviales dans les zonages pluviaux</u> Les collectivités, lors de la réalisation des zonages, veilleront à identifier les secteurs où des mesures (techniques alternatives, ...) doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation et maîtriser le débit et l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement et les secteurs où il est nécessaire de prévoir des installations de collecte, de stockage éventuel et si nécessaire de traitement des eaux pluviales et de ruissellement. Les zonages pluviaux seront pris en compte dans les documents d'urbanisme et figureront dans leurs annexes.	D'après les documents d'urbanisme, le site ne se trouve pas en zonage pluviaux.
Orientation A-3	Diminuer la pression polluante par les nitrates d'origine agricole sur tout le territoire	Disposition A-3.1	<u>Développer des pratiques agricoles limitant la pression polluante par les nitrates</u>	Non concerné.
		Disposition A-3.2	<u>Rendre cohérentes les zones vulnérables avec les objectifs du SDAGE</u>	Non concerné.
		Disposition A-3.3	<u>Mettre en œuvre les plans d'actions régionaux (PAR) en application de la directive nitrates</u>	Non concerné.
Orientation A-4	Adopter une gestion des sols et de l'espace agricole permettant de limiter des risques de ruissellement, d'érosion et de transfert des polluants vers les cours d'eau les eaux souterraines et la mer	Disposition A-4.1	<u>Limiter l'impact des réseaux de drainage</u> Pour limiter l'impact potentiel des polluants véhiculés par le drainage, lors de la création ou du renouvellement des réseaux de drainage, des dispositifs aménagés à leurs exutoires permettant la décantation et la filtration des écoulements avant rejet au milieu naturel pourront être mis en œuvre. Des expérimentations seront à réaliser.	Seules les eaux de ruissellement de voiries sont susceptibles d'être polluées. Un traitement adapté (séparateur hydrocarbures) est mis en place pour limiter l'impact potentiel des polluants véhiculés au milieu naturel.
		Disposition A-4.2	<u>Gérer les fossés</u>	Non concerné.

Dispositions du SDAGE 2016-2021 concernées				Dispositions prévues sur le site
		Disposition A-4.3	<p><u>Limiter le retournement des prairies</u></p> <p>L'autorité administrative, les collectivités et les maîtres d'ouvrages veillent à éviter l'urbanisation et le retournement des surfaces en prairies dans les zones à enjeu pour la lutte contre l'érosion, la préservation des zones humides et des aires d'alimentation des captages. Les collectivités veillent dans leurs documents d'urbanisme au maintien des prairies et des éléments de paysage, notamment par la mobilisation de certains outils tels que les zones agricoles protégées, les orientations d'aménagement et de programmation, les espaces boisés classés (y compris les haies), l'identification des éléments de paysage dans les documents d'urbanisme.</p> <p>Dans le cas, exceptionnel, d'une urbanisation dans les zones à enjeu pour la lutte contre l'érosion, la préservation des zones humides et des aires d'alimentation des captages, cette compensation maintenant les fonctionnalités « eau » de la prairie prendra la forme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit de dispositifs qualitatifs de protection de la ressource en eau ou de lutte contre les aléas érosion (linéaire de haies, plantation d'arbres, fascines...). - soit d'une compensation de prairie permanente en surface au moins équivalente. 	<p>Le projet est situé au sein de la ZAC des 4 vents et au niveau des zones UGb et NP d'après le Plan Local d'Urbanisme. Ces dernières précisent qu'« il s'agit d'une zone économique bénéficiant d'une situation privilégiée » (UGb) et « d'une zone naturelle et rurale de qualité paysagère à dominante récréative et de loisirs de plein air pouvant accueillir des équipements en lien avec cette vocation, dans le respect de la préservation des sites ».</p> <p>Aucune consommation de zone agricole protégée ne sera effectuée dans le cadre du projet.</p> <p>Le projet ne s'implante pas non plus dans une zone à enjeu pour la lutte contre l'érosion, ni dans une zone humide ou une aire d'alimentation des captages.</p>
Orientation A-5	Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques dans le cadre d'une gestion concertée	Disposition A-5.1	<u>Limiter les pompages risquant d'assécher les milieux aquatiques</u>	Non concerné.
		Disposition A-5.2	<u>Diminuer les prélèvements situés à proximité du lit mineur des cours d'eau en déficit quantitatif</u>	Non concerné.
		Disposition A-5.3	<u>Réaliser un entretien léger des milieux aquatiques</u>	Non concerné.
		Disposition A-5.4	<u>Mettre en œuvre des plans pluriannuels de gestion et d'entretien des cours d'eau</u>	Non concerné.
Orientation A-5		Disposition A-5.5	<u>Respecter l'hydromorphologie des cours d'eau lors de travaux</u>	Non concerné.

Dispositions du SDAGE 2016-2021 concernées				Dispositions prévues sur le site
	Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques dans le cadre d'une gestion concertée	Disposition A-5.6	<u>Définir les caractéristiques des cours d'eau</u>	Non concerné.
		Disposition A-5.7	<u>Préserver l'espace de bon fonctionnement des cours d'eau</u>	Non concerné.
Orientation A-6	Assurer la continuité écologique et sédimentaire	Disposition A-6.1	<u>Prioriser les solutions visant le rétablissement de la continuité longitudinale</u>	Non concerné.
		Disposition A-6.2	<u>Assurer, sur les aménagements hydroélectriques nouveaux ou existants, la circulation des espèces dans les cours d'eau</u>	Non concerné.
		Disposition A-6.3	<u>Assurer une continuité écologique à échéance différenciée selon les objectifs</u>	Non concerné.
		Disposition A-6.4	<u>Prendre en compte les différents plans de gestion piscicole</u>	Non concerné.
Orientation A-7	Préserver et restaurer la fonctionnalité écologique et la biodiversité	Disposition A-7.1	<u>Privilégier le génie écologique lors de la restauration et l'entretien des milieux aquatiques</u>	Non concerné.
		Disposition A-7.2	<u>Limiter la prolifération d'espèces invasives</u>	Non concerné.
		Disposition A-7.3	<u>Encadrer les créations ou extensions de plans d'eau</u>	Non concerné.
Orientation A-8	Réduire l'incidence de l'extraction des matériaux de carrières	Disposition A-8.1	<u>Conditionner l'ouverture et l'extension des carrières</u>	Non concerné.
		Disposition A-8.2	<u>Remettre les carrières en état après exploitation</u>	Non concerné.
		Disposition A-8.3	<u>Inclure les fonctionnalités écologiques dans les porter à connaissance</u>	Non concerné.

Dispositions du SDAGE 2016-2021 concernées				Dispositions prévues sur le site
Orientation A-9	Stopper la disparition, la dégradation des zones humides à l'échelle du bassin et préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité	Disposition A-9.1	<u>Eviter l'implantation d'habitations légères de loisirs dans le lit majeur des cours d'eau</u>	Non concerné.
		Disposition A-9.2	<u>Prendre en compte les zones à dominante humide dans les documents d'urbanisme</u> Les documents d'urbanisme (SCOT, PLU communaux, PLU intercommunaux et cartes communales) et les décisions administratives dans le domaine de l'eau prennent en compte les zones humides en s'appuyant notamment sur la carte des zones à dominante humide (Carte 21) et les inventaires des SAGE. La carte des Zones à Dominante Humide correspond à une identification réalisée par photographie aérienne. Son échelle d'utilisation est le 1/50 000 ^{ème}	Le site n'est pas localisé sur une zone humide d'après les cartes des zones à dominante humide (cf. PJ n°28).

Dispositions du SDAGE 2016-2021 concernées				Dispositions prévues sur le site
		<p>Disposition A-9.3</p>	<p><u>Préciser la consigne « éviter, réduire, compenser » sur les dossiers zones humides au sens de la police de l'eau</u></p> <p>Dans le cadre des procédures administratives, le pétitionnaire devra prouver que son projet n'est pas situé en zone humide au sens de la police de l'eau, à défaut, il devra par ordre de priorité :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Eviter d'impacter les zones humides en recherchant une alternative à la destruction de zones humides ; 2. Réduire l'impact de son projet sur les zones humides en cas d'absence d'alternative avérée à la destruction ou dégradation de celles-ci et sous réserve de justifier de l'importance du projet au regard de l'intérêt général des zones humides détruites ou dégradées ; 3. Compenser l'impact résiduel de son projet sur les zones humides en prévoyant par ordre de priorité : <ul style="list-style-type: none"> ↳ la restauration* de zones humides équivalentes sur le plan fonctionnel, à hauteur de 150% minimum de la surface perdue ; ↳ la création** de zones humides équivalentes sur le plan fonctionnel, à hauteur de 100% minimum de la surface perdue. <p>Et justifier de l'importance du projet au regard de l'intérêt général des zones humides détruites ou dégradées. Les mesures compensatoires devront se faire, dans la mesure du possible, sur le même territoire de SAGE que la destruction. La gestion et l'entretien de ces zones humides doivent être garantis à long terme. Pour prendre en compte les aspects positifs de l'élevage en zone humide, le service instructeur peut adapter ou déroger à cette disposition pour les bâtiments liés à l'élevage.</p>	<p>Le site n'est pas localisé sur une zone humide d'après les cartes des zones à dominante humide (cf. PJ n°28).</p>

Dispositions du SDAGE 2016-2021 concernées				Dispositions prévues sur le site
Orientation A-9	Stopper la disparition, la dégradation des zones humides à l'échelle du bassin et préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité	Disposition A-9.4	<p><u>Identifier les actions à mener sur les zones humides dans les SAGE</u></p> <p>Lors de l'élaboration des SAGE, ou lors de leur révision future, les documents de SAGE, dans leur volet zones humides, identifient :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ les zones où des actions de restauration/réhabilitation sont nécessaires ; ↳ des zones dont la qualité sur le plan fonctionnel et de la biodiversité est remarquable et pour lesquelles des actions particulières de préservation doivent être menées ; ↳ les zones qui permettent le maintien et le développement d'une agriculture viable et économiquement intégrée dans les territoires et la préservation des zones humides et de leurs fonctionnalités. <p>Selon les enjeux du territoire, les SAGE peuvent réaliser un inventaire, aussi exhaustif que possible, des zones humides. Cette disposition est facultative, pour les SAGE ayant déjà identifié des enjeux particuliers pour ses zones humides</p>	<p>Le SAGE applicable au projet est en cours de rédaction.</p> <p>Le site n'est pas localisé sur une zone humide d'après les cartes des zones à dominante humide.</p>
		Disposition A-9.5	<p><u>Gérer les zones humides</u></p> <p>Les maîtres d'ouvrage (personne publique ou privée, physique ou morale) sont invités à maintenir et restaurer les zones humides.</p>	

Dispositions du SDAGE 2016-2021 concernées				Dispositions prévues sur le site
Orientation A-10	Poursuivre l'identification, la connaissance et le suivi des pollutions par les micropolluants nécessaires à la mise en œuvre d'actions opérationnelles	Disposition A-10.1	<p><u>Améliorer la connaissance des micropolluants</u></p> <p>Les services de l'Etat et ses établissements publics compétents poursuivent la recherche des micropolluants (y compris substances médicamenteuses, molécules hormonales radionucléides...), dans les milieux aquatiques et dans les rejets ponctuels ou diffus.</p> <p>En partenariat avec les industriels, les collectivités et les agriculteurs, cette meilleure connaissance permettra d'améliorer la définition des actions de suppression ou de réduction des rejets de ces micropolluants, en priorité dans les masses d'eau qui n'atteignent pas le bon état.</p> <p>Ces investigations concernent en particulier le développement des bilans par substances, prescrits au titre du Code de l'environnement (ICPE et loi sur l'eau) ou du Code de la santé, intégrant l'ensemble des sources (naturelle, urbaine, domestique, industrielle, agricole) et détaillant les voies de transfert. La prise en compte des micropolluants dans les diagnostics sur les déversements par temps de pluie sera également étudiée.</p>	<p>Le site n'est pas à l'origine de rejets de micropolluants vers un système d'assainissement collectif.</p> <p>Les eaux issues du projet sont traitées sur le site :</p> <ul style="list-style-type: none"> ☞ eaux pluviales polluées : mise en place d'un séparateur hydrocarbure ; ☞ eaux usées : mise en place d'une fosse toutes eaux.
Orientation A-11	Promouvoir les actions, à la source de réduction ou de suppression des rejets de micropolluants	Disposition A-11.1	<p><u>Adapter les rejets de polluants aux objectifs de qualité de milieu naturel</u></p> <p>Dans le respect des dispositions qui fondent sa compétence, l'autorité administrative adapte aux exigences du milieu récepteur les prescriptions qu'elle impose au titre de la police des installations classées, de la police de l'eau ou de l'autorité de sûreté nucléaire pour les rejets dans les milieux aquatiques, les déversements dans les réseaux publics et les dispositifs d'autosurveillance qui le nécessitent.</p>	

Dispositions du SDAGE 2016-2021 concernées				Dispositions prévues sur le site
Orientation A-11	Promouvoir les actions, à la source de réduction ou de suppression des rejets de micropolluants	Disposition A-11.2	<p><u>Maîtriser les rejets de micropolluants des établissements industriels ou autres vers les ouvrages d'épuration des agglomérations</u></p> <p>Les collectivités veillent à maîtriser les rejets de micropolluants des établissements raccordés aux ouvrages d'épuration des agglomérations.</p> <p>Les émissions de faibles quantités de micropolluants par des petites activités dispersées dans le milieu urbain peuvent perturber le fonctionnement du système d'assainissement collectif (station et réseau).</p> <p>Lorsque des activités économiques, utilisatrices de ces substances, sont raccordées à un réseau public de collecte, la collectivité assurant la collecte, le transport et le traitement des eaux usées établit ou met à jour, dans les conditions prévues par la loi et pour améliorer les conditions d'intervention de l'autorité de police, les autorisations de déversement prévues au titre de l'article L. 1331-10 du Code de la santé publique et du Code général des collectivités territoriales. L'objectif est de réglementer les rejets de ces substances dans les réseaux pour en maîtriser la présence dans le milieu et dans les boues de station d'épuration.</p> <p>La maîtrise de ces rejets passe principalement par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la prise en compte des micropolluants dans les autorisations de raccordement délivrées par les collectivités gestionnaires de réseaux d'assainissement qui les mettent à jour si nécessaire. • des démarches collectives territoriales ou par secteur d'activité qui visent des branches d'activités ciblées pour leurs émissions en certains micropolluants. 	Non concerné – Le site n'est pas raccordé à un système d'assainissement collectif.

Dispositions du SDAGE 2016-2021 concernées				Dispositions prévues sur le site
		Disposition A-11.3	<p><u>Eviter d'utiliser des produits toxiques</u></p> <p>Les prescripteurs et utilisateurs de produits et de matériaux sont invités à utiliser les produits les moins toxiques et écotoxiques et les moins rémanents, que ce soit pour les produits industriels, agricoles ou de consommation courante.</p> <p>Des actions de formation et d'information sont encouragées afin de remédier à la source, et de manière préventive, aux rejets, émissions et pertes de substances dangereuses que ce soit sur le choix et les conditions de mise en œuvre appropriées ou sur le devenir des emballages et des déchets.</p>	Non concerné. Le projet ne nécessite pas l'utilisation de substances dangereuses.
Orientation A-11	Promouvoir les actions, à la source de réduction ou de suppression des rejets de micropolluants	Disposition A-11.4	<p><u>Réduire à la source les rejets de substances dangereuses</u></p> <p>L'autorité administrative privilégiera la mise en œuvre de la réduction à la source des rejets de substances dangereuses par les acteurs économiques, que ce soit pour les diagnostics des sources d'émission, la recherche des moyens de réduction de ces rejets (technologies propres, substitution de produit, changement de procédé,...) ou le rejet zéro (recyclage,...).</p> <p>Des actions de démonstration et de transfert de technologie sont développées pour en faciliter la mise en œuvre. Une grande vigilance est maintenue sur la toxicité des produits de substitution.</p>	Non concerné.
		Disposition A-11.5	<p><u>Réduire l'utilisation de produits phytosanitaires dans le cadre du plan ECOPHYTO</u></p> <p>[...] Pour ce qui concerne les autres usages non agricoles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les collectivités sont incitées à adhérer à la Charte d'entretien des espaces publics du bassin Artois-Picardie et à parvenir à un objectif "zéro phytosanitaire" ; - les jardineries sont incitées à s'inscrire dans la démarche de charte spécifique à leur activité et développée à l'échelle du Bassin Artois-Picardie ; - les autres gestionnaires d'espaces sont incités à réduire leur utilisation de produits phytosanitaires. 	Le site n'utilise pas de produits phytosanitaires.

Dispositions du SDAGE 2016-2021 concernées				Dispositions prévues sur le site
		Disposition A-11.6	<u>Se prémunir contre les pollutions accidentelles</u> [...] Dans le cadre des autorisations ou déclaration au titre du Code de l'environnement, l'autorité administrative veille à ce que les pollutions accidentelles soient prise en compte dans les bassins versants (transport routier et ferroviaire, stations d'épurations urbaines, industries...) en amont des bassins versants particulièrement vulnérables aux pollutions accidentelles (zone à enjeu eau et prise d'eau de surface pour l'eau potable, zones de baignade, zones conchyliques et de pêche professionnelle, milieux aquatiques remarquables, zones de frayères...). Elaborés en relation avec les acteurs concernés, ces actions prévoient : - des mesures visant à minimiser l'impact des rejets lors de l'arrêt accidentel ou du dysfonctionnement des ouvrages d'épuration, - des dispositifs d'assainissement permettant la récupération, le cas échéant, le confinement des pollutions accidentellement déversées sur un site industriel ou sur la voie publique.	Le stockage des produits liquides est effectué sur des rétentions adaptées.
Orientation A-11	Promouvoir les actions, à la source de réduction ou de suppression des rejets de micropolluants	Disposition A-11.7	<u>Caractériser les sédiments avant tout curage</u>	Non concerné.
		Disposition A-11.8	<u>Réduire l'usage des pesticides sur les territoires de SAGE</u>	Non concerné.

Dispositions du SDAGE 2016-2021 concernées				Dispositions prévues sur le site
Orientation A-12	Améliorer les connaissances sur l'impact des sites pollués	/	<p>L'autorité administrative et les exploitants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mettent en place une surveillance des eaux souterraines pour les installations classées et les sites pollués le nécessitant. L'Etat et les établissements publics soutiennent la bancarisation dans la base ADES des données de surveillance des eaux souterraines au droit des installations classées en vue de leur diffusion et de leur mise à disposition ; - poursuivent les actions permettant de limiter les transferts de substances polluantes à partir des sites et sols pollués. Ils mettent en place, si nécessaire, des restrictions d'usage des eaux souterraines. <p>Par ailleurs l'Etat, les établissements publics compétents et les collectivités soutiendront les efforts de recherche relatifs à l'impact des sédiments et sols pollués sur la qualité de l'eau et des milieux vivants.</p>	<p>Le site BASOL le plus proche est situé à environ 150 mètres au nord-ouest. Il s'agit du site portant l'identifiant BASOL 59.034 (Briqueteries de l'entreprise). La description du site est la suivante : site libre de toutes restrictions, travaux réalisés, aucune restriction, pas de surveillance nécessaire.</p>
<i>Enjeu B : Garantir une eau potable en qualité et en quantité satisfaisante</i>				
Orientation B-1	Poursuivre la reconquête de la qualité des captages et préserver la ressource en eau dans les zones à enjeu eau potable définies dans le SDAGE	Disposition B-1.1	<u>Préserver les aires d'alimentation des captages</u>	Non concerné.
		Disposition B-1.2	<u>Reconquérir la qualité de l'eau des captages prioritaires</u>	Non concerné.
		Disposition B-1.3	<u>Mieux connaître les aires d'alimentation des captages pour mieux agir</u>	Non concerné.
		Disposition B-1.4	<u>Etablir des contrats de ressources</u>	Non concerné.
		Disposition B-1.5	<u>Adapter l'usage des sols sur les parcelles les plus sensibles des aires d'alimentations de captages</u>	Non concerné.
		Disposition B-1.6	<u>En cas de traitement de potabilisation, reconquérir par ailleurs la qualité de l'eau potable polluée</u>	Non concerné.

Dispositions du SDAGE 2016-2021 concernées				Dispositions prévues sur le site
		Disposition B-1.7	<u>Maitriser l'exploitation du gaz de couche</u>	Non concerné.
Orientation B-2	Anticiper et prévenir les situations de crise par la gestion équilibrée des ressources en eau	Disposition B-2.1	<u>Améliorer la connaissance et la gestion de certains aquifères</u>	Non concerné.
		Disposition B-2.2	<u>Mettre en regard les projets d'urbanisation avec les ressources en eau et les équipements à mettre en place</u>	Non concerné.
Orientation B-3	Inciter aux économies d'eau	Disposition B-3.1	<u>Adopter des ressources alternatives à l'eau potable quand cela est possible</u> Des actions d'information, de sensibilisation et éventuellement des incitations financières en vue d'économiser l'eau seront mises en œuvre par l'Etat et ses établissements publics compétents, les collectivités territoriales et locales et leurs partenaires. Par exemple : <ul style="list-style-type: none"> ↳ récupération d'eau de pluie ; ↳ amélioration des rendements des réseaux de distribution ; ↳ gestion des circuits de refroidissement ; ↳ adaptation des cultures à la ressource disponible ; ↳ techniques d'irrigation économes en eau voire innovantes (utilisation d'eaux usées traitées dans la limite des risques sanitaires par exemple). 	L'activité du site n'est pas de nature à entraîner une consommation élevée d'eau potable. La consommation est assimilable à la consommation des ménages (toilettes, douches, consommation humaine). De plus, l'eau pluviale est récupérée pour arroser les voies de circulation et zones de stockage. Le complément est ajouté via le forage du site.
Orientation B-4	Assurer une gestion de crise efficace lors des étiages sévères	Disposition B-4.1	<u>Respecter les seuils hydrométriques de crise de sécheresse</u> [...] Les objectifs de quantité en période d'étiage sont définis aux principaux points nodaux. Ils sont constitués de débits de crise en dessous desquels seules les exigences de la santé, de la salubrité publique, de la sécurité civile et de l'alimentation en eau potable de la population et les besoins des milieux naturels peuvent être satisfaites.	En cas de période de sécheresse, le personnel sera informé et des mesures de gestion seront mises en place.
Orientation B-5	Rechercher et réparer les fuites dans les réseaux d'eau potable	Disposition B-5.1	<u>Limiter les pertes d'eau dans les réseaux de distribution</u>	Non concerné.

Dispositions du SDAGE 2016-2021 concernées				Dispositions prévues sur le site
Orientation B-6	Rechercher au niveau international, une gestion équilibrée des aquifères	Disposition B-6.1	<u>Associer les structures belges à la réalisation des SAGE frontaliers</u>	Non concerné.
		Disposition B-6.2	<u>Organiser une gestion coordonnée de l'eau au sein des Commissions Internationales Escaut et Meuse</u>	Non concerné.
Enjeu C : S'appuyer sur le fonctionnement naturel des milieux pour prévenir et limiter les effets négatifs des inondations				
Orientation C-1	Limiter les dommages liés aux inondations	Disposition C-1.1	<u>Préserver le caractère inondable de zones prédéfinies</u> Les documents d'urbanisme (SCOT, PLU communaux, PLU intercommunaux, cartes communales) préservent le caractère inondable des zones définies, soit dans les atlas des zones inondables, soit dans les Plans de Prévention de Risques d'Inondations, soit à défaut dans les études hydrologiques et/ou hydrauliques existantes à l'échelle du bassin versant ou à partir d'évènements constatés ou d'éléments du PAGD (Plan d'Aménagement et de Gestion Durable) et du règlement du SAGE.	La commune d'Hem est couverte par le plan de prévention du risque d'inondation (PPRI de la vallée de la Marque, prescrit le 11 août 2014 et approuvé le 2 octobre 2015). Cependant, d'après les cartes réglementaires disponibles, le site n'est pas répertorié en zone inondable.
		Disposition C-1.2	<u>Préserver et restaurer les Zones Naturels d'Expansion de Crues</u>	Non concerné.
Orientation C-2	Limiter le ruissellement en zones urbaines et en zones rurales pour réduire les risques d'inondation et les risques d'érosion des sols et coulées de boues	Disposition C-2.1	<u>Ne pas aggraver les risques d'inondations</u> Pour l'ouverture à l'urbanisation de nouvelles zones, les orientations et les prescriptions SCOT, les PLU communaux et intercommunaux comprennent des dispositions visant à ne pas aggraver les risques d'inondations notamment à l'aval, en limitant l'imperméabilisation, en privilégiant l'infiltration, ou à défaut, la rétention des eaux pluviales et en facilitant le recours aux techniques alternatives et au maintien, éventuellement par identification, des éléments de paysage (haies...) en application de l'article L. 123-1-5-III-2° du Code de l'urbanisme. Les autorisations et déclarations au titre du Code de l'environnement (loi sur l'eau) veilleront à ne pas aggraver les risques d'inondations en privilégiant le recours par les pétitionnaires à ces mêmes moyens.	L'imperméabilisation du site est limitée. Seule la voirie reliant l'entrée du site au pont à bascule est imperméabilisée. Les eaux ruisselant sur ces voiries sont traitées par un séparateur d'hydrocarbures et sont rejetées dans le fossé situé rue du Calvaire. Les autres parties de l'installation ne sont pas imperméabilisées et permettront l'infiltration.

Dispositions du SDAGE 2016-2021 concernées				Dispositions prévues sur le site
Orientation C-3	Privilégier le fonctionnement naturel des bassins versants	Disposition C-3.1	<u>Privilégier le ralentissement dynamique des inondations par la préservation des milieux dès l'amont des bassins versant</u>	Non concerné.
Orientation C-4	Préserver et restaurer la dynamique naturelle des cours d'eau	Disposition C-4.1	<u>Préserver le caractère naturel des annexes hydrauliques dans les documents d'urbanisme</u>	Non concerné.
<i>Enjeu D : Protéger le milieu marin</i>				
Orientation D-1	Réaliser ou réviser les profils pour définir la vulnérabilité des milieux dans les zones protégées baignade et conchyliculture mentionnées dans le registre des zones protégées	Disposition D-1.1	<u>Mettre en place ou réviser les profils de vulnérabilité des baignades et conchylicoles</u>	Non concerné.
		Disposition D-1.2	<u>Réaliser les actions figurant dans les profils de baignades et conchylicoles</u>	Non concerné.
Orientation D-2	Limiter les risques microbiologiques en zone littorale ou en zone d'influence des bassins versants définie dans le cadre des profils de vulnérabilité pour la baignade et la conchyliculture	/	/	Non concerné.
Orientation D-3	Respecter le fonctionnement dynamique du littoral dans la gestion du trait de côte	Disposition D-3.1	<u>Prendre en compte la protection du littoral dans tout projet d'aménagement</u>	Non concerné.
Orientation D-4	Intensifier la lutte contre la pollution issue des installations portuaires et des bateaux	Disposition D-4.1	<u>Réduire les pollutions issues des installations portuaires</u>	Non concerné.
Orientation D-5	Prendre des mesures pour lutter contre l'eutrophisation en milieu marin	Disposition D-5.1	<u>Mesurer les flux de nutriments à la mer</u>	Non concerné.
Orientation D-6	Préserver les milieux littoraux particuliers indispensables à l'équilibre des écosystèmes avec une forte ambition de protection au regard des pressions d'aménagement	Disposition D-6.1	<u>Préserver les milieux riches et diversifiés ayant un impact sur le littoral</u>	Non concerné.
		Disposition D-6.2	<u>Rendre compatible l'extraction de granulats avec la diversité des habitats marins</u>	Non concerné.

Dispositions du SDAGE 2016-2021 concernées				Dispositions prévues sur le site
		Disposition D-6.3	<u>Réduire les quantités de macro-déchets en mer et sur le littoral</u>	Non concerné.
Orientation D-7	Assurer une gestion durable des sédiments dans le cadre des opérations de curage ou de dragage	Disposition D-7.1	<u>Réaliser des études d'impact lors des dragages-immersion des sédiments portuaires</u>	Non concerné.
		Disposition D-7.2	<u>S'opposer à tout projet d'immersion en mer de sédiments présentant des risques avérés de toxicité pour le milieu</u>	Non concerné.
Enjeu E : Mettre en œuvre des politiques publiques cohérentes avec le domaine de l'eau				
Orientation E-1	Renforcer le rôle des Commissions Locales de l'Eau (CLE) des SAGE	Disposition E-1.1	<u>Faire un rapport annuel des actions des SAGE</u>	Non concerné.
		Disposition E-1.2	<u>Développer les approches inter SAGE</u>	Non concerné.
		Disposition E-1.3	<u>Sensibiliser et informer sur les écosystèmes aquatiques au niveau des SAGE</u>	Non concerné.
Orientation E-2	Permettre une meilleure organisation des moyens et des acteurs en vue d'atteindre les objectifs du SDAGE. L'autorité administrative favorise l'émergence de maîtres d'ouvrages pour les opérations les plus souvent « orphelines »	Disposition E-2.1	<u>Mettre en place la compétence GEMAPI</u>	Non concerné.
		Disposition E-2.2	<u>Mener des politiques d'aides publiques concourant à réaliser les objectifs du SDAGE, du PAMM et du PGRI</u>	Non concerné.
Orientation E-3	Former, informer et sensibiliser	Disposition E-3.1	<u>Soutenir les opérations de formation et d'information sur l'eau</u>	Non concerné.
Orientation E-4	Adapter, développer et rationaliser la connaissance	Disposition E-4.1	<u>Acquérir, collecter, bancariser et mettre à disposition les données relatives à l'eau</u>	Non concerné.
Orientation E-5	Tenir compte du contexte économique dans l'atteinte des objectifs	Disposition E-5.1	<u>Développer les outils économiques d'aide à la décision</u>	Non concerné.

3 COMPATIBILITE AU PROGRAMME NATIONAL DE PREVENTION DES DECHETS 2014 – 2020

La réalisation de programmes nationaux de prévention des déchets est une obligation selon l'article 29 de la directive-cadre de 2008 sur les déchets (directive 2008/98/CE). Cette dernière a été transposée dans le droit français par ordonnance n° 2010-1579 du 17 décembre 2010 et clarifie les notions de gestion et de prévention des déchets. Elle instaure une hiérarchie dans le traitement des déchets qui favorise la prévention. Par ordre de priorité, l'objectif est ainsi de viser : la prévention, la préparation en vue de la réutilisation, le recyclage, toute autre valorisation et notamment la valorisation énergétique, et l'élimination.

Le programme comporte 13 axes stratégiques qui reprennent l'ensemble des thématiques associées à la prévention des déchets.

N°	Objectif	Conformité du projet
1	Mobiliser les filières REP au service de la prévention des déchets	Un tri des déchets dangereux diffus est réalisé afin de les remettre aux collecteurs spécialisés (DEEE, cartouches d'encre, etc.)
2	Augmenter la durée de vie des produits et lutter contre l'obsolescence programmée	Non concerné.
3	Prévention des déchets des entreprises	Les déchets issus de l'activité sont essentiellement liés aux déchets d'emballages. Le personnel est sensibilisé à la prévention et au tris des déchets. Ces déchets sont expédiés vers des filières de valorisation.
4	Prévention des déchets du BTP	Les déchets issus du BTP sont triés sur le site et expédiés vers des filières de valorisation.
5	Réemploi, réparation et réutilisation	Les déchets sont triés sur le site afin de favoriser les filières de réemploi ou de valorisation.
6	Poursuivre et renforcer la prévention des déchets verts et la gestion de proximité des biodéchets	Non concerné.
7	Lutter contre le gaspillage alimentaire	Non concerné.
8	Poursuivre et renforcer des actions sectorielles en faveur d'une consommation responsable	Non concerné.
9	Outils économiques	Non concerné.
10	Sensibiliser les acteurs et favoriser la visibilité de leurs efforts en faveur de la prévention des déchets	Non concerné.
11	Déployer la prévention dans les territoires par la planification et l'action locales	Non concerné.
12	Des administrations publiques exemplaires en matière de prévention des déchets	Non concerné.
13	Contribuer à la démarche de réduction des déchets marins	Non concerné.

4 COMPATIBILITE AU PLAN REGIONAL DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS

Le plan régional de prévention et de gestion des déchets a été créé par l'article 8 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République. Ses modalités d'applications ont été précisées par le décret n° 2016-811 du 17 juin 2016 relatif au plan régional de prévention et de gestion des déchets.

Ce plan a pour fonction première d'être un outil de coordination entre toutes les parties prenantes de la politique des déchets, à l'échelle de la Région.

Ce plan se substitue aux trois schémas territoriaux préexistants :

- ↳ le plan départemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux,
- ↳ le plan départemental de prévention et de gestion des déchets issus de chantiers du bâtiment et des travaux publics,
- ↳ le plan régional de prévention et de gestion des déchets dangereux.

Le plan régional de prévention et de gestion des déchets n'ayant pas été rédigé à la date de rédaction du présent rapport, les plans listés ci-dessus seront étudiés.

Compte tenu de la nature du projet, seuls le plan départemental de prévention et de gestion des déchets et le plan départemental de prévention et de gestion des déchets issus de chantiers du bâtiment et des travaux publics seront étudiés.

4.1 PLAN D'ELIMINATION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES

Le Plan d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PEDMA) du Nord en date de novembre 2011 définit les objectifs aux horizons 2015-2020. Il préconise notamment pour les entreprises :

- ↳ le renforcement de l'information, en s'appuyant sur la révision de la TGAP, sur :
 - ✓ la réduction à la source,
 - ✓ le développement des collectes sélectives (déchets dangereux diffus et non dangereux).
- ↳ l'harmonisation des conditions d'accès des entreprises et agriculteurs en déchèterie,
- ↳ la meilleure connaissance des déchets non ménagers,
- ↳ la promotion de création de déchèteries dédiées aux professionnels, si le besoin est identifié,
- ↳ l'accompagnement au développement de nouvelles filières de recyclage (nouveaux matériaux issus de déchets),
- ↳ l'instauration de la redevance spéciale, obligatoire depuis le 1^{er} janvier 1993, auprès de tous les producteurs non ménagers, dès lors que les déchets de ces producteurs sont collectés dans le cadre du service public.

Au regard des préconisations du PEDMA du Nord, la société Vermeulen Matériaux veillera à :

- ↳ générer de faibles quantités de déchets,
- ↳ trier ses déchets en amont afin d'assurer une revalorisation maximale.

4.2 CHARTE REGIONALE DE GESTION DES DECHETS DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

La charte qualité-gestion du plan de gestion des déchets de chantiers du BTP, approuvé le 6 février 2004 par le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais, met fortement l'accent sur une bonne gestion de ces déchets dans le respect de la réglementation en vigueur. Les maîtres d'ouvrage s'engagent notamment à intégrer la gestion des déchets dans leurs projets ainsi que la prévention des pollutions et des nuisances.

Les principaux engagements pris dans la charte portent sur :

- ↳ l'observation,
- ↳ la régularisation et la mise en conformité des installations de stockage de déchets inertes,
- ↳ la généralisation de l'acceptation des déchets des artisans en déchetteries,
- ↳ la qualification et l'homologation des matériaux utilisés et des filières de valorisation de ces matériaux,
- ↳ la prise en compte de la bonne gestion des déchets dans les plans de rénovation urbaine et plus généralement l'inscription de cette thématique dans les marchés de travaux,
- ↳ l'élaboration de plans de formations spécifiques.

Au regard de la charte, la société Vermeulen Matériaux participe à :

- ↳ privilégier la valorisation des matériaux (recyclage, réemploi),
- ↳ assurer une traçabilité des matériaux (après acceptation, pesée et déchargement des matériaux livrés, un bordereau de suivi est émis).

PIECE JOINTE N°13

**EVALUATION DES INCIDENCES NATURA
2000**

PROJET NON CONCERNE

PIECE JOINTE N°14

**DESCRIPTION DU PROJET S'IL EST
CONCERNE PAR LES INSTALLATIONS QUI
RELEVANT DES DISPOSITIONS DES
ARTICLES L.229-5 ET 229-6**

PROJET NON CONCERNE

PIECE JOINTE N°15

**RESUME NON TECHNIQUE DES
INFORMATIONS MENTIONNEES DANS LA
PIECE JOINTE N°14**

PROJET NON CONCERNE

PIECE JOINTE N°16

**ANALYSE COUTS-AVANTAGES (SI LE PROJET
CONCERNE UNE INSTALLATION D'UNE
PUISSANCE SUPERIEURE OU EGALE A
20 MW)**

PROJET NON CONCERNE

PIECE JOINTE N°17

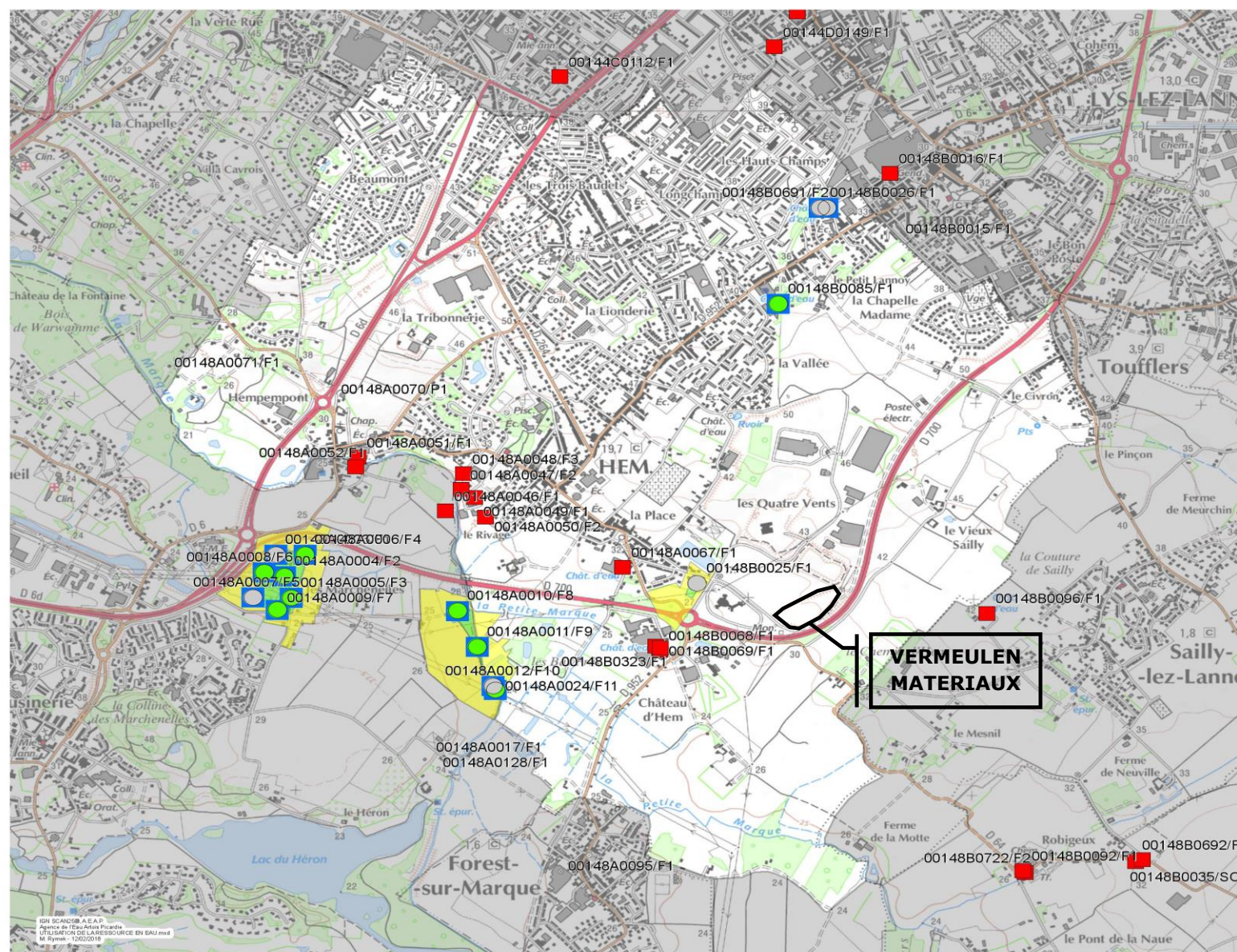
**DESCRIPTION DES MESURES PRISES POUR
LIMITER LA CONSOMMATION D'ENERGIE DE
L'INSTALLATION SI LE PROJET CONCERNE
UNE INSTALLATION D'UNE PUISSANCE
SUPERIEURE OU EGALE A 20 MW.**

PROJET NON CONCERNE

PIECE JOINTE N°18

LOCALISATION DES CAPTAGES AEP

PJ n°18 - Captages à proximité de la société Vermeulen Matériaux



Utilisation de la ressource en eau HEM

- ALIMENTATION EAU POTABLE
 - INDUSTRIE
 - ◆ ALIMENTATION CANAL
 - ◆ LOISIRS
 - ▲ IRRIGATION
 - ★ PRODUCTION ENERGIE
- ETAT DES CAPTAGES EN EAU POTABLE
- Abandonné (fermé)
 - Actif
 - En projet
 - Perspective d'abandon
- PROTECTION DES CAPTAGES EN EAU POTABLE
- Debut consultation services
 - Engagée par convention
 - Etablissement rapport HGA
 - Premier jour d'enquête ou CDH
 - Fin de consultation
 - D.U.P
 - Publication aux Hypothèques
- PERIMETRE DE PROTECTION DES CAPTAGES
- Périmètre immédiat
 - Périmètre rapproché
 - Périmètre éloigné
 - Non renseigné

0 0,15 0,3 0,6 Km



AGENCE DE L'EAU
NORMANDIE

Etablissement public du Ministère chargé du développement durable

PIECE JOINTE N°19

LOCALISATION DES ZONES A RISQUE



PIECE JOINTE N°20

FICHES DE DONNEES DE SECURITE



FICHE DE DONNEES DE SECURITE

(conformément au règlement (CE) N°1907/2006)

HORIZON

30799

Edition révisée N° : 4

Date : 22 / 8 / 2014

Remplace la fds : 18 / 6 / 2013

SECTION 1 Identification de la substance/du mélange et de la société/l'entreprise

1.1. Identificateur de produit

Identification du produit **HORIZON**

1.2. Utilisations identifiées pertinentes de la substance ou du mélange et utilisations déconseillées

Usage : LUBRIFIANT MULTIFONCTIONNEL A BASE DE SYNTHÈSE POUR TOUS
MATÉRIELS AGRICOLES ET DE TRAVAUX PUBLICS

1.3. Renseignements concernant le fournisseur de la fiche de données de sécurité

Identification de la société : UNIL OPAL
Z.I Clos Bonnet-Boulevard Jean Moulin - CS 94003
49412 SAUMUR Cedex France
Tél: +33(0)2.41.40.18.40 - Fax: +33(0)2.41.50.52.43
Email : smorel@unil-opal.fr

1.4. Numéro d'appel d'urgence

N° de téléphone d'urgence : - Centre Anti-Poisons de Paris
Hôpital Fernand WIDAL
200, rue du Faubourg St-Denis - 75475 PARIS Cedex 10
Tel: +33(0)1.40.05.48.48

- Centre Anti-Poisons de LYON
Hôpitaux de LYON
Bât.A - 162, avenue de Lacassagne - 69424 LYON Cedex 3
Tel:+33(0)4.72.11.69.11

-Centre Anti-Poisons de MARSEILLE
Hôpital SALVATOR
249, bd de Sainte-Marguerite - 13274 MARSEILLE Cedex 9
Tel: +33(0)4.91.75.25.25

- ORFILA (INRS) : 01.45.42.59.59

SECTION 2 Identification des dangers

2.1. Classification de la substance ou du mélange

Cette préparation est réglementée selon les Directives européennes 67/548/CEE et/ou 1999/45/CE et le règlement 1272/2008 CLP, leurs adaptations et leurs annexes.

Classification CE 67/548 ou CE 1999/45

UNIL OPAL
Z.I Clos Bonnet-Boulevard Jean Moulin - CS 94003 49412 SAUMUR Cedex France
Tél: +33(0)2.41.40.18.40 - Fax: +33(0)2.41.50.52.43
Email : smorel@unil-opal.fr



FICHE DE DONNEES DE SECURITE

(conformément au règlement (CE) N°1907/2006)

HORIZON

30799

Edition révisée N° : 4

Date : 22 / 8 / 2014

Remplace la fds : 18 / 6 / 2013

SECTION 2 Identification des dangers (suite)

Classification : R52/53
-Dangers physico-chimiques pour la santé humaine et l'environnement : R52/53 - Nocif pour les organismes aquatiques, peut entraîner des effets néfastes à long terme pour l'environnement aquatique.

Code(s) des classes et catégories de danger, Règlement (CE) N° 1272/2008 (CLP)

Identification des dangers-CLP
H319 - Provoque une sévère irritation des yeux.
H412 - Nocif pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme.
• Dangers pour la santé : Irritation oculaire - Catégorie 2A - Attention - (CLP : Eye Irrit. 2) - H319
• Dangers pour l'environnement : Danger pour le milieu aquatique - Danger chronique - Catégorie 3 - (CLP : Aquatic Chronic 3) - H412

2.2. Éléments d'étiquetage

Règlement d'Etiquetage CE 1272/2008 (CLP)

• Pictogramme(s) de danger



• Pictogramme(s) de danger : GHS07
• Mention d'avertissement : Attention
• Mention de danger : H319 - Provoque une sévère irritation des yeux.
H412 - Nocif pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme.
• Conseils de prudence
Généraux : P102 - Tenir hors de portée des enfants.
Prévention : P280 - Porter des gants de protection/des vêtements de protection/un équipement de protection des yeux/un équipement de protection du visage.
P273 - Éviter le rejet dans l'environnement.
Intervention : P305+P351+P338 - EN CAS DE CONTACT AVEC LES YEUX: rincer avec précaution à l'eau pendant plusieurs minutes. Enlever les lentilles de contact si la victime en porte et si elles peuvent être facilement enlevées. Continuer à rincer.
P337+P313 - Si l'irritation oculaire persiste: consulter un médecin.
Considérations relatives à l'élimination : P501 - Éliminer le contenu/récipient dans un centre de collecte des déchets dangereux ou spéciaux, conformément à la réglementation locale, régionale, nationale et/ou internationale.
Phrases additionnelles (CLP) : EUH208-Contient : Acide benzène sulfonique, mono C15-36 ramifiés dérivés alkylés, C24 riche et acide Octadecylbenzenesulfonique, sels de calcium. - C14-18 alpha-oléfine en époxyde, produits de réaction avec l'acide borique - Phosphite de triphényle. Peut produire une réaction allergique.
EUH210 - Fiche de données de sécurité disponible sur demande.

UNIL OPAL

Z.I Clos Bonnet-Boulevard Jean Moulin - CS 94003 49412 SAUMUR Cedex France
Tél: +33(0)2.41.40.18.40 - Fax: +33(0)2.41.50.52.43
Email : smorel@unil-opal.fr



FICHE DE DONNEES DE SECURITE

(conformément au règlement (CE) N°1907/2006)

HORIZON

30799

Edition révisée N° : 4

Date : 22 / 8 / 2014

Remplace la fds : 18 / 6 / 2013

SECTION 2 Identification des dangers (suite)

2.3. Autres dangers

Autres effets indésirables pour la santé : Une aspiration dans les poumons peut provoquer une pneumopathie d'origine chimique.
Des contacts prolongés ou répétés peuvent provoquer des dermatoses.

L'huile usagée peut contenir des impuretés nocives.

Autres informations sur les dangers physiques : N'est pas classé inflammable mais est combustible.

Autres informations sur les dangers pour l'environnement : La réglementation interdit le rejet des huiles et lubrifiants dans l'environnement.

SECTION 3 Composition/informations sur les composants

3.2. Mélange

Substance / Mélange : Produit à base d'huile(s) minérale(s) sévèrement raffinée(s).
Produit à base d'huiles minérales dont la classification comme cancérogène ne s'applique pas car il peut être établi que la substance contient moins de 3 % d'extrait de diméthyl sulfoxyde (DMSO), mesuré selon la méthode IP 346.
La teneur en hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) est inférieure à 3%, selon la méthode IP 346.

Composants : Impuretés contribuant aux dangers : Aucune à notre connaissance, en usage normal.

Composants participants à la classification ou présents au dessus du seuil de concentration déclarable :

Nom de la substance	Concentration(s)	No CAS	No CE	No Index CE	N° Enregistrement	Classification
Zinc, bis[O,O-bis(2-ethylhexyl) phosphorodithioato-S,S']-, (T-4)-	1 à 5 %	-----	224-235-5	-----	01-2119493635-27	Xi; R41 N; R51-53 Eye Dam. 1;H318 Aquatic Chronic 2;H411
Acide benzène sulfonique, mono C15-36 ramifiés dérivés alkylés, C24 riche et acide Octadecylbenzenesulfonique, sels de calcium.	< 1 %	-----	POLYMERE	-----	----	Xi; R43 Skin Sens. 1B;H317
C14-18 alpha-oléfine en époxyde, produits de réaction avec l'acide borique	< 1 %	-----	POLYMERE	-----	----	Xi; R43 Skin Sens. 1B;H317
Phénol, dodécyl-, ramifié	< 0,2 %	121158-58-5	310-154-3	-----	01-2119513207-49	Repr. Cat. 3; R62 Xi; R36/38 N; R50-53 Repr. 2;H361f Eye Irrit. 2;H319 Skin Irrit. 2;H315 Aquatic Acute 1;H400 Aquatic Chronic 1;H410
O,O,O-triphenyl phosphorothioate	< 0,15 %	-----	209-909-9	-----	----	Repr. Cat. 3; R62 Repr. Cat. 3; R63 Repr. 2;H361d Repr. 2;H361f Aquatic Chronic 4;H413

UNIL OPAL

Z.I Clos Bonnet-Boulevard Jean Moulin - CS 94003 49412 SAUMUR Cedex France

Tél: +33(0)2.41.40.18.40 - Fax: +33(0)2.41.50.52.43

Email : smorel@unil-opal.fr



FICHE DE DONNEES DE SECURITE

(conformément au règlement (CE) N°1907/2006)

HORIZON

30799

Edition révisée N° : 4

Date : 22 / 8 / 2014

Remplace la fds : 18 / 6 / 2013

SECTION 3 Composition/informations sur les composants (suite)

Nom de la substance	Concentration(s)	No CAS	No CE	No Index CE	N° Enregistrement	Classification
Phosphite de triphényle	: < 0,15 %	101-02-0	202-908-4	015-105-00-7	----	Xn; R22 Xi; R36/38 Xi; R43 N; R50-53 ----- Acute Tox. 4 (Oral); H302 Eye Irrit. 2; H319 Skin Irrit. 2; H315 Aquatic Acute 1; H400 Aquatic Chronic 1; H410 Skin Sens. 1; H317

SECTION 4 Premiers secours

4.1. Description des premiers secours

- **Inhalation** : En cas d'étourdissements ou de nausées, emmener la personne à l'air frais. Si les symptômes persistent, consulter un médecin ou hospitaliser.
- **Contact avec la peau** : Enlever les vêtements contaminés. Laver avec de l'eau et du savon. En cas d'atteinte de la peau par un jet haute pression, il y a risque d'introduction dans l'organisme. Le blessé doit être transporté en milieu hospitalier même en l'absence de blessure apparente.
- **Contact avec les yeux** : En cas de contact avec les yeux, rincer immédiatement à l'eau claire durant 10-15 minutes. Consulter un ophtalmologiste si irritation, rougeur, douleur ou gêne visuelle persiste.
- **Ingestion** : Si la personne est consciente, rincer la bouche avec de l'eau. NE PAS essayer de faire vomir. Appeler immédiatement un médecin.
- **Aspiration** : Si on soupçonne qu'il y a eu aspiration dans les poumons (au cours de vomissements par exemple), transporter d'urgence en milieu hospitalier.

4.2. Principaux symptômes et effets, aigus et différés

Voir 2.1/2.3

4.3. Indication des éventuels soins médicaux immédiats et traitements particuliers nécessaires

- Instructions pour le médecin:**
- : En cas d'incident, traiter symptomatiquement.
 - Une aspiration dans les poumons peut provoquer une pneumopathie d'origine chimique.
 - Des contacts prolongés ou répétés peuvent provoquer des dermatoses.

SECTION 5 Mesures de lutte contre l'incendie

5.1. Moyens d'extinction

- **Agents d'extinction appropriés** : Mousse et poudre chimique sèche.

Dioxyde de carbone, sable et terre peuvent être utilisés pour les incendies limités uniquement.

UNIL OPAL

Z.I Clos Bonnet-Boulevard Jean Moulin - CS 94003 49412 SAUMUR Cedex France

Tél: +33(0)2.41.40.18.40 - Fax: +33(0)2.41.50.52.43

Email : smorel@unil-opal.fr



FICHE DE DONNEES DE SECURITE

(conformément au règlement (CE) N°1907/2006)

HORIZON

30799

Edition révisée N° : 4

Date : 22 / 8 / 2014

Remplace la fds : 18 / 6 / 2013

SECTION 5 Mesures de lutte contre l'incendie (suite)

- Agents d'extinction déconseillés : L'eau en jet bâton.

5.2. Dangers particuliers résultant de la substance ou du mélange

Risques spécifiques : Il est probable que la combustion produise un mélange complexe de particules solides et liquides en suspension dans l'air et de gaz comprenant du monoxyde de carbone, des oxydes de soufre, aldéhydes, des composés organiques et inorganiques non identifiés. Leur inhalation est très dangereuse.

5.3. Conseils aux pompiers

Equipements de protection spéciaux pour pompiers : Port obligatoire d'un appareil respiratoire isolant en raison de l'abondance des fumées et des gaz dégagés.

SECTION 6 Mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle

6.1. Précautions individuelles, équipement de protection et procédures d'urgence

Précautions individuelles : Eviter le contact avec la peau et les yeux.
Ne pas respirer les vapeurs. En raison des risques d'exposition, porter gants, lunettes, bottes et vêtements imperméable aux hydrocarbures. Protection personnelle : voir rubrique 8.

6.2. Précautions pour la protection de l'environnement

Précautions pour l'environnement : Empêcher tout écoulement ou infiltration dans les égouts, caniveaux et rivières en utilisant du sable ou de la terre ou d'autres barrières appropriées.
En cas d'épandage, prévenir les autorités compétentes lorsque la situation ne peut pas être maîtrisée rapidement et efficacement.

6.3. Méthodes et matériel de confinement et de nettoyage

Méthodes de nettoyage : -Déversement limité :
Absorber le liquide avec du sable ou de la terre. Recueillir et placer dans un récipient approprié, portant une indication claire, pour une élimination conforme aux réglementations.
-Déversement important :
Empêcher tout écoulement par une barrière de sable, de terre ou de toute autre matière permettant de retenir le produit.
Récupérer directement le produit ou avec l'absorbant. Eliminer comme pour déversement limité. Ne pas rejeter le produit récupéré tel quel dans l'environnement.
Lavage des surfaces souillées en prenant soin de ne pas contaminer le milieu naturel.

6.4. Référence à d'autres sections

UNIL OPAL

Z.I Clos Bonnet-Boulevard Jean Moulin - CS 94003 49412 SAUMUR Cedex France

Tél: +33(0)2.41.40.18.40 - Fax: +33(0)2.41.50.52.43

Email : smorel@unil-opal.fr



FICHE DE DONNEES DE SECURITE

(conformément au règlement (CE) N°1907/2006)

HORIZON

30799

Edition révisée N° : 4

Date : 22 / 8 / 2014

Remplace la fds : 18 / 6 / 2013

SECTION 6 Mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle (suite)

Informations concernant la manipulation, voir chapitre 7. Informations concernant les équipements de protection individuelle, voir chapitre 8. Informations concernant l'élimination, voir chapitre 13.

SECTION 7 Manipulation et stockage

7.1. Précautions à prendre pour une manipulation sans danger

Général

Précautions de manipulation : Une bonne ventilation du lieu de travail est indispensable.
Eviter l'inhalation des vapeurs.
Eviter le contact avec les yeux et la peau.
Ne pas manger ni boire sur les lieux de l'utilisation. Protection personnelle : voir rubrique 8.

Mesures techniques de protection : Assurer une bonne ventilation de la zone de travail afin d'éviter la formation de vapeurs, brouillards. Garder les emballages solidement fermés et les éloigner des sources de chaleur, d'étincelles et de flammes nues.
Afin de réduire le risque d'incendie, concevoir les installations pour éviter :
- les projections accidentelles de produit (par exemple, rupture de joint) sur des carters chauds et des contacts électriques.
- les fuites accidentelles d'huile d'un circuit sous pression se traduisant par des jets finement pulvérisés inflammables (la limite inférieure d'inflammabilité du brouillard d'huile est atteinte pour des concentrations de l'ordre de 45 g/m³).

Les chiffons imprégnés de produit, le papier ou les matières utilisées pour absorber les déversements présentent un danger d'incendie. Eviter qu'ils ne s'accumulent.
Les éliminer immédiatement et en toute sécurité après utilisation.

7.2. Conditions nécessaires pour assurer la sécurité du stockage, tenant compte d'éventuelles incompatibilités

Stockage : Stocker à température ambiante à l'abri de l'eau, de l'humidité, de la chaleur et de toute source d'ignition. Conserver les récipients fermés en dehors de l'utilisation.

Stockage - à l'abri de : Agents oxydants forts.
Rayons directs du soleil.
Sources de chaleur.

Emballage : N'utiliser que des récipients, joints, tuyauteries... résistants aux hydrocarbures.
Conserver dans l'emballage d'origine fermé.
Les emballages vides peuvent contenir des vapeurs inflammables ou explosives.

Matériaux d'emballage : Conserver de préférence dans l'emballage d'origine.

7.3. Utilisation(s) finale(s) particulière(s)

Aucune information / donnée disponible

UNIL OPAL

Z.I Clos Bonnet-Boulevard Jean Moulin - CS 94003 49412 SAUMUR Cedex France

Tél: +33(0)2.41.40.18.40 - Fax: +33(0)2.41.50.52.43

Email : smorel@unil-opal.fr



FICHE DE DONNEES DE SECURITE

(conformément au règlement (CE) N°1907/2006)

HORIZON

30799

Edition révisée N° : 4

Date : 22 / 8 / 2014

Remplace la fds : 18 / 6 / 2013

SECTION 8 Contrôles de l'exposition/protection individuelle

8.1. Paramètres de contrôle

Limites d'exposition professionnelle : Ni le Ministère du Travail chargé d'établir les valeurs limites d'exposition professionnelle en France, ni le Comité scientifique pour les valeurs limites professionnelles (SCOEL) en Europe n'ont fixé de valeurs limites concernant les brouillards d'huile.
Il a été établi, au sein de l'institution prévention (CRAM, INRS...), de retenir la valeur NIOSH de 0,5 mg/m3 comme objectif à atteindre pour l'assainissement des ateliers où sont utilisés des fluides de coupe.
SOURCE : MÉTROLOGIE DES AÉROSOLS DE FLUIDES DE COUPE ; ND 2267 - 207 - 07 ; INRS ; Hygiène et sécurité du travail - Cahiers de notes documentaires - 2e trimestre 2007.

8.2. Contrôles de l'exposition

Mesures techniques de protection : Assurer une bonne ventilation de la zone de travail afin d'éviter la formation de vapeurs, brouillards.

Protection individuelle

- **Protection respiratoire** : Aucun équipement de protection respiratoire n'est requis dans des conditions normales d'utilisation prévue.
Si les brouillards ou vapeurs ne peuvent être contrôlés, un appareil respiratoire muni d'une cartouche pour vapeurs organiques combiné à un pré-filtre à particules sera utilisé (filtre combiné type A/P conforme aux normes EN141/EN143).
- **Protection des mains** : Utiliser au minimum des gants résistants et étanches aux produits chimiques (conforme à la norme EN 374). L'usage de ce produit fait que le type de matière et l'épaisseur des gants, ainsi que le délai de rupture de la matière constitutive des gants ne peuvent être choisis qu'après une étude approfondie du poste de travail qui doit aboutir à une définition claire des conditions d'utilisation et à l'évaluation la plus précise possible. Le choix des gants devrait donc se faire avec les conseils du fabricant d'équipements de protection individuelle.
Du fait de la multitude de conditions d'exposition, l'utilisateur doit considérer la durée d'utilisation réelle d'un gant de protection chimique comme très inférieure à la durée avant perméation. Respecter impérativement les consignes d'utilisation du fabricant, en particulier l'épaisseur minimale et la durée minimale avant perméation. Ces informations ne sauraient remplacer les tests de conformité effectués par l'utilisateur final. La protection fournie par le gant dépend des conditions d'utilisation de la substance/du mélange.
Porter des gants imperméables et résistants aux hydrocarbures (gants en Nitrile recommandé conforme à la norme EN374).
- **Protection des yeux** : Porter des lunettes s'il y a un risque d'éclaboussures ou de projections de produit (lunettes de sécurité avec protection latérale conforme à la norme EN166).
- **Protection de la peau** : Limiter toute forme de contact avec la peau. Selon les conditions d'utilisation, écran facial, bottes et vêtements imperméables aux hydrocarbures, chaussures de sécurité.

Hygiène industrielle : Enlever les vêtements contaminés et les nettoyer avant réutilisation. En toutes circonstances ne pas boire, manger ou fumer sur le lieu de travail.

UNIL OPAL

Z.I Clos Bonnet-Boulevard Jean Moulin - CS 94003 49412 SAUMUR Cedex France

Tél: +33(0)2.41.40.18.40 - Fax: +33(0)2.41.50.52.43

Email : smorel@unil-opal.fr



FICHE DE DONNEES DE SECURITE

(conformément au règlement (CE) N°1907/2006)

HORIZON

30799

Edition révisée N° : 4

Date : 22 / 8 / 2014

Remplace la fds : 18 / 6 / 2013

SECTION 9 Propriétés physiques et chimiques

9.1. Informations sur les propriétés physiques et chimiques essentielles

Informations générales :

Etat physique à 20 °C	: Liquide à température ambiante
Couleur	: Jaunâtre
Odeur	: Légère.
pH (produit concentré)	: Non applicable
Point de fusion [°C]	: Aucune donnée disponible.
Point d'ébullition initial [°C]	: Non déterminé
Point d'éclair [°C]	: 222
Taux d'évaporation	: Non déterminé
Inflammabilité (solide, gaz)	: Non applicable.
Limites d'explosivité	: Aucune donnée disponible.
Pression de vapeur [20 °C]	: Aucune donnée disponible.
Densité de vapeur relative (air=1)	: Non déterminé
Masse volumique [kg/m3]	: (20 °C) 877
Solubilité dans l'eau	: Insoluble.
Log P (octanol/eau) à 20 °C	: Non déterminé - Zinc, bis[O,O-bis(2-ethylhexyl)phosphorodithioato-S,S']-, (T-4)- : 3,6 (Coef. eau/octanol) - Phénol, dodécyl-, ramifié : 2,9 (BCF - 27j) - Triphenyl phosphite : 5 (Coef. eau/octanol)
Temp. d'auto inflammation [°C]	: Aucune donnée disponible.
Point de décomposition [°C]	: Aucune donnée disponible.
Viscosité cinématique	: (100 °C) 14,3 mm²/s (40 °C) 92,1 mm²/s
Caractéristiques d'explosivité	: Le produit ne présente pas de caractère d'explosivité dans les conditions normales d'emploi.
Propriétés comburantes	: Aucune donnée disponible.
Point d'écoulement [°C]	: -36

9.2. Autres informations

Aucune information / donnée disponible

SECTION 10 Stabilité et réactivité

10.1. Réactivité

UNIL OPAL

Z.I Clos Bonnet-Boulevard Jean Moulin - CS 94003 49412 SAUMUR Cedex France

Tél: +33(0)2.41.40.18.40 - Fax: +33(0)2.41.50.52.43

Email : smorel@unil-opal.fr



FICHE DE DONNEES DE SECURITE

(conformément au règlement (CE) N°1907/2006)

HORIZON

30799

Edition révisée N° : 4

Date : 22 / 8 / 2014

Remplace la fds : 18 / 6 / 2013

SECTION 10 Stabilité et réactivité (suite)

Aucune information / donnée disponible

10.2. Stabilité chimique

Le produit est stable dans les conditions normales d'emploi.

10.3. Possibilité de réactions dangereuses

Réactions dangereuses : Réactions dangereuses avec les agents oxydants forts.

10.4. Conditions à éviter

La chaleur (température supérieure au point d'éclair), les étincelles, les points d'ignition, les flammes, l'électricité statique...

10.5. Matières incompatibles

Les agents oxydants forts.
Matières combustibles.

10.6. Produits de décomposition dangereux

Il ne devrait pas se former de produit de décomposition dangereux durant un stockage normal. La combustion incomplète et la thermolyse produisent des gaz plus ou moins toxiques tels que CO, CO₂, hydrocarbures variés, aldéhydes, etc... et des suies.

SECTION 11 Informations toxicologiques

11.1. Informations sur les effets toxicologiques

- **Toxicité aiguë** : A notre connaissance (et en tenant compte de sa composition) ce produit n'est pas classé dans cette catégorie de danger.
- Toxicité aiguë** : Les données toxicologiques n'ont pas été déterminées spécifiquement pour ce produit. L'information fournie est basée sur la connaissance des composants et sur la toxicologie de produits similaires.
- DL50 (voie orale, rat) [mg/kg]** : > 2000
- **Corrosion cutanée/irritation cutanée** : A notre connaissance (et en tenant compte de sa composition) ce produit n'est pas classé dans cette catégorie de danger.
- **Lésions oculaires graves/irritation oculaire** : Directive 1999/45/CE : A notre connaissance (et en tenant compte de sa composition) ce produit n'est pas classé dans cette catégorie de danger.
Règlement 1272/2008 CLP : Provoque une sévère irritation des yeux.
- **Sensibilisation respiratoire ou cutanée** : Contient : Acide benzène sulfonique, mono C15-36 ramifiés dérivés alkylés, C24 riche et acide Octadecylbenzenesulfonique, sels de calcium. - C14-18 alpha-oléfine en époxyde, produits de réaction avec l'acide borique - Phosphite de triphényle.
Peut déclencher une réaction allergique.

UNIL OPAL

Z.I Clos Bonnet-Boulevard Jean Moulin - CS 94003 49412 SAUMUR Cedex France

Tél: +33(0)2.41.40.18.40 - Fax: +33(0)2.41.50.52.43

Email : smorel@unil-opal.fr



FICHE DE DONNEES DE SECURITE

(conformément au règlement (CE) N°1907/2006)

HORIZON

30799

Edition révisée N° : 4

Date : 22 / 8 / 2014

Remplace la fds : 18 / 6 / 2013

SECTION 11 Informations toxicologiques (suite)

- **Mutagénicité sur les cellules germinales** : A notre connaissance (et en tenant compte de sa composition) ce produit n'est pas classé dans cette catégorie de danger.
- **Cancérogénicité** : A notre connaissance (et en tenant compte de sa composition) ce produit n'est pas classé dans cette catégorie de danger.
- **Toxicité pour la reproduction** : A notre connaissance (et en tenant compte de sa composition) ce produit n'est pas classé dans cette catégorie de danger.
- **Toxicité spécifique pour certains organes cibles — exposition unique** : A notre connaissance (et en tenant compte de sa composition) ce produit n'est pas classé dans cette catégorie de danger.
- **Toxicité spécifique pour certains organes cibles – exposition répétée** : A notre connaissance (et en tenant compte de sa composition) ce produit n'est pas classé dans cette catégorie de danger.
- **Danger par aspiration** : A notre connaissance (et en tenant compte de sa composition) ce produit n'est pas classé dans cette catégorie de danger.

• Informations sur les voies d'exposition probables :

- **Inhalation** : De fortes concentrations de vapeurs ou d'aérosols pourraient être irritantes pour les voies respiratoires et les muqueuses.
- **Contact avec les yeux** : En cas de contact avec les yeux, faible irritation possible, surtout en cas de contact prolongé.
- **Contact avec la peau** : Peut causer une dermatose par contact avec la peau en cas de contact prolongé ou répété.
Des lésions cutanées caractéristiques (boutons d'huile) peuvent se développer à la suite d'expositions prolongées et répétées au contact de vêtements souillés.
- **Ingestion** : Une aspiration dans les poumons peut provoquer une pneumopathie d'origine chimique.
- Autres** : Des contacts prolongés ou répétés avec des produits contenant des huiles minérales peuvent provoquer l'élimination du revêtement lipidique de la peau, particulièrement à une température élevée.
De tels contacts peuvent entraîner des irritations et probablement des dermatoses, particulièrement en cas d'hygiène personnelle insuffisante.
Les huiles usagées peuvent contenir des impuretés nocives qui se sont accumulées durant l'utilisation.
La concentration en impuretés dépend de l'utilisation, mais elle peut provoquer une irritation croissante de la peau et des yeux et présente des risques pour la sécurité et l'environnement lors de l'élimination. Toute huile usagée sera manipulée avec précaution, afin si possible, d'éviter les contacts avec la peau.

Ni le Ministère du Travail chargé d'établir les valeurs limites d'exposition professionnelle en France, ni le Comité scientifique pour les valeurs limites professionnelles (SCOEL) en Europe n'ont fixé de valeurs limites concernant les brouillards d'huile.

Il a été établi, au sein de l'institution prévention (CRAM, INRS...), de retenir la valeur NIOSH de 0,5 mg/m3 comme objectif à atteindre pour l'assainissement des ateliers où sont utilisés des fluides de coupe.

SOURCE : MÉTROLOGIE DES AÉROSOLS DE FLUIDES DE COUPE ; ND 2267 - 207 - 07 ; INRS ; Hygiène et sécurité du travail - Cahiers de notes documentaires - 2e trimestre 2007.

UNIL OPAL

Z.I Clos Bonnet-Boulevard Jean Moulin - CS 94003 49412 SAUMUR Cedex France

Tél: +33(0)2.41.40.18.40 - Fax: +33(0)2.41.50.52.43

Email : smorel@unil-opal.fr



FICHE DE DONNEES DE SECURITE

(conformément au règlement (CE) N°1907/2006)

HORIZON

30799

Edition révisée N° : 4

Date : 22 / 8 / 2014

Remplace la fds : 18 / 6 / 2013

SECTION 12 Informations écologiques

12.1. Toxicité

Effets écotoxiques : : Nocif pour les organismes aquatiques, peut entraîner des effets néfastes à long terme pour l'environnement aquatique.

12.2. Persistance et dégradabilité

Produit difficilement biodégradable.

- Zinc, bis[O,O-bis(2-ethylhexyl)phosphorodithioato-S,S']-, (T-4)- : 5% - 28j

- Phénol, dodécyl-, ramifié : 25% - 25j

12.3. Potentiel de bioaccumulation

Potentiellement bioaccumulable

- Zinc, bis[O,O-bis(2-ethylhexyl)phosphorodithioato-S,S']-, (T-4)- : 3,6 (Coef. eau/octanol)

- Phénol, dodécyl-, ramifié : 2,9 (BCF - 27j)

- Triphenyl phosphite : 5 (Coef. eau/octanol)

12.4. Mobilité dans le sol

SOL :

- le produit sera adsorbé aux particules du sol et ne sera pas/peu mobile.

EAU :

Flotte à la surface de l'eau.

12.5. Résultats des évaluations PBT et VPVB

Aucune information / donnée disponible

12.6. Autres effets néfastes

La réglementation interdit le rejet des huiles et lubrifiants dans l'environnement.

SECTION 13 Considérations relatives à l'élimination

13.1. Méthodes de traitement des déchets

Elimination des déchets du produit : : Détruire conformément aux règlements de sécurité locaux/nationaux en vigueur. La réglementation interdit le rejet des huiles et lubrifiants dans l'environnement.

Destruction des récipients vides : : Vider complètement le récipient. Conserver la(les) étiquettes sur le récipient. Remettre à un éliminateur agréé.

UNIL OPAL

Z.I Clos Bonnet-Boulevard Jean Moulin - CS 94003 49412 SAUMUR Cedex France

Tél: +33(0)2.41.40.18.40 - Fax: +33(0)2.41.50.52.43

Email : smorel@unil-opal.fr



FICHE DE DONNEES DE SECURITE

(conformément au règlement (CE) N°1907/2006)

HORIZON

30799

Edition révisée N° : 4

Date : 22 / 8 / 2014

Remplace la fds : 18 / 6 / 2013

SECTION 14 Informations relatives au transport

Information générale

Le produit n'est pas soumis aux prescriptions de transport : - Par route RID/
ADR - Par voie maritime OMI/IMDG - Par voie aérienne OACI/IATA

14.1. Numéro ONU

Non classé au transport de Marchandises Dangereuses.

14.2. Nom d'expédition des Nations unies

Non classé au transport de Marchandises Dangereuses.

14.3. Classe(s) de danger pour le transport

Non classé au transport de Marchandises Dangereuses.

14.4. Groupe d'emballage

Non classé au transport de Marchandises Dangereuses.

14.5. Dangers pour l'environnement

- Polluant marin : Non.

14.6. Précautions particulières à prendre par l'utilisateur

Aucune précaution particulière (produit non classé au transport).

14.7. Transport en vrac conformément à l'annexe II de la convention MARPOL 73/78 et au recueil IBC

Non concerné

SECTION 15 Informations réglementaires

15.1. Réglementations/législation particulières à la substance ou au mélange en matière de sécurité, de santé et d'environnement

S'assurer que toutes les réglementations nationales ou locales sont respectées.

Dispositions nationales France : Code Sécurité sociale - Art. L464-6, art. D.461-1, annexe A, N° 601. Art. L.461-1 à 7, tab. des matières professionnelles N° 36.

15.2. Évaluation de la sécurité chimique

Une évaluation de la sécurité chimique a été effectuée pour la ou une des substances qui composent ce produit.

UNIL OPAL

Z.I Clos Bonnet-Boulevard Jean Moulin - CS 94003 49412 SAUMUR Cedex France

Tél: +33(0)2.41.40.18.40 - Fax: +33(0)2.41.50.52.43

Email : smorel@unil-opal.fr



FICHE DE DONNEES DE SECURITE

(conformément au règlement (CE) N°1907/2006)

HORIZON

30799

Edition révisée N° : 4

Date : 22 / 8 / 2014

Remplace la fds : 18 / 6 / 2013

SECTION 16 Autres informations

- Liste des phrases R et des mentions de danger de la rubrique 3** :
- R22 - Nocif en cas d'ingestion.
 - R36/38 - Irritant pour les yeux et la peau.
 - R41 - Risque de lésions oculaires graves.
 - R43 - Peut entraîner une sensibilisation par contact avec la peau.
 - R50/53 - Très toxique pour les organismes aquatiques, peut entraîner des effets néfastes à long terme pour l'environnement aquatique.
 - R51/53 : Toxique pour les organismes aquatiques, peut entraîner des effets néfastes à long terme pour l'environnement aquatique.
 - R62 : Risque possible d'altération de la fertilité.
 - R63 : Risque possible pendant la grossesse d'effets néfastes pour l'enfant.
- Liste des phrases H et des mentions de danger de la rubrique 3** :
- H302 - Nocif en cas d'ingestion.
 - H315 - Provoque une irritation cutanée.
 - H317 - Peut provoquer une allergie cutanée.
 - H318 - Provoque des lésions oculaires graves.
 - H319 - Provoque une sévère irritation des yeux.
 - H361d - Susceptible de nuire au fœtus
 - H361f - Susceptible de nuire à la fertilité
 - H400 - Très toxique pour les organismes aquatiques.
 - H410 - Très toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme.
 - H411 - Toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme.
 - H413 - Peut être nocif à long terme pour les organismes aquatiques.
- Révision** :
- Suite à des modifications majeures, la FDS a été revue dans sa totalité.
- Utilisations recommandées & restrictions** :
- Ce produit ne doit pas être utilisé pour d'autres applications que celles mentionnées, sans au préalable demander l'avis des services techniques du fournisseur.

Les informations présentées par la fiche de données de sécurité sont fournies sur la base de nos renseignements les meilleurs disponibles à la date de publication. Elles sont destinées à servir de guide pour une utilisation, une manipulation, une élimination, un stockage et un transport sans risques; elles n'ont pas la fonction de garantie ou de spécifications. Elles n'ont trait qu'aux produits spécifiés. Elles peuvent ne pas s'appliquer en cas de combinaisons avec des matériaux ou substances et dans des procédés autres que ceux expressément décrits ici

Fin du document

UNIL OPAL

Z.I Clos Bonnet-Boulevard Jean Moulin - CS 94003 49412 SAUMUR Cedex France

Tél: +33(0)2.41.40.18.40 - Fax: +33(0)2.41.50.52.43

Email : smorel@unil-opal.fr



Fiche de données de sécurité

conforme au Règlement (CE) N° 1907/2006 (REACH) tel que modifié par le Règlement (UE) 2015/830

LR -25°C

336881UO

Version 1.0

Date de révision 04/04/2018

Date de révision 04/04/2018

RUBRIQUE 1: Identification de la substance/du mélange et de la société/l'entreprise

1.1. Identificateur de produit

Forme du produit : Mélange
Nom commercial : LR -25°C

1.2. Utilisations identifiées pertinentes de la substance ou du mélange et utilisations déconseillées

1.2.1. Utilisations identifiées pertinentes

Catégorie d'usage principal : Utilisation par les consommateurs, Utilisation professionnelle
Utilisation de la substance/mélange : Liquide de refroidissement prêt à l'emploi, protège contre le gel

1.2.2. Utilisations déconseillées

Pas d'informations complémentaires disponibles

1.3. Renseignements concernant le fournisseur de la fiche de données de sécurité

UNIL OPAL
ZI Clos Bonnet, Boulevard Jean Moulin
Boîte postale BP 88
49403 SAUMUR Cedex
T +33 (0)2.41.40.18.40 - F +33 (0)2.41.50.52.43
technique@unil-opal.fr

1.4. Numéro d'appel d'urgence

Pays	Organisme/Société	Adresse	Numéro d'urgence	Commentaire
France	ORFILA		+33 1 45 42 59 59	

RUBRIQUE 2: Identification des dangers

2.1. Classification de la substance ou du mélange

Classification selon le règlement (CE) N° 1272/2008 [CLP]

STOT RE 2 H373

Texte complet des classes de danger et des phrases H : voir rubrique 16

Effets néfastes physicochimiques, pour la santé humaine et pour l'environnement

Pas d'informations complémentaires disponibles

2.2. Éléments d'étiquetage

Etiquetage selon le règlement (CE) N° 1272/2008 [CLP]

Pictogrammes de danger (CLP) :



GHS08

Mention d'avertissement (CLP) :

Attention

Composants dangereux :

Ethylène glycol

Mentions de danger (CLP) :

H373 - Risque présumé d'effets graves pour les organes (reins) à la suite d'expositions répétées ou d'une exposition prolongée (par ingestion).

Conseils de prudence (CLP) :

P101 - En cas de consultation d'un médecin, garder à disposition le récipient ou l'étiquette.
P102 - Tenir hors de portée des enfants.
P260 - Ne pas respirer les vapeurs.
P314 - Consulter un médecin en cas de malaise.
P501 - Éliminer le contenu/récipient dans Point de collecte



Fiche de données de sécurité

conforme au Règlement (CE) N° 1907/2006 (REACH) tel que modifié par le Règlement (UE) 2015/830

LR -25°C

336881UO

Version 1.0

Date de révision 04/04/2018

Date de révision 04/04/2018

2.3. Autres dangers

Cette substance/mélange ne remplit pas les critères PBT du règlement REACH annexe XIII

Cette substance/mélange ne remplit pas les critères vPvB du règlement REACH annexe XIII

RUBRIQUE 3: Composition/informations sur les composants

3.1. Substances

Non applicable

3.2. Mélanges

Nom	Identificateur de produit	%	Classification selon le règlement (CE) N° 1272/2008 [CLP]
Ethylène glycol	(N° CAS) 107-21-1 (N° CE) 203-473-3 (N° Index) 603-027-00-1 (N° REACH) 01-2119456816-28	30 - 40	Acute Tox. 4 (Oral), H302 STOT RE 2, H373

Texte complet des phrases H: voir section 16

RUBRIQUE 4: Premiers secours

4.1. Description des premiers secours

Premiers soins général	: Dans tous les cas de doute, ou bien si des symptômes persistent, faire appel à un médecin.
Premiers soins après inhalation	: Eloigner la victime de la zone contaminée. Mettre au repos et au chaud. Donner de l'oxygène ou pratiquer la respiration artificielle si nécessaire. Consulter immédiatement un médecin.
Premiers soins après contact avec la peau	: Enlever vêtements et chaussures contaminés. Laver les vêtements contaminés avant réutilisation. Laver abondamment à l'eau/.... Consulter un médecin si l'indisposition ou l'irritation se développe.
Premiers soins après contact oculaire	: Rincage à l'eau immédiat et prolongé en maintenant les paupières bien écartées (15 minutes au moins). Enlever les lentilles de contact si la victime en porte et si elles peuvent être facilement enlevées. Continuer à rincer. Consulter un ophtalmologue si l'irritation persiste.
Premiers soins après ingestion	: En cas d'ingestion consulter immédiatement un médecin et lui montrer l'emballage ou l'étiquette.

4.2. Principaux symptômes et effets, aigus et différés

Symptômes/effets après ingestion	: Nocif en cas d'ingestion. Risque présumé d'effets graves pour les organes (reins, foie) à la suite d'expositions répétées ou d'une exposition prolongée. L'ingestion peut provoquer nausées et vomissements. Dépression du système nerveux central, maux de tête, vertiges, somnolence, perte de coordination.
----------------------------------	--

4.3. Indication des éventuels soins médicaux immédiats et traitements particuliers nécessaires

Un traitement spécifique immédiat est nécessaire en cas d'intoxication. Demander d'urgence une assistance médicale.

RUBRIQUE 5: Mesures de lutte contre l'incendie

5.1. Moyens d'extinction

Moyens d'extinction appropriés	: Dioxyde de carbone. Poudre. Mousse. Eau pulvérisée.
--------------------------------	---

5.2. Dangers particuliers résultant de la substance ou du mélange

Danger d'incendie	: A haute température, attaque : Tous métaux usuels. En présence d'eau, formation de solutions corrosives.
Danger d'explosion	: Peut former des mélanges vapeur-air inflammables/explosifs.
Produits de décomposition dangereux en cas d'incendie	: Peut produire des gaz dangereux. Peut se décomposer à haute température en libérant des vapeurs toxiques/inflammables.

5.3. Conseils aux pompiers

Instructions de lutte contre l'incendie	: Soyez prudent lors du combat de tout incendie de produits chimiques. Refroidir les conteneurs exposés par pulvérisation ou brouillard d'eau.
---	--



Fiche de données de sécurité

conforme au Règlement (CE) N° 1907/2006 (REACH) tel que modifié par le Règlement (UE) 2015/830

LR -25°C

336881UO

Version 1.0

Date de révision 04/04/2018

Date de révision 04/04/2018

Protection en cas d'incendie : Ne pas pénétrer dans la zone de feu sans équipement de protection, y compris une protection respiratoire. Appareil de protection respiratoire autonome isolant. Porter un vêtement de protection approprié.

RUBRIQUE 6: Mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle

6.1. Précautions individuelles, équipement de protection et procédures d'urgence

Mesures générales : Eloigner le personnel superflu.

6.1.1. Pour les non-secouristes

Pas d'informations complémentaires disponibles

6.1.2. Pour les secouristes

Équipement de protection : Porter un vêtement de protection et des gants appropriés. Fournir une protection adéquate aux équipes de nettoyage.

6.2. Précautions pour la protection de l'environnement

Ne pas laisser le produit se répandre dans l'environnement. Éviter la pénétration dans les égouts et les eaux potables. Avertir les autorités si le liquide pénètre dans les égouts ou dans les eaux du domaine public.

6.3. Méthodes et matériel de confinement et de nettoyage

Procédés de nettoyage : Endiguer et contenir le produit renversé. Absorber le liquide répandu dans un matériau inerte. Collecter tous les déchets dans des conteneurs appropriés et étiquetés et éliminer conformément aux règlements locaux en vigueur. Laver la zone souillée à grande eau.

6.4. Référence à d'autres rubriques

Voir la rubrique 8 en ce qui concerne les protections individuelles à utiliser. Pour l'élimination des résidus, se reporter à la section 13 : "Considérations relatives à l'élimination".

RUBRIQUE 7: Manipulation et stockage

7.1. Précautions à prendre pour une manipulation sans danger

Précautions à prendre pour une manipulation sans danger : Voir la rubrique 8 en ce qui concerne les protections individuelles à utiliser. Ne pas manger, boire ou fumer en manipulant ce produit. Assurer une bonne ventilation du poste de travail.

Mesures d'hygiène : Produit à manipuler en suivant une bonne hygiène industrielle et des procédures de sécurité. Se laver les mains et toute autre zone exposée avec un savon doux et de l'eau, avant de manger, de boire, de fumer, et avant de quitter le travail.

7.2. Conditions d'un stockage sûr, y compris d'éventuelles incompatibilités

Mesures techniques : Suivre des procédures de mise à la terre appropriées pour éviter l'électricité statique. Utiliser des équipements électriques/mécaniques mis à la terre. Conserver hors de la portée des enfants.

Conditions de stockage : Conserver à l'écart des aliments et boissons y compris ceux pour animaux. Conserver dans un endroit frais. Entreposer dans un endroit sec et abrité afin d'éviter tout contact avec l'humidité. Entreposer dans un endroit sec, bien ventilé, tenir éloigné de toutes sources d'ignition, de chaleur et de la lumière solaire directe. Sol imperméable formant une cuvette de rétention. Tenir les récipients fermés.

Produits incompatibles : Agent oxydant. Matières inflammables.

Matières incompatibles : Acier galvanisé. Certaines matières plastiques.

Prescriptions particulières concernant l'emballage : Garder l'emballage bien fermé quand le produit n'est pas utilisé. correctement étiqueté.

Matériaux d'emballage : Acier. Acier inoxydable. Polyéthylène.

7.3. Utilisation(s) finale(s) particulière(s)

Voir section 1.

RUBRIQUE 8: Contrôles de l'exposition/protection individuelle

8.1. Paramètres de contrôle

Ethylène glycol (107-21-1)

UE	Nom local	Ethylene glycol
UE	IOELV TWA (mg/m³)	52 mg/m³
UE	IOELV TWA (ppm)	20 ppm
UE	IOELV STEL (mg/m³)	104 mg/m³



Fiche de données de sécurité

conforme au Règlement (CE) N° 1907/2006 (REACH) tel que modifié par le Règlement (UE) 2015/830

LR -25°C

336881UO

Version 1.0

Date de révision 04/04/2018

Date de révision 04/04/2018

UE	IOELV STEL (ppm)	40 ppm
UE	Notes	Skin
France	Nom local	Ethylèneglycol (vapeur)
France	VME (mg/m³)	52 mg/m³
France	VME (ppm)	20 ppm
France	VLE(mg/m³)	104 mg/m³
France	VLE (ppm)	40 ppm
France	Note (FR)	Valeurs réglementaires indicatives; risque de pénétration percutanée

Ethylène glycol (107-21-1)

DNEL/DMEL (Travailleurs)	
A long terme - effets systémiques, cutanée	106 mg/kg de poids corporel/jour
A long terme - effets locaux, inhalation	35 mg/m³
DNEL/DMEL (Population générale)	
A long terme - effets systémiques, cutanée	53 mg/kg de poids corporel/jour
A long terme - effets locaux, inhalation	7 mg/m³
PNEC (Eau)	
PNEC aqua (eau douce)	10 mg/l
PNEC aqua (eau de mer)	1 mg/l
PNEC aqua (intermittente, eau douce)	10 mg/l
PNEC aqua (intermittente, eau de mer)	10 mg/l
PNEC (Sédiments)	
PNEC sédiments (eau douce)	37 mg/kg poids sec
PNEC sédiments (eau de mer)	3,7 mg/kg poids sec
PNEC (Sol)	
PNEC sol	1,53 mg/kg poids sec
PNEC (STP)	
PNEC station d'épuration	199,5 mg/l

8.2. Contrôles de l'exposition

Equipement de protection individuelle : Eviter toute exposition inutile.

Protection des mains:

Gants résistants aux produits chimiques (selon la norme NF EN 374 ou équivalent). Temps de pénétration à déterminer avec le fabricant des gants

Type	Matériau	Perméation	Epaisseur (mm)	Pénétration	Norme
En cas d'exposition répétée ou prolongée	Fluoroélastomère (FKM)	6 (> 480 minutes)	0,7		
:					
En cas d'exposition répétée ou prolongée	PE Laminated	6 (> 480 minutes)	0,1		
:					
Exposition à court terme	Caoutchouc nitrile (NBR)	2 (> 30 minutes)	0,4		

Protection oculaire:

Lunettes de sécurité avec protections latérales. (EN 166)

Protection des voies respiratoires:

Ne pas inhaler la vapeur/les aérosols. Lorsque les travailleurs sont confrontés à des concentrations supérieures aux limites d'exposition, ils doivent porter des masques appropriés et agréés. Respirateur anti-vapeurs organiques agréé

Appareil	Type de filtre	Condition	Norme
Filtres à gaz	Type A - Composés organiques à point d'ébullition élevé (>65°C)	Exposition à long terme, Si conc. dans l'air > limite d'exposition	EN 14387

Autres informations : Assurer une extraction ou une ventilation générale du local afin de réduire les concentrations de brouillards et/ou de vapeurs. Ne pas manger, ne pas boire et ne pas fumer pendant l'utilisation. Se laver les mains après toute manipulation.



Fiche de données de sécurité

conforme au Règlement (CE) N° 1907/2006 (REACH) tel que modifié par le Règlement (UE) 2015/830

LR -25°C

336881UO

Version 1.0

Date de révision 04/04/2018

Date de révision 04/04/2018

RUBRIQUE 9: Propriétés physiques et chimiques

9.1. Informations sur les propriétés physiques et chimiques essentielles

État physique	: Liquide
Apparence	: limpide.
Couleur	: Aucune donnée disponible
Odeur	: Neutre.
Seuil olfactif	: Aucune donnée disponible
pH	: 8,2
Vitesse d'évaporation relative (l'acétate butylique=1)	: Aucune donnée disponible
Point de fusion	: -25 °C
Point de congélation	: Aucune donnée disponible
Point d'ébullition	: 105 °C
Point d'éclair	: 125 °C
Température d'auto-inflammation	: 410 °C
Température de décomposition	: Aucune donnée disponible
Inflammabilité (solide, gaz)	: Aucune donnée disponible
Pression de vapeur	: 0,08 mbar (20°C)
Densité relative de vapeur à 20 °C	: Aucune donnée disponible
Densité relative	: Aucune donnée disponible
Masse volumique	: 1,062 g/cm ³ (20°C)
Solubilité	: Soluble dans l'eau. Insoluble dans : Hydrocarbures.
Log Pow	: Aucune donnée disponible
Viscosité, cinématique	: 20 mm ² /s (20°C)
Viscosité, dynamique	: Aucune donnée disponible
Propriétés explosives	: Aucune donnée disponible
Propriétés comburantes	: Aucune donnée disponible
Limites d'explosivité	: 3,2 vol % 15,3 vol %

9.2. Autres informations

Pas d'informations complémentaires disponibles

RUBRIQUE 10: Stabilité et réactivité

10.1. Réactivité

Stable dans les conditions normales.

10.2. Stabilité chimique

Stable à température ambiante et dans les conditions normales d'emploi. En cas de manipulation à températures élevées : En présence d'eau, formation de solutions corrosives.

10.3. Possibilité de réactions dangereuses

Réagit violemment avec les oxydants (forts).

10.4. Conditions à éviter

Produit hygroscopique. Eviter le contact avec l'humidité.

10.5. Matières incompatibles

Oxydants puissants.

10.6. Produits de décomposition dangereux

Chauffé jusqu'au point de décomposition, libère des fumées dangereuses. Oxydes de carbone (CO, CO₂).



Fiche de données de sécurité

conforme au Règlement (CE) N° 1907/2006 (REACH) tel que modifié par le Règlement (UE) 2015/830

LR -25°C

336881UO

Version 1.0

Date de révision 04/04/2018

Date de révision 04/04/2018

RUBRIQUE 11: Informations toxicologiques

11.1. Informations sur les effets toxicologiques

Toxicité aiguë : Non classé

Ethylène glycol (107-21-1)

DL50 orale rat 1600 mg/kg (not rat, but HUMAN)

DL50 voie cutanée > 3500 mg/kg (mouse)

CL50 inhalation rat (mg/l) > 2,5 mg/l (6h, tested with aerosol)

Corrosion cutanée/irritation cutanée : Non classé

pH: 8,2

Lésions oculaires graves/irritation oculaire : Non classé

pH: 8,2

Sensibilisation respiratoire ou cutanée : Non classé

Mutagénicité sur les cellules germinales : Non classé

Cancérogénicité : Non classé

Toxicité pour la reproduction : Non classé

Toxicité spécifique pour certains organes cibles (exposition unique) : Non classé

Toxicité spécifique pour certains organes cibles (exposition répétée) : Risque présumé d'effets graves pour les organes (reins) à la suite d'expositions répétées ou d'une exposition prolongée (par ingestion).

Danger par aspiration : Non classé

LR -25°C

Viscosité, cinématique 20 mm²/s (20°C)

RUBRIQUE 12: Informations écologiques

12.1. Toxicité

Ethylène glycol (107-21-1)

CL50 poisson 1 72860 mg/l (Pimephales promelas, 96h)

CE50 Daphnie 1 > 100 mg/l (Daphnia magna, 48h) [OCDE 202]

ErC50 (algues) 6500 - 13000 mg/l (selenastrum capricornutum, 96h)

CEr50 (autres plantes aquatiques) > 100 mg/l (72h)

NOEC chronique poisson 15380 mg/l (Pimephales promelas, 7d)

NOEC chronique crustacé 8590 mg/l (Ceriodaphnia sp., 7d)

12.2. Persistance et dégradabilité

Ethylène glycol (107-21-1)

Persistance et dégradabilité Facilement biodégradable.

12.3. Potentiel de bioaccumulation

Pas d'informations complémentaires disponibles

12.4. Mobilité dans le sol

Pas d'informations complémentaires disponibles

12.5. Résultats des évaluations PBT et vPvB

LR -25°C

Cette substance/mélange ne remplit pas les critères PBT du règlement REACH annexe XIII

Cette substance/mélange ne remplit pas les critères vPvB du règlement REACH annexe XIII

Composant

Ethylène glycol (107-21-1) Cette substance/mélange ne remplit pas les critères PBT du règlement REACH annexe XIII
Cette substance/mélange ne remplit pas les critères vPvB du règlement REACH annexe XIII

12.6. Autres effets néfastes

Pas d'informations complémentaires disponibles



Fiche de données de sécurité

conforme au Règlement (CE) N° 1907/2006 (REACH) tel que modifié par le Règlement (UE) 2015/830

LR -25°C

336881UO

Version 1.0

Date de révision 04/04/2018

Date de révision 04/04/2018

RUBRIQUE 13: Considérations relatives à l'élimination

13.1. Méthodes de traitement des déchets

Recommandations pour le traitement du produit/emballage : Eliminer conformément aux règlements de sécurité locaux/nationaux en vigueur. Ne pas rejeter à l'égout ou dans l'environnement.

RUBRIQUE 14: Informations relatives au transport

Conformément aux exigences de ADR / RID / IMDG / IATA / ADN

ADR	IMDG	IATA	ADN	RID
14.1. Numéro ONU				
Non applicable	Non applicable	Non applicable	Non applicable	Non applicable
14.2. Désignation officielle de transport de l'ONU				
Non applicable	Non applicable	Non applicable	Non applicable	Non applicable
Non applicable	Non applicable	Non applicable	Non applicable	Non applicable
14.3. Classe(s) de danger pour le transport				
Non applicable	Non applicable	Non applicable	Non applicable	Non applicable
Non applicable	Non applicable	Non applicable	Non applicable	Non applicable
14.4. Groupe d'emballage				
Non applicable	Non applicable	Non applicable	Non applicable	Non applicable
14.5. Dangers pour l'environnement				
Non applicable	Non applicable	Non applicable	Non applicable	Non applicable
Pas d'informations supplémentaires disponibles				

14.6. Précautions particulières à prendre par l'utilisateur

- Transport par voie terrestre

Non applicable

- Transport maritime

Non applicable

- Transport aérien

Non applicable

- Transport par voie fluviale

Non applicable

- Transport ferroviaire

Non applicable

14.7. Transport en vrac conformément à l'annexe II de la convention Marpol et au recueil IBC

Non applicable

RUBRIQUE 15: Informations relatives à la réglementation

15.1. Réglementations/législation particulières à la substance ou au mélange en matière de sécurité, de santé et d'environnement

15.1.1. Réglementations UE

Ne contient pas de substance soumise à restrictions selon l'annexe XVII de REACH

Ne contient aucune substance de la liste candidate REACH

Ne contient aucune substance listée à l'Annexe XIV de REACH

15.1.2. Directives nationales

France

Maladies professionnelles : RG 84 - Affections engendrées par les solvants organiques liquides à usage professionnel



Fiche de données de sécurité

conforme au Règlement (CE) N° 1907/2006 (REACH) tel que modifié par le Règlement (UE) 2015/830

LR -25°C

336881UO

Version 1.0

Date de révision 04/04/2018

Date de révision 04/04/2018

15.2. Évaluation de la sécurité chimique

Aucune évaluation chimique de sécurité n'a été effectuée

RUBRIQUE 16: Autres informations

Texte intégral des phrases H et EUH:

Acute Tox. 4 (Oral)

STOT RE 2

H302

H373

Toxicité aiguë (par voie orale), Catégorie 4

Toxicité spécifique pour certains organes cibles — Exposition répétée, Catégorie 2

Nocif en cas d'ingestion.

Risque présumé d'effets graves pour les organes à la suite d'expositions répétées ou d'une exposition prolongée.

STOT RE 2

H373

Méthode de calcul

Ces informations sont basées sur nos connaissances actuelles et décrivent le produit pour les seuls besoins de la santé, de la sécurité et de l'environnement. Elles ne devraient donc pas être interprétées comme garantissant une quelconque propriété spécifique du produit



FICHE DE DONNÉES DE SÉCURITÉ

conformément au Règlement (CE) No. 1907/2006

FDS n° : 30207

TOTAL FIOUL PREMIER (TFP)

Date de la version précédente: 2016-12-27

Date de révision: 2017-08-08

Version 10.01

Rubrique 1 : IDENTIFICATION DE LA SUBSTANCE/DU MÉLANGE ET DE LA SOCIÉTÉ/L'ENTREPRISE

1.1. Identificateur de produit

Nom du produit	TOTAL FIOUL PREMIER (TFP)
Substance/mélange	Mélange

1.2. Utilisations identifiées pertinentes de la substance ou du mélange et utilisations déconseillées

Utilisations identifiées	Produit destiné à la production de chaleur dans les installations de combustion et sous certaines conditions d'emploi, à l'alimentation des moteurs à combustion interne.
--------------------------	---

1.3. Renseignements concernant le fournisseur de la fiche de données de sécurité

Fournisseur	TOTAL MARKETING France 562 avenue du parc de l'île 92000 Nanterre FRANCE Tel: +33 (0)1 41 35 40 00
-------------	--

Pour plus d'informations, veuillez prendre contact avec:

Point de contact	HSE
Adresse e-mail	rm.mkefr-fds@total.com

1.4. Numéro d'appel d'urgence

Numéro de téléphone d'appel d'urgence : +44 1235 239670
 Centre Antipoison et de toxicovigilance : ORFILA (INRS) : +33 (0)1 45 42 59 59
 En France - Centres antipoison et de toxicovigilance :
 ANGERS : 02 41 48 21 21
 BORDEAUX : 05 56 96 40 80
 LILLE : 08 00 59 59 59
 LYON : 04 72 11 69 11
 MARSEILLE : 04 91 75 25 25
 NANCY : 03 83 22 50 50
 PARIS : 01 40 05 48 48
 STRASBOURG : 03 88 37 37 37
 TOULOUSE : 05 61 77 74 47

Rubrique 2 : IDENTIFICATION DES DANGERS

2.1. Classification de la substance ou du mélange

Version EUFR

FDS n° : 30207

TOTAL FIOUL PREMIER (TFP)

Date de révision: 2017-08-08

Version 10.01

RÈGLEMENT (CE) No 1272/2008*Pour le libellé complet des Phrases-H mentionnées dans cette rubrique, voir rubrique 2.2.***Classification**

Liquides inflammables - Catégorie 3 - (H226)

Toxicité par aspiration - Catégorie 1 - (H304)

Toxicité aiguë par inhalation - vapeur - Catégorie 4 - (H332)

Corrosion cutanée/irritation cutanée - Catégorie 2 - (H315)

Cancérogénicité - Catégorie 2 - (H351)

Toxicité spécifique pour organe cible (exposition répétée) - Catégorie 2 - (H373)

Toxicité chronique pour le milieu aquatique - Catégorie 2 - (H411)

2.2. Éléments d'étiquetage

Etiquetage selon

RÈGLEMENT (CE) No 1272/2008

**Mention d'avertissement**

DANGER

Mentions de danger

H226 - Liquide et vapeurs inflammables

H304 - Peut être mortel en cas d'ingestion et de pénétration dans les voies respiratoires

H315 - Provoque une irritation cutanée

H332 - Nocif par inhalation

H351 - Susceptible de provoquer le cancer

H373 - Risque présumé d'effets graves pour les organes à la suite d'expositions répétées ou d'une exposition prolongée

H411 - Toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme

Conseils de prudence

P210 - Tenir à l'écart de la chaleur, des surfaces chaudes, des étincelles, des flammes nues et de toute autre source d'inflammation. Ne pas fumer

P261 - Éviter de respirer les poussières/fumées/gaz/brouillards/vapeurs/aérosols

P280 - Porter des gants de protection/des vêtements de protection/un équipement de protection des yeux/du visage

P301 + P310 - EN CAS D'INGESTION: Appeler immédiatement un CENTRE ANTIPOISON/un médecin

P331 - NE PAS faire vomir

P403 + P233 - Stocker dans un endroit bien ventilé. Maintenir le récipient fermé de manière étanche

P273 - Éviter le rejet dans l'environnement

P501 - Éliminer le contenu/ le conteneur dans une installation d'incinération agréée

Contient Combustibles, diesels

2.3. Autres dangers**Propriétés physico-chimiques**

Le produit peut former des mélanges inflammables dans l'air quand il est chauffé au dessus

FDS n° : 30207

TOTAL FIOUL PREMIER (TFP)

Date de révision: 2017-08-08

Version 10.01

du point d'éclair.
En présence de points chauds, risques particuliers d'inflammation ou d'explosion, dans certaines conditions lors de dégagements accidentels de vapeurs ou de fuites de produit sous pression.

Propriétés ayant des effets pour la santé

Un contact prolongé ou répété peut provoquer des irritations cutanées.
Les vapeurs ou brouillards sont irritants pour les muqueuses notamment oculaires. Risque de dépression du système nerveux central avec nausées, maux de tête, vertiges, vomissements et perte de coordination.
En cas d'ingestion accidentelle, le produit peut être aspiré dans les poumons en raison de sa faible viscosité et provoquer des lésions pulmonaires graves dans les heures qui suivent (surveillance médicale indispensable pendant 48 h).

Rubrique 3 : COMPOSITION/INFORMATIONS SUR LES COMPOSANTS

3.2. Mélange

Nature chimique

Combustibles diesel. Combinaison complexe d'hydrocarbures obtenue par distillation du pétrole brut. Se compose d'hydrocarbures dont le nombre de carbones se situe principalement dans la gamme C9 - C20 et dont le point d'ébullition est compris approximativement entre 163°C et 357°C.

Composants dangereux

Nom Chimique	No.-CE	Numéro d'Enregistrement REACH	No.-CAS	% en poids	Classification (Règ. 1272/2008)
Combustibles, diesels	269-822-7	01-2119484664-27	68334-30-5	>90	Flam. Liq. 3 (H226) Acute Tox. 4 (H332) Skin Irrit. 2 (H315) Carc. 2 (H351) Asp. Tox. 1 (H304) STOT RE 2 (H373) Aquatic Chronic 2 (H411)

Informations complémentaires

Contient:
Des colorants et des agents traceurs,
Des additifs multifonctionnels améliorant de performance.
Peut contenir :
Mélange d'esters de méthyl d'acide gras (FAME).

Pour le libellé complet des Phrases-H mentionnées dans cette section, voir rubrique 16.

Rubrique 4 : PREMIERS SECOURS

4.1. Description des premiers secours

Conseils généraux

EN CAS DE TROUBLES GRAVES OU PERSISTANTS, APPELER UN MEDECIN OU DEMANDER UNE AIDE MEDICALE D'URGENCE.
Avant de tenter de secourir des victimes, isoler la zone de toutes les sources potentielles d'inflammation, y compris en déconnectant l'alimentation électrique.
Assurer une ventilation adéquate et vérifier que l'atmosphère est respirable et sans danger avant de pénétrer dans des espaces confinés.

Contact avec les yeux

Bien rincer avec beaucoup d'eau, y compris sous les paupières.

FDS n° : 30207

TOTAL FIOUL PREMIER (TFP)

Date de révision: 2017-08-08

Version 10.01

	Enlever les lentilles de contact, le cas échéant. Rincer les yeux. Si l'irritation oculaire persiste, consulter un médecin spécialiste.
Contact avec la peau	Enlever les vêtements et les chaussures contaminés. Laver la peau avec de l'eau et du savon. L'injection à haute pression de produit sous la peau peut avoir de très graves conséquences même sans symptôme ou blessure apparent. Dans ce cas, la victime doit être immédiatement transportée en milieu hospitalier. Pour les brûlures thermiques mineures, refroidir la brûlure. Maintenir la zone brûlée sous l'eau froide pendant au moins cinq minutes, ou jusqu'à ce que la douleur diminue.
Inhalation	L'inhalation est peu probable en raison de la faible pression de vapeur de la substance à température ambiante. Une exposition aux vapeurs peut cependant se produire lorsque le produit est manipulé à température élevée avec une faible ventilation. En cas d'exposition à des concentrations importantes de vapeurs, de fumées ou d'aérosols, transporter la personne à l'air, hors de la zone contaminée, la maintenir au chaud et au repos. Commencer immédiatement la respiration artificielle si la victime ne respire plus. Appeler immédiatement un médecin. S'il y a le moindre soupçon d'inhalation de H ₂ S (sulfure d'hydrogène). Les secouristes doivent porter un appareil respiratoire, une ceinture et un harnais, et doivent suivre les procédures de sauvetage. En cas d'arrêt respiratoire, pratiquer la respiration artificielle. L'apport d'oxygène peut aider. Évacuer la victime à l'air frais aussi vite que possible. Consulter un médecin pour un traitement ultérieur.
Ingestion	Ne pas donner à boire. NE PAS faire vomir, car il ya des risques important d'aspiration. Le fluide peut pénétrer dans les poumons et occasionner des lésions (pneumonie chimique, potentiellement mortelle). Transporter immédiatement la victime à l'hôpital. Ne pas attendre l'apparition de symptômes.
Protection pour les secouristes	ATTENTION Secouristes! - pensez à votre sécurité pendant le sauvetage!. Utiliser un équipement de protection individuelle. Voir rubrique 8 pour plus de détails.

4.2. Principaux symptômes et effets, aigus et différés

Contact avec les yeux	Peut provoquer une irritation légère.
Contact avec la peau	Peut causer des irritations de la peau et/ou dermatites.
Inhalation	L'inhalation de vapeurs à haute concentration peut provoquer une irritation du système respiratoire. Risque de dépression du système nerveux central avec nausées, maux de tête, vertiges, vomissements et perte de coordination.
Ingestion	L'ingestion peut provoquer une irritation de l'appareil digestif, des nausées, des vomissements et des diarrhées. Risque de dépression du système nerveux central. L'aspiration peut provoquer un oedème pulmonaire et une pneumonie.

4.3. Indication des éventuels soins médicaux immédiats et traitements particuliers nécessaires

FDS n° : 30207

TOTAL FIOUL PREMIER (TFP)

Date de révision: 2017-08-08

Version 10.01

Conseils aux médecins

Nocif : en cas d'ingestion accidentelle, le produit peut être aspiré dans les poumons en raison de sa faible viscosité et donner naissance à une pneumopathie d'inhalation se développant dans les heures qui suivent (surveillance médicale indispensable pendant 48 h). L'injection à haute pression de produit sous la peau peut avoir de très graves conséquences même sans symptôme ou blessure apparent. Traiter de façon symptomatique.

Rubrique 5 : MESURES DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE**5.1. Moyens d'extinction****Moyen d'extinction approprié**

Moyen d'extinction - pour les petits feux: Dioxyde de carbone (CO₂), Poudre sèche, Sable ou terre.
Moyen d'extinction - pour les grands feux: Mousse, Brouillard d'eau (personnel formé uniquement).

Moyens d'extinction inappropriés

Ne pas utiliser un jet d'eau bâton, qui pourrait répandre le feu.
L'action simultanée de mousse et d'eau sur une même surface est à proscrire (l'eau détruit la mousse).

5.2. Dangers particuliers résultant de la substance ou du mélange**Risque particulier**

La combustion incomplète et la thermolyse produisent des gaz plus ou moins toxiques tels que CO, CO₂, hydrocarbures variés, aldéhydes et des suies. A forte concentration ou en atmosphère confinée, leur inhalation est très dangereuse. Les vapeurs peuvent former des mélanges explosifs avec l'air.
Si des composés sulfurés sont présents en quantités non négligeables, les produits de combustion peuvent contenir du H₂S et des SO_x (oxydes de soufre) ou de l'acide sulfurique.

5.3. Conseils aux pompiers**Équipement de protection spécial pour le personnel préposé à la lutte contre le feu**

En cas d'incendie de grande amplitude ou d'incendie dans des espaces confinés ou mal ventilés, porter une tenue ignifugée intégrale et un appareil respiratoire autonome isolant (ARI) avec un masque intégral.

Autres informations

Refroidir les réservoirs et les parties exposés au feu par arrosage avec beaucoup d'eau. Refroidir à l'eau les réservoirs et les parties exposées au flux thermique et non pris dans les flammes.
Les résidus d'incendie et l'eau d'extinction contaminée doivent être éliminés conformément à la réglementation locale en vigueur. Refroidir les récipients/réservoirs par pulvérisation d'eau.

Rubrique 6 : MESURES À PRENDRE EN CAS DE DÉVERSEMENT ACCIDENTEL**6.1. Précautions individuelles, équipement de protection et procédures d'urgence****Informations générales**

Sauf en cas de déversements mineurs, La faisabilité de toute action doit toujours être évaluée et si possible soumise à l'avis d'une personne compétente et formée chargée de gérer les situations d'urgence.
Si nécessaire, informer les autorités compétentes conformément à la réglementation en

FDS n° : 30207

TOTAL FIOUL PREMIER (TFP)

Date de révision: 2017-08-08

Version 10.01

	<p>vigueur.</p> <p>Éviter tout contact direct avec le produit déversé. Eloigner le personnel non concerné.</p> <p>Équipement de protection individuelle, voir rubrique 8.</p> <p>Prudence en cas de déversement. La substance rend les surfaces glissantes. Assurer une ventilation adéquate, surtout dans les endroits clos.</p> <p>Rester face au vent. En cas de déversements importants, alerter les habitants des zones sous le vent. Arrêter ou contenir la fuite à la source, si ceci ne présente pas de danger.</p> <p>Éliminer toutes les sources d'ignition (ne pas fumer, torches, étincelles ou flammes à proximité immédiate). Recouvrir les déversements de mousse afin de réduire le risque d'ignition.</p>
Conseils pour les non-secouristes	<p>Ne pas toucher ni marcher sur le produit déversé. Assurer une ventilation adéquate.</p> <p>Éliminer toutes les sources d'ignition (ne pas fumer, torches, étincelles ou flammes à proximité immédiate). Équipement de protection individuelle, voir rubrique 8.</p>
Conseils pour les secouristes	<p>En cas de :</p> <p>Petits déversements : des vêtements de travail antistatiques normaux sont généralement suffisants.</p> <p>Déversements importants : une combinaison de protection complète, antistatique résistant aux produits chimiques. Gants de travail (de préférence à manchettes) assurant une résistance suffisante contre les produits chimiques. Remarques : les gants en PVA ne sont pas imperméables à l'eau et ne conviennent pas pour une opération d'urgence. Casque de protection. Chaussures ou bottes de sécurité antidérapantes et antistatiques. Lunettes de sécurité et/ou visière si des projections ou un contact avec les yeux sont possibles ou prévisibles.</p> <p>Protection respiratoire. Un demi-masque ou un masque respiratoire complet avec filtre(s) contre les vapeurs organiques (et le cas échéant pour le H₂S). Il est possible d'utiliser un appareil respiratoire autonome isolant (ARI) en fonction de l'étendue du déversement et du niveau d'exposition prévisible.</p> <p>Si la situation ne peut être parfaitement évaluée ou si un manque d'oxygène est possible, seul un appareil respiratoire autonome isolant (ARI) doit être utilisé.</p>

6.2. Précautions pour la protection de l'environnement

Informations générales	<p>Empêcher le produit de pénétrer dans les égouts, les cours d'eau ou le sol. Le produit ne doit pas contaminer les eaux souterraines.</p> <p>Si nécessaire. Consulter un expert. Prévenir les autorités locales si des fuites significatives ne peuvent pas être contenues.</p>
-------------------------------	---

6.3. Méthodes et matériel de confinement et de nettoyage

Méthodes de confinement	<p>Contenir et collecter le matériel répandu à l'aide d'un matériau absorbant non combustible, (p.e. sable, terre, kieselgur, vermiculite) et le mettre dans un conteneur pour l'élimination conformément aux réglementations locales / nationales (voir rubrique 13). Les déversements importants peuvent être soigneusement recouverts de mousse, le cas échéant, afin de limiter les risques d'incendie. En cas de déversement dans l'eau, contenir le produit avec des barrières flottantes ou d'autres dispositifs. L'utilisation de dispersants doit être soumise à l'avis d'un expert, et, si nécessaire, approuvée par les autorités locales.</p>
Méthodes de nettoyage	<p>Ne jamais utiliser d'agent dispersant. Ne pas appliquer de jets bâton directs.</p> <p>Ne pas déverser dans des eaux de surface ou dans les égouts. Transférer le produit récupéré et les autres matériaux dans des réservoirs ou conteneurs appropriés et stocker/éliminer conformément aux règlements applicables.</p>

FDS n° : 30207

TOTAL FIOUL PREMIER (TFP)

Date de révision: 2017-08-08

Version 10.01

6.4. Référence à d'autres sections

Équipement de protection individuelle Voir rubrique 8 pour plus de détails.

Traitement des déchets Voir rubrique 13 pour plus de détails.

Autres informations Les mesures recommandées reposent sur les scénarios de déversement les plus probables pour ce produit. Cependant, les conditions locales (vent, température de l'air, direction et vitesse de la vague/courant) peuvent avoir une influence importante dans le choix des actions appropriées. Pour cette raison, il convient de consulter des experts locaux si nécessaire. Les réglementations locales peuvent également prescrire ou limiter les mesures à prendre.

La concentration de H₂S dans l'espace libre des réservoirs peut atteindre des valeurs dangereuses, en particulier en cas de stockage prolongé. Cette situation est particulièrement pertinente dans le cas d'opérations impliquant une exposition directe aux vapeurs dans le réservoir.

Le déversement de petites quantités de produit, en particulier à l'air libre où les vapeurs se dispersent en général rapidement, sont des situations dynamiques, ce qui n'entraîne sans doute pas d'exposition à des concentrations dangereuses. Étant donné que le H₂S a une densité supérieure à l'air ambiant, une exception peut concerner la formation de concentrations dangereuses dans des endroits spécifiques, tels que des tranchées, des dépressions ou des espaces confinés. Pour toutes ces circonstances, cependant, les actions appropriées doivent être évaluées au cas par cas.

Rubrique 7 : MANIPULATION ET STOCKAGE**7.1. Précautions à prendre pour une manipulation sans danger**

Conseils pour une manipulation sans danger Prendre des précautions contre l'électricité statique.

Les opérations d'inspection, de nettoyage et de maintenance des réservoirs de stockage impliquent le respect de procédures strictes et ne doivent être confiées qu'à du personnel qualifié (interne ou externe).

Assurer une ventilation adéquate. Les vapeurs peuvent former des mélanges explosifs avec l'air. Ne pas fumer. Éviter de respirer les vapeurs ou le brouillard. Éviter le contact avec la peau, les yeux et les vêtements.

NE JAMAIS AMORCER AVEC LA BOUCHE LE SIPHONNAGE D'UN RESERVOIR. Éviter la formation de vapeurs, brouillards ou aérosols.

Ne pas utiliser d'air comprimé pour des opérations de remplissage, déchargement ou de manutention. Ne jamais percer, piquer, meuler, tronçonner ou souder sur un conteneur vide.

NE PAS UTILISER DE TELEPHONE PORTABLE LORS DE LA MANIPULATION.

Équipement de protection individuelle, voir rubrique 8.

Mesures d'ordre technique Assurer une ventilation adéquate.

LORS DES MOUVEMENTS DE PRODUITS : Pour éviter l'ignition des vapeurs par la décharge d'électricité statique, toutes les parties en métal des équipements utilisés doivent être mises à la terre.

Prendre toute disposition permettant d'éviter les entrées d'eau dans les bacs, citernes, lignes de flexibles...

Prévention des incendies et des explosions Manipuler à l'abri de toutes sources potentielles d'inflammation (flamme nue, étincelles, arcs électriques...) et de chaleur (collecteurs ou parois chaudes). Éviter l'accumulation de

FDS n° : 30207

TOTAL FIOUL PREMIER (TFP)

Date de révision: 2017-08-08

Version 10.01

charges électrostatiques. Mettre à la terre, établir une liaison équipotentielle entre les conteneurs, les réservoirs ainsi que les équipements de transfert/réception. Les frottements dus à l'écoulement du produit créent des charges d'électricité statique capables de générer des étincelles provoquant INFLAMMATION OU EXPLOSION. Interdire le chargement en pluie et limiter la vitesse d'écoulement du produit, en particulier au début du chargement. Les emballages vides peuvent contenir des vapeurs inflammables ou explosives. Ne jamais souder sur une citerne ou des tuyauteries, vides non dégazées.
N'INTERVENIR QUE SUR DES RESERVOIRS FROIDS, DEGAZES (RISQUE D'ATMOSPHERE EXPLOSIVE) ET AERES.
Concevoir les installations pour éviter toute propagation de nappe enflammée (fosses, cuvettes de rétention, siphons dans les réseaux d'eau d'écoulement).

Mesures d'hygiène

Lors de l'utilisation, ne pas manger, boire ou fumer. Éviter le contact avec la peau, les yeux et les vêtements. Ne pas placer les chiffons imbibés de produit dans les poches des vêtements de travail. Se laver les mains avant les pauses et immédiatement après manipulation du produit. EN CAS DE CONTACT AVEC LA PEAU : Laver la peau avec de l'eau et du savon. Enlever les vêtements et les chaussures contaminés. Les gants doivent être inspectés périodiquement et remplacés en cas d'usure, de perforation ou de contamination. Nettoyer régulièrement l'équipement, les locaux et les vêtements de travail. Conserver à l'écart des aliments et boissons y compris ceux pour animaux. Faire adopter des règles d'hygiène strictes pour le personnel exposé au risque de contact avec le produit. Utiliser l'équipement de protection individuel requis.

7.2. Conditions nécessaires pour assurer la sécurité du stockage, tenant compte d'éventuelles incompatibilités

Mesures techniques/Conditions de stockage

La configuration des zones de stockage, la conception des réservoirs, les équipements et les procédures d'exploitation doivent être conformes à la législation européenne, nationale ou locale applicable. Avant de pénétrer dans des réservoirs de stockage et avant toute opération dans un espace confiné, contrôler la teneur en oxygène et l'inflammabilité de l'atmosphère. Si la présence de composés sulfurés est suspectée dans le produit, contrôler la teneur en H₂S de l'atmosphère. Éviter l'accumulation de charges électrostatiques. Avant les opérations de transfert, contrôler que tout l'équipement est mis à la terre. Concevoir les installations pour éviter la pollution des eaux et du sol en cas de fuite ou d'écoulement. Ne pas retirer les étiquettes de danger des récipients (mêmes vides). Stocker les produits conditionnés (fûts, échantillons, bidons...) dans des locaux bien ventilés, à l'abri de l'humidité, de la chaleur et de toute source potentielle d'inflammation. Conserver de préférence dans l'emballage d'origine : dans le cas contraire, reporter, s'il y a lieu, toutes les indications de l'étiquette réglementaire sur le nouvel emballage. Conserver les récipients hermétiquement clos et correctement étiquetés. Stocker séparément des agents oxydants. Stocker conformément aux réglementations nationales correspondantes.

Matières à éviter

Oxydants forts. Acides forts. Bases fortes. (herbicides...). Halogènes.

Matériel d'emballage

N'utiliser que des récipients, joints, tuyauteries..., résistants aux hydrocarbures aromatiques. Les matériaux recommandés pour les conteneurs ou revêtements de conteneur : acier doux, acier inoxydable. Polyéthylène haute densité (PEHD). Certaines matières synthétiques peuvent ne pas convenir pour les conteneurs ou leur revêtement selon les caractéristiques des matières en question et l'utilisation prévue. La compatibilité doit être vérifiée auprès du fabricant.

FDS n° : 30207

TOTAL FIOUL PREMIER (TFP)

Date de révision: 2017-08-08

Version 10.01

7.3. Utilisation(s) finale(s) particulière(s)

Utilisation(s) particulière(s) voir scénarios d'exposition.

Rubrique 8 : CONTRÔLES DE L'EXPOSITION/PROTECTION INDIVIDUELLE

8.1. Paramètres de contrôle

Limites d'exposition Non concerné

Légende Voir rubrique 16

Dose dérivée sans effet (DNEL)

DNEL Travailleur (industriel/professionnel)

Nom Chimique	Effets systémiques à court terme	Effets locaux à court terme	Effets systémiques à long terme	Effets locaux à long terme
Combustibles, diesels 68334-30-5	4300 mg/m³/15min (aérosol - inhalation)		2.9 mg/kg/8h (dermal) 68 mg/m³/8h (aérosol - inhalation)	

DNEL Consommateur

Nom Chimique	Effets systémiques à court terme	Effets locaux à court terme	Effets systémiques à long terme	Effets locaux à long terme
Combustibles, diesels 68334-30-5	2600 mg/m³/15min (aérosol - inhalation)		1.3 mg/kg/24h (dermal) 20 mg/m³/24h (aérosol - inhalation)	

8.2. Contrôles de l'exposition

Contrôle de l'exposition professionnelle

Mesures d'ordre technique Assurer une ventilation adéquate. Ne pas pénétrer dans les réservoirs de stockage vides, avant que ne soient réalisées les mesures d'oxygène disponible.
Dans le cas de travaux en enceinte confinée (cuves, réservoirs...), s'assurer d'une atmosphère respirable et porter les équipements recommandés.

Équipement de protection individuelle

Informations générales Toutes les mesures de protection collective doivent être installées et mises en œuvre avant d'envisager de recourir aux équipements de protection individuelle.

Protection respiratoire Pour pénétrer dans des citernes, cuves, réservoirs ayant une teneur insuffisante en oxygène, porter un appareil respiratoire isolant.
En cas d'urgence (exposition accidentelle) ou pour des travaux exceptionnels de courte durée dans des atmosphères polluées par le produit, il est nécessaire de porter un appareil de protection respiratoire.
En cas d'utilisation de masque ou demi-masque : Respirateur à masque facial équipé d'une cartouche ou d'une boîte filtrante contre les vapeurs organiques/gaz acides: Type A. L'usage d'appareils respiratoires doit se conformer strictement aux instructions du fabricant et aux réglementations qui régissent leurs choix et leurs utilisations.

Protection des yeux S'il y a un risque d'éclaboussures, porter : Lunettes de sécurité avec protections latérales. ou. Écran facial.

FDS n° : 30207

TOTAL FIOUL PREMIER (TFP)

Date de révision: 2017-08-08

Version 10.01

Protection de la peau et du corps

Porter les vêtements de protection appropriés. vêtements imperméables aux hydrocarbures. Chaussures ou bottes de sécurité.

Protection des mains

Gants résistants aux hydrocarbures aromatiques. Veuillez observer les instructions concernant la perméabilité et le temps de pénétration qui sont fournies par le fournisseur de gants. Prendre également en considération les conditions locales spécifiques dans lesquelles le produit est utilisé, telles que le risque de coupures, d'abrasion et le temps de contact.

Note: les gants en PVA ne sont pas imperméables à l'eau et ne conviennent pas pour une opération d'urgence.

Exposition répétée ou prolongée			
Matière des gants	Épaisseur du gant	Temps de pénétration	Remarques
PVA	(*)	> 480 min	EN 374 (*) toute épaisseur
Caoutchouc fluoré	(*)	> 480 min	EN 374 (*) toute épaisseur
Caoutchouc nitrile	> 0.3 mm	> 480 min	EN 374

En cas de contact par projection:			
Matière des gants	Épaisseur du gant	Temps de pénétration	Remarques
Néoprène	> 0.5 mm	> 60 min	EN 374
PVC	> 0.2 mm	> 60 mn	EN 374

Contrôles d'exposition liés à la protection de l'environnement

Informations générales

Empêcher le produit de pénétrer dans les égouts, les cours d'eau ou le sol.

Rubrique 9 : PROPRIÉTÉS PHYSIQUES ET CHIMIQUES

9.1. Informations sur les propriétés physiques et chimiques essentielles

Aspect	limpide		
Couleur	rouge		
État physique @20°C	liquide		
Odeur	caractéristique		
Seuil olfactif	Pas d'information disponible		
Propriété	Valeurs	Remarques	Méthode
pH		Non applicable	
Point/intervalle de fusion		Pas d'information disponible	
Point/intervalle d'ébullition	150 - 380 °C 302 - 716 °F		EN ISO 3405 EN ISO 3405
Point d'éclair	> 55 °C > 131 °F		ISO 2719 ISO 2719
Taux d'évaporation		Non applicable	
Limites d'inflammabilité dans l'air			
supérieure	5 %		
inférieure	0.5 %		
Pression de vapeur	< 1 kPa @ 37.8 °C		EN 13016-1
Densité de vapeur	> 5		
Densité relative		Pas d'information disponible	
Masse volumique	830 - 880 kg/m³	@ 15 °C	ISO 12185

FDS n° : 30207

TOTAL FIOUL PREMIER (TFP)

Date de révision: 2017-08-08

Version 10.01

Hydrosolubilité	Non applicable	
Solubilité dans d'autres solvants	Soluble dans un grand nombre de solvants organiques usuels	
logPow	Non applicable	
Température d'auto-inflammabilité	> 250 °C > 482 °F	ASTM E659 ASTM E659
Température de décomposition	Pas d'information disponible	
Viscosité, cinématique	< 7 mm ² /s @ 40 °C	ISO 3104
Propriétés explosives	Non considéré comme explosif sur la base de la teneur en oxygène et de la structure chimique	
Propriétés comburantes	D'après la structure chimique des constituants, ce produit n'est pas considéré comme ayant des propriétés oxydantes	
Possibilité de réactions dangereuses	Aucune dans les conditions normales d'utilisation	

9.2. Autres informations

Point de congélation Pas d'information disponible

Rubrique 10 : STABILITÉ ET RÉACTIVITÉ

10.1. Réactivité

Informations générales Pas d'information disponible.

10.2. Stabilité chimique

Stabilité Stable dans les conditions recommandées de manipulation et de stockage.

10.3. Possibilité de réactions dangereuses

Réactions dangereuses Aucune dans les conditions normales d'utilisation.

10.4. Conditions à éviter

Conditions à éviter La chaleur (températures supérieures au point d'éclair), les étincelles, les points d'ignition, les flammes, l'électricité statique.

10.5. Matières incompatibles

Matières à éviter Oxydants forts. Acides forts. Bases fortes. (herbicides...). Halogènes.

10.6. Produits de décomposition dangereux

Produits de décomposition dangereux Aucun dans les conditions normales d'utilisation.

Rubrique 11 : INFORMATIONS TOXICOLOGIQUES

11.1. Informations sur les effets toxicologiques

FDS n° : 30207

TOTAL FIOUL PREMIER (TFP)

Date de révision: 2017-08-08

Version 10.01

Toxicité aiguë Effets locaux Informations sur le produit

Informations générales	La toxicité aiguë a été correctement caractérisée dans un grand nombre de recherches réalisées conformément aux BPL suite à une exposition orale, cutanée ou par inhalation. La classification est basée sur les résultats d'une étude de toxicité aiguë par inhalation.
Contact avec la peau	Des échantillons de la substance ont été testés dans des études d'irritation cutanée. Basé sur un score d'érythème moyen de 3,9 et 2,5 (24, 72 heures) et un score d'œdème moyen de 2,96 et 1,5 (24, 72 heures), les gas oils sont irritants pour la peau. Peut causer des irritations de la peau et/ou dermatites.
Contact avec les yeux	Cette substance ne répond pas aux critères de classification de l'UE. Une étude clé a indiqué que le produit n'est pas irritant pour les yeux. Peut provoquer une irritation légère.
Inhalation	. L'inhalation de vapeurs à haute concentration peut provoquer une irritation du système respiratoire. Risque de dépression du système nerveux central avec nausées, maux de tête, vertiges, vomissements et perte de coordination.
Ingestion	. L'ingestion peut provoquer une irritation de l'appareil digestif, des nausées, des vomissements et des diarrhées. Risque de dépression du système nerveux central. L'aspiration peut provoquer un œdème pulmonaire et une pneumonie.
ATEmix (voie orale)	2,009.00 mg/kg
ATEmix (voie cutanée)	5,022.00 mg/kg
ATEmix (inhalation-poussière/brouillard)	1.50 mg/l
ATEmix (inhalation-vapeur)	11.00 mg/l

Toxicité aiguë - Informations sur les composants

Nom Chimique	DL50 oral	DL50 dermal	CL50 par inhalation
Combustibles, diesels	LD50 > 2000 mg/kg bw (rat - OECD 401)	LD50 > 5000 mg/kg bw (rabbit - OECD 434)	LC50 (4h) > 4.10 mg/l (aerosol) (rat - OECD 403)

Sensibilisation

Sensibilisation	Il n'existe aucune donnée indiquant que la substance présente un potentiel de sensibilisation respiratoire et cutanée.
------------------------	--

Effets spécifiques

Cancérogénicité	Une activité cancérogène est rapportée en présence d'irritation cutanée répétée. Sur la base de cette information et de l'analyse des HAP, ce type de gazole peut montrer un faible potentiel cancérogène. Les résultats d'autres études étayent la classification.
------------------------	---

Nom Chimique	Union Européenne
Combustibles, diesels 68334-30-5	Carc. 2 (H351)

Mutagénicité

.

FDS n° : 30207

TOTAL FIOUL PREMIER (TFP)

Date de révision: 2017-08-08

Version 10.01

Mutagénicité sur les cellules germinales

Le potentiel mutagène de la substance a été largement étudié dans une série d'études in-vivo et in-vitro. Sur la base d'études de mutagenèse in vivo et in vitro et de leurs faibles biodisponibilités, les distillats ne répondent pas aux critères de classification de l'UE. Sur la base du test d'Ames modifié, les gas oils contenant des produits craqués ont montré un potentiel génotoxique.

Toxicité pour la reproduction

Toutes les études animales montrent que cette substance n'a pas d'effet sur le développement et n'a pas d'effet négatif sur la reproduction. Cette substance ne répond pas aux critères de classification de l'UE.

Toxicité par administration répétée

Effets sur les organes-cibles (STOT)

Toxicité systémique spécifique pour certains organes cibles (exposition unique) Les études ne mettent pas en évidence de formes sévères d'effets toxiques aigus systémiques.

Toxicité systémique spécifique pour certains organes cibles (exposition répétée) La toxicité à doses répétées de la substance a été étudiée après une exposition cutanée et par inhalation de différentes durées. Les études ne mettent pas en évidence de formes sévères d'effets toxiques chroniques systémiques.

Toxicité par aspiration

Le fluide peut pénétrer dans les poumons et occasionner des lésions (pneumonie chimique, potentiellement mortelle).

Autres informations

Autres informations

Non concerné.

Rubrique 12 : INFORMATIONS ÉCOLOGIQUES

12.1. Toxicité

Toxique pour les organismes aquatiques, peut entraîner des effets néfastes à long terme pour l'environnement aquatique.

Toxicité aiguë pour le milieu aquatique - Informations sur le produit

Pas d'information disponible.

Toxicité aiguë pour le milieu aquatique - Informations sur les composants

Nom Chimique	Toxicité pour les algues	Toxicité pour la daphnie et les autres invertébrés aquatiques.	Toxicité pour le poisson	Toxicité pour les microorganismes
Combustibles, diesels 68334-30-5	EL50 (72 h) 22 mg/l (Pseudokirchnerella subcapitata - OECD 201) EL50 (72 h) 2.9 mg/l (Pseudokirchnerella subcapitata - OECD 201)	EL50 (48 h) 68 mg/l (Daphnia magna - OECD 202) EL50 (48 h) 5.3 mg/l (Daphnia magna - OECD 202)	LL50 (96 h) 21 mg/l (Oncorhynchus mykiss - OECD 203) LL50 (96 h) 3.2 mg/l (Menidia beryllina – US EPA/600/4-85/013)	

Toxicité chronique pour le milieu aquatique - Informations sur le produit

Pas d'information disponible.

FDS n° : 30207

TOTAL FIOUL PREMIER (TFP)

Date de révision: 2017-08-08

Version 10.01

Toxicité chronique pour le milieu aquatique - Informations sur les composants

Nom Chimique	Toxicité pour les algues	Toxicité pour la daphnie et les autres invertébrés aquatiques.	Toxicité pour le poisson	Toxicité pour les microorganismes
Combustibles, diesels 68334-30-5		NOEL (21d) 0.2 mg/l (Daphnia magna - OECD 211)	NOEL (14/28d) 0.083 mg/l (Oncorhynchus mykiss - QSAR Petrotox)	

Effets sur les organismes terrestres

Pas d'information disponible.

12.2. Persistance et dégradabilité

Informations générales

La substance est une UVCB. Les tests standard ne sont pas appropriés pour ce paramètre.

12.3. Potentiel de bioaccumulation

Informations sur le produit

La substance est une UVCB. Les tests standard ne sont pas appropriés pour ce paramètre.

logPow

Non applicable

Informations sur les composants

12.4. Mobilité dans le sol

Mobilité				
Méthode	Compartiment	Résultat	(%)	Remarques
Répartition dans le milieu en pourcentage (calcul selon la méthode Mackay, niveau III)	Sol		62.86	
Répartition dans le milieu en pourcentage (calcul selon la méthode Mackay, niveau III)	Sédiment		12.64	
Répartition dans le milieu en pourcentage (calcul selon la méthode Mackay, niveau III)	Eau		0.14	
Répartition dans le milieu en pourcentage (calcul selon la méthode Mackay, niveau III)	Air		24.36	

Sol

Compte tenu de ses caractéristiques physico-chimiques, le produit est, en général, mobile dans le sol. Peut contaminer les eaux souterraines.

Air

La volatilisation dépend de la constante de Henry, qui n'est pas applicable aux UVCB.

Eau

Le produit s'étale à la surface de l'eau. Une faible fraction peut se solubiliser dans l'eau. Dans l'eau, la majorité des composants de ce produit seront adsorbés par les sédiments. Les produits ne s'hydrolysent pas en raison de l'absence de groupe fonctionnel réactif.

12.5. Résultats des évaluations PBT et VPVB

Évaluation PBT et vPvB

La concentration d'anthracène dans cette substance n'excède pas 0,1 % (CONCAWE

FDS n° : 30207

TOTAL FIOUL PREMIER (TFP)

Date de révision: 2017-08-08

Version 10.01

2010). Aucune autre structure d'hydrocarbure représentatif ne répond aux critères PBT/vPvB. Ce mélange ne contient pas de substance considérée comme persistante, ni bioaccumalable ni toxique (PBT).

12.6. Autres effets néfastes

Informations générales Pas d'information disponible.

Rubrique 13 : CONSIDERATIONS RELATIVES À L'ÉLIMINATION

13.1. Méthodes de traitement des déchets

Déchets de résidus / produits non utilisés	Éliminer conformément aux Directives Européennes sur les déchets et les déchets dangereux.
Emballages contaminés	Les emballages vides peuvent contenir des vapeurs inflammables ou explosives. Ne pas découper, souder, percer, brûler ou incinérer des conteneurs vides, sauf s'ils ont été correctement nettoyés et déclarés sans danger. Les conteneurs vides doivent être acheminés vers un site agréé pour le traitement des déchets à des fins de recyclage ou d'élimination.
No de déchet suivant le CED	Selon le code européen des déchets (CED) le code de déchet n'est pas relatif au produit lui-même mais à son application. Le code de déchet doit être attribué par l'utilisateur, selon l'application du produit.

Rubrique 14 : INFORMATIONS RELATIVES AU TRANSPORT

ADR/RID

UN/ID No	UN1202
Désignation officielle de transport	HUILE DE CHAUFFE LEGERE
Désignation officielle de transport	HUILE DE CHAUFFE LEGERE
Classe de danger	3
Groupe d'emballage	III
Étiquettes ADR/RID	3
Danger pour l'environnement	Oui
Code de classification	F1
Dispositions spéciales	640L, 363, 664
Code de restriction en tunnels	(D/E)
Numéro d'identification du danger	30
Description	UN1202, HUILE DE CHAUFFE LÉGÈRE, 3, III, Environmentally Hazardous
Quantités exceptées	E1
Quantité limitée	5 L

IMDG/IMO

UN/ID No	UN1202
Désignation officielle de transport	Heating oil, light
Classe de danger	3

FDS n° : 30207

TOTAL FIOUL PREMIER (TFP)

Date de révision: 2017-08-08

Version 10.01

Groupe d'emballage	III
Polluant marin	P
No EMS	F-E, S-E
Description	UN1202, Heating oil, light, 3, III, (55°C c.c.), Marine Pollutant
Dispositions spéciales	363
Quantités exceptées	E1
Quantité limitée	5 L

ICAO/IATA

UN/ID No	UN1202
Désignation officielle de transport	Diesel fuel
Classe de danger	3
Groupe d'emballage	III
Code ERG	3L
Dispositions spéciales	A3
Description	UN1202, Diesel fuel, 3, III
Quantités exceptées	E1
Quantité limitée	10 L

ADN

UN/ID No	UN1202
Désignation officielle de transport	HUILE DE CHAUFFE LEGERE
Désignation officielle de transport	HUILE DE CHAUFFE LEGERE
Classe de danger	3
Etiquettes de danger	3
Groupe d'emballage	III
Danger pour l'environnement	Oui
Code de classification	F1
Dispositions spéciales	363, 640L
Description	UN1202, HUILE DE CHAUFFE LÉGÈRE, 3, III, Environmentally Hazardous
Quantités exceptées	E1
Quantité limitée	5 L
Ventilation	VE01

Rubrique 15 : INFORMATIONS RÉGLEMENTAIRES

15.1. Réglementations/législation particulières à la substance ou au mélange en matière de sécurité, de santé et d'environnement

Union Européenne

REACH

Toutes les substances contenues dans ce mélange ont été pré-enregistrées, enregistrées ou sont exemptées d'enregistrement conformément au Règlement (CE) No. 1907/2006 (REACH)

Inventaires Internationaux Toutes les substances contenues dans ce produit sont listées ou exemptées

FDS n° : 30207

TOTAL FIOUL PREMIER (TFP)

Date de révision: 2017-08-08

Version 10.01

d'enregistrement dans les inventaires suivants :
Europe (EINECS/ELINCS/NLP)

Information supplémentaire**15.2. Évaluation de la sécurité chimique**

Évaluation de la sécurité chimique voir scénarios d'exposition

15.3. Information sur les législations nationales**France**

- Arrêté du 1er juillet 2004 fixant les règles techniques et de sécurité applicables au stockage de produits pétroliers dans les lieux non visés par la législation des installations classées ni la réglementation des établissements recevant du public.
- ICPE : rubrique 4734 (Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution) - 1434 (Liquides inflammables, liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C) - 1435 (Stations-services) - 1436 (Stockage ou emploi de liquides combustibles de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C)
- Décret n° 2003-1254 du 23 décembre 2003 relatif à la prévention du risque chimique (JORF du 02 mars 2004)
- Code de la Sécurité Sociale: • Art. L 461-6, Art. D.461-1, annexe A, n° 601 (Tableau des maladies professionnelles)

Maladies Professionnelles

Tableau(x) applicable(s) n° 4bis

Rubrique 16 : AUTRES INFORMATIONS**Texte complet des Phrases-H citées dans les sections 2 et 3**

H226 - Liquide et vapeurs inflammables

H304 - Peut être mortel en cas d'ingestion et de pénétration dans les voies respiratoires

H315 - Provoque une irritation cutanée

H332 - Nocif par inhalation

H351 - Susceptible de provoquer le cancer par inhalation

H373 - Risque présumé d'effets graves pour les reins/ le foie/ les yeux/ le cerveau/ le du système digestif/ le système nerveux central à la suite d'expositions répétées ou d'une exposition prolongée en cas d'ingestion

H411 - Toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme

Abbreviations, acronymes

ACGIH = American Conference of Governmental Industrial Hygienists = Association américaine des hygiénistes industriels gouvernementaux

bw = body weight = poids corporel

bw/day = body weight/day = poids corporel par jour

EC x = Effect Concentration associated with x% response = concentration de l'effet associé à une réaction de x %

GLP = Good Laboratory Practice - BPL = Bonnes Pratiques de Laboratoire

IARC = International Agency for Research of Cancer = Agence internationale pour la recherche sur le cancer

LC50 = 50% Lethal Concentration = CL50 - Concentration Létale 50% - Concentration du produit chimique, dans l'air ou dans l'eau, qui cause la mort de 50% (la moitié) du groupe d'animaux testés

LD50 = 50% Lethal Dose = LD50 - Dose Létale 50% - Dose du produit chimique, qui, donnée en une fois, cause la mort de 50% (la moitié) du groupe d'animaux testés

LL = Lethal Loading = Charge létale

NIOSH = National Institute of Occupational Safety and Health = Institut national Américain de sécurité et santé au travail



FDS n° : 30207

TOTAL FIOUL PREMIER (TFP)

Date de révision: 2017-08-08

Version 10.01

NOAEL = No Observed Adverse Effect Level = Dose sans effet nocif observé
 NOEC = No Observed Effect Concentration = Concentration sans effet observé
 NOEL = No Observed Effect Level = Dose sans effet observé
 OECD = Organization for Economic Co-operation and Development = OCDE - Organisation de Coopération et Développement Economiques
 OSHA = Occupational Safety and Health Administration = Ministère pour la sécurité et la santé au travail (Etats Unis d'Amérique)
 UVCB = Substance of unknown or Variable composition, Complex reaction products or Biological material = Substance de composition inconnue ou variable, produits de réactions complexes ou matériel biologique
 DNEL = Derived No Effect Level = Dose dérivée sans effet
 PNEC = Predicted No Effect Concentration = Concentration prévisible sans effet
 dw = dry weight = poids sec
 fw = fresh water = eau douce
 mw = marine water = eau de mer
 or = occasional release = relargage occasionnel

Légende Section 8

VME : Valeur limite Moyenne d'Exposition

VLCT : Valeur Limite Court Terme

TWA (Time Weight Average) : Valeur moyenne d'exposition

STEL (Short Term Exposure Limit) : Valeur limite d'exposition à court terme

+	Produit sensibilisant	*	Désignation de la peau
**	Désignation du Danger	C:	Cancérogène
M:	Mutagène	R:	Toxique pour la reproduction

Date de révision:

2017-08-08

Révision

sections de la FDS mises-à-jour: 1, 2, 3, 9, 11, 14, 15, 16.

Cette fiche de données de sécurité est conforme aux exigences du Règlement (CE) No. 1907/2006

Cette fiche complète les notices techniques d'utilisation mais ne les remplace pas. Les renseignements qu'elle contient sont basés sur l'état de nos connaissances relatives au produit concerné, à la date indiquée. Ils sont donnés de bonne foi. L'attention des utilisateurs est en outre attirée sur les risques éventuellement encourus lorsqu'un produit est utilisé à d'autres usages que celui pour lequel il est conçu. Elle ne dispense en aucun cas l'utilisateur de connaître et d'appliquer l'ensemble des textes réglementant son activité. Il prendra sous sa seule responsabilité les précautions liées à l'utilisation qu'il fait du produit. L'ensemble des prescriptions réglementaires mentionnées a simplement pour but d'aider le destinataire à remplir les obligations qui lui incombent. Cette énumération ne peut pas être considérée comme exhaustive. Le destinataire doit s'assurer que d'autres obligations ne lui incombent pas en raison de textes autres que ceux cités.

Fin de la Fiche de Données de Sécurité

ES05003

Version 1.0

Nom commercial / désignation Vacuum Gas oils (VGO) - Hydrocracked Gas Oils (HGO) - Distillate fuel oils

1. Scénario d'exposition

Au niveau industriel, Distribution de la substance.

Descripteur des usages

Secteur d'utilisation

SU3 - Production Industrielle (Tout)

Catégorie de procédé

PROC1 - Utilisation dans des processus fermés, exposition improbable

PROC2 - Utilisation dans des processus fermés continus avec exposition momentanée maîtrisée

PROC3 - Utilisation dans des processus fermés par lots (synthèse ou formulation)

PROC4 - Utilisation dans des processus par lots et d'autres processus (synthèse) pouvant présenter des possibilités d'exposition

PROC8a - Transfert de substance ou de préparation (chargement/déchargement) à partir de récipients ou de grands conteneurs, ou vers ces derniers, dans des installations non spécialisées

PROC8b - Transfert de substance ou de préparation (chargement/déchargement) à partir de récipients ou de grands conteneurs, ou vers ces derniers, dans des installations spécialisées

PROC9 - Transfert de substance ou préparation dans de petits conteneurs (chaîne de remplissage spécialisée, y compris pesage)

PROC15 - Utilisation en tant que réactif de laboratoire

Catégorie de rejet dans l'environnement

ERC1 - Fabrication de substances

ERC2 - Formulation de préparations

ERC3 - Formulations dans les matériaux

ERC4 - Utilisation industrielle d'adjuvants de fabrication dans des processus et des produits, qui ne deviendront pas partie intégrante des articles

ERC5 - Utilisation industrielle entraînant l'inclusion sur ou dans une matrice

ERC6a - Utilisation industrielle ayant pour résultat la fabrication d'une autre substance (utilisation d'intermédiaires)

ERC6b - Utilisation industrielle d'adjuvants de fabrication réactifs

ERC6c - Utilisation industrielle de monomères pour la fabrication de thermoplastiques

ERC6d - Utilisation industrielle de régulateurs de processus pour les processus de polymérisation dans la production de résines, caoutchouc, polymères

ERC7 - Utilisation industrielle de substances en systèmes clos

Catégorie spécifique de rejet dans l'environnement (SERC)

ESVOC SpERC 1.1b. v1.

Processus, tâches et activités couverts

Le chargement de vrac (y compris les navires de mer/barges, wagons/camions et chargement de GRV Grand Récipient Vrac) de la substance dans des systèmes clos ou confinés, y compris les expositions accidentelles pendant l'échantillonnage de la substance, son stockage, son déchargement, son entretien ainsi que les activités de laboratoire annexes.

2. Conditions opérationnelles et mesures de gestion des risques

2.1. Maîtrise de l'exposition de l'environnement

Caractéristiques du Produit

La substance est une UVCB. Principalement hydrophobe.

Quantités utilisées

:

Fraction du tonnage européen utilisé dans la région : 0.1

Tonnage pour utilisation régionale (tonnes/an) : 2.8E+7

Fraction du tonnage régional utilisé localement : 0.002

Tonnage annuel du site (en tonnes/an) : 5.6E+4

Tonnage quotidien maximal du site (en kg/jour) : 1.9E+5

Fréquence et la durée d'utilisation Rejets continus

Jours d'émission (jours/an) : 300

Facteurs environnementaux qui ne sont pas influencés par la gestion du risque

-

Facteur de dilution locale dans l'eau douce : 10
 Facteur de dilution locale dans l'eau de mer : 100

Autres conditions opérationnelles d'utilisation affectant l'exposition de l'environnement

.

Fraction libérée dans l'air du procédé (rejet initial avant mesures de gestion des risques) : 1.0E-3
 Fraction libérée dans les eaux usées du procédé (rejet initial avant mesures de gestion des risques) : 1.0E-6
 Fraction libérée dans le sol du procédé (rejet initial avant mesure de gestion des risques) : 0.00001

Conditions techniques et mesures au niveau du procédé pour empêcher les émissions

Les pratiques courantes varient selon les sites, des estimations de rejets de process conservatrices sont donc utilisées.

Conditions techniques et mesures sur-site pour réduire ou limiter les écoulements, les émissions dans l'air et les rejets dans le sol

Le risque lié à une exposition environnementale est induit par les hommes via une exposition indirecte (principalement l'ingestion). Éviter le déversement de substances non dissoutes dans les eaux usées du site ou les récupérer.
 Aucun traitement des eaux usées requis

Traiter les émissions atmosphériques pour assurer une efficacité d'épuration typique de (%) : 90
 Traiter les eaux usées sur site (avant rejet dans la masse d'eau) pour assurer l'efficacité d'épuration requise de (%) : ≥ 0
 En cas d'évacuation dans l'unité de traitement des eaux usées domestiques, assurer l'efficacité d'épuration requise des eaux usées sur site de (%) : ≥ 0

Mesures organisationnelles pour prévenir/limiter les émissions à partir du site

Éviter le déversement de substances non dissoutes dans les eaux usées du site ou les récupérer. Ne pas épandre de boues industrielles sur des sols naturels. Les boues doivent être incinérées, contenues ou récupérées.

Conditions et mesures relatives à la station d'épuration municipale

:

Taux estimé de récupération de la substance dans les eaux usées par traitement des eaux usées domestiques (%) : 94.1
 Efficacité totale de l'épuration des eaux usées après RMM sur site et hors site (unité de traitement des eaux domestiques) (%) : 94.1
 Tonnage maximal admissible du site (Msafe) sur la base d'un rejet après récupération totale par traitement des eaux usées (kg/j) : 2.9E+6
 Débit de l'unité de traitement des eaux usées domestiques pris en charge (m³ / j) : 2000

Conditions et mesures relatives au traitement externe des déchets pour élimination

La traitement et l'élimination externes des déchets doivent être conformes aux réglementations locales et/ou nationales applicables.

Conditions et mesures relatives à la valorisation externe des déchets

La traitement et l'élimination externes des déchets doivent être conformes aux réglementations locales et/ou nationales applicables.

Remarques

Les informations supplémentaires concernant le principe d'identification des conditions opératoires (OC) et des Mesures de Maîtrise du Risque (RMM) se trouvent dans le dossier Petrorisk

2.2. Maîtrise de l'exposition - Travailleurs ou Consommateurs**Caractéristiques du Produit****État physique**

Liquide, pression de vapeur < 0,5 kPa à température et pression normales

Concentration de la substance dans le produit

Couvre un pourcentage de la substance dans le produit inférieur ou égal à 100 % (sauf mention contraire).

Fréquence et la durée d'utilisation

Couvre les expositions quotidiennes allant jusqu'à 8 heures (sauf mention contraire)

Autres conditions opérationnelles affectant l'exposition

Opération réalisée à température élevée (> 20°C supérieure à la température ambiante). Suppose qu'un bon niveau d'hygiène du

travail est respecté.

2.2a. Maîtrise de l'exposition des travailleurs	
Scénarios participants	Conditions opérationnelles et mesures de gestion des risques
Mesures générales applicables à toutes les activités	Contrôler tout risque d'exposition en vérifiant par exemple s'il s'agit de systèmes confinés ou clos si les installations sont correctement conçues et entretenues, s'il existe un bon niveau de ventilation générale. Vidanger les systèmes et les lignes de transfert avant la rupture du confinement. Vidanger et rincer les équipements si possible avant les opérations d'entretien. Lorsqu'il existe un risque d'exposition : veiller à ce que le personnel concerné soit informé de la nature de l'exposition encourue et qu'il ait connaissance des mesures de base pour limiter les expositions ; veiller à la disponibilité d'équipements de protection individuelle ; nettoyer les déversements et éliminer les déchets conformément aux exigences réglementaires ; surveiller l'efficacité des mesures de contrôle ; envisager la nécessité d'une surveillance médicale; identifier et mettre en œuvre des actions correctives.
Mesures générales (agents irritants pour la peau)	Éviter tout contact direct du produit avec la peau. Identifier les zones de la peau susceptibles d'être en contact indirect avec le produit. Porter des gants (testés selon la norme EN374) si les mains sont susceptibles d'être en contact avec la substance. Nettoyer immédiatement toute contamination/tout déversement. Laver immédiatement toute contamination de la peau. Assurer une formation de base du personnel pour éviter/réduire les expositions et signaler tout problème de peau pouvant se développer par la suite.
Expositions générales (systèmes clos)	Manipuler la substance dans un système clos.
Expositions générales (systèmes ouverts)	Port de gants appropriés conformes à la norme EN374.
Échantillonnage	Aucune autre mesure spécifique identifiée.
Chargement et déchargement de vrac en milieu clos	Manipuler la substance dans un système clos. Port de gants appropriés conformes à la norme EN374.
Chargement et déchargement de vrac en milieu ouvert	Port de gants appropriés conformes à la norme EN374.
Nettoyage et maintenance des équipements	Vidanger et rincer le système avant première utilisation ou entretien des équipements. Port de gants résistants aux produits chimiques (conformes à la norme EN374) associé à une formation de base du personnel.
Activités de laboratoire	Aucune autre mesure spécifique identifiée.
Remplissage de fûts et de petits récipients	Port de gants appropriés conformes à la norme EN374.
Stockage	Manipuler la substance dans un système clos.

2.2b. Maîtrise de l'exposition des consommateurs	
Catégorie(s) de produit	Conditions opérationnelles et mesures de gestion des risques
Non applicable	

3. Evaluation de l'exposition et références

Santé

L'outil ECETOC d'évaluation des risques (TRA) a été utilisé afin d'évaluer le risque d'exposition sur le lieu de travail (sauf indication contraire)

Environnement

La méthode des blocs d'hydrocarbures a été utilisée pour calculer le taux d'exposition environnementale avec le modèle Petrorisk.

4. Guide de conformité au scénario d'exposition à l'intention des Utilisateurs en Aval (DU)**Santé**

Le risque d'exposition prévu ne doit pas dépasser les DN(M)EL dès lors que les mesures de gestion des risques/conditions opérationnelles décrites en Section 2 sont mises en œuvre. Dans le cas où d'autres mesures de gestion des risques/conditions opérationnelles sont adoptées, les utilisateurs doivent s'assurer que les risques sont contrôlés à des niveaux au moins équivalents. Les données disponibles relatives aux dangers ne permettent pas la dérivation d'un DNEL pour les risques d'irritation de la peau. Les données disponibles relatives aux dangers ne nécessitent pas d'établir de DNEL pour d'autres risques pour la santé. Les Mesures de gestion des risques sont établies d'après une caractérisation qualitative des effets sur la santé.

Environnement

Les conseils fournis sont basés sur des conditions d'exploitation supposées, pouvant ne pas s'appliquer à tous les sites : une mise à l'échelle peut donc s'avérer nécessaire afin de définir des mesures adaptées de gestion des risques propres au site. Le rendement d'élimination requis pour les eaux usées peut être atteint par l'application de technologies sur site/hors site, soit seules ou en combinaison. Pour obtenir l'efficacité nécessaire d'élimination de l'air, utiliser les technologies sur site, seules ou combinées. De plus amples détails sur les technologies de contrôle et de mise à l'échelle sont fournis dans la fiche de donnée SpERC (<http://cefic.org/en/reach-for-industries-libraries.html>).

ES05004

Version 1.0

Nom commercial / désignation Vacuum Gas oils (VGO) - Hydrocracked Gas Oils (HGO) - Distillate fuel oils

1. Scénario d'exposition

Formulation et (re)conditionnement de substances et de mélanges, Au niveau industriel.

Descripteur des usages

Secteur d'utilisation

SU3 - Production Industrielle (Tout)

SU10 - Formulation [mélange] de préparations et/ou reconditionnement (sauf alliages)

Catégorie de procédé

PROC1 - Utilisation dans des processus fermés, exposition improbable

PROC2 - Utilisation dans des processus fermés continus avec exposition momentanée maîtrisée

PROC3 - Utilisation dans des processus fermés par lots (synthèse ou formulation)

PROC4 - Utilisation dans des processus par lots et d'autres processus (synthèse) pouvant présenter des possibilités d'exposition importants)

PROC5 - Mélange dans des processus par lots pour la formulation de préparations et d'articles (contacts multiples et/ou importants)

PROC8a - Transfert de substance ou de préparation (chargement/déchargement) à partir de récipients ou de grands conteneurs, ou vers ces derniers, dans des installations non spécialisées

PROC8b - Transfert de substance ou de préparation (chargement/déchargement) à partir de récipients ou de grands conteneurs, ou vers ces derniers, dans des installations spécialisées

PROC9 - Transfert de substance ou préparation dans de petits conteneurs (chaîne de remplissage spécialisée, y compris pesage)

PROC14 - Production de préparations ou d'articles par pastillage, compression, extrusion, granulation

PROC15 - Utilisation en tant que réactif de laboratoire

Catégorie de rejet dans l'environnement

ERC2 - Formulation de préparations

Catégorie spécifique de rejet dans l'environnement (SERC)

ESVOC SpERC 2.2.v1.

Processus, tâches et activités couverts

Formulation, emballage et reconditionnement de la substance et de ses mélanges dans le cadre de processus continus ou par lots, y compris le stockage, les transferts de matières, le mélange, l'agglomération, la compression, le pastillage, l'extrusion, le conditionnement à petite et grande échelle, l'échantillonnage, l'entretien ainsi que les activités de laboratoire annexes.

2. Conditions opérationnelles et mesures de gestion des risques

2.1. Maîtrise de l'exposition de l'environnement

Caractéristiques du Produit

La substance est une UVCB. Principalement hydrophobe.

Quantités utilisées

:

Fraction du tonnage européen utilisé dans la région : 0.1

Tonnage pour utilisation régionale (tonnes/an) : 2.8E+7

Fraction du tonnage régional utilisé localement : 0.0011

Tonnage annuel du site (en tonnes/an) : 3.0E+4

Tonnage quotidien maximal du site (en kg/jour) : 1.0E+5

Fréquence et la durée d'utilisation

Rejets continus

Jours d'émission (jours/an) : 300

Facteurs environnementaux qui ne sont pas influencés par la gestion du risque

-

Facteur de dilution locale dans l'eau douce : 10

Facteur de dilution locale dans l'eau de mer : 100

Autres conditions opérationnelles d'utilisation affectant l'exposition de l'environnement

Fraction libérée dans l'air du procédé (rejet initial avant mesures de gestion des risques) : 1.0E-2
 Fraction libérée dans les eaux usées du procédé (rejet initial avant mesures de gestion des risques) : 2.0E-5
 Fraction libérée dans le sol du procédé (rejet initial avant mesure de gestion des risques) : 0.0001

Conditions techniques et mesures au niveau du procédé pour empêcher les émissions

Les pratiques courantes varient selon les sites, des estimations de rejets de process conservatrices sont donc utilisées.

Conditions techniques et mesures sur-site pour réduire ou limiter les écoulements, les émissions dans l'air et les rejets dans le sol

Le risque lié à une exposition environnementale est induit par le compartiment sédiments d'eau douce.
 Éviter le déversement de substances non dissoutes dans les eaux usées du site ou les récupérer.
 En cas d'évacuation vers l'unité de traitement des eaux usées domestiques, aucun traitement des eaux usées sur site n'est requis.

Traiter les émissions atmosphériques pour assurer une efficacité d'épuration typique de (%) : 0
 Traiter les eaux usées sur site (avant rejet dans la masse d'eau) pour assurer l'efficacité d'épuration requise de (%) : ≥ 59.9
 En cas d'évacuation dans l'unité de traitement des eaux usées domestiques, assurer l'efficacité d'épuration requise des eaux usées sur site de (%) : ≥ 0

Mesures organisationnelles pour prévenir/limiter les émissions à partir du site

Éviter le déversement de substances non dissoutes dans les eaux usées du site ou les récupérer. Ne pas épandre de boues industrielles sur des sols naturels. Les boues doivent être incinérées, contenues ou récupérées.

Conditions et mesures relatives à la station d'épuration municipale

:

Taux estimé de récupération de la substance dans les eaux usées par traitement des eaux usées domestiques (%) : 94.1
 Efficacité totale de l'épuration des eaux usées après RMM sur site et hors site (unité de traitement des eaux domestiques) (%) : 94.1
 Tonnage maximal admissible du site (Msafe) sur la base d'un rejet après récupération totale par traitement des eaux usées (kg/j) : 6.8E+5
 Débit de l'unité de traitement des eaux usées domestiques pris en charge (m³ / j) : 2000

Conditions et mesures relatives au traitement externe des déchets pour élimination

La traitement et l'élimination externes des déchets doivent être conformes aux réglementations locales et/ou nationales applicables.

Conditions et mesures relatives à la valorisation externe des déchets

La traitement et l'élimination externes des déchets doivent être conformes aux réglementations locales et/ou nationales applicables.

Remarques

Les informations supplémentaires concernant le principe d'identification des conditions opératoires (OC) et des Mesures de Maîtrise du Risque (RMM) se trouvent dans le dossier Petrorisk

2.2. Maîtrise de l'exposition - Travailleurs ou Consommateurs

Caractéristiques du Produit

État physique

Liquide, pression de vapeur < 0,5 kPa à température et pression normales

Concentration de la substance dans le produit

Couvrir un pourcentage de la substance dans le produit inférieur ou égal à 100 % (sauf mention contraire).

Fréquence et la durée d'utilisation

Couvrir les expositions quotidiennes allant jusqu'à 8 heures (sauf mention contraire)

Autres conditions opérationnelles affectant l'exposition

Suppose une utilisation pas plus de 20°C au-dessus de la température ambiante, sauf mention contraire. Suppose qu'un bon niveau d'hygiène du travail est respecté.

2.2a. Maîtrise de l'exposition des travailleurs	
Scénarios participants	Conditions opérationnelles et mesures de gestion des risques
Mesures générales applicables à toutes les activités	Contrôler tout risque d'exposition en vérifiant par exemple s'il s'agit de systèmes confinés ou clos si les installations sont correctement conçues et entretenues, s'il existe un bon niveau de ventilation générale. Vidanger les systèmes et les lignes de transfert avant la rupture du confinement. Vidanger et rincer les équipements si possible avant les opérations d'entretien. Lorsqu'il existe un risque d'exposition : veiller à ce que le personnel concerné soit informé de la nature de l'exposition encourue et qu'il ait connaissance des mesures de base pour limiter les expositions ; veiller à la disponibilité d'équipements de protection individuelle ; nettoyer les déversements et éliminer les déchets conformément aux exigences réglementaires ; surveiller l'efficacité des mesures de contrôle ; envisager la nécessité d'une surveillance médicale ; identifier et mettre en œuvre des actions correctives.
Mesures générales (agents irritants pour la peau)	Éviter tout contact direct du produit avec la peau. Identifier les zones de la peau susceptibles d'être en contact indirect avec le produit. Porter des gants (testés selon la norme EN374) si les mains sont susceptibles d'être en contact avec la substance. Nettoyer immédiatement toute contamination/tout déversement. Laver immédiatement toute contamination de la peau. Assurer une formation de base du personnel pour éviter/réduire les expositions et signaler tout problème de peau pouvant se développer par la suite.
Expositions générales (systèmes clos)	Manipuler la substance dans un système clos.
Expositions générales (systèmes ouverts)	Port de gants appropriés conformes à la norme EN374.
Échantillonnage	Aucune autre mesure spécifique identifiée.
Transferts en fûts/ par lots	Utiliser des pompes vide-fûts ou verser le contenu du conteneur avec précaution. Port de gants résistants aux produits chimiques (conformes à la norme EN374) associé à une formation de base du personnel.
Transferts de vrac	Manipuler la substance dans un système clos. Port de gants appropriés conformes à la norme EN374.
Opérations de mélange (systèmes ouverts)	Assurer une ventilation par extraction aux points où les émissions surviennent. Port de gants résistants aux produits chimiques (conformes à la norme EN374) associé à une formation de base du personnel.
Activités de laboratoire	Aucune autre mesure spécifique identifiée.
Production ou préparation d'articles par agglomération, compression, extrusion ou pastillage	Port de gants appropriés conformes à la norme EN374.
Remplissage de fûts et de petits récipients	Port de gants appropriés conformes à la norme EN374.
Nettoyage et maintenance des équipements	Vidanger le système avant l'ouverture ou l'entretien des équipements. Port de gants résistants aux produits chimiques (conformes à la norme EN374) associé à une formation de base du personnel.
Stockage	Stocker la substance dans un système clos.

2.2b. Maîtrise de l'exposition des consommateurs

Catégorie(s) de produit	Conditions opérationnelles et mesures de gestion des risques
Non applicable	

3. Evaluation de l'exposition et références

Santé

L'outil ECETOC d'évaluation des risques (TRA) a été utilisé afin d'évaluer le risque d'exposition sur le lieu de travail (sauf indication contraire)

Environnement

La méthode des blocs d'hydrocarbures a été utilisée pour calculer le taux d'exposition environnementale avec le modèle Petrorisk.

4. Guide de conformité au scenario d'exposition à l'intention des Utilisateurs en Aval (DU)

Santé

Le risque d'exposition prévu ne doit pas dépasser les DN(M)EL dès lors que les mesures de gestion des risques/conditions opérationnelles décrites en Section 2 sont mises en œuvre. Dans le cas où d'autres mesures de gestion des risques/conditions opérationnelles sont adoptées, les utilisateurs doivent s'assurer que les risques sont contrôlés à des niveaux au moins équivalents. Les données disponibles relatives aux dangers ne permettent pas la dérivation d'un DNEL pour les risques d'irritation de la peau. Les données disponibles relatives aux dangers ne nécessitent pas d'établir de DNEL pour d'autres risques pour la santé. Les Mesures de gestion des risques sont établies d'après une caractérisation qualitative des effets sur la santé.

Environnement

Les conseils fournis sont basés sur des conditions d'exploitation supposées, pouvant ne pas s'appliquer à tous les sites : une mise à l'échelle peut donc s'avérer nécessaire afin de définir des mesures adaptées de gestion des risques propres au site. Le rendement d'élimination requis pour les eaux usées peut être atteint par l'application de technologies sur site/hors site, soit seules ou en combinaison. Pour obtenir l'efficacité nécessaire d'élimination de l'air, utiliser les technologies sur site, seules ou combinées. De plus amples détails sur les technologies de contrôle et de mise à l'échelle sont fournis dans la fiche de donnée SpERC (<http://cefic.org/en/reach-for-industries-libraries.html>).

ES05015

Version 1.0

Nom commercial / désignation Vacuum Gas oils (VGO) - Hydrocracked Gas Oils (HGO) - Distillate fuel oils

1. Scénario d'exposition

Utilisation comme carburant, Au niveau industriel.

Descripteur des usages

Secteur d'utilisation

SU3 - Production Industrielle (Tout)

Catégorie de procédé

PROC1 - Utilisation dans des processus fermés, exposition improbable

PROC2 - Utilisation dans des processus fermés continus avec exposition momentanée maîtrisée

PROC3 - Utilisation dans des processus fermés par lots (synthèse ou formulation)

PROC8a - Transfert de substance ou de préparation (chargement/déchargement) à partir de récipients ou de grands conteneurs, ou vers ces derniers, dans des installations non spécialisées

PROC8b - Transfert de substance ou de préparation (chargement/déchargement) à partir de récipients ou de grands conteneurs, ou vers ces derniers, dans des installations spécialisées

PROC16 - Utilisation de matériaux comme sources de combustibles; il faut s'attendre à une exposition limitée à du produit non brûlé

Catégorie de rejet dans l'environnement

ERC7 - Utilisation industrielle de substances en systèmes clos

Catégorie spécifique de rejet dans l'environnement (SERC)

ESVOC SpERC 7.12a.v1.

Processus, tâches et activités couverts

Couvrir l'utilisation comme combustible (ou comme additifs de carburant) et comprend les activités associées à son transfert, à son utilisation, à l'entretien du matériel, et au traitement des déchets.

2. Conditions opérationnelles et mesures de gestion des risques

2.1. Maîtrise de l'exposition de l'environnement

Caractéristiques du Produit

La substance est une UVCB. Principalement hydrophobe.

Quantités utilisées

:

Fraction du tonnage européen utilisé dans la région : 0.1

Tonnage pour utilisation régionale (tonnes/an) : 4.5E+6

Fraction du tonnage régional utilisé localement : 0.34

Tonnage annuel du site (en tonnes/an) : 1.5E+6

Tonnage quotidien maximal du site (en kg/jour) : 5.0E+6

Fréquence et la durée d'utilisation

Rejets continus

Jours d'émission (jours/an) : 300

Facteurs environnementaux qui ne sont pas influencés par la gestion du risque

Facteur de dilution locale dans l'eau douce : 10

Facteur de dilution locale dans l'eau de mer : 100

Autres conditions opérationnelles d'utilisation affectant l'exposition de l'environnement

.

Fraction libérée dans l'air du procédé (rejet initial avant mesures de gestion des risques) : 5.0E-3

Fraction libérée dans les eaux usées du procédé (rejet initial avant mesures de gestion des risques) : 0.00001

Fraction libérée dans le sol du procédé (rejet initial avant mesure de gestion des risques) : 0

Conditions techniques et mesures au niveau du procédé pour empêcher les émissions

Les pratiques courantes varient selon les sites, des estimations de rejets de process conservatrices sont donc utilisées.

Conditions techniques et mesures sur-site pour réduire ou limiter les écoulements, les émissions dans l'air et les rejets dans le sol

Le risque lié à une exposition environnementale est induit par le compartiment sédiments d'eau douce.

En cas d'évacuation vers l'unité de traitement des eaux usées domestiques, aucun traitement des eaux usées sur site n'est requis.

Traiter les émissions atmosphériques pour assurer une efficacité d'épuration typique de (%) : 95

Traiter les eaux usées sur site (avant rejet dans la masse d'eau) pour assurer l'efficacité d'épuration requise de (%) : ≥ 97.7

En cas d'évacuation dans l'unité de traitement des eaux usées domestiques, assurer l'efficacité d'épuration requise des eaux usées sur site de (%) : ≥ 60.4

Mesures organisationnelles pour prévenir/limiter les émissions à partir du site

Éviter le déversement de substances non dissoutes dans les eaux usées du site ou les récupérer. Ne pas épandre de boues industrielles sur des sols naturels. Les boues doivent être incinérées, contenues ou récupérées.

Conditions et mesures relatives à la station d'épuration municipale

Taux estimé de récupération de la substance dans les eaux usées par traitement des eaux usées domestiques (%) : 94.1

Efficacité totale de l'épuration des eaux usées après RMM sur site et hors site (unité de traitement des eaux domestiques) (%) : 97.7

Tonnage maximal admissible du site (Msafe) sur la base d'un rejet après récupération totale par traitement des eaux usées (kg/j) : $5.0E+6$

Débit de l'unité de traitement des eaux usées domestiques pris en charge (m³ / j) : 2000

Conditions et mesures relatives au traitement externe des déchets pour élimination

Les émissions de combustion sont limitées par les moyens de maîtrise des émissions requis. Les émissions de combustion sont prises en compte dans l'évaluation de l'impact au niveau régional.

Conditions et mesures relatives à la valorisation externe des déchets

La valorisation et le recyclage externes des déchets doivent être conformes aux réglementations locales et/ou nationales en vigueur.

Remarques

Les informations supplémentaires concernant le principe d'identification des conditions opératoires (OC) et des Mesures de Maîtrise du Risque (RMM) se trouvent dans le dossier Petrorisk

2.2. Maîtrise de l'exposition - Travailleurs ou Consommateurs**Caractéristiques du Produit****État physique**

Liquide, pression de vapeur < 0,5 kPa à température et pression normales

Concentration de la substance dans le produit

Couvrir un pourcentage de la substance dans le produit inférieur ou égal à 100 % (sauf mention contraire).

Fréquence et la durée d'utilisation

Couvrir les expositions quotidiennes allant jusqu'à 8 heures (sauf mention contraire)

Autres conditions opérationnelles affectant l'exposition

Suppose une utilisation pas plus de 20°C au-dessus de la température ambiante, sauf mention contraire. Suppose qu'un bon niveau d'hygiène du travail est respecté.

2.2a. Maîtrise de l'exposition des travailleurs	
Scénarios participants	Conditions opérationnelles et mesures de gestion des risques
Mesures générales applicables à toutes les activités	Contrôler tout risque d'exposition en vérifiant par exemple s'il s'agit de systèmes confinés ou clos si les installations sont correctement conçues et entretenues, s'il existe un bon niveau de ventilation générale. Vidanger les systèmes et les lignes de transfert avant la rupture du confinement. Vidanger et rincer les équipements si possible avant les opérations d'entretien. Lorsqu'il existe un risque d'exposition : veiller à ce que le personnel concerné soit informé de la nature de l'exposition encourue et qu'il ait connaissance des mesures de base pour limiter les expositions ; veiller à la disponibilité d'équipements de protection individuelle ; nettoyer les déversements et éliminer les déchets conformément aux exigences réglementaires ; surveiller l'efficacité des mesures de contrôle ; envisager la nécessité d'une surveillance médicale; identifier et mettre en œuvre des actions correctives.
Mesures générales (agents irritants pour la peau)	Éviter tout contact direct du produit avec la peau. Identifier les zones de la peau susceptibles d'être en contact indirect avec le produit. Porter des gants (testés selon la norme EN374) si les mains sont susceptibles d'être en contact avec la substance. Nettoyer immédiatement toute contamination/tout déversement. Laver immédiatement toute contamination de la peau. Assurer une formation de base du personnel pour éviter/réduire les expositions et signaler tout problème de peau pouvant se développer par la suite.
Transferts de vrac	Port de gants appropriés conformes à la norme EN374.
Transferts en fûts/ par lots	Port de gants appropriés conformes à la norme EN374.
Utilisation comme carburant (systèmes clos)	Aucune autre mesure spécifique identifiée.
Nettoyage et maintenance des équipements	Vidanger le système avant l'ouverture ou l'entretien des équipements. Port de gants résistants aux produits chimiques (conformes à la norme EN374) associé à une formation de base du personnel.
Stockage	Manipuler la substance dans un système clos.

2.2b. Maîtrise de l'exposition des consommateurs	
Catégorie(s) de produit	Conditions opérationnelles et mesures de gestion des risques
Non applicable	

3. Evaluation de l'exposition et références

Santé

L'outil ECETOC d'évaluation des risques (TRA) a été utilisé afin d'évaluer le risque d'exposition sur le lieu de travail (sauf indication contraire)

Environnement

La méthode des blocs d'hydrocarbures a été utilisée pour calculer le taux d'exposition environnementale avec le modèle Petrorisk.

4. Guide de conformité au scénario d'exposition à l'intention des Utilisateurs en Aval (DU)

Santé

Le risque d'exposition prévu ne doit pas dépasser les DN(M)EL dès lors que les mesures de gestion des risques/conditions opérationnelles décrites en Section 2 sont mises en œuvre. Dans le cas où d'autres mesures de gestion des risques/conditions opérationnelles sont adoptées, les utilisateurs doivent s'assurer que les risques sont contrôlés à des niveaux au moins équivalents. Les données disponibles relatives aux dangers ne permettent pas la dérivation d'un DNEL pour les risques d'irritation de la peau.

Les données disponibles relatives aux dangers ne nécessitent pas d'établir de DNEL pour d'autres risques pour la santé. Les Mesures de gestion des risques sont établies d'après une caractérisation qualitative des effets sur la santé.

Environnement

Les conseils fournis sont basés sur des conditions d'exploitation supposées, pouvant ne pas s'appliquer à tous les sites : une mise à l'échelle peut donc s'avérer nécessaire afin de définir des mesures adaptées de gestion des risques propres au site. Le rendement d'élimination requis pour les eaux usées peut être atteint par l'application de technologies sur site/hors site, soit seules ou en combinaison. Pour obtenir l'efficacité nécessaire d'élimination de l'air, utiliser les technologies sur site, seules ou combinées. De plus amples détails sur les technologies de contrôle et de mise à l'échelle sont fournis dans la fiche de donnée SpERC (<http://cefic.org/en/reach-for-industries-libraries.html>).

ES05016

Version 1.0

Nom commercial / désignation Vacuum Gas oils (VGO) - Hydrocracked Gas Oils (HGO) - Distillate fuel oils

1. Scénario d'exposition

Utilisation comme carburant, Au niveau professionnel.

Descripteur des usages

Secteur d'utilisation

SU22 - Utilisations professionnelles: Domaine public (administration, éducation, spectacle, services, artisans)

Catégorie de procédé

PROC1 - Utilisation dans des processus fermés, exposition improbable

PROC2 - Utilisation dans des processus fermés continus avec exposition momentanée maîtrisée

PROC3 - Utilisation dans des processus fermés par lots (synthèse ou formulation)

PROC8a - Transfert de substance ou de préparation (chargement/déchargement) à partir de récipients ou de grands conteneurs, ou vers ces derniers, dans des installations non spécialisées

PROC8b - Transfert de substance ou de préparation (chargement/déchargement) à partir de récipients ou de grands conteneurs, ou vers ces derniers, dans des installations spécialisées

PROC16 - Utilisation de matériaux comme sources de combustibles; il faut s'attendre à une exposition limitée à du produit non brûlé

Catégorie de rejet dans l'environnement

ERC9a - Utilisation intérieure à grande dispersion de substances en systèmes clos

ERC9b - Utilisation extérieure à grande dispersion de substances en systèmes clos

Catégorie spécifique de rejet dans l'environnement (SERC)

ESVOC SpERC 9.12.v1.

Processus, tâches et activités couverts

Couvrir l'utilisation comme combustible (ou comme additifs de carburant) et comprend les activités associées à son transfert, à son utilisation, à l'entretien du matériel, et au traitement des déchets.

2. Conditions opérationnelles et mesures de gestion des risques

2.1. Maîtrise de l'exposition de l'environnement

Caractéristiques du Produit

La substance est une UVCB. Principalement hydrophobe.

Quantités utilisées

:

Fraction du tonnage européen utilisé dans la région : 0.1

Tonnage pour utilisation régionale (tonnes/an) : 6.7E+6

Fraction du tonnage régional utilisé localement : 0.0005

Tonnage annuel du site (en tonnes/an) : 3.3E+3

Tonnage quotidien maximal du site (en kg/jour) : 9.2E+3

Fréquence et la durée d'utilisation

Rejets continus

Jours d'émission (jours/an) : 365

Facteurs environnementaux qui ne sont pas influencés par la gestion du risque

Facteur de dilution locale dans l'eau douce : 10

Facteur de dilution locale dans l'eau de mer : 100

Autres conditions opérationnelles d'utilisation affectant l'exposition de l'environnement

.

Fraction libérée dans l'air du procédé (rejet initial avant mesures de gestion des risques) : 1.0E-4

Fraction libérée dans les eaux usées du procédé (rejet initial avant mesures de gestion des risques) : 0.00001

Fraction libérée dans le sol du procédé (rejet initial avant mesure de gestion des risques) : 0.00001

Conditions techniques et mesures au niveau du procédé pour empêcher les émissions

Les pratiques courantes varient selon les sites, des estimations de rejets de process conservatrices sont donc utilisées.

Conditions techniques et mesures sur-site pour réduire ou limiter les écoulements, les émissions dans l'air et les rejets dans le sol

Le risque lié à une exposition environnementale est induit par les hommes via une exposition indirecte (principalement l'ingestion).
Aucun traitement des eaux usées requis

Traiter les émissions atmosphériques pour assurer une efficacité d'épuration typique de (%) : N/A

Traiter les eaux usées sur site (avant rejet dans la masse d'eau) pour assurer l'efficacité d'épuration requise de (%) : ≥ 0

En cas d'évacuation dans l'unité de traitement des eaux usées domestiques, assurer l'efficacité d'épuration requise des eaux usées sur site de (%) : ≥ 0

Mesures organisationnelles pour prévenir/limiter les émissions à partir du site

Éviter le déversement de substances non dissoutes dans les eaux usées du site ou les récupérer. Ne pas épandre de boues industrielles sur des sols naturels. Les boues doivent être incinérées, contenues ou récupérées.

Conditions et mesures relatives à la station d'épuration municipale

:

Taux estimé de récupération de la substance dans les eaux usées par traitement des eaux usées domestiques (%) : 94.1

Efficacité totale de l'épuration des eaux usées après RMM sur site et hors site (unité de traitement des eaux domestiques) (%) : 94.1

Tonnage maximal admissible du site (Msafe) sur la base d'un rejet après récupération totale par traitement des eaux usées (kg/j) : $1.4E+5$

Débit de l'unité de traitement des eaux usées domestiques pris en charge (m³ / j) : 2000

Conditions et mesures relatives au traitement externe des déchets pour élimination

Les émissions de combustion sont limitées par les moyens de maîtrise des émissions requis. Les émissions de combustion sont prises en compte dans l'évaluation de l'impact au niveau régional.

Conditions et mesures relatives à la valorisation externe des déchets

La valorisation et le recyclage externes des déchets doivent être conformes aux réglementations locales et/ou nationales en vigueur.

Remarques

Les informations supplémentaires concernant le principe d'identification des conditions opératoires (OC) et des Mesures de Maîtrise du Risque (RMM) se trouvent dans le dossier Petrorisk

2.2. Maîtrise de l'exposition - Travailleurs ou Consommateurs

Caractéristiques du Produit

État physique

Liquide, pression de vapeur < 0,5 kPa à température et pression normales

Concentration de la substance dans le produit

Couvre un pourcentage de la substance dans le produit inférieur ou égal à 100 % (sauf mention contraire).

Fréquence et la durée d'utilisation

Couvre les expositions quotidiennes allant jusqu'à 8 heures (sauf mention contraire)

Autres conditions opérationnelles affectant l'exposition

Suppose une utilisation pas plus de 20°C au-dessus de la température ambiante, sauf mention contraire. Suppose qu'un bon niveau d'hygiène du travail est respecté.

2.2a. Maîtrise de l'exposition des travailleurs	
Scénarios participants	Conditions opérationnelles et mesures de gestion des risques
Mesures générales applicables à toutes les activités	Contrôler tout risque d'exposition en vérifiant par exemple s'il s'agit de systèmes confinés ou clos si les installations sont correctement conçues et entretenues, s'il existe un bon niveau de ventilation générale. Vidanger les systèmes et les lignes de transfert avant la rupture du confinement. Vidanger et rincer les équipements si possible avant les opérations d'entretien. Lorsqu'il existe un risque d'exposition : veiller à ce que le personnel concerné soit informé de la nature de l'exposition encourue et qu'il ait connaissance des mesures de base pour limiter les expositions ; veiller à la disponibilité d'équipements de protection individuelle ; nettoyer les déversements et éliminer les déchets conformément aux exigences réglementaires ; surveiller l'efficacité des mesures de contrôle ; envisager la nécessité d'une surveillance médicale; identifier et mettre en œuvre des actions correctives.
Mesures générales (agents irritants pour la peau)	Éviter tout contact direct du produit avec la peau. Identifier les zones de la peau susceptibles d'être en contact indirect avec le produit. Porter des gants (testés selon la norme EN374) si les mains sont susceptibles d'être en contact avec la substance. Nettoyer immédiatement toute contamination/tout déversement. Laver immédiatement toute contamination de la peau. Assurer une formation de base du personnel pour éviter/réduire les expositions et signaler tout problème de peau pouvant se développer par la suite.
Transferts de vrac	Port de gants appropriés conformes à la norme EN374.
Transferts en fûts/ par lots	Utiliser des pompes vide-fûts ou verser le contenu du conteneur avec précaution. Port de gants appropriés conformes à la norme EN374.
Avitaillement en carburant	Port de gants appropriés conformes à la norme EN374.
Utilisation comme carburant (systèmes clos)	Assurer un bon niveau de ventilation générale (pas moins de 3 ou 5 renouvellements d'air par heure). ou. Veiller à ce que l'opération soit exécutée en extérieur.
Nettoyage et maintenance des équipements	Vidanger le système avant l'ouverture ou l'entretien des équipements. Port de gants résistants aux produits chimiques (conformes à la norme EN374) associé à une formation de base du personnel.
Stockage	Stocker la substance dans un système clos.

2.2b. Maîtrise de l'exposition des consommateurs	
Catégorie(s) de produit	Conditions opérationnelles et mesures de gestion des risques
Non applicable	

3. Evaluation de l'exposition et références

Santé

L'outil ECETOC d'évaluation des risques (TRA) a été utilisé afin d'évaluer le risque d'exposition sur le lieu de travail (sauf indication contraire)

Environnement

La méthode des blocs d'hydrocarbures a été utilisée pour calculer le taux d'exposition environnementale avec le modèle Petrisk.

4. Guide de conformité au scénario d'exposition à l'intention des Utilisateurs en Aval (DU)

Santé

Le risque d'exposition prévu ne doit pas dépasser les DN(M)EL dès lors que les mesures de gestion des risques/conditions opérationnelles décrites en Section 2 sont mises en œuvre. Dans le cas où d'autres mesures de gestion des risques/conditions opérationnelles sont adoptées, les utilisateurs doivent s'assurer que les risques sont contrôlés à des niveaux au moins équivalents. Les données disponibles relatives aux dangers ne permettent pas la dérivation d'un DNEL pour les risques d'irritation de la peau. Les données disponibles relatives aux dangers ne nécessitent pas d'établir de DNEL pour d'autres risques pour la santé. Les Mesures de gestion des risques sont établies d'après une caractérisation qualitative des effets sur la santé.

Environnement

Les conseils fournis sont basés sur des conditions d'exploitation supposées, pouvant ne pas s'appliquer à tous les sites : une mise à l'échelle peut donc s'avérer nécessaire afin de définir des mesures adaptées de gestion des risques propres au site. Le rendement d'élimination requis pour les eaux usées peut être atteint par l'application de technologies sur site/hors site, soit seules ou en combinaison. Pour obtenir l'efficacité nécessaire d'élimination de l'air, utiliser les technologies sur site, seules ou combinées. De plus amples détails sur les technologies de contrôle et de mise à l'échelle sont fournis dans la fiche de donnée SpERC (<http://cefic.org/en/reach-for-industries-libraries.html>).

ES05017

Version 1.0

Nom commercial / désignation Vacuum Gas oils (VGO) - Hydrocracked Gas Oils (HGO) - Distillate fuel oils

1. Scénario d'exposition

Utilisation comme carburant, Consommateur.

Descripteur des usages

Secteur d'utilisation

SU21 - Ménages privés (= grand public = consommateurs)

Catégorie de produit

PC13 - Carburants

Catégorie de rejet dans l'environnement

ERC9a - Utilisation intérieure à grande dispersion de substances en systèmes clos

ERC9b - Utilisation extérieure à grande dispersion de substances en systèmes clos

Catégorie spécifique de rejet dans l'environnement (SERC)

ESVOC SpERC 9.12c.v1.

Processus, tâches et activités couverts

Couvrir l'utilisation de combustibles liquides par les consommateurs.

2. Conditions opérationnelles et mesures de gestion des risques

2.1. Maîtrise de l'exposition de l'environnement

Caractéristiques du Produit

La substance est une UVCB. Principalement hydrophobe.

Quantités utilisées

:

Fraction du tonnage européen utilisé dans la région : 0.1

Tonnage pour utilisation régionale (tonnes/an) : 1.6E+7

Fraction du tonnage régional utilisé localement : 0.0005

Tonnage annuel du site (en tonnes/an) : 8.2E+3

Tonnage quotidien maximal du site (en kg/jour) : 2.3E+4

Fréquence et la durée d'utilisation

Rejets continus

Jours d'émission (jours/an) : 365

Facteurs environnementaux qui ne sont pas influencés par la gestion du risque

-

Facteur de dilution locale dans l'eau douce : 10

Facteur de dilution locale dans l'eau de mer : 100

Autres conditions opérationnelles d'utilisation affectant l'exposition de l'environnement

Le risque lié à une exposition environnementale est induit par les hommes via une exposition indirecte (principalement l'ingestion).

Fraction libérée dans l'air d'une application fortement dispersive (régionale uniquement) : 1.0E-4

Fraction libérée dans les eaux usées d'une application fortement dispersive : 0.00001

Fraction libérée dans le sol air d'une application fortement dispersive (régionale uniquement) : 0.00001

Conditions et mesures relatives à la station d'épuration municipale

Taux estimé de récupération de la substance dans les eaux usées par traitement des eaux usées domestiques (%) : 94.1

Tonnage maximal admissible du site (Msafe) sur la base d'un rejet après récupération totale par traitement des eaux usées (kg/j): 3.5E+5

Débit de l'unité de traitement des eaux usées domestiques pris en charge (m³ / j): 2000

Conditions et mesures relatives au traitement externe des déchets pour élimination

Les émissions de combustion sont limitées par les moyens de maîtrise des émissions requis. Les émissions de combustion sont prises en compte dans l'évaluation de l'impact au niveau régional.

Conditions et mesures relatives à la valorisation externe des déchets

La valorisation et le recyclage externes des déchets doivent être conformes aux réglementations locales et/ou nationales en vigueur.

Remarques

Les informations supplémentaires concernant le principe d'identification des conditions opératoires (OC) et des Mesures de Maîtrise du Risque (RMM) se trouvent dans le dossier Petrorisk

2.2. Maîtrise de l'exposition - Travailleurs ou Consommateurs

Caractéristiques du Produit

État physique

Liquide, pression de vapeur > 10kPa à température et pression normales

Concentration de la substance dans le produit

Couvre un pourcentage de la substance dans le produit inférieur ou égal à 100 % (sauf mention contraire).

Fréquence et la durée d'utilisation

Sauf mention contraire

Couvre les quantités utilisées jusqu'à (g) : 37500g

Couvre les zones de contact avec la peau allant jusqu'à (en cm²) :420

Autres conditions opérationnelles affectant l'exposition

Sauf mention contraire. Couvre un nombre d'utilisations allant jusqu'à (fois/jour d'utilisation) : .

Couvre l'exposition jusqu'à (heures/utilisation) : 2.

2.2a. Maîtrise de l'exposition des travailleurs

Scénarios participants

Conditions opérationnelles et mesures de gestion des risques

Non applicable

2.2b. Maîtrise de l'exposition des consommateurs

Catégorie(s) de produit	Conditions opérationnelles et mesures de gestion des risques
PC13 - Carburants Liquide : Ravitaillement en carburant des automobiles	<p>Sauf mention contraire</p> <p>Couvre les concentrations allant jusqu'à (en %) :100</p> <p>Couvre les utilisations allant jusqu'à (jours/an) :52</p> <p>Couvre un nombre d'utilisations allant jusqu'à (fois/jour d'utilisation) :1</p> <p>Couvre les zones de contact avec la peau allant jusqu'à (en cm2) :210</p> <p>Pour chaque utilisation, couvre les quantités allant jusqu'à (en g) :37500</p> <p>Couvre l'utilisation en extérieur.</p> <p>Couvre l'utilisation dans une pièce d'un volume de (en m3) :100</p> <p>Pour chaque utilisation</p> <p>Couvre l'exposition jusqu'à (heures/utilisation) :0.05</p> <p>Aucune mesure spécifique de gestion des risques identifiée outre les conditions opérationnelles mentionnées.</p>
PC13 - Carburants Liquide pour équipement de jardin - Utilisation	<p>Sauf mention contraire</p> <p>Couvre les concentrations allant jusqu'à (en %) :100</p> <p>Couvre les utilisations allant jusqu'à (jours/an) :26</p> <p>Couvre un nombre d'utilisations allant jusqu'à (fois/jour d'utilisation) :1</p> <p>Pour chaque utilisation, couvre les quantités allant jusqu'à (en g) :750</p> <p>Couvre l'utilisation en extérieur.</p> <p>Couvre l'utilisation dans une pièce d'un volume de (en m3) :100</p> <p>Pour chaque utilisation</p> <p>Couvre l'exposition jusqu'à (heures/utilisation) :2.0</p> <p>Aucune mesure spécifique de gestion des risques identifiée outre les conditions opérationnelles mentionnées.</p>
PC13 - Carburants Liquide : Équipement de jardin - Ravitaillement en carburant	<p>Sauf mention contraire</p> <p>Couvre les concentrations allant jusqu'à (en %) : 100</p> <p>Couvre un nombre d'utilisations allant jusqu'à (fois/jour d'utilisation) :1</p> <p>Couvre les utilisations allant jusqu'à (jours/an) :26</p> <p>Couvre les zones de contact avec la peau allant jusqu'à (en cm2) :420</p> <p>Pour chaque utilisation, couvre les quantités allant jusqu'à (en g) :750</p> <p>Couvre l'utilisation dans un garage '(34 m3) sous ventilation normale pouvant contenir une voiture .</p> <p>Couvre l'utilisation dans une pièce d'un volume de (en m3) :34</p> <p>Pour chaque utilisation</p> <p>Couvre l'exposition jusqu'à (heures/utilisation) :0.03</p> <p>Aucune mesure spécifique de gestion des risques identifiée outre les conditions opérationnelles mentionnées.</p>

3. Evaluation de l'exposition et références

Santé

L'outil ECETOC d'évaluation ciblée des risques (TRA) a été utilisé afin d'évaluer le risque d'exposition pour les consommateurs, conformément au contenu du rapport ECETOC n°107 et du Chapitre R15 du Document d'orientation technique IR&CSA. Les déterminants de l'exposition sont indiqués lorsqu'ils sont différents de ces sources.

Environnement

La méthode des blocs d'hydrocarbures a été utilisée pour calculer le taux d'exposition environnementale avec le modèle Petrisk.

4. Guide de conformité au scénario d'exposition à l'intention des Utilisateurs en Aval (DU)

Santé

Le risque d'exposition prévu ne doit pas dépasser les DN(M)EL dès lors que les mesures de gestion des risques/conditions opérationnelles décrites en Section 2 sont mises en œuvre. Dans le cas où d'autres mesures de gestion des risques/conditions opérationnelles sont adoptées, les utilisateurs doivent s'assurer que les risques sont contrôlés à des niveaux au moins équivalents.

Environnement

De plus amples détails sur les technologies de contrôle et de mise à l'échelle sont fournis dans la fiche de donnée SpERC (<http://cefic.org/en/reach-for-industries-libraries.html>).

Révision : 04/07/2016

Page : 1/9

Version : 8

Nom du produit: **GREASE EPR [Ref. 000 ; 00 ; 0 ; 1 ; 2 ; 3]**

SECTION 1. Identification de la substance/du mélange et de la société/l'entreprise

1.1. Identificateur du produit GREASE EPR [Ref. 000 ; 00 ; 0 ; 1 ; 2 ; 3]

1.2. Utilisations identifiées pertinentes de la substance ou du mélange et utilisations déconseillées

Graisse multifonctionnelle.

1.3. Renseignements concernant le fournisseur de la fiche de données de sécurité

Fournisseur : **UNIL OPAL**

ZI CLOS BONNET

CS94003

BOULEVARD JEAN MOULIN

49412 SAUMUR (France)

Tel : 02.41.40.18.40 - Fax : 02.41.50.83.37

technique@unil-opal.fr



1.4. Numéro d'appel d'urgence

- Tél. : 01 40 05 48 48 – Centre Anti-Poisons de Paris
Hôpital Fernand WIDAL – 200, rue du Faubourg Saint-Denis
75475 PARIS Cedex 10

- Tél. : 04 72 11 69 11 – Centre Anti-Poisons de Lyon
Hôpitaux de Lyon – Bât. A – 162, avenue de Lacassagne
69424 Lyon Cedex 03

- Tél. : 04 91 75 25 25 – Centre Anti-Poisons de Marseille
Hôpital SALVATOR – 249, boulevard de Sainte-Marguerite
13274 Marseille Cedex 09

ORFILA (INRS) : Tél. : 01 45 42 59 59

Révision : 04/07/2016

Page : 2/9

Version : 8

Nom du produit: **GREASE EPR [Ref. 000 ; 00 ; 0 ; 1 ; 2 ; 3]**

SECTION 2. Identification des dangers

2.1. Classification du mélange

Classification selon le règlement (CE) n° 1272/2008 [CLP]

Ce mélange est classé comme non dangereux conformément au règlement (CE) n° 1272/2008 [GHS]

2.2. Eléments d'étiquetage

Symboles/pictogrammes : Aucun(e)

Mention d'avertissement : Aucun(e)

2.3. Autres dangers

Aucune donnée n'est disponible.

SECTION 3. Composition / informations sur les composants

3.2. Mélange

Caractérisation chimique :

Ce produit est une graisse lithium basée sur l'huile minérale avec des additifs. L'huile minérale dans ce produit contient < 3 % PCA (IP 346).

SECTION 4. Premiers secours

4.1. Description des premiers secours

En cas de contact avec la peau :

Laver au savon et à l'eau.

En cas de contact avec les yeux :

Rincer soigneusement et abondamment à l'eau, y compris sous les paupières.

En cas d'inhalation :

Transporter à l'extérieur en cas d'inhalation accidentelle de vapeurs.

En cas d'ingestion :

NE PAS faire vomir. EN CAS D'INGESTION : Appeler un CENTRE ANTI-POISON ou un médecin en cas de malaise

4.2. Principaux symptômes et effets aigus et différés

Aucun(e) connu(e)

4.3. Indication des éventuels soins médicaux immédiats et traitements particuliers nécessaires

Traiter les symptômes.

Révision : 04/07/2016

Page : 3/9

Version : 8

Nom du produit: **GREASE EPR [Ref. 000 ; 00 ; 0 ; 1 ; 2 ; 3]**

SECTION 5. Mesures de lutte contre l'incendie

5.1. Moyens d'extinction

Moyens d'extinction appropriés :

Utiliser du CO₂, un agent chimique sec ou une mousse.

Moyen d'extinction à ne pas utiliser pour des raisons de sécurité :

Ne pas utiliser de jet d'eau sous pression, risque de disperser et d'étendre l'incendie.

5.2. Dangers particuliers résultant de la substance ou du mélange

Ininflammable. Un incendie peut produire des gaz irritants et/ou toxiques.

5.3. Conseil aux pompiers

En cas d'incendie et/ou d'explosion, ne pas respirer les émanations.

SECTION 6. Mesures à prendre en cas de déversement accidentel

6.1. Précautions individuelles, équipement de protection et procédures d'urgence

Précautions individuelles

Extrêmement glissant en cas de déversement.

Pour les secouristes

Utiliser les protections individuelles recommandées dans la Section 8.

6.2. Précautions pour la protection de l'environnement

Éviter tout rejet dans les cours d'eau, les égouts, les sous-sols ou les espaces clos. Ne pas évacuer vers les eaux de surface ni le réseau d'égouts.

6.3. Méthodes et matériel de confinement et de nettoyage

Absorber avec du sable ou autre matière absorbante non combustible et placer dans des récipients pour élimination ultérieure.

6.4. Référence à d'autres sections

Se référer aux informations de la Section Protection Individuelle §8 et à la section §13. Voir Section 12 : INFORMATIONS ÉCOLOGIQUES.

Révision : 04/07/2016

Page : 4/9

Version : 8

Nom du produit: **GREASE EPR [Ref. 000 ; 00 ; 0 ; 1 ; 2 ; 3]****SECTION 7. Manipulation et stockage****7.1. Précautions à prendre pour une manipulation sans danger**

Conseils relatifs à la manipulation sans danger : Extrêmement glissant en cas de déversement.

Remarques générales en matière d'hygiène : Manipuler conformément aux bonnes pratiques industrielles d'hygiène et de sécurité. Éviter tout contact prolongé ou répété avec la peau.

7.2. Conditions nécessaires pour assurer la sécurité du stockage, tenant compte d'éventuelles incompatibilités

Conditions de conservation : Conserver le récipient bien fermé, au sec et dans un endroit bien ventilé. Conserver hors de la portée des enfants.

7.3. Utilisation(s) finale(s) particulière(s)

Méthodes de gestion des risques : Les informations obligatoires figurent dans cette fiche.

SECTION 8. Contrôles de l'exposition / Protection individuelle**8.1. Paramètres de contrôle**

Aucune donnée disponible.

8.2. Contrôles de l'exposition

Contrôles techniques : Aucun(e) dans des conditions normales de transformation.

Équipement de protection personnelle :

Protection respiratoire :

Aucun(e) dans des conditions normales de transformation. En cas d'exposition aux brouillards, gouttelettes en suspension ou aérosols, porter une protection respiratoire et une combinaison de protection individuelles adaptées.

Protection des mains :

Porter des gants de protection en caoutchouc nitrile. Épaisseur $\geq 0,38$ mm - Temps de Passage >480 min. Épaisseur 0,1 mm - protection contre les éclaboussures. Vérifier que le délai de rupture du matériau des gants n'est pas dépassé. Consulter le fournisseur des gants pour plus d'informations sur le délai de rupture des gants concernés.

Protection des yeux :

Éviter le contact avec les yeux. Lunettes en cas de risque de projections.

Protection de la peau et du corps :

Vêtements de protection adaptés.

Manipuler conformément aux bonnes pratiques industrielles d'hygiène et de sécurité.

Contrôles d'exposition liés à la protection de l'environnement

Ne pas laisser pénétrer les égouts, le sol ou les étendues d'eau.

SECTION 9. Propriétés physiques et chimiques**9.1. Informations sur les propriétés physiques et chimiques essentielles**

État physique : Semi-solide

Aspect : Lisse

Couleur : orange

Révision : 04/07/2016

Page : 5/9

Version : 8

Nom du produit: **GREASE EPR [Ref. 000 ; 00 ; 0 ; 1 ; 2 ; 3]**

Seuil olfactif : Aucune information disponible

Propriétés explosives : Aucune information disponible

Propriétés comburantes : Aucune information disponible

pH : Aucune information disponible

Point de fusion/point de congélation : Aucune information disponible

Point d'ébullition/intervalle d'ébullition : Sans objet

Point d'éclair : > 150 °C / > 302 °F (Basé sur l'huile)

Taux d'évaporation : Sans objet

Inflammabilité (solide, gaz) : Aucune information disponible

Limites d'inflammabilité dans l'air : Aucune information disponible

Pression de vapeur : Sans objet

Densité de vapeur : Sans objet

Gravité spécifique : Aucune information disponible

Solubilité(s) : Aucune information disponible

Coefficient de partage (n-octanol/eau) : Aucune information disponible

Température d'auto-inflammabilité : Aucune information disponible

Température de décomposition : Aucune information disponible

Viscosité cinématique : Aucune information disponible

Viscosité dynamique : Aucune information disponible

Densité : < 1000 kg/m³ à 25 °C / 77 °F

9.2. Autres informations Aucune donnée disponible.

SECTION 10. Stabilité et réactivité

10.1. Réactivité Stable.

10.2. Stabilité chimique Stable dans les conditions normales.

10.3. Possibilité de réactions dangereuses Aucune donnée n'est disponible.

10.4. Conditions à éviter Chaleur

10.5. Matières incompatibles Agents oxydants forts. Agents comburants forts.

10.6 Produits de décomposition dangereux Aucun(e) dans des conditions normales de transformation.

Révision : 04/07/2016
Version : 8

Page : 6/9

Nom du produit: **GREASE EPR [Ref. 000 ; 00 ; 0 ; 1 ; 2 ; 3]****SECTION 11. Informations toxicologiques****11.1. Informations sur les effets toxicologique**

Toxicité aiguë	Pas de matière dangereuse sur la base de données des composants.
Corrosion cutanée/irritation cutanée	Pas de matière dangereuse sur la base de données des composants.
Lésions oculaires graves/irritation oculaire	Pas de matière dangereuse sur la base de données des composants.
Sensibilisation respiratoire ou cutanée	Pas de matière dangereuse sur la base de données des composants.
Mutagénicité sur les cellules germinales	Pas de matière dangereuse sur la base de données des composants.
Cancérogénicité	Pas de matière dangereuse sur la base de données des composants.
Toxicité pour la reproduction	Pas de matière dangereuse sur la base de données des composants.
Toxicité spécifique pour certains organes cibles — exposition unique	Pas de matière dangereuse sur la base de données des composants.
Toxicité spécifique pour certains organes cibles — exposition répétée	Pas de matière dangereuse sur la base de données des composants.
Danger par aspiration	Pas de matière dangereuse sur la base de données des composants.
Les valeurs suivantes sont calculées d'après le chapitre 3.1 du SGH	DL50 par voie orale 7321 mg/kg DL50, voie cutanée 7321 mg/kg
Informations sur le produit	Le produit ne présente pas de danger de toxicité aiguë d'après les informations connues ou fournies Inhalation : L'inhalation de brouillard d'huile peut provoquer une irritation, des maux de tête, des nausées et des difficultés respiratoires. Contact oculaire : Aucune irritation oculaire attendue Contact avec la peau : Le contact prolongé peut entraîner rougeurs et irritation Ingestion : Malaise (vague sentiment d'inconfort)

SECTION 12. Informations écologiques**12.1. Toxicité**

Non reconnu comme dangereux pour l'environnement. Occasionnels émissions importantes ou les plus récurrentes des émissions mineures peuvent avoir un effet nuisible ou perturbateur.

12.2. Persistance et dégradabilité

N'EST PAS RAPIDEMENT BIODÉGRADABLE.

12.3. Potentiel de bioaccu-

LA MATIÈRE N'EST PAS BIOACCUMULABLE.

Révision : 04/07/2016

Page : 7/9

Version : 8

Nom du produit:

GREASE EPR [Ref. 000 ; 00 ; 0 ; 1 ; 2 ; 3]

lulation

12.4. Mobilité dans le sol

Mobilité dans le sol : Après rejet, s'adsorbe dans le sol.

Mobilité : Insoluble dans l'eau.

12.5. Résultats des évaluations PBT et vPvB

Aucune donnée n'est disponible.

12.6. Autres effets néfastes

Aucune donnée n'est disponible.

SECTION 13. Considérations relatives à l'élimination

13.1. Méthodes de traitement des déchets

Déchets de résidus/produits inutilisés : L'élimination doit être conforme aux lois et réglementations régionales, nationales et locales en vigueur.

Emballages contaminés : Éliminer conformément aux réglementations locales, nationales et internationales.

Codes de déchets/désignations de déchets selon EWC/AVV : 13 08 99

Révision : 04/07/2016

Page : 8/9

Version : 8

Nom du produit: **GREASE EPR [Ref. 000 ; 00 ; 0 ; 1 ; 2 ; 3]****SECTION 14. Informations relatives au transport**

Règlement Transport	ADR / RID / ADNR	IMDG	IATA
14.1 Numéro ONU	Non classé au transport de Marchandises Dangereuses		
14.2 Nom d'expédition des Nations Unies	Non classé au transport de Marchandises Dangereuses		
14.3 Classe(s) de danger pour le transport	Non classé au transport de Marchandises Dangereuses		
14.4 Groupe Emballage	Non classé au transport de Marchandises Dangereuses		
14.5 Dangers pour l'environnement	Aucun	Non polluant marin	Aucun
14.6 Précautions particulières à prendre par l'utilisateur	Aucune précaution particulière (produit non classé au transport).		
14.7 Transport en vrac conformément à l'annexe II de la convention MARPOL 73/78 et au recueil IBC	Non concerné		

Révision : 04/07/2016
Version : 8

Page : 9/9

Nom du produit: **GREASE EPR [Ref. 000 ; 00 ; 0 ; 1 ; 2 ; 3]**

SECTION 15. Informations réglementaires

15.1. Réglementations/ Législation particulières à la substance ou au mélange en matière de sécurité, de santé et d'environnement

Se reporter à la directive 98/24/CE du 7 avril 1998 concernant la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs contre les risques liés à des agents chimiques sur le lieu de travail

15.2. Evaluation de la sécurité chimique

Aucune donnée disponible

SECTION 16. Autres informations

Utilisations recommandées et restrictions d'emploi :

Ce produit ne doit pas être utilisé pour d'autres applications que celles mentionnées, sans avoir au préalable demandé l'avis de notre service technique.

Cette FDS a été révisée dans sa totalité.

Avis de mise en garde :

Les informations contenues dans ce document se basent sur les données disponibles. Elles ne présentent toutefois aucune garantie, implicite ou explicite, concernant la précision des données ou les résultats obtenus à partir de ces données. Dans la mesure où les informations contenues dans le présent document peuvent être appliquées dans des conditions que nous ne pouvons maîtriser, nous n'assumons aucune responsabilité quant à leur utilisation.

PIECE JOINTE N°21

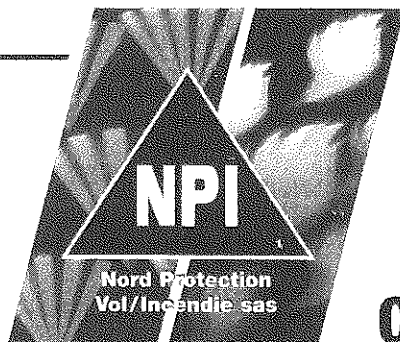
**CONTROLE DES DISPOSITIFS D'URGENCE ET
DES MOYENS D'EXTINCTION**

EXTINCTEURS

VÉRIFICATION DES MATÉRIELS

Date	Vérification / Observations	Société - Vérificateur Visa
28/02/2013	Vérification Annuelle	
28/02/2014	Vérification Annuelle (CR 29528)	
27/02/2015	Vérification Annuelle (CR n° 30621)	PO NPI RS
24/02/2016	Vérification Annuelle + Maintenance extincateurs (CR n° 34134)	PO NPI RS
21/02/2017	Vérification Annuelle extincateurs (CR n° 036190)	PO NPI RS
26/02/2018	Vérification Annuelle + Maintenance extincateurs (CR n° 039723)	PO NPI RS

Relevons ensemble le nouveau défi de votre protection...



Nord Protection Vol / Incendie S.A.S

TÉL. 03 20 25 25 97 . FAX 03 20 25 24 01 . npi.sas@dbmail.com

B.P. 40382 - 157, Bd de l'égalité - 59337 TOURCOING CEDEX

COMPTE RENDU DE

VERIFICATION OU RECHARGEMENT DES EXTINCTEURS

Depuis
1965

NOM : VERMEULEN Matériaux

Nouveau client ☐

Date 26/02/2018

MAIL : @

Vérificateur :

039723

ADRESSE : 187, Rue du Calvaire - 59510 Hem.
Z.A. des 4 Vents

TÉL. :

QUANTITÉ	DÉSIGNATION
	Verification extincteurs portatif dont 3PPG ABC, 3EG 43F, 1CRAC San Natr.
1	Dose Additif SC6 - Maintenance
1	Sparklett 60gr co
3	Saints HP34
7	Scelles millésimées + étiquettes P7

ÉQUIPEMENT SUIVANT :

- ☒ CODE DU TRAVAIL
☐ R4 APSAD NF SERVICE
☐ ERP TYPE

POINTS DE NON-CONFORMITÉ R4 APSAD / NF-SERVICE RECOMMANDATIONS DIVERSES OU OBSERVATIONS

Registre de
sécurité



Plan de sécurité



Reserve de propriété : de convention expresse, NPI SAS reste propriétaire de toutes installations, fournitures, matériels, pièces détachées et prestations intellectuelles jusqu'à parfait règlement de la facture, ceci conformément aux termes de la loi n°80335 du 12.05.80 - En cas de retard de paiement : indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement : 40€ (CC art 441.3) et pénalités de 1,5% par mois de retard des montants des factures TTC. En cas de litige, seuls les tribunaux du lieu du siège de la Société seront compétents.

BON POUR ACCORD DES TRAVAUX EFFECTUÉS OU À RÉALISER
SIGNATURE ET CACHET DU CLIENT

OBSERVATIONS DU CLIENT
NOM DU SIGNATAIRE

VERMEULEN MATERIAUX
Tél : 03 20 25 25 97 - Fax : 03 20 02 97 99
SA au capital de 758 803 €
SIRET 328 275 607 00062
FR 92 328 275 607 - NAF 4673 A



Certificat n° 172/07/04-285 - délivré par CNPP CERT et AFNOR CERTIFICATION
Service d'installation et de maintenance d'extincteurs mobiles
NPI SAS AU CAPITAL DE 67 500 € - RCS Rx lg 89 B 709 - Siret 351.873.542.00010 - TVA FR 96351873542
IBAN : FR76 3002 7175 2800 0213 4800 147 - BIC : CMCIFRPP



Matincendie
Concessionnaire Exclusif
EXTINCTEUR
GLOIRE

PIECE JOINTE N°22

**CONTROLE DES INSTALLATIONS
ELECTRIQUES**

Bureau Veritas Exploitation SAS

VILLENEUVE D'ASCQ
27 Allée du Chargement
BP 336
59666 VILLENEUVE-D'ASCQ Cedex France
Téléphone : 03 20 19 25 00
Mail : gael.risselin@fr.bureauveritas.com

A l'attention de MR LEMOINE CHRISTIAN

VERMEULEN MATERIAUX
187 RUE DU CALVAIRE
59510 HEM

Rapport mis à disposition sur le site BVLink
<https://bvlink.bureauveritas.com/>

Copie à MME MASURE, MME KAROLCZAK

RAPPORT DIT "QUADRIENNAL" DE VERIFICATION PERIODIQUE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES



Intervention du 01/02/2018 (0.5 jour)

Coordonnées du site :

Nom du site : VERMEULEN MATERIAUX
Latitude : 3.2006
Longitude : 50.6466

Lieu d'intervention :

187 RUE DU CALVAIRE
59510 HEM

Numéro d'affaire : 2680709

Référence du rapport : 2680709/1.5.1.R

Rédigé le : 02/02/2018

Par : Gael RISSELIN

Ce document a été validé par son auteur

Activité de l'établissement : Vente et négoce de matériaux pour le gros oeuvre

Date de la précédente vérification : 15/01/2016

Accréditation Cofrac n° 3-1335, inspection

Liste des sites accrédités et portée disponible sur www.cofrac.fr

Sommaire

LISTE RECAPITULATIVE DES OBSERVATIONS ISSUES DE LA VERIFICATION.....	4
VERMEULEN (HEM).....	4
INFORMATIONS GENERALES.....	6
RAPPORT DES PRECEDENTES VERIFICATIONS.....	6
PERSONNE CHARGEE DE LA SURVEILLANCE DE L'INSTALLATION.....	6
INSTALLATIONS VERIFIEES.....	6
ELEMENTS DE L'INSTALLATION NON VERIFIES.....	6
MODIFICATIONS APORTEES AUX INSTALLATIONS.....	6
VERIFICATION RELATIVE A LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS.....	7
INFORMATION DOCUMENTAIRE.....	7
TEXTES DE REFERENCE.....	7
MODALITES DE VERIFICATION.....	7
REGISTRE DE SECURITE.....	7
CONDITION DE MISE HORS TENSION.....	8
ECLAIRAGE DE SECURITE.....	9
VERMEULEN (HEM).....	9
CLASSEMENT DES LOCAUX ET EMPLACEMENTS en fonction des influences externes.....	10
VERMEULEN (HEM).....	10
CARACTERISTIQUES DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES VERIFIEES.....	11
ABREVIATION, SIGLES ET REPERES UTILISES DANS LES TABLEAUX DE RELEVES.....	11
INSTALLATIONS BASSE ET TRES BASSE TENSION.....	12
VERMEULEN (HEM).....	12
ORIGINE DE LA SOURCE D'ALIMENTATION BASSE TENSION.....	12
CIRCUITS BASSE ET TRES BASSE TENSION.....	12
CONSTITUTION DU CIRCUIT DE PROTECTION.....	12
LISTE DES SCHEMAS CARACTERISANT LES INSTALLATIONS BASSE TENSION (HORS ARMOIRES ET COFFRETS).....	12
COFFRETS ET ARMOIRES ELECTRIQUES BASSE TENSION.....	12
RESULTATS DES MESURES ET ESSAIS.....	15
CONDITIONS DE MESURE.....	15
ABREVIATION, SIGLES ET REPERES UTILISES DANS LES TABLEAUX DE MESURES.....	15
APPAREILS DE MESURES UTILISES.....	15
PRISES DE TERRE.....	15
ESSAIS DES DISPOSITIFS DIFFERENTIELS ET MESURES D'ISOLEMENT DES CIRCUITS BT.....	16
CONTINUITE DE MISE A LA TERRE ET ISOLEMENT DES RECEPTEURS ELECTRIQUES.....	17
CONTINUITE DES CIRCUITS DE PROTECTION ENTRE LES NIVEAUX DE DISTRIBUTION.....	18
AVIS SUR ARTICLES.....	20

Liste récapitulative des observations issues de la vérification

Périmètre vérifié dans le rapport | VERMEULEN MATERIAUX

VERMEULEN (HEM)

INSTALLATIONS BASSE ET TRES BASSE TENSION

EXTERIEUR

Point vérifié	N°	Observation(s)
---------------	----	----------------

ARMOIRE GENERALE

Coffrets et armoires électriques	1	Maintenir fermé le coffret ou l'armoire suivante afin de conserver l'indice de protection (système de fermeture cassé)
----------------------------------	---	---

Date de 1^{er} signalement :
31/01/2017
Code Obs. :
OT/310117/093216/0

Art. Réf. :
CDT R.4215-11 NF C 15-100 Art.512-522

Vous pouvez souscrire à l'option
Data View



ARMOIRE GENERALE : PRISE POMPE

Dispositifs bt	2	Remplacer le disjoncteur "PRISE POMPE" (façade cassée)
----------------	---	---

Date de 1^{er} signalement :
31/01/2017
Code Obs. :
OT/310117/092956/0

Art. Réf. :
CDT R.4215-6 NF C 15-100 Art.430-533

BUNGALOW REFECTOIRE VESTIAIRE

Point vérifié	N°	Observation(s)
---------------	----	----------------

Locaux et recepteurs électriques	3	Reposer la verrine du luminaire.
----------------------------------	---	---

Date de 1^{er} signalement :
01/02/2018
Code Obs. :
GR/010218/115116/0

Art. Réf. :
CDT R.4215-11 NF C 15-100 Art.512-522

Locaux et recepteurs électriques	4	Alimenter directement le ballon d'eau au réseau sans l'intermédiaire d'une prise de courant.
----------------------------------	---	---

Date de 1^{er} signalement :
01/02/2018
Code Obs. :
GR/010218/115030/0

Art. Réf. :
CDT R.4215-6 NF C 15-100 Art.559


COFFRET REFECTOIRE

Coffrets et armoires électriques	5	Obturer les percements inutilisés.
----------------------------------	---	---

Date de 1^{er} signalement :
01/02/2018
Code Obs. :
GR/010218/112803/0

Art. Réf. :
CDT R.4215-11 NF C 15-100 Art.512-522

Liste récapitulative des observations issues de la vérification

Point vérifié	N°	Observation(s)
COFFRET REFECTOIRE		
Coffrets et armoires electriques	6	Raccorder individuellement les conducteurs de protection.
		
<i>Date de 1^{er} signalement :</i> 01/02/2018		
<i>Art. Réf. :</i> CDT R.4215-3 NF C 15-100 Art.543		
<i>Code Obs. :</i> GR/010218/112818/0		

Nota : Les différentes préconisations formulées ci-dessus permettent de répondre aux exigences du(des) texte(s) de référence. Nous attirons toutefois votre attention sur le fait que ces préconisations n'intègrent pas les conditions d'exploitation. Il appartient donc au chef d'établissement d'établir la pertinence de la solution proposée vis-à-vis des contraintes d'exploitation.

INFORMATIONS GENERALES

RAPPORT DES PRECEDENTES VERIFICATIONS

Rapport de la précédente vérification périodique : Présenté
Ref ou N° du rapport : 2680709/1.3.1.P
Rapport de la précédente vérification initiale : Sans Objet
Rapport détaillé(dit quadriennal)datant de moins de quatre ans : Présenté
Ref ou N° du rapport : 2680709/1.1.1.R (2014 BUREAU VERITAS)

PERSONNE CHARGEE DE LA SURVEILLANCE DE L'INSTALLATION

M. LEMOINE, responsable de site

INSTALLATIONS VERIFIEES

Installations vérifiées : Ensemble des installations accessibles et présentées

Nota : Conformément à l'arrêté du 26/12/2011, le chef d'établissement doit préalablement, à toute intervention ultérieure, faire procéder à la vérification de la mise à la terre des appareils d'éclairages fixes qui n'ont pas fait l'objet de la présente vérification.

Nota : La continuité des conducteurs de protection est réalisée au minimum sur 100% des récepteurs, 33% des appareils d'éclairage fixes, 50% des prises de courant accessibles dans les bureaux et 100% des prises de courant dans les autres locaux.

Origine de l'installation vérifiée : comptage Basse Tension

Nota : Toute éventuelle inexactitude ou omission constatée dans le rapport (désignation, caractéristiques techniques, etc) doit être signalée à BUREAU VERITAS.

ELEMENTS DE L'INSTALLATION NON VERIFIES

LISTE DES ELEMENTS DE L'INSTALLATION NON VERIFIES

VERMEULEN>HEM

MOBIL HOME GARDIEN

ARMOIRE : **COFFRET MOBIL HOME GARDIEN**
Local fermé

CONTAINER COTE PORTAIL

Local fermé

MOBIL HOME GARDIEN

Local fermé

MODIFICATIONS APORTEES AUX INSTALLATIONS

Aucune modification signalée

VERIFICATION RELATIVE A LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS

La vérification a pour objectif de signaler les points de non-conformité des installations électriques par rapport aux textes de référence définis ci-dessous. Cependant la conformité des matériels marqués CE n'est pas remise en cause. Notre vérification se limite à leur adaptation aux conditions d'utilisation et à leur état apparent.

INFORMATION DOCUMENTAIRE

Documents		Avis
Dossier Technique		
1- Plans des locaux (listes des Influences externes, zonage*)		Non Présenté
2 - Plan de masse à l'échelle des installations avec implantation des prises de terre et des canalisations électriques enterrées		Non Présenté
3 - Cahier des prescriptions techniques ayant permis la réalisation des installations		Non Présenté
4 - Schémas unifilaires des installations électriques (tableaux électriques)		Incomplet
5 - Carnets de câbles		Non Présenté
6 - Notes de calcul pour le dimensionnement des canalisations et des dispositifs de protection		Non Présenté
8 - Déclaration CE de conformité et notice d'instruction des matériels dans les zones ATEX		Non Présenté
9- Liste des installations de sécurité et effectif max des différents locaux où bâtiments		Non Présenté
10 - Copie des attestations de conformité en application du décret n° 72-1120 du 14/12/72		Sans objet
DRPE		
Document DRPE	Référence :	Non Présenté
ERP : Rapport de vérification réglementaire après travaux (RVRAT) des installations électriques		
Document RVRAT	Référence :	Sans Objet

*Si un DRPE existe s'y reporter,

TEXTES DE REFERENCE

"CODE DU TRAVAIL Articles R.4215-3 à R.4215-17, R.4226-5 à R.4226-13 et leurs arrêtés pris pour application, normes applicables"

VERMEULEN

Arrêtés :

- Appareils amovibles

Normes :

- NF C 15-100

MODALITES DE VERIFICATION

Nous avons été accompagnés partiellement par :

Mme. HANTSON, responsable d'accueil

A l'issue de notre vérification, nous avons fait part de nos observations à :

Mme. HANTSON, responsable d'accueil

REGISTRE DE SECURITE

Visé à l'issue de la vérification

CONDITION DE MISE HORS TENSION

En Basse Tension :

Mise hors tension totale de l'installation

ECLAIRAGE DE SECURITE

VERMEULEN (HEM)

Sans Objet

CLASSEMENT DES LOCAUX ET EMBLACEMENTS en fonction des influences externes

VERMEULEN (HEM)

Nous avons retenu une hypothèse de classement des locaux en fonction des renseignements communiqués.

Nota : Ce classement reste de la responsabilité du chef établissement

Il n'a pas été porté à notre connaissance l'existence de zones à risque d'explosion

N°
d'obs
(*)

Type de locaux	AE	AD	AG	IP Mini (2)	IK Mini (2)	BE	Autres (3)	Adaptation Matériels et Canalisations (1)	N° d'obs (*)
BUREAUX	1	1	1	20	2	1	BA 1 / AH 1 / AF 1	B	
REFECTOIRE	1	2	2	21	02	1	BA 1 / AH 1 / AF 1	B	
BUNGALOW COMPRESSEUR FUEL	1	1	2	20	7	2	BA 1 / AH 1 / AF 1	B	

(1) M : (Mauvais) Indique une incompatibilité du matériel ou des canalisations par rapport aux conditions d'influences externes

B : (Bon) Indique que le matériel et les canalisations sont adaptés aux conditions d'influences externes.

(2) IP : Indice de protection

IK : Indice de choc mécanique

(3) Dans le cas où des codifications ne seraient pas indiquées dans le tableau ci-dessous, se reporter à la partie 512 de la norme NFC 15-100.

PRESENCE DE CORPS SOLIDES		PRESENCE D'EAU				CHOCS MECANIQUES	
AE1	Négligeable	AD1	Négligeable	AD5	Jets	AG1	Faibles
AE2	Petits objets >=2,5 mm	AD2	Gouttes	AD6	Paquets	AG2	Moyens
AE3	Très petits objets (1 à 2,5 mm)	AD3	Aspersion	AD7	Immersion	AG3	Importants
AE4	Poussières	AD4	Projection	AD8	Submersion	AG4	Très importants
COMPETENCE DES PERSONNES		MATIERES TRAITEES OU ENTREPOSEES					
BA1	Ordinaire	BE1	Négligeables				
BA2	Enfants	BE2	Risques d'incendie				
BA3	Handicapés	BE3	Risques d'explosion				
BA4	Personnes averties	BE4	Risques de contamination				
BA5	Personnes qualifiées						
CORROSION		VIBRATIONS					
AF1	Négligeable	AH1	Faible				
AF2	Atmosphérique	AH2	Moyennes				
AF3	Intermittente ou accidentelle	AH3	Importantes				
AF4	Permanente						

(*) Se reporter à la liste récapitulative des observations

CARACTERISTIQUES DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES VERIFIEES

ABREVIATION, SIGLES ET REPERES UTILISES DANS LES TABLEAUX DE RELEVES

Icc Max: Intensité de court-circuit maximum

PdC: Pouvoir de coupure

PROTECTION ET COMMANDE DES CANALISATIONS HT

Type	Disjoncteur	Fusible	Interupteur Interupteur secondaire	Sectionneur	Relais à maximum d'intensité (1er seuil)	Relais à maximum d'intensité (2 ème seuil)	Relais homopolaire
Repère	D	F	I	S	MaxI1	MaxI2	H

TYPE DE CANALISATIONS HT

Type	Jeu de barres	Liaison transformateur	Liaison groupe	Liaison récepteur	Liaison en simple dérivation (antenne)	Liaison en double dérivation (double antenne)	Liaison en coupure d'artère (boucle)
Repère	JB	LT	LG	LR	SD	DD	B

MODES DE POSE DES CANALISATIONS EN HT

Nature	Conduits, goulottes fermées, caniveaux ouverts, alvéoles, blocs manufacturés	Chemins de câbles, tablettes, corbeaux, échelles à câbles, gouttières, goulottes ouvertes	Caniveaux fermés	Lignes aériennes	Canalisations enterrées
PVC	1	2	3	5	6
PR / EPR	10	20	30	50	60
Papier imprégné	31	32	33	35	36
PE	41	42	43	44	45
Conducteur nu	-	-	-	55	-

PROTECTION DES CANALISATIONS BT

DISPOSITIF DE PROTECTION	FUSIBLES			DISCONTACTEURS			DISJONCTEURS										
Type	Rechar geable	calibré ordinaire	Cartouche HPC	Magné- tique	Thermi que	Magnéto- thermique	Usage général	Disj. moteur	Courbe de déclenchement								Disj. de branchement
									L	U	B	C	D	MA	K	Z	
Repère	FR	F	gl, gF, gG, aM, AD	Rm	Rt	Rmt	UG	DM	L	U	B	C	D	MA	K	Z	BR

*COMMANDE ET SECTIONNEMENT DES CANALISATIONS BT

DISPOSITIF	INTERRUPTEUR	INTERRUPTEUR DIFFERENTIEL	SECTIONNEUR	CONTACTEUR
Repère	I	ID	S	Ct

TYPE DE CABLES ET MODES DE POSE DES CANALISATIONS EN BT

	Conduits, moulures, gaines, goulottes, plinthes	Fixation aux parois, chemins de câbles, tablettes	Caniveaux	Sur isolateurs	Lignes aériennes	Canalisations enterrées
Caoutchouc PVC	1	2	3	4	5	6
PR / PRC	10	20	30	40	50	60
Résistant au feu	21	22	23	24	25	26
Isolant minéral	11	12	13	14	15	16

CI : Câblage interne d'une armoire ou d'un coffret électrique.

CIS : Câblage interne d'une armoire ou d'un coffret électrique secouru par une alimentation auxiliaire.

INSTALLATIONS BASSE ET TRES BASSE TENSION

VERMEULEN (HEM)

ORIGINE DE LA SOURCE D'ALIMENTATION BASSE TENSION

Réseau public de distribution Basse Tension : 400V, 60A,
Alimentation en souterrain

CIRCUITS BASSE ET TRES BASSE TENSION

Installation(s) concernée(s)	Désignation ou nature de la source	Domaine de tension (1)	Tension (V) Nature du courant (2)	Schéma de mise à la terre (3)	N° d'obs (*)
VERMEULEN					
ECLAIRAGE ET FORCE	BRANCHEMENT RESEAU PUBLIC	BT	400 / 230 CA	TT	

- (1) **TBTS** : Très Basse Tension de Sécurité, **TBTP** : Très Basse Tension de Protection, **TBTF** : Très Basse Tension Fonctionnelle, **TBT** : $U \leq 50V$ en CA, $U \leq 120V$ en CC,
BT : $50 < U \leq 1000V$ en courant alternatif et $120 < U \leq 1500V$ en courant continu.
- (2) **CA** : Courant Alternatif **CC** : Courant Continu.
- (3) **TT** : Neutre direct à la terre **TN (TNC/TNS)**, **TNC** ou **TNS** : Mise au neutre des masses **IT** : Neutre isolé ou impédant.

CONSTITUTION DU CIRCUIT DE PROTECTION

Le circuit est constitué par des Conducteurs de protection distribués à partir des armoires divisionnaires

Présence de liaisons équipotentielle :
Sans Objet

N° d'obs (*)

LISTE DES SCHEMAS CARACTERISANT LES INSTALLATIONS BASSE TENSION (HORS ARMOIRES ET COFFRETS)

Aucun schéma présenté

COFFRETS ET ARMOIRES ELECTRIQUES BASSE TENSION

Nota : Les caractéristiques des dispositifs différentiels sont indiquées dans le chapitre « *Résultat des mesures et essais* »

Emplacement et désignation du circuit (Nombre)	Commande / Sectionnement / Protection surintensités							Commentaires	N° d'obs (*)
	Type et calibre (A)	Nb pôles coupés / protégés	PdC (kA)	Nbr, sections, nature et fonction des conducteurs (mm²) (1)	Nature / Mode de pose	K (2)	A calibrer à (A)		
VERMEULEN									
<u>BUNGALOW BUREAU > 1ER ETAGE > BUREAU VIDE</u>									
COFFRET BUREAUX ETAGE : Ik3max = 3.0 kA									

(*) Se reporter à la liste récapitulative des observations

Emplacement et désignation du circuit (Nombre)	Commande / Sectionnement / Protection surintensités							Commentaires	N° d'obs (*)
	Type et calibre (A)	Nb pôles coupés / protégés	PdC (kA)	Nbr, sections, nature et fonction des conducteurs (mm²) (1)	Nature / Mode de pose	K (2)	A calibrer à (A)		
.INTER GENERAL(1)	ID 40	2			CI				
..ECLAIRAGE(2)	C 10	2 / 1		1,5 , Cu , 1NT	10				
..CHAUFFAGE(2)	C 16	2 / 1		2,5 , Cu , 1NT	10				
..PRISES(1)	C 16	2 / 1		2,5 , Cu , 1NT	10				
<u>BUNGALOW BUREAU > RDC > BUREAU ACCEUIL</u>									
COFFRET BUREAUX : Ik3max = 3.0 kA									
.GENERAL HAUT(1)	ID 40	2			CI				
..ECLAIRAGE(2)	C 10	2 / 1		1,5 , Cu , 1NT	10				
..CHAUFFAGE(2)	C 16	2 / 1		2,5 , Cu , 1NT	10				
..PRISES(3)	C 16	2 / 1		2,5 , Cu , 1NT	10				
..LAVE VAISSELLE(1)	C 16	2 / 1		2,5 , Cu , 1NT	10				
..VOLET(1)	C 16	2 / 1		2,5 , Cu , 1NT	10				
..BOUTEILLE(1)	C 16	2 / 1		2,5 , Cu , 1NT	10				
.GENERAL MILIEU(1)	ID 40	2			CI				
..PRISES ET CAMERA(4)	C 16	2 / 1		2,5 , Cu , 1NT	10				
..PARAFoudre(1)	C 10	2 / 1		2,5	CI				
.GENERAL MILIEU(1)	ID 40	2			CI				
..PRISES(4)	C 16	2 / 1		2,5 , Cu , 1NT	10				
..ECLAIRAGE EXT(1)	C 10	2 / 1		2,5	CI				
<u>BUNGALOW COMPRESSEUR FUEL</u>									
COFFRET COMPRESSEUR : Ik3max = 3.0 kA									
.INTER GENERAL(1)	ID 40	4		3N					
..ECLAIRAGE(1)	C 10	2 / 1		1,5 , Cu , 1NT	20				
..PRISES(1)	C 16	2 / 1		2,5 , Cu , 1NT	20				
..CHAUFFAGE(1)	C 20	2 / 1		2,5 , Cu , 1NT	20				
.ALIM COMPRESSEUR(1)	D 25	3 / 3	10	4 , Cu , 3T	20				
<u>BUNGALOW FORAGE</u>									
COFFRET FORAGE : Ik3max = 3.0 kA									
.INTER GENERAL(1)	I 63	4 / 0		3N	CI				
..DIFF GENERAL(1)	ID 63	4 / 0		3N	CI				
...PRIMAIRE TRANSFORMATEUR(1)	aM 2	2 / 1			CI				
....SEC TRANSFO(1)	gG 8	2 / 2			CI				
...PRISE DE COURANT(1)	C 16	2 / 1		2,5 , Cu , 1NT					

(*) Se reporter à la liste récapitulative des observations

Emplacement et désignation du circuit (Nombre)	Commande / Sectionnement / Protection surintensités							Commentaires	N° d'obs (*)
	Type et calibre (A)	Nb pôles coupés / protégés	PdC (kA)	Nbr, sections, nature et fonction des conducteurs (mm²) (1)	Nature / Mode de pose	K (2)	A calibrer à (A)		
...ECLAIRAGE(1)	C 10	2 / 1		1,5 , Cu , 1NT					
...VIDE CAVE(1)	C 16	2 / 1		2,5 , Cu , 1NT					
...TABLEAU BUNGALOW COMPRESSEUR (1)	C 40	4 / 3	10	6 , Cu , 3NT					
...CHAUFFAGE POMPE(1)	C 20	2 / 1		1,5 , Cu , 1NT	20				
...D6 PC TRI(1)	C 32	4 / 4	10	6 , Cu , 3T					
...POMPE IMMERGE(1)	Rmt 12,5	3 / 3	100	6 , Cu , 3T	20				
...POMPE SURFACE(1)	Rmt 20	3 / 3	100	6 , Cu , 3T	20				
BUNGALOW REFECTOIRE VESTIAIRE									
COFFRET REFECTOIRE : Ik3max = 3.0 kA									6 / 5
..INTER GENERAL(1)	ID 40	2 / 0		1N	CI				
..ECLAIRAGE(1)	C 10	2 / 1		1,5 , Cu , 1NT	20				
..PRISE(1)	C 10	2 / 1		2,5 , Cu , 1NT	20				
..CHAUFFAGE(1)	C 20	2 / 1		2,5 , Cu , 1NT	20				
..PC FOUR MICRO ONDE(1)	gG 16	2 / 1		2,5 , Cu , 1NT	20				
EXTERIEUR									
ARMOIRE GENERALE : Ik3max = 3.0 kA									1
..Disjoncteur de branchement(1)	BR 60	4 / 3	6	16 , Cu , 3N	60				
...INTER GENERAL(1)	I 80	4		3N	CI				
...PARAFoudre(1)	C 32	4 / 4	6	3N	CI				
...PRISE 220V TGBT(1)	C 16	2 / 1		2,5 , Cu , 1NT	60				
...INUTILISE(1)	C 32	2 / 1							
...MOBILE HOME GARDIEN(1)	C 25	2 / 1		6 , Cu , 1NT	60				
...PRISE POMPE(1)	C 16	2 / 1		2,5 , Cu , 1NT	60				2
...BUNGALOW REF ARCHIVE(1)	C 16	2 / 1		2,5 , Cu , 1NT	60				
...BUNGALOW BUREAU(1)	C 32	2 / 1		10 , Cu , 1NT	60				
...PRISE TRIPHASE(1)	C 32	4 / 4	10	6 , Cu , 3T	60				
...COFFRET POMPE(1)	C 40	4 / 4	6	10 , Cu , 3N	60				
...ECLAIRAGE ENSEIGNE(1)	C 10	2 / 1		1,5 , Cu , 1NT					
MOBILE HOME GARDIEN									
COFFRET MOBILE HOME GARDIEN : Ik3max = 3.0 kA									

(1) : En l'absence d'indication, la nature de l'âme des conducteurs est du cuivre (Al : aluminium , Cu:cuivre).
(2) : En l'absence d'indication, le coefficient global de correction « K » est pris égal à 0,8.

RESULTATS DES MESURES ET ESSAIS

CONDITIONS DE MESURE

MESURES D'ISOLEMENT

Les mesures d'isolement par rapport à la terre sont effectuées sous 500 V continu sur les canalisations en aval des DDR défectueux ou sur les canalisations pour lesquelles il a été constaté une absence de DDR nécessaire pour la protection des personnes (contacts indirects), sur les matériels amovibles hors tension, ou sur les récepteurs dont la liaison à la terre a été jugée défectueuse. La valeur est considérée comme satisfaisante si elle est supérieure à 0,5 M.ohms.

VERIFICATION DE LA CONTINUITÉ DES CONDUCTEURS DE PROTECTIONS

La vérification de continuité des conducteurs de protection est effectuée à l'aide d'un ohmmètre. Elle est correcte si la valeur mesurée de la résistance est inférieure à 2 Ohms.

VÉRIFICATION DE LA CONTINUITÉ ET DE LA RÉSISTANCE DES CONDUCTEURS DE PROTECTION ET DES LIAISONS EQUIPOTENTIELLES

La vérification de la résistance des conducteurs de protection est effectuée à l'aide d'un milliohmètre. Elle est correcte si la valeur mesurée satisfait aux prescriptions des tableaux du guide UTE C 15-105 § D6.

ESSAIS DE DECLENCHEMENT DES DISPOSITIFS DIFFERENTIELS RESIDUELS

La valeur du seuil de déclenchement est correcte si elle est comprise entre $0,5 \Delta n$ et Δn . (Δn : sensibilité du dispositif différentiel). Les essais sont réalisés entre une phase et la terre. En cas de manque de sélectivité, les essais sont réalisés entre le neutre ou une phase amont et une autre phase en aval.

MESURE DES IMPEDANCES DE BOUCLE (protection "contacts indirects")

Cette mesure est effectuée si nécessaire à l'aide d'un milliohmètre de boucle. Le dispositif de protection est correct, si son temps de coupure pour le courant de défaut déterminé, satisfait aux prescriptions du guide UTE C 15-105.

MESURE DE RÉSISTANCE DE PRISE DE TERRE

Cette mesure est effectuée en choisissant suivant l'installation, l'une des méthodes ci-après :

- En régime TT : Mesure de boucle. Le résultat est satisfaisant si la résistance mesurée $R \leq \frac{UL}{\Delta n}$

(UL : tension limite conventionnelle ; n : sensibilité du différentiel principal). Cette méthode donne un résultat par excès.

- En régime IT, TN, et avant mise sous tension : Mesure à l'aide d'un telluromètre. Le résultat de la mesure est satisfaisant s'il est inférieur ou égal aux seuils fixés par les réglementations en vigueur suivant l'utilisation de la prise de terre (NF C 15-100, NF C 13-100, NF C 13-200, etc.)

MESURE DU SOL ANTISTATIQUE

La mesure est réalisée à l'aide d'un mégohmmètre entre la barrette de liaison équipotentielle du local et le sol par l'intermédiaire d'un trépied métallique tel que défini au titre 6 de la NF C 15-100.

Cinq mesures sont effectuées dans les quatre angles et au centre du local. La valeur la plus élevée des moyennes des mesures réalisées est retenue et considérée comme satisfaisante si elle est inférieure à 25 M. ohms.

ABREVIATION, SIGLES ET REPERES UTILISES DANS LES TABLEAUX DE MESURES

PRISE DE TERRE

Nature de la prise de terre	Non communiqué	Ceinturage à fond de fouille	Ensemble de prises de terre interconnectées	Piquet de terre	
Repère	NC	FF	EI	PT	A (Autre)

Méthode de mesure	Par résistance de boucle	Par telluromètre
Repère	RB	T

Code mesure	Barrette ouverte	Barrette fermée	Ensemble interconnecté
Repère	A	B	C

RECEPTEURS ELECTRIQUES :

PC (Vérif. / acc.) : Prise de courant (vérifiée / accessible)

AE (Vérif. / Exist.) : Appareil d'éclairage (Vérifié / existant)

APPAREILS DE MESURES UTILISES

Mesure de la résistance de prises de terre : **Ponta-ohms (PONTARLIER ELECTRONIQUE)**

Mesure de l'isolement : **Sans objet**

Vérification de la continuité et de la résistance des conducteurs de protection et des liaisons équipotentielles : **CP-100C (PONTARLIER ELECTRONIQUE)**

Test de déclenchement des dispositifs différentiels : **Ponta-mesure (PONTARLIER ELECTRONIQUE)**

Mesure des impédances de boucle : **Sans objet**

Essais de fonctionnement des contrôleurs permanents d'isolement : **Sans objet**

PRISES DE TERRE

(*) Se reporter à la liste récapitulative des observations

Emplacement et désignation	Résistance de prise de terre				Commentaires	N° d'obs (*)
	Nature prise de terre (1)	Méthode de mesure (1)	Valeur mesurée (Ohms)	Code mesure (1)		
VERMEULEN(HEM)						
<u>BUNGALOW COMPRESSEUR FUEL</u>						
Terre des masses BT	PT	RB	40	C		
<u>EXTERIEUR</u>						
Terre des masses BT	NC	RB	1	C		

(1) Consulter la liste des abréviations

ESSAIS DES DISPOSITIFS DIFFERENTIELS ET MESURES D'ISOLEMENT DES CIRCUITS BT

Emplacement et désignation du dispositif	Dispositifs différentiels			Isolement (MOhms)	N° d'obs (*)
	Seuil réglage (mA)	Tempo (ms)	Fonct (1)		
VERMEULEN(HEM)					
<u>BUNGALOW BUREAU > 1ER ETAGE > BUREAU VIDE</u>					
COFFRET BUREAUX ETAGE					
INTER GENERAL	30		1		
<u>BUNGALOW BUREAU > RDC > BUREAU ACCEUIL</u>					
COFFRET BUREAUX					
GENERAL HAUT	30		1		
GENERAL MILIEU	30		1		
GENERAL MILIEU	30		1		
<u>BUNGALOW COMPRESSEUR FUEL</u>					
COFFRET COMPRESSEUR					
INTER GENERAL	30		1		
ALIM COMPRESSEUR	300				
<u>BUNGALOW FORAGE</u>					
COFFRET FORAGE					
DIFF GENERAL	300		1		
PRISE DE COURANT	30		1		
ECLAIRAGE	300		1		
VIDE CAVE	300		1		
D6 PC TRI	30		1		
<u>BUNGALOW REfectoire VESTIAIRE</u>					
COFFRET REfectoire					
INTER GENERAL	30		1		
<u>EXTERIEUR</u>					
ARMOIRE GENERALE					
Disjoncteur de branchement	500		1		
PRISE 220V TGBT	30		1		
INUTILISE	30		1		
MOBILE HOME GARDIEN	30		1		
PRISE POMPE	30		1		2
BUNGALOW REF ARCHIVE	30		1		
BUNGALOW BUREAU	300		1		
PRISE TRIPHASE	30		1		

(*) Se reporter à la liste récapitulative des observations

OPALE 01 – V 4

Copyright BUREAU VERITAS

page 16/25

rapport n° : 2680709/1.5.1.R

en date du 02/02/2018

Emplacement et désignation du dispositif	Dispositifs différentiels			Isolement (MOhms)	N° d'obs (*)
	Seuil réglage (mA)	Tempo (ms)	Fonct (1)		
COFFRET POMPE	30		1		
ECLAIRAGE ENSEIGNE	300				

(1) La valeur 0 indique que le dispositif différentiel n'a pas fonctionné, ou pas correctement.
La valeur 1 indique que le dispositif différentiel a fonctionné correctement
L'absence de valeur indique que le dispositif différentiel n'a pas été testé

CONTINUE DE MISE A LA TERRE ET ISOLEMENT DES RECEPTEURS ELECTRIQUES

RECEPTEURS		Protection		Nombre					Continuité du conducteur de protection (1)	Isolement (MOhm)	Commentaires	N° d'obs (*)			
Emplacement / Désignation	I (A)	Type et calibre (A)	P.C. Vérif./ accès	A.E. Vérif./ exist	Récept. de bureau	Autres Récept	Machine	Eclairage sécurité							
VERMEULEN(HEM)															
EXTERIEUR															
Matériel divers						5									
PORTAIL						1									
BUNGALOW REFECTOIRE VESTIAIRE												3 / 4			
Points lumineux				2/2											
Prises de courant			6/6												
Matériel divers						8									
BUNGALOW FORAGE															
Points lumineux				1/1											
Prises de courant			6/6												
Matériel divers						5									
BUNGALOW COMPRESSEUR FUEL															
Points lumineux				2/2											
Prises de courant			7/7												
Matériel divers						4									
Prises de courant extérieure			1/1												
BUNGALOW BUREAU > RDC > SAS ACCEUIL															
Points lumineux				1/1											
BUNGALOW BUREAU > RDC > EXTERIEUR															
Points lumineux				4/4											
BUNGALOW BUREAU > RDC > BUREAU ACCEUIL															
Points lumineux				2/2											

(*) Se reporter à la liste récapitulative des observations

RECEPTEURS		Protection	Nombre						Continuité du conducteur de protection (1)	Isolement (MOhm)	Commentaires	N° d'obs (*)
Emplacement / Désignation	I (A)	Type et calibre (A)	P.C. Vérif./ accès	A.E. Vérif./ exist	Récept. de bureau	Autres Récept	Machine	Eclairage sécurité				
Prises de courant			7/7									
Matériel de bureau divers					7							
Matériel divers						6						
<u>BUNGALOW BUREAU > RDC > KITCHENETTE</u>												
Points lumineux				2/2								
Prises de courant			12/12									
Matériel de bureau divers					7							
<u>BUNGALOW BUREAU > RDC > SAS ENTREE</u>												
Points lumineux				1/1								
<u>BUNGALOW BUREAU > RDC > WC</u>												
Points lumineux				1/1								
Matériel divers						1						
<u>BUNGALOW BUREAU > RDC > BUREAU RESPONSABLE</u>												
Points lumineux				2/2								
Matériel divers						3						
Prises de courant			8/8									
Matériel de bureau divers					3							
<u>BUNGALOW BUREAU > 1ER ETAGE > BUREAU VIDE</u>												
Points lumineux				2/2								
Prises de courant			11/11									
Matériel divers						2						
<u>BUNGALOW BUREAU > 1ER ETAGE > ARCHIVE</u>												
Points lumineux				3/3								
Prises de courant			1/1									
Matériel divers						1						

(1) La présence d'une croix indique que la liaison à la terre est défectueuse,

CONTINUITE DES CIRCUITS DE PROTECTION ENTRE LES NIVEAUX DE DISTRIBUTION

(*) Se reporter à la liste récapitulative des observations

Désignation	Continuité des circuits de protection entre niveaux		Valeur mesurée incorrecte (1)	Justifications	N° d'obs (*)
	R.max (mOhms)	R.mesurée (mOhms)			
VERMEULEN					
COFFRET BUREAUX ETAGE- ARMOIRE GENERALE				Vérification visuelle	
COFFRET BUREAUX- ARMOIRE GENERALE				Vérification visuelle	
COFFRET COMPRESSEUR- PRISE DE TERRE	2000	1900			
COFFRET FORAGE- ARMOIRE GENERALE				Vérification visuelle	
COFFRET REFECTOIRE- ARMOIRE GENERALE	2000	1900			
ARMOIRE GENERALE- PRISE DE TERRE	2000	1900			
COFFRET MOBIL HOME GARDIEN- ARMOIRE GENERALE	2000	1900			

(1) : Une croix de cette colonne indique que la valeur mesurée est incorrecte par rapport aux valeurs indiquées dans le guide UTE 15-105.

AVIS SUR ARTICLES

C : Conforme **NC** : Non Conforme **SO** : Sans Objet **NV** : Non Vérifié

Articles	Libellé	Arrêté	Référentiel Normatif	Avis	N° d'obs. (*)
DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX APPAREILS ELECTRIQUES AMOVIBLES					
CDT R.4226-12	Choix du matériel en fonction des influences externes	A.20/12/2011 art 3	NF C 15-100 Art. 512	C	
CDT R.4226-12	Réunion ou séparation hors charge de la prise de courant >32A	A.20/12/2011 art 6	NF C 15-100 Art. 555	SO	
CDT R.4226-12	Tension d'alimentation des appareils amovibles	A.20/12/2011 art 2		C	
CDT R.4226-12	Câbles souples de raccordement, prises de courant, prolongateurs et connecteurs	A.20/12/2011 art 4	NF C 15-100 Art. 559	C	
CDT R.4226-12	Raccordement des appareils amovibles. Conservation de la continuité du conducteur de protection	A.20/12/2011 art 5	NF C 15-100 Art. 555	C	
CDT R.4226-12	Enceintes conductrices exigües	A.20/12/2011 art 7	NF C 15-100 Art. 706	SO	
CDT R.4226-12	Raccordement des appareils amovibles. Conservation de la continuité du conducteur de protection	A.20/12/2011 art 5	NF C 15-100 Art. 543	C	
CDT R.4226-12	Raccordement avec la canalisation fixe. Connexion du conducteur de protection avant les conducteurs actifs. Impossibilité de mise sous tension accidentelle du conducteur de protection	A.20/12/2011 art 5	NF C 15-100 Art. 559	C	
PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES AUX INSTALLATIONS ELECTRIQUES DES LOCAUX ET EMPLACEMENTS A RISQUE D'EXPLOSION					
CDT R.4215-12	Prescriptions spécifiques aux installations électriques des locaux et emplacements à risque d'explosion. Machines tournantes et transformateurs		NF C 15-100 Art. 424.15	SO	
CDT R.4215-12	Prescriptions spécifiques aux installations électriques des locaux et emplacements à risque d'explosion. Protection contre les surcharges et les courts-circuits		NF C 15-100 Art. 424.9	SO	
CDT R.4215-12	Prescriptions spécifiques aux installations électriques des locaux et emplacements à risque d'explosion. Liaisons équipotentielles		NF C 15-100 Art. 424.12	SO	
CDT R.4215-12	Prescriptions spécifiques aux installations électriques des locaux et emplacements à risque d'explosion. Choix des matériels		NF C 15-100 Art. 424.2-424.3	SO	
CDT R.4215-12	Prescriptions spécifiques aux installations électriques des locaux et emplacements à risque d'explosion. Choix des canalisations		NF C 15-100 Art. 424.8-424.14	SO	
CDT R.4215-12	Prescriptions spécifiques aux installations électriques des locaux et emplacements à risque d'explosion. Installations électriques limitées		NF C 15-100 Art. 424.1	SO	
CDT R.4215-12	Prescriptions spécifiques aux installations électriques des locaux et emplacements à risque d'explosion. Obturation des caniveaux, conduits, fourreaux, etc. et traversées de parois		NF C 15-100 Art. 424.7	SO	
CDT R.4215-12	Prescriptions spécifiques aux installations électriques des locaux et emplacements à risque d'explosion. Dispositif de coupure d'urgence à l'extérieur de l'emplacement dangereux		NF C 15-100 Art. 424.13	SO	
CDT R.4215-12	Prescriptions spécifiques aux installations électriques des locaux et emplacements à risque d'explosion. Protection des circuits par DDR en schémas TT et TN		NF C 15-100 Art. 424.10	SO	
CDT R.4215-12	Prescriptions spécifiques aux installations électriques des locaux et emplacements à risque d'explosion		NF C 15-100 Art. 554	SO	
CDT R.4215-12	Prescriptions spécifiques aux installations électriques des locaux et emplacements à risque d'explosion. Conducteur PEN interdit		NF C 15-100 Art. 424.11	SO	
CDT R.4215-12	Prescriptions spécifiques aux installations électriques des locaux et emplacements à risque d'explosion. Canalisation non propagatrices de la flamme (catégorie C2)		NF C 15-100 Art. 424.5	SO	

(*) Se reporter à la liste récapitulative des observations

Articles	Libellé	Arrêté	Référentiel Normatif	Avis	N° d'obs. (*)
CDT R.4215-12	Prescriptions spécifiques aux installations électriques des locaux et emplacements à risque d'explosion. Courant admissible réduit dans les conducteurs		NF C 15-100 Art. 424.4	SO	
PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES AUX INSTALLATIONS ELECTRIQUES DES LOCAUX ET EMPLACEMENTS A RISQUE D'INCENDIE					
CDT R.4215-12	Prescriptions spécifiques aux installations électriques des locaux et emplacements à risque d'incendie. Canalisations non noyées non propagatrices de la flamme (catégorie C2)		NF C 15-100 Art. 421-422.1.4	SO	
CDT R.4215-12	Prescriptions spécifiques aux installations électriques des locaux et emplacements à risque d'incendie. Protection DDR en schéma TT et TN		NF C 15-100 Art. 421-422.1.7	SO	
CDT R.4215-12	Prescriptions spécifiques aux installations électriques des locaux et emplacements à risque d'incendie. Protection des moteurs		NF C 15-100 Art. 421-422.1.13	SO	
CDT R.4215-12	Prescriptions spécifiques aux installations électriques des locaux et emplacements à risque d'incendie. Conducteurs PEN interdit		NF C 15-100 Art. 421-422.1.8	SO	
CDT R.4215-12	Prescriptions spécifiques aux installations électriques des locaux et emplacements à risque d'incendie. Installation électriques limitées		NF C 15-100 Art. 421-422.1.1	SO	
CDT R.4215-12	Prescriptions spécifiques aux installations électriques des locaux et emplacements à risque d'incendie. Degré de protection des enveloppes		NF C 15-100 Art. 421-422.1.5	SO	
CDT R.4215-12	Prescriptions spécifiques aux installations électriques des locaux et emplacements à risque d'incendie. Dispositions générales		NF C 15-100 Art. 421-422	SO	
CDT R.4215-12	Prescriptions spécifiques aux installations électriques des locaux et emplacements à risque d'incendie. Situation des dispositifs de protection		NF C 15-100 Art. 421-422.1.6	SO	
SECTIONS DES CANALISATIONS					
CDT R.4215-6	Choix et mise en oeuvre des canalisations. Section minimale des conducteurs		NF C 15-100 Art. 523	C	
DISPOSITIFS DE CONNEXION					
CDT R.4215-6	Choix et mise en oeuvre des dispositifs de connexion		NF C 15-100 Art. 526-559	C	
CDT R.4215-6	Choix et mise en oeuvre des dispositifs de connexion. Connexion des appareils aux installations		NF C 15-100 Art. 559	NC	4
USAGE DE DIELECTRIQUE LIQUIDE ET TRANSFORMATEUR DE TYPE SEC					
CDT R.4215-6	Installations où il est fait usage de diélectrique liquide inflammable ou installations renfermant des transformateurs de type sec		NF C 15-100 Art. 421	SO	
RISQUES D'ECHAUFFEMENTS ET DE BRÛLURE					
CDT R.4215-5	Mesure de protection contre les risques d'échauffements et de brûlure.		NF C 15-100 Art. 423-559	C	
CDT R.4215-6	Non manœuvre en charge des sectionneurs, prises de courant BT de courant assigné supérieur à 32 A		NF C 15-100 Art. 536	SO	
PROTECTION CONTRE LES SURINTENSITES					
CDT R.4215-6	Choix et protections des matériels afin de supporter les effets mécaniques et thermiques produits par les surintensités		NF C 15-100 Art. 524-535	C	
CDT R.4215-6	Protection des installations contre les surintensités		NF C 15-100 Art. 430-533	NC	2
CDT R.4215-6	Choix et protections des matériels afin de supporter les effets mécaniques et thermiques produits par les surintensités. Coordination entre les dispositifs de protection contre les surcharges et les courts-circuits		NF C 15-100 Art. 533-536	C	
CDT R.4215-6	Choix et protections des matériels afin de supporter les effets mécaniques et thermiques produits par les surintensités. Coordination entre les dispositifs de protection contre les surcharges et les courts-circuits		NF C 15-100 Art. 435	C	
DISPOSITIONS PARTICULIERES AUX EMPLACEMENTS SPECIAUX					
CDT R.4215-3	Mesure de protection contre les chocs électriques dans les		NF C 15-100	SO	

(*) Se reporter à la liste récapitulative des observations

Articles	Libellé	Arrêté	Référentiel Normatif	Avis	N° d'obs. (*)
	piscines et autres bassins		Art. 702		
CDT R.4215-3	Mesure de protection contre les chocs électriques dans les locaux contenant une baignoire ou une douche		NF C 15-100 Art. 701	SO	
PROTECTION CONTRE LES CONTACTS INDIRECTS					
CDT R.4215-3	Mesure de protection contre les défauts d'isolement par liaison équipotentielle supplémentaire		NF C 15-100 Art. 415	SO	
CDT R.4215-3	Mesure de protection contre les défauts d'isolement par coupure automatique de l'alimentation		NF C 15-100 Art. 411.3	C	
CDT R.4215-3	Mesure de protection contre les défauts d'isolement. Installations de mise à la terre fonctionnelle.		NF C 15-100 Art. 545	SO	
CDT R.4215-3	Mesure de protection contre les contacts indirects. Présence tension sur les masses métalliques		NF C 15-100 Art. 612	C	
CDT R.4215-3	Mesure de protection contre les contacts indirects par très basse tension de sécurité (TBTS) ou de protection (TBTP)		NF C 15-100 Art. 414	C	
CDT R.4215-3	Mesure de protection contre les défauts d'isolement. Installations de mise à la terre.		NF C 15-100 Art. 542	C	
CDT R.4215-3	Mesure de protection contre les défauts d'isolement par coupure automatique de l'alimentation en schéma IT		NF C 15-100 Art. 411.6	SO	
CDT R.4215-3	Mesure de protection contre les défauts d'isolement. Dispositions applicables aux conducteurs de protection		NF C 15-100 Art. 544	C	
CDT R.4215-3	Mesure de protection contre les défauts d'isolement assuré par dispositifs différentiel à courant résiduel		NF C 15-100 Art. 531	C	
CDT R.4215-3	Mesure de protection contre les défauts d'isolement par isolation double ou renforcée dans ensembles d'appareillage		NF C 15-100 Art. 558	SO	
CDT R.4215-3	Mesure de protection contre les défauts d'isolement par isolation double ou renforcée		NF C 15-100 Art. 412	C	
CDT R.4215-3	Mesure de protection contre les défauts d'isolement d'un autotransformateur		NF C 15-100 Art. 552	SO	
CDT R.4215-3	Mesure de protection contre les défauts d'isolement. Dispositions applicables aux conducteurs de protection		NF C 15-100 Art. 543	NC	6
CDT R.4215-3	Mesure de protection contre les défauts d'isolement. Protection des conducteurs actifs		NF C 15-100 Art. 431	C	
CDT R.4215-4	Mesure de protection contre les surtensions en schéma IT		NF C 15-100 Art. 534	SO	
CDT R.4215-4	Mesure de protection contre les surtensions. Résistance de la prise de terre du neutre		NF C 15-100 Art. 442	SO	
PROTECTION CONTRE LES CONTACTS DIRECTS					
CDT R.4215-3	Mesure de protection contre les contacts directs; Absence de partie active accessible aux travailleurs		NF C 15-100 Art. 411.2	C	
CDT R.4215-3	Mesure de protection contre les contacts directs par isolation, obstacle ou éloignement		NF C 15-100 Art. 410	C	
CDT R.4215-3	Mesure de protection contre les contacts directs par séparation électrique		NF C 15-100 Art. 413	SO	
CDT R.4215-3	Mesure de protection contre les contacts directs par isolation, obstacle ou éloignement dans local de service électrique		NF C 15-100 Art. 781	SO	
CDT R.4215-3	Mesure de protection complémentaire contre les contacts directs des cordons chauffants		NF C 15-100 Art. 559.5	SO	
CDT R.4226-5-R.4226-7	Maintien en état de conformité des installations électriques. Bon fonctionnement des dispositifs différentiels et/ou contrôleur permanent d'isolement		NF C 15-100 Art. 612.6	C	
CDT R.4226-5-R.4226-7	Maintien en état de conformité des installations électriques. Isolement des canalisations		NF C 15-100 Art. 612.3	SO	
VOISINAGE ENTRE INSTALLATIONS DE DOMAINES DE TENSION DIFFERENTS					
CDT R.4215-4	Mesure de protection contre les surtensions. Voisinage entre installations de domaines de tension différents		NF C 15-100 Art. 528	SO	

(*) Se reporter à la liste récapitulative des observations

Articles	Libellé	Arrêté	Référentiel Normatif	Avis	N° d'obs. (*)
LOCAUX OU EMPLACEMENTS DE SERVICE ELECTRIQUE					
CDT R.4215-13	Locaux ou emplacements de service électrique. Distances minimales à respecter dans les passages		NF C 15-100 Art. 781.4	SO	
CDT R.4215-13	Locaux ou emplacements de service électrique. Conditionnement et ventilation		NF C 15-100 Art. 781.5.3	SO	
CDT R.4215-13	Locaux ou emplacements de service électrique. Eclairage de sécurité		NF C 15-100 Art. 781.5.4	SO	
CDT R.4226-9	Locaux de service électrique. Accès aux locaux ou emplacements, portes - conditions d'ouverture et de fermeture		NF C 15-100 Art. 781.3	SO	
SECTIONNEMENT ET COUPURE D'URGENCE					
CDT R.4215-7	Sectionnement groupe électrogène		NF C 15-100 Art. 551	SO	
CDT R.4215-7	Sectionnement. Division des installations		NF C 15-100 Art. 314	C	
CDT R.4215-7	Sectionnement		NF C 15-100 Art. 462-536	C	
CDT R.4215-8	Coupure d'urgence		NF C 15-100 Art. 463-536	C	
IDENTIFICATION					
CDT R.4215-10	Identification du cheminement des canalisations enterrées		NF C 15-100 Art. 514.2	SO	
CDT R.4215-10	Identification des circuits, et des appareillages - Adéquation, schémas/réalisation		NF C 15-100 Art. 514.1	C	
CDT R.4215-10	Repérage des conducteurs (neutre, PE et PEN)		NF C 15-100 Art. 514.3	C	
CONFORMITE AUX NORMES ET MAINTIEN EN ETAT DE CONFORMITE					
CDT R.4215-16	Conformité aux normes des matériels ayant une fonction de sécurité		NF C 15-100 Art. 511	C	
CDT R.4226-5-R.4226-7	Maintien en état de conformité des installations électriques. Fixation des canalisations		NF C 15-100 Art. 521- 529	C	
CDT R.4226-5-R.4226-7	Maintien en état de conformité des installations électriques. Dispositions concernant l'entretien de l'installation (état du matériel)		NF C 15-100 Art. 512.2-522	C	
FIXATION, MODE DE POSE					
CDT R.4215-11	Fixation et état mécanique apparent des luminaires		NF C 15-100 Art. 559	C	
CDT R.4215-11	Fixation et état mécanique apparent des matériels		NF C 15-100 Art. 530	C	
CDT R.4215-9	Mode de pose des canalisations. Obturation des percements (planchers, murs, parois, etc.)		NF C 15-100 Art. 527	C	
CDT R.4215-9	Mode de pose des canalisations. Voisinage avec des canalisations non électrique		NF C 15-100 Art. 528	C	
CDT R.4215-9	Mode de pose des canalisations		NF C 15-100 Art. 521- 529	C	
CONDITIONS D'INFLUENCES EXTERNES					
CDT R.4215-11	Adaptation des matériels aux conditions d'influences externes dans les piscines et autres bassins		NF C 15-100 Art. 702	SO	
CDT R.4215-11	Adaptation des matériels aux conditions d'influences externes (parc de caravannes, marinas).		NF C 15-100 Art. 708-709	SO	
CDT R.4215-11	Adaptation des matériels aux conditions d'influences externes dans les locaux contenant une baignoire ou une douche		NF C 15-100 Art. 701	SO	
CDT R.4215-11	Adaptation des matériels aux conditions d'influences externes dans les établissements agricoles		NF C 15-100 Art. 705	SO	
CDT R.4215-11	Adaptation des matériels aux conditions d'influences externes (installations de chantiers)		NF C 15-100 Art. 704	SO	
CDT R.4215-11	Adaptation des matériels aux conditions d'influences		NF C 15-100	SO	

(*) Se reporter à la liste récapitulative des observations

OPALE 01 – V 4

Copyright BUREAU VERITAS

page 23/25

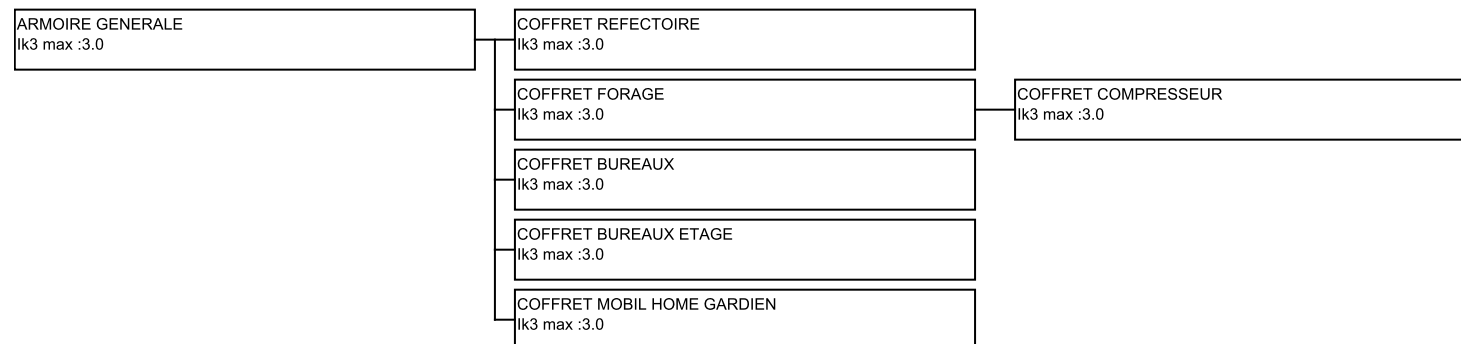
rapport n° : 2680709/1.5.1.R

en date du 02/02/2018

Articles	Libellé	Arrêté	Référentiel Normatif	Avis	N° d'obs. (*)
	externes dans les saunas.		Art. 703		
CDT R.4215-11	Adaptation des matériels aux conditions d'influences externes.		NF C 15-100 Art. 512-522	NC	1 / 5 / 3
CDT R.4226-5- R.4226-7	Maintien en état de conformité des installations électriques. Dépoussiérage		NF C 15-100 Art. 512-522	C	
CONCEPTION ET MISE EN OEUVRE					
CDT R.4215-11	Conception et mise en oeuvre des installations en fonction de leur domaine de tension.		NF C 15-100 Art. 512-555	C	

SYNOPTIQUE DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE BASSE TENSION

VERMEULEN



PIECE JOINTE N°23

DECLARATION DU FORAGE DU SITE

Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement

DOUAI, le 16 janvier 2001

Pierre-Franck CHEVET
Directeur

LE DIRECTEUR

DEI3S/OR/MCI

à

Monsieur le Directeur
SA VERMEULEN MATERIAUX
37, Quai des Canotiers

59200 - TOURCOING

OBJET : Article 131 du Code Minier.
Forage de HEM.

REF. : Déclaration reçue le 16 janvier 2001

Monsieur,

Conformément aux dispositions de l'article 131 du Code Minier, j'ai l'honneur d'accuser réception de la déclaration de travaux, dont photocopie ci-jointe, enregistrée sous le numéro d'ordre suivant : **H 9487**

Cependant, cette opération ayant pour but l'exploitation d'eau souterraine dans une installation réglementée au titre de la loi Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, il vous appartient de vous rapprocher de l'Inspecteur des Installations Classées de votre établissement afin que celui-ci vous précise quelles sont les dispositions de cette loi auxquelles est soumis votre projet et quelle procédure administrative est nécessaire avant d'entreprendre son exécution.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

P/LE DIRECTEUR et par délégation
P/L'INGÉNIEUR DES MINES
Chef de la Division Environnement Industriel et Sol - Sous-Sol
~~L'INGENIEUR DE L'INDUSTRIE ET DES MINES~~

Olivier RAMACKERS

Copie G.S + BRGM

Affaire suivie par :

Olivier RAMACKERS - poste 22.62

DECLARATION DE SONDAGE, OUVRAGE SOUTERRAIN OU TRAVAIL DE FOUILLE
(Article 131 du CODE MINIER)

Réserve à l'Administration

H 9487

MAITRE D'OUVRAGE ou
MAITRE D'OEUVRE (1)

Nom, prénom : SA Vermeulen Matériaux 37 quai de

Adresse : Carrières 53200 Tourcoing

Tél. :

Nom, prénom : Nord Forage Rue de l'étang

Adresse : 62138 Violaines

Tél. :

Nature : puits - forage (2) de crue

Nombre : 1

Objet (3) : aménagement piste lutte contre la pollution

Profondeur prévue : 50m

Emplacement : commune (département) HEH (53)

Rue et n° (ou lieu-dit) : Rue du Calvaire

Date de début des travaux : dès que possible

Durée probable : 1 semaine

Si l'agit d'un ouvrage de prélèvement d'eau (4) Q : 7 m³/h 5m³/s 1000m³/an

Date d'envoi de la déclaration en Préfecture (si le débit est > à 8 m³/h et < 80 m³/h) (5) :

Date d'envoi de la demande d'autorisation (6) en Préfecture (si le débit est ≥ à 80 m³/h) :

(Article 10 de la loi n° 92.3 du 03.01.92 et Décrets n° 93.742 et n° 93.743 du 29.03.93)

Le déclarant est (1) : le Maître d'ouvrage - le Maître d'œuvre - l'Entrepreneur

Date et Signature (6) :

(1) Personne pour le compte de laquelle le travail est exécuté.

(2) Biffer la mention inutile ou compléter s'il y a lieu.

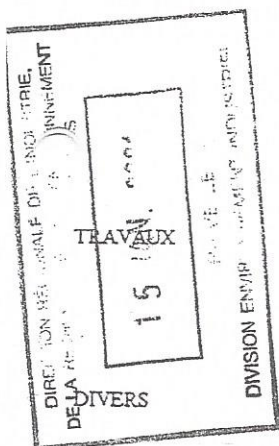
(3) Recherche ou exploitation (substances à préciser, géothermie...); reconnaissance (sol, fondations...).

(4) Préciser le débit (Q) horaire escompté sur la base des données disponibles.

(5) Les déclarations doivent être adressées au Préfet un mois avant le début des travaux.

(6) La demande d'autorisation nécessite un délai d'instruction de 6 à 8 mois.

N.B. : Une déclaration détaillée pourra vous être demandée sur ces travaux.





DOSSIER TECHNIQUE

FORAGE D'EAU

Entreprise:	NORD FORAGE
Client:	VERMEULEN MATERIAUX SA 87 QUAI DES CANOTIERS 59338 TOURCOING CEDEX
Maître d'oeuvre:	VERMEULEN MATERIAUX SA 87 QUAI DES CANOTIERS 59200 TOURCOING
Exploitant:	

Code National BSS :

N° Déclaration ** : H9487

Police de l'eau * :

* Numéro de déclaration au titre de la police de l'eau

** N° d'enregistrement de déclaration préalable

Lieu de l'ouvrage : RUE DU CALVAIRE
59510 HEM

Coordonnées : Longitude 0 Latitude 0 Altitude : 0.00 m
Zone

Nombre de forages : 1

Date début de l'ouvrage : 23/04/2001

Resp. M. Ouvrage : S. VAN DEN BULKE

Date fin de l'ouvrage : 04/05/2001

Resp. M. Oeuvre : S. VAN DEN BULKE

Machine : FAILING 1500

Resp. Chantier : MORALES ANTOINE

Date début pompage : 04/05/2001

Niveau statique non perturbé : 23.80 m

Date fin de pompage : 04/05/2001

Débit Maxi. d'essai : 25.00 m3/h

Nombre de nappes identifiées

Rabattement correspondant : 1.00 m

Notes :



TRONCONS de L'OUVRAGE

FORAGE D'EAU

Client: VERMEULEN MATERIAUX SA
Maître d'oeuvre: VERMEULEN MATERIAUX SA
Lieu de l'ouvrage : RUE DU CALVAIRE
 59510 FEM

LITHOLOGIE

De	à	Libellé
0.00	7.00	Limon
7.00	14.00	Argile de Roncourt
14.00	27.00	Sable vert d'Osricourt
27.00	37.00	Argile de Louvil
37.00	52.00	Craie blanche
52.00	62.00	Craie grise à silex

FORAGE

De	à	Ø"	Ømm	Mode de forage	Fluide de forage
0.00	37.00	12"1/4	311.00	Rotary	Boue-polymere
37.00	55.00	7"7/8	200.03	Rotary	Eau-claire

* Reconnaissance

TUBAGE

De	à	Ø"	Ømm	Epais.	Ecra.	Nature du tubage	Type	Slot	Vide %
0.00	37.00	8"5/8	219.30	3.20	10	Acier-ordinaire	Tube-plein		

REEMPLISSAGE

De	à	Ø"	Ømm	Matériau	Nature	Méthode de pose	Texture	Gra. (mm)	Vol. m3
0.00	37.00	8"5/8	219.30	Ciment	Cpj 45	Sous pression			2.50

FORAGE D'EAU

Travaux réalisés : 111
du : 23/04/2001 au : 04/05/2001

Client : VERMEULIN MATERIAUX SA

Maitre d'oeuvre : VERMEULIN MATERIAUX SA

Localisation de l'ouvrage : RUE DU CALVAIRE

59510 HEM

Coordonnées de l'ouvrage :

Lambert 1 carto métrique

Longitude (X): 0

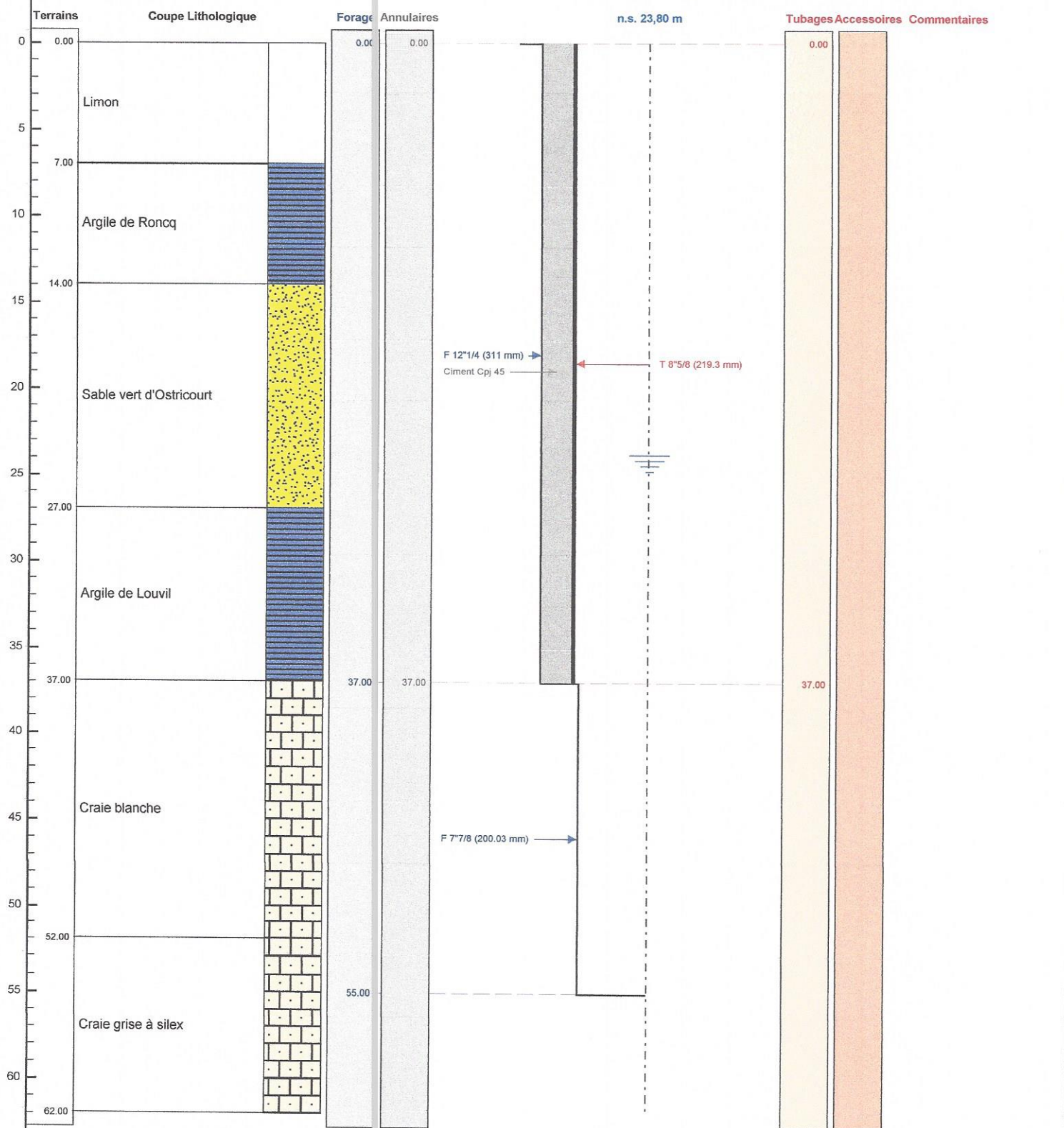
Latitude (Y): 0

Altitude sol (Z): +0,000 m

Echelle : 1/312

Profondeurs en m au-dessous du repère zéro sol (signe + au-dessus)

Nombre de forages : 1



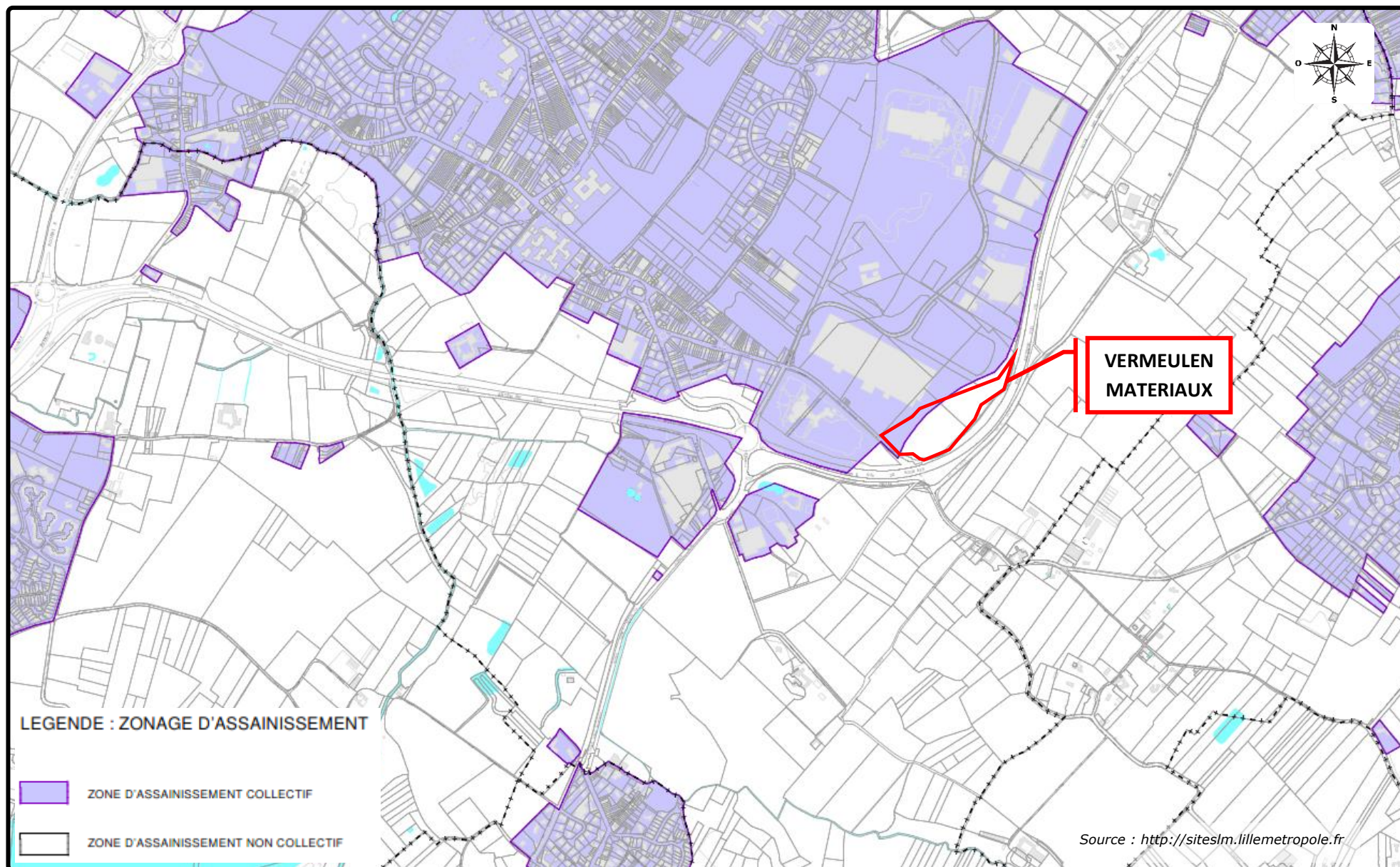
Le à
CERTIFIE CONFORME A L'OUVRAGE EXECUTE
Tampon et signature du chef d'entreprise

Lambert 1 carto métrique Long.: 0 Lat.: 0 Alt.: +0,000 m

PAGE: 3

PIECE JOINTE N°24

ZONE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF



PIECE JOINTE N°25

**RAPPORT DE MESURES ACOUSTIQUES,
POUSSIÈRES ET REJETS AQUEUX**

RAPPORT DE MESURAGE

DIRECTION QUALITÉ SÉCURITÉ ENVIRONNEMENT

Date des mesurages : 03 juillet 2018

Responsable : G. MARIE

Exécutés par : C. DENIELLE



Mesurage du bruit, des retombées de poussières et des rejets aqueux émis dans l'environnement par les installations de l'entreprise VERMEULEN GRANULATS.

Etablissement : HEM (59510)

A la demande de : **M. A. BARDE**

VERMEULEN MATERIAUX

Rue du calvaire

59510 HEM

a.barde@vermeulen.fr ; M.Masure@vermeulen.fr ; x.fevrier@vermeulen.fr

Référence du rapport : **012037**

Devis n° : 181761 du 08/06/2018 et n° 181196 du 09/04/2018

Épernon, le 25/07/2018

TABLE DES MATIÈRES

1. GÉNÉRALITÉS	4
2. MESURAGE DU BRUIT	4
2.1. Nature des bruits	7
2.2. Mesurage.....	7
2.3. Exigences applicables.....	8
2.4. Relevé des niveaux sonores	9
2.4.1. Niveaux sonores en limite de propriété	9
2.4.2. Emergences aux points de mesures	9
2.5. Conclusions.....	10
3. MESURAGE DES RETOMBEES DE POUSSIÈRES	11
3.1. Principe de mesurage	11
3.2. Mesurages	11
3.3. Résultats.....	13
3.4. Conclusions.....	14
4. ANALYSE DES REJETS AQUEUX	15
4.1. Caractéristique du/des prélèvement(s)	15
4.2. Résultat de l'analyse	16
4.3. Conclusions.....	16
5. ANNEXES A - MESURAGE DU BRUIT.....	17
5.1. ANNEXE A1 - Situation des points de mesure	18
5.2. ANNEXE A2 - Évolutions temporelles des niveaux sonores	19
5.3. ANNEXE A3 - Liste des appareils, logiciels et matériels de mesurage	27
6. ANNEXE B - MESURAGE DES RETOMBEES DE POUSSIÈRES.....	28
6.1. ANNEXE B1 - Situation des points de mesure.....	29
6.2. ANNEXE B2 - Carte des vents dominants	30
6.3. ANNEXE B3 - Rapport d'analyse	31
7. ANNEXE C - ANALYSES DES REJETS AQUEUX.....	35
7.1. ANNEXE C1 - Situation des points de prélèvement	36
7.2. ANNEXE C2 - Rapport d'analyse	37

1. GÉNÉRALITÉS

L'établissement de l'entreprise **VERMEULEN MATERIAUX**, est implanté au 187 rue du calvaire dans la commune de **HEM**, dans le département Du Nord (59).

L'activité de l'établissement est la valorisation de déchets inertes.

L'établissement comprend :

- Bascules
- Plateforme de tri des déchets
- Bureaux
- Locaux sociaux

Les horaires de l'établissement sont les suivants :

- de 7h00 à 17h00 avec des équipes en horaire normal.

L'activité débutent en général vers 7h00.

2. MESURAGE DU BRUIT

Une campagne de mesurage des niveaux sonores en limite de propriété industrielle a été menée le 03 juillet 2018 de 07h00 à 12h00.

Pendant l'intervalle de mesurages, la production a démarré vers 07h00 et s'est arrêtée vers 12h00.

Les mesurages de bruit ont été effectués selon la méthode définie par l'arrêté du 23 janvier 1997 qui impose la méthode d'expertise définie par la norme NF S 31-010 de décembre 1996), relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement.

De plus les mesurages ont été effectués conformément à la norme NF S 31-010 sans déroger à aucune de ses dispositions.

Les points de mesurage, retenus en accord avec le demandeur, sont les suivants :

- Point 1 : Limite de propriété Ouest, situé à une distance évaluée à 10 mètres de la source perçue comme la plus bruyante à ce point.
- Point 2 : Limite de propriété Nord, situé à une distance évaluée à 42 mètres de la source perçue comme la plus bruyante à ce point.
- Point 3 : Limite de propriété Est, situé à une distance évaluée à 100 mètres de la source perçue comme la plus bruyante à ce point.
- Point 4 : Limite de propriété Sud, situé à une distance évaluée à 80 mètres de la source perçue comme la plus bruyante à ce point.



Photo du point n°1



Photo du point n° 2



Photo du point n°3



Photo du point n° 4

Ils sont reportés sur une vue aérienne avec échelle, jointe en annexe A1.

Les sonomètres, employés lors des mesurages, sont affectés de la façon suivante :

- Point 1 : sonomètre DUO n° de série 10 761,
- Point 2 : sonomètre DUO n° de série 10 759,
- Point 3 : sonomètre DUO n° de série 10 702,
- Point 4 : sonomètre DUO n° de série 10 760,

Les microphones utilisés sont situés à 1,40 mètres du sol en tous points.

Ils sont orientés vers la source de bruit perçue comme étant la plus bruyante (voir flèches sur le plan de situation joint en annexe A1).

Les conditions climatiques, lors des mesurages, sont estimées d'après les caractéristiques « U » pour le vent en chaque point de mesurage et « T » pour la température.

Elles sont indiquées dans le tableau suivant, heure par heure, pour les intervalles de mesurages.

	« U » vent aux points				« T »	État météorologique aux points			
Heure	n°1	n°2	n°3	n°4	Température	n°1	n°2	n°3	n°4
07h00à 12h00	U4	U3	U3	U4	T2	Z	-	-	Z

Légende :

-- : État météorologique conduisant à une atténuation très forte du niveau sonore

- : État météorologique conduisant à une atténuation forte du niveau sonore

Z : Effets météorologiques nuls ou négligeables

+ : État météorologique conduisant à un renforcement faible du niveau sonore

++ : État météorologique conduisant à un renforcement moyen du niveau sonore

U1 :	Vent fort (3 m/s à 5 m/s) contraire au Sens source-récepteur	T1 :	Jour et fort ensoleillement et surface sèche et peu de vent
U2 :	Vent moyen à faible (1 m/s à 3 m/s) Contraire ou vent fort, peu contraire	T2 :	Mêmes conditions que T1 mais au moins une et non vérifiée
U3 :	Vent nul ou vent quelconque de travers	T3 :	Lever du soleil ou coucher du soleil ou (temps couvert et venteux et surface pas trop humide)
U4 :	Vent moyen à faible portant ou vent fort peu portant (= 45°)	T4 :	Nuit et (nuageux ou vent)
U5 :	Vent fort portant	T5 :	Nuit et ciel dégagé et vent faible

2.1. Nature des bruits

Les nuisances sonores sont principalement générées par les éléments suivants :

- Le BRH sur la pelle,
- La circulation des camions sur le site,
- L'activité de concassage,
- L'activité de chargement des camions à l'aide des chargeuses,

Leur apparition est variable suivant le lieu d'observation de la situation sonore.

2.2. Mesurage

L'intervalle de référence et l'intervalle d'observation de la situation sonore sont confondus.

Les mesurages des bruits émis par l'établissement ont été réalisés lors du fonctionnement normal de ses installations.

Les mesurages ont été effectués sous la surveillance de l'opérateur de 07h00 à 12h00.

L'opérateur ne pouvant pas être présent simultanément à tous les points de mesure, la surveillance s'effectue par ronde permanente d'un point à l'autre.

Au cours de sa ronde, l'opérateur s'assure du fonctionnement des sources sonores et note les origines des bruits parasites éventuels. Au vu de l'analyse de l'environnement du site où ont été faits les mesurages, aucun bruit intempestif de niveau élevé pouvant perturber la mesure en un des points n'a pas été constaté. Par conséquent, il n'a pas été nécessaire de demander à l'exploitant de mettre à disposition un préposé observateur permanent.

Les niveaux sonores résultants sont obtenus par mesure directe et par codage des sources en éliminant dans le traitement les bruits parasites s'il y a lieu.

Référentiels :

Norme NF S 31-010 de décembre 1996 relative à la caractérisation et au mesurage du bruit en environnement.

Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

2.3. Exigences applicables

Les relevés des niveaux sonores ont été effectués, le cas échéant, sur les deux périodes définies par la réglementation (Arrêté du 23 janvier 1997) :

- nocturne de 22 h 00 à 7 h 00,
- diurne de 7 h 00 à 22 h 00.

Rappel des niveaux d'émergence autorisés dans les Zones à Emergence Réglementée et des niveaux de bruit en limite de propriété :

Niveau de bruit existant dans les Zones à Emergence Réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h 00 à 22 h 00, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h 00 à 7 h 00, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

	Niveau limite admissible pour la période allant de 7 h 00 à 22 h 00 (diurne)	Niveau limite admissible pour la période allant de 22 h 00 à 7 h 00 (nocturne)
Valeur limite à respecter en limite de propriété	70 dB (A)	60 dB (A)

La tonalité marquée est détectée dans un spectre non pondéré de tiers d'octave quand la différence de niveau entre la bande de tiers d'octave et les quatre bandes de tiers d'octave les plus proches (les deux bandes immédiatement inférieures et les deux bandes immédiatement supérieures) atteint ou dépasse les niveaux indiqués dans le tableau ci-après pour la bande considérée :

Cette analyse se fait à partir d'une acquisition minimale de 10 s		
50 à 315 Hz	400 à 1 250 Hz	1 600 à 8 000 Hz
10 dB	5 dB	5 dB

Les bandes sont définies par fréquence centrale de tiers d'octave.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne.

Les résultats obtenus sont présentés dans les tableaux ci-après.

Les niveaux sonores calculés sont arrondis au ½ dB le plus proche.

De plus l'incertitude de mesurage est estimée à 2 dB.

2.4. Relevé des niveaux sonores

2.4.1. Niveaux sonores en limite de propriété

N° point	Période	Niveau sonore L_{Aeq} en dB(A)	Valeur admissible en dB(A)	Niveau de conformité
Point 1	Diurne (7h-22h)	64,0	70	C
Point 2	Diurne (7h-22h)	70,0	70	C
Point 3	Diurne (7h-22h)	62,5	70	C
Point 3	Diurne (7h-22h)	62,5	70	C

C : Conforme

NC : Non Conforme

2.4.2. Emergences aux points de mesures

N° point	Période	Source	Niveau sonore L_{Aeq} en dB(A)	Niveau sonore L_{50} En dB(A)	Emergence mesurée en dB (A)	Emergence admissible en dB (A) **	Niveau de conformité
Point 1	Diurne (7h-22h)	Résiduel	62,5	50,5 *	1,5	Pas de ZER	Non applicable
		Activité	64,0	52,0			
Point 2	Diurne (7h-22h)	Résiduel	54,0	53,0	16	Pas de ZER	Non applicable
		Activité	70,0	67,5			
Point 3	Diurne (7h-22h)	Résiduel	55,0	54,5	7,5	Pas de ZER	Non applicable
		Activité	62,5	57,0			
Point 4	Diurne (7h-22h)	Résiduel	58,5	57,0	4,0	Pas de ZER	Non applicable
		Activité	62,5	60,5			

* : Dans le cas où la différence $L_{Aeq} - L_{50}$ (bruit résiduel) est supérieure ou égale à 5 dB (A), on utilise comme indicateur d'émergence la différence entre les indices fractiles L_{50} calculés sur le bruit ambiant et le bruit résiduel

Les indicateurs retenus pour chaque point de mesure et pour chaque période sont indiqués en gras.

** Faute de n'avoir pu consulter l'extrait du Plan Local d'Urbanisme sur le site, nous avons déterminé la présence effective de Zone à Emergence Réglementée grâce au zonage disponible sur le site Geoportail

Les évolutions temporelles de chaque point de mesure sont détaillées en Annexe 2.

2.5. Conclusions

Les mesures des niveaux sonores en limite de propriété indiquent que les exigences réglementaires applicables à l'établissement :

- Sont respectées en tous points pour la période diurne.

Il n'y a pas de Zone à Emergence Réglementée à proximité de l'établissement, donc pas d'évaluation de conformité par rapport au critère d'émergence admissible.

Les mesures des tonalités marquées en limite de propriété indiquent que les exigences réglementaires applicables à l'établissement :

- Sont respectées en tous points pour la période diurne.

3. MESURAGE DES RETOMBÉES DE POUSSIÈRES

Le mesurage des retombées atmosphériques a été effectué selon la méthode définie par la norme NF X 43-007 « Détermination de la masse des retombées atmosphériques sèches – Prélèvement sur plaquettes de dépôts »

A noter qu'il n'existe aucune valeur limite à respecter dans la réglementation française, l'intérêt de ce mesurage est avant tout statistique et permet de suivre l'évolution de l'empoussiérage d'une installation classée.

3.1. Principe de mesurage

Le principe du mesurage repose sur le captage des retombées atmosphériques à l'aide de plaquettes exposées horizontalement à l'air ambiant en limite de propriété.

Ces plaquettes sont recouvertes d'un enduit qui permet à la poussière qui se dépose de rester collée pendant la durée d'exposition. Les plaquettes en acier inoxydable, de dimension 5 cm x 10 cm sont placées sur un support rigide permettant de les maintenir horizontale. Chaque plaquette, repérée par un numéro, possède une surface utile d'exposition de 50 cm².

Au terme de l'exposition, les plaquettes sont récupérées et rincées avec un solvant qui dissout l'enduit. Les poussières sont séparées du mélange solvant-poussières par filtration, séchées puis pesées.

3.2. Mesurages

Une campagne de mesurages des retombées atmosphériques en limite de propriété industrielle a été menée du 24 mai 2018 au 08 juin 2018, soit 15 jours.

Durant la période d'exposition des plaquettes, l'activité du site a été normale.

La position des plaquettes de dépôts, retenue en accord avec le demandeur, sont les suivants :

- Point 1 : Limite de propriété Ouest, situé à une distance évaluée à 10 mètres de la source perçue comme la plus émissive à ce point.
- Point 2 : Limite de propriété Nord, situé à une distance évaluée à 42 mètres de la source perçue comme la plus émissive à ce point.
- Point 3 : Limite de propriété Est, situé à une distance évaluée à 50 mètres de la source perçue comme la plus émissive à ce point.
- Point 4 : Limite de propriété Sud, situé à une distance évaluée à 50 mètres de la source perçue comme la plus émissive à ce point.



Photo plaqueette n° 1



Photo plaqueette n° 2



Photo plaqueette n° 3



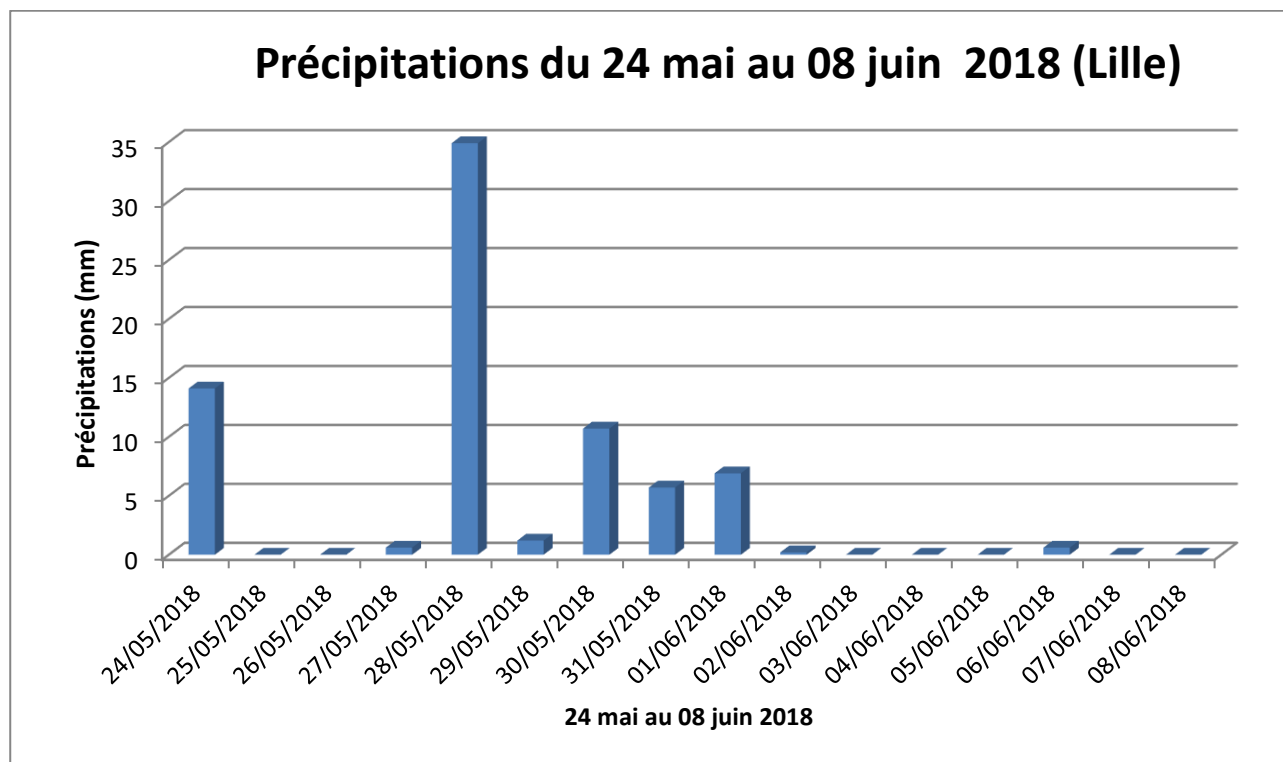
Photo plaqueette n° 4

Ils sont reportés sur une vue aérienne avec échelle, jointe en annexe B1.

La carte des vents dominants provenant de la station d'observation la plus proche est jointe en annexe B2.

Les plaquettes de dépôts utilisées sont situées à 1,50 mètre du sol en tous points.

Les conditions météorologiques lors des mesurages sont les suivantes : (source : meteociel.fr)



3.3. Résultats

L'analyse des plaquettes ont été confiées à un laboratoire partenaire dont le rapport figure en annexe B3.

Début d'exposition : 24 mai 2018			Teneur en poussières		
Fin d'exposition : 08 juin 2018					
Nombre jours d'exposition :		15			
Repère du point de prélèvement	Surface exposée	Masse de poussières recueillies	Sur la période d'exposition	En moyenne mensuelle	En moyenne annuelle
	<i>cm²</i>	<i>mg</i>	<i>mg/m²/jour</i>	<i>g/m²/mois</i>	<i>g/m²/an</i>
1	50	7,5	100	3	37
2	50	3	40	1	15
3	50	0,9	12	0	4
4	50	2,1	28	1	10

3.4. Conclusions

Il n'existe pas de seuil réglementaire à respecter pour la quantification de retombées atmosphériques

Cependant à titre indicatif, les résultats sont comparés au seuil de la norme environnementale allemande TA-Luft qui définit une zone polluée à partir d'un empoussiérage de 350 mg/m²/jour.

Les résultats de mesurage montrent donc que l'empoussiérage est inférieur en tous points à ce seuil indicatif.

4. ANALYSE DES REJETS AQUEUX

4.1. Caractéristique du/des prélèvement(s)

N° de point de rejet	Localisation/Nom du point de rejet	Type d'exutoire	Date de prélèvement
1	Après déshuileur/débourbeur	Assainissement collectif	3 juillet 2018

Deux échantillons ont été prélevés à 30 minutes d'intervalle afin d'assurer la représentativité du fonctionnement de l'installation.

L'analyse des rejets aqueux a été réalisée selon les paramètres et les valeurs limites donnés par le client.



Photo du point de prélèvement

4.2. Résultat de l'analyse

L'analyse a été effectuée par un laboratoire accrédité Cofrac et selon les méthodes normalisées définies dans l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.

Paramètre	Valeurs limites à respecter	Valeur obtenue
pH	5,5 à 9,5	7
Température	30 °C	20,4 °C
Matières En Suspension	35 mg/l	250 mg/l
DCO	125 mg/l	53 mg/l
Hydrocarbures totaux	10 mg/l	<0,05 mg/l

4.3. Conclusions

L'analyse des rejets aqueux indiquent que les exigences réglementaires applicables à l'établissement :

- Ne sont pas respectées pour les Matières En Suspension.
- Sont respectées pour tous les autres paramètres.



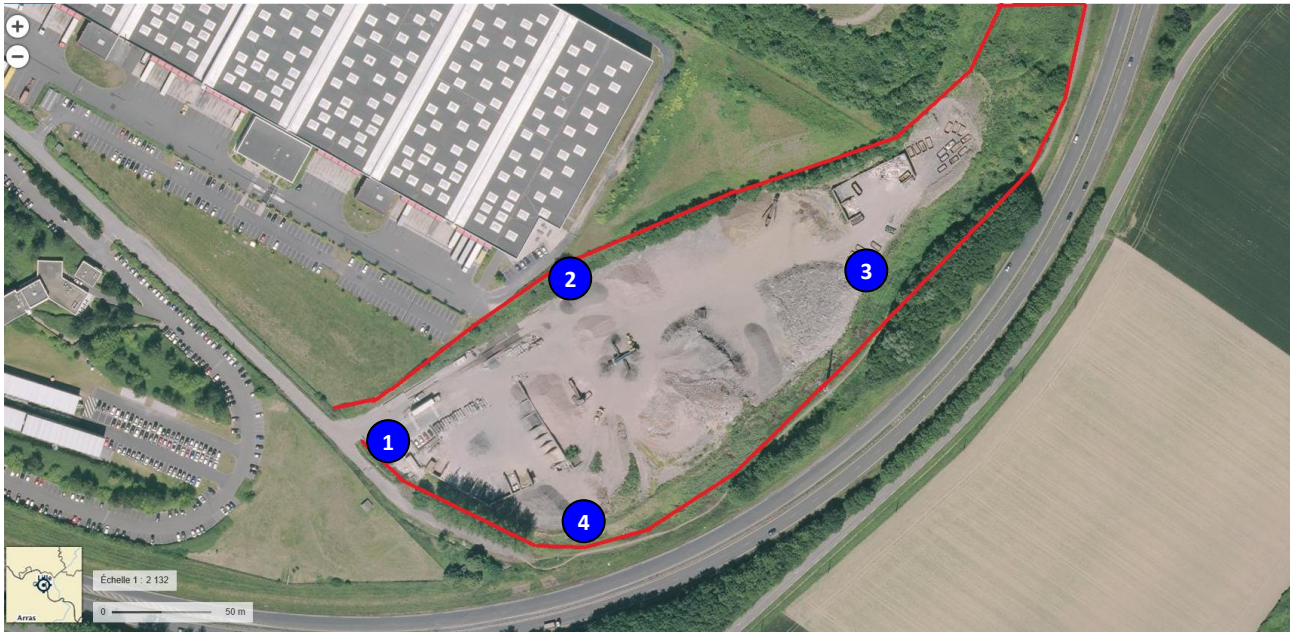
Christophe DENIELLE
Chargé d'Essais



Guillaume MARIE
Responsable des Essais
Département Hygiène Sécurité Environnement

5. ANNEXES A - MESURAGE DU BRUIT

5.1. ANNEXE A1 - Situation des points de mesure



Légende :



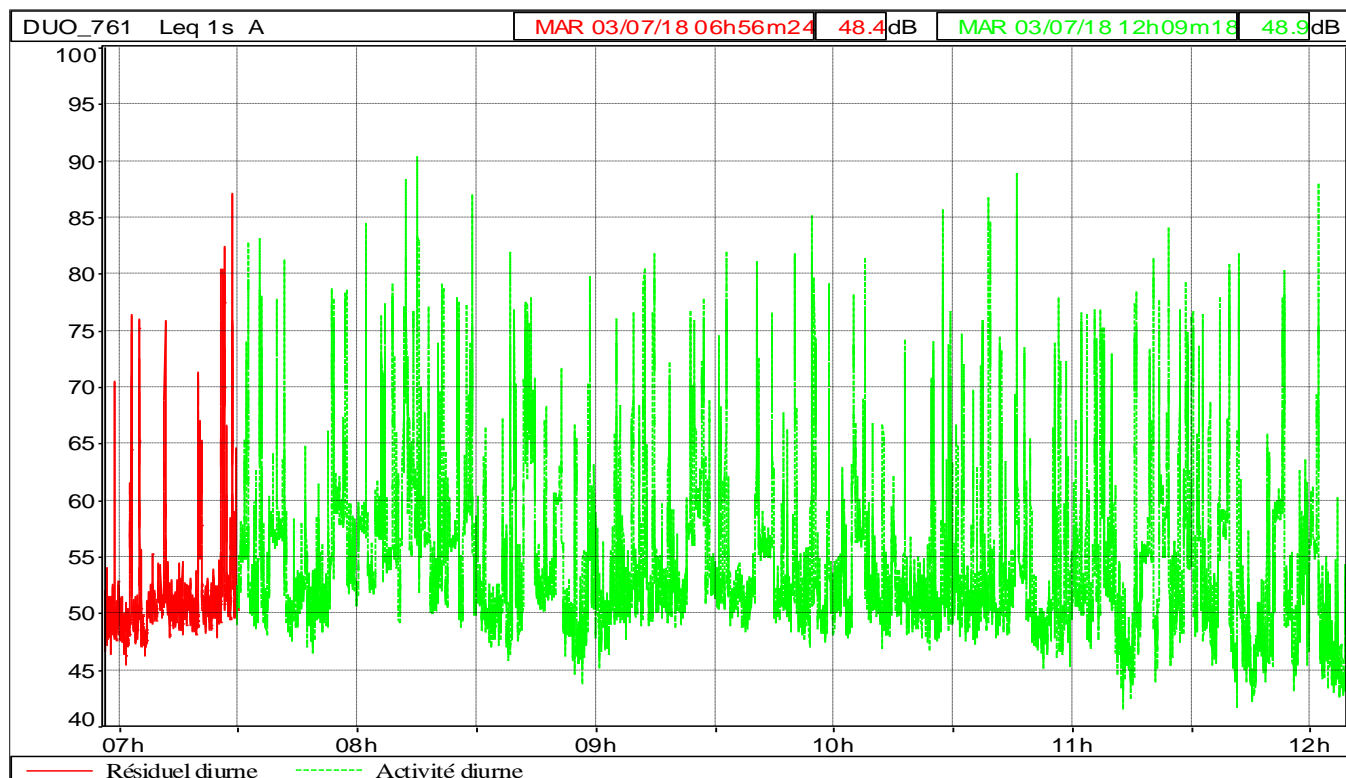
Localisation et identification des sonomètres



Limite de propriété

5.2. ANNEXE A2 - Évolutions temporelles des niveaux sonores

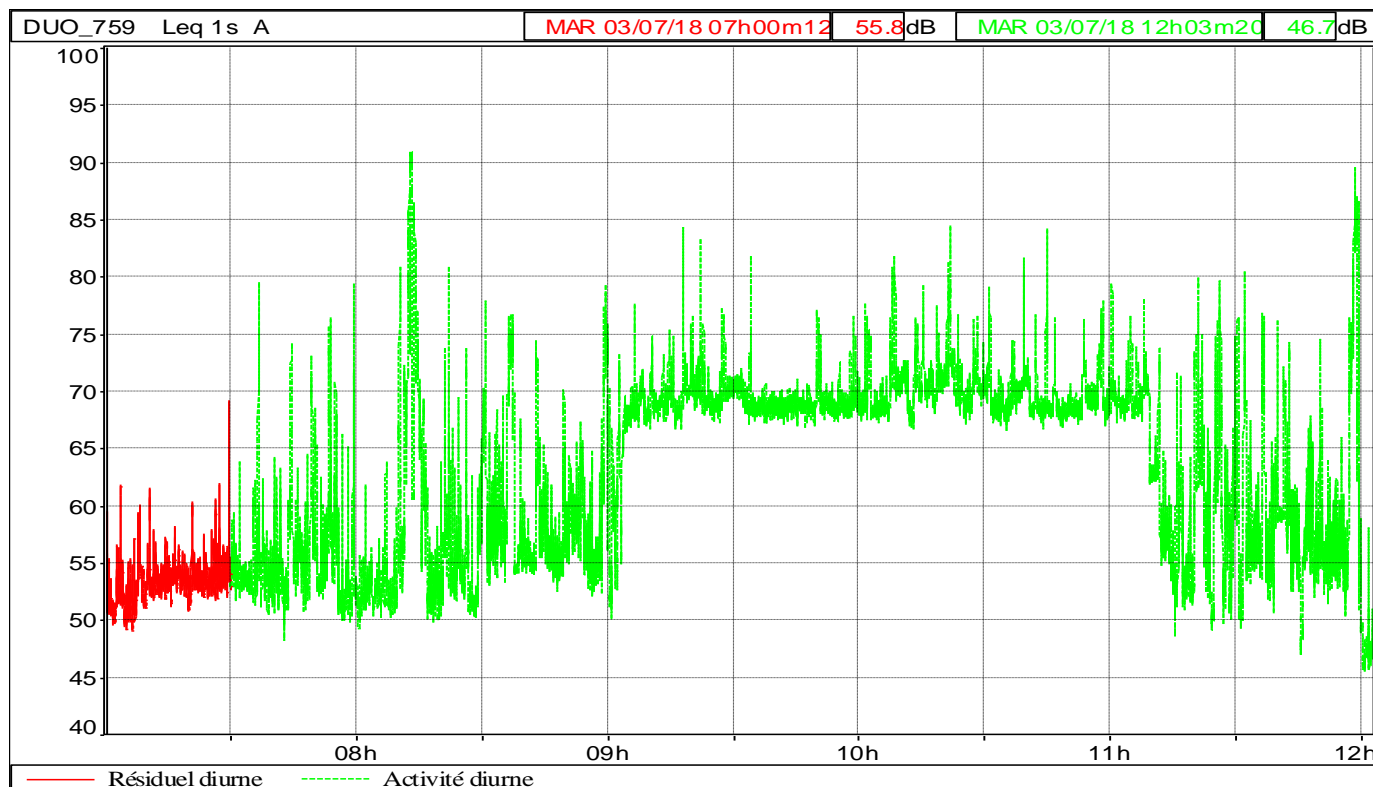
Point 1 : Limite de propriété Ouest



Fichier	Point 1 limite Ouest.cmg							
Lieu	DUO_761							
Type de données	Leq							
Pondération	A							
Début	03/07/18 06:56:24							
Fin	03/07/18 12:09:19							
	Leq particulier dB	Lmin dB	Lmax dB	L95 dB	L90 dB	L50 dB	L10 dB	Durée cumulée h:min:s
Résiduel diurne	62,5	45,4	87,1	47,7	48,4	50,4	55,4	00:33:37
Activité diurne	63,9	41,4	90,3	46,5	47,9	52,1	63,3	04:39:18

Fichier	Point 1 limite Ouest.cmg			
Début	03/07/18 06:56:24			
Fin	03/07/18 12:09:19			
Source	Activité diurne			
Lieu	Niveau dB	Tonalité marquée D1 dB	Tonalité marquée D2 dB	Tonalité permise dB
DUO_761 [1/3 Oct 6.3Hz]	61,0		0,2	
DUO_761 [1/3 Oct 8Hz]	61,0		0,4	
DUO_761 [1/3 Oct 10Hz]	60,7	-0,3	0,4	
DUO_761 [1/3 Oct 12.5Hz]	60,5	-0,3	0,0	
DUO_761 [1/3 Oct 16Hz]	60,2	-0,4	-1,4	
DUO_761 [1/3 Oct 20Hz]	60,9	0,6	-1,8	
DUO_761 [1/3 Oct 25Hz]	62,2	1,7	-3,1	
DUO_761 [1/3 Oct 31.5Hz]	63,2	1,6	-3,0	
DUO_761 [1/3 Oct 40Hz]	66,6	3,9	2,3	
DUO_761 [1/3 Oct 50Hz]	65,6	0,3	4,4	
DUO_761 [1/3 Oct 63Hz]	62,4	-3,8	3,4	10,0
DUO_761 [1/3 Oct 80Hz]	59,6	-4,7	2,3	10,0
DUO_761 [1/3 Oct 100Hz]	58,3	-2,9	3,0	10,0
DUO_761 [1/3 Oct 125Hz]	55,9	-3,1	0,6	10,0
DUO_761 [1/3 Oct 160Hz]	54,5	-2,8	-1,8	10,0
DUO_761 [1/3 Oct 200Hz]	56,0	0,7	0,6	10,0
DUO_761 [1/3 Oct 250Hz]	56,6	1,3	3,1	10,0
DUO_761 [1/3 Oct 315Hz]	53,9	-2,4	-1,0	10,0
DUO_761 [1/3 Oct 400Hz]	53,0	-2,4	-2,4	5,0
DUO_761 [1/3 Oct 500Hz]	56,2	2,7	1,8	5,0
DUO_761 [1/3 Oct 630Hz]	54,3	-0,6	-0,6	5,0
DUO_761 [1/3 Oct 800Hz]	54,4	-1,0	-0,3	5,0
DUO_761 [1/3 Oct 1kHz]	55,2	0,8	1,7	5,0
DUO_761 [1/3 Oct 1.25kHz]	54,1	-0,8	1,8	5,0
DUO_761 [1/3 Oct 1.6kHz]	52,9	-1,8	1,1	5,0
DUO_761 [1/3 Oct 2kHz]	51,7	-1,8	0,5	5,0
DUO_761 [1/3 Oct 2.5kHz]	51,8	-0,5	2,5	5,0
DUO_761 [1/3 Oct 3.15kHz]	50,4	-1,4	3,6	5,0
DUO_761 [1/3 Oct 4kHz]	47,9	-3,3	3,7	5,0
DUO_761 [1/3 Oct 5kHz]	45,5	-3,8	4,0	5,0
DUO_761 [1/3 Oct 6.3kHz]	42,5	-4,3	3,3	
DUO_761 [1/3 Oct 8kHz]	40,3	-3,9	4,5	
DUO_761 [1/3 Oct 10kHz]	37,8	-3,7	6,7	
DUO_761 [1/3 Oct 12.5kHz]	31,9	-7,3	4,3	
DUO_761 [1/3 Oct 16kHz]	30,2	-5,6		
DUO_761 [1/3 Oct 20kHz]	20,1	-11,0		

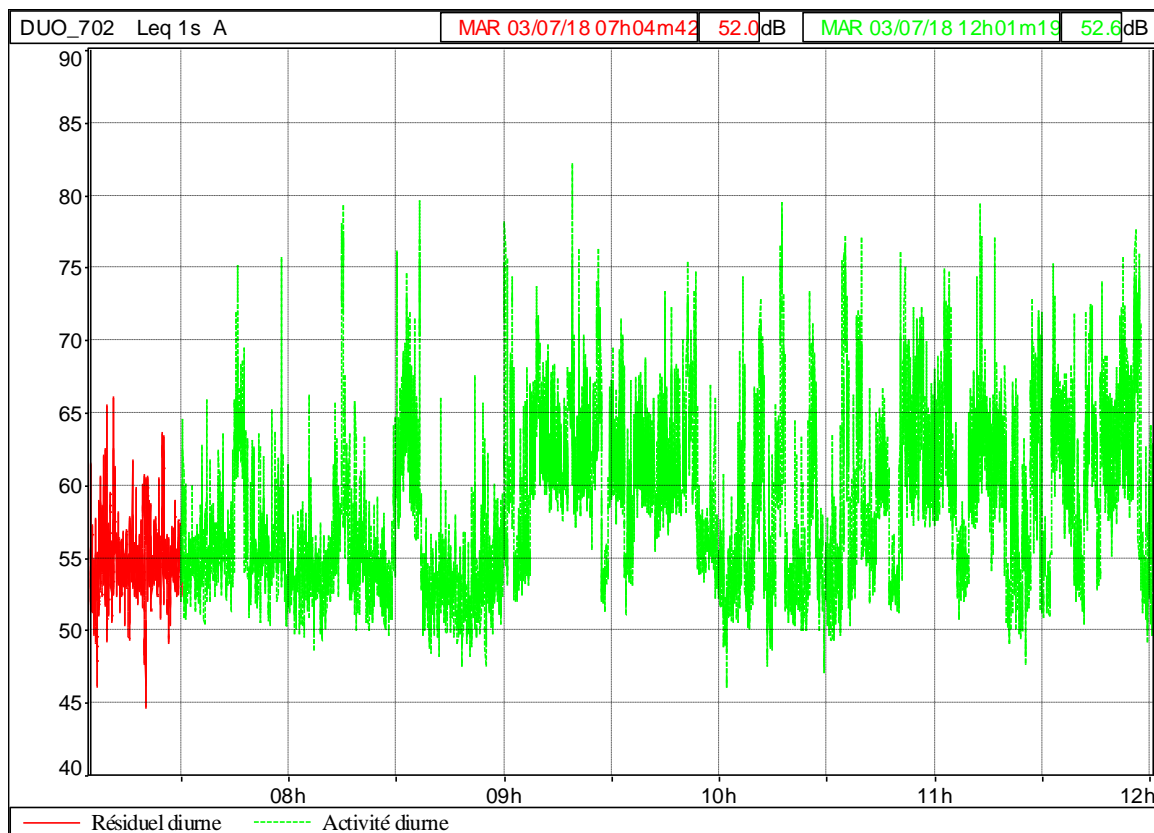
Point 2 : Limite de propriété Nord



Fichier	Point 2 limite Nord.cmg							
Lieu	DUO_759							
Type de données	Leq							
Pondération	A							
Début	03/07/18 07:00:12							
Fin	03/07/18 12:03:21							
	Leq particulier dB	Lmin dB	Lmax dB	L95 dB	L90 dB	L50 dB	L10 dB	Durée cumulée h:min:s
Résiduel diurne	53,9	49,0	69,1	50,5	51,1	53,2	55,3	00:30:04
Activité diurne	69,9	45,5	90,9	51,5	52,6	67,4	71,3	04:33:05

Fichier	Point 2 limite Nord.cmg			
Début	03/07/18 07:00:12			
Fin	03/07/18 12:03:21			
Source	Activité diurne			
Lieu	Niveau dB	Tonalité marquée D1 dB	Tonalité marquée D2 dB	Tonalité permise dB
DUO_759 [1/3 Oct 6.3Hz]	56,3		0,2	
DUO_759 [1/3 Oct 8Hz]	56,0		-0,6	
DUO_759 [1/3 Oct 10Hz]	56,2	0,1	-1,6	
DUO_759 [1/3 Oct 12.5Hz]	57,0	0,9	-5,0	
DUO_759 [1/3 Oct 16Hz]	58,5	1,9	-3,7	
DUO_759 [1/3 Oct 20Hz]	63,9	6,1	3,4	
DUO_759 [1/3 Oct 25Hz]	59,2	-2,8	-7,3	
DUO_759 [1/3 Oct 31.5Hz]	61,4	-0,8	-6,1	
DUO_759 [1/3 Oct 40Hz]	68,7	8,2	3,9	
DUO_759 [1/3 Oct 50Hz]	65,8	-0,7	2,9	
DUO_759 [1/3 Oct 63Hz]	63,6	-3,9	1,0	10,0
DUO_759 [1/3 Oct 80Hz]	62,1	-2,7	-0,9	10,0
DUO_759 [1/3 Oct 100Hz]	63,1	0,2	-1,0	10,0
DUO_759 [1/3 Oct 125Hz]	62,8	0,2	-1,5	10,0
DUO_759 [1/3 Oct 160Hz]	65,1	2,1	2,3	10,0
DUO_759 [1/3 Oct 200Hz]	63,4	-0,7	0,9	10,0
DUO_759 [1/3 Oct 250Hz]	62,2	-2,1	0,4	10,0
DUO_759 [1/3 Oct 315Hz]	62,8	0,0	2,2	10,0
DUO_759 [1/3 Oct 400Hz]	60,4	-2,1	0,2	5,0
DUO_759 [1/3 Oct 500Hz]	60,8	-1,0	-0,5	5,0
DUO_759 [1/3 Oct 630Hz]	59,6	-1,0	-1,9	5,0
DUO_759 [1/3 Oct 800Hz]	62,6	2,4	3,1	5,0
DUO_759 [1/3 Oct 1kHz]	60,1	-1,2	1,8	5,0
DUO_759 [1/3 Oct 1.25kHz]	58,8	-2,7	1,3	5,0
DUO_759 [1/3 Oct 1.6kHz]	57,6	-1,9	0,7	5,0
DUO_759 [1/3 Oct 2kHz]	57,4	-0,9	1,4	5,0
DUO_759 [1/3 Oct 2.5kHz]	56,4	-1,1	1,6	5,0
DUO_759 [1/3 Oct 3.15kHz]	55,5	-1,4	0,0	5,0
DUO_759 [1/3 Oct 4kHz]	53,9	-2,1	-2,1	5,0
DUO_759 [1/3 Oct 5kHz]	56,7	1,9	2,3	5,0
DUO_759 [1/3 Oct 6.3kHz]	55,2	-0,3	2,6	
DUO_759 [1/3 Oct 8kHz]	53,4	-2,6	4,0	
DUO_759 [1/3 Oct 10kHz]	51,5	-2,9	8,5	
DUO_759 [1/3 Oct 12.5kHz]	45,4	-7,2	10,5	
DUO_759 [1/3 Oct 16kHz]	37,1	-12,3		
DUO_759 [1/3 Oct 20kHz]	30,1	-12,9		

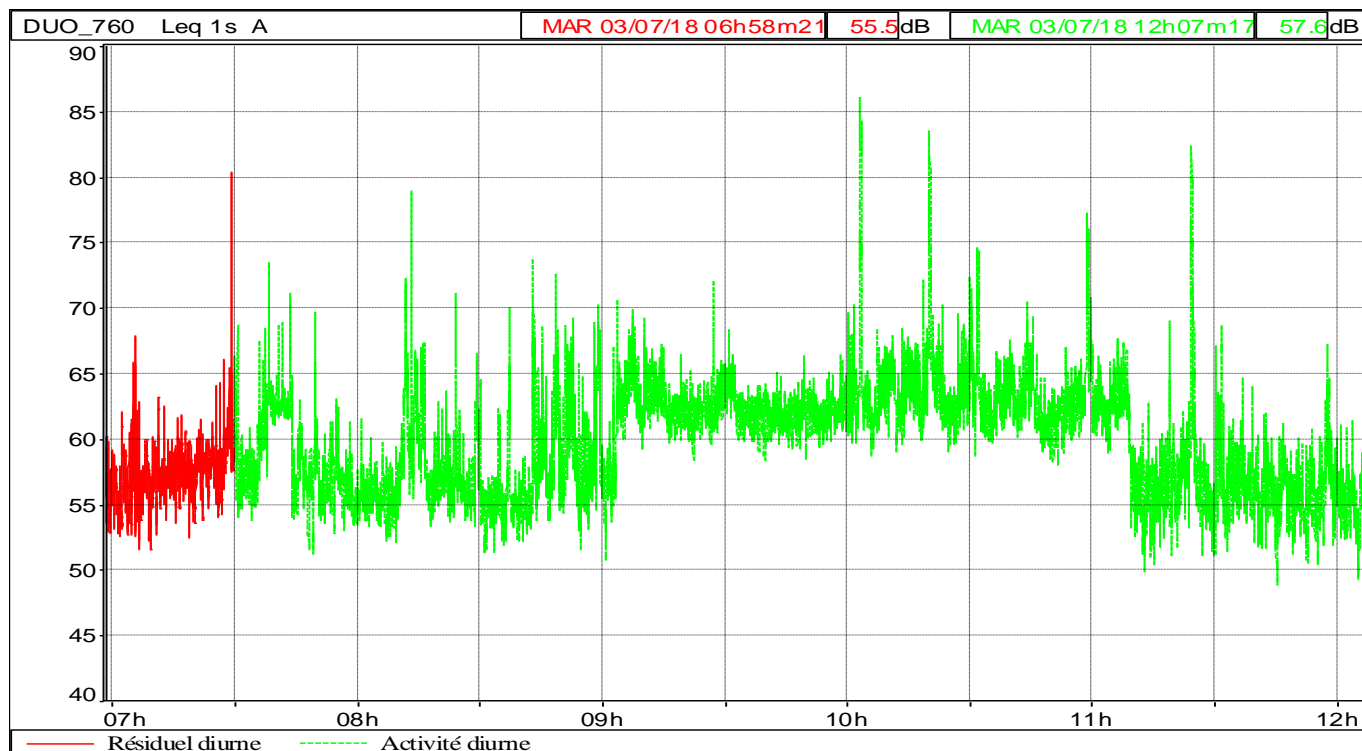
Point 3 : Limite de propriété Est



Fichier	Point3 limite Est.cmg							
Lieu	DUO_702							
Type de données	Leq							
Pondération	A							
Début	03/07/18 07:04:42							
Fin	03/07/18 12:01:20							
	Leq							Durée
Source	particulier	Lmin	Lmax	L95	L90	L50	L10	cumulée
	dB	dB	dB	dB	dB	dB	dB	h:min:s
Résiduel diurne	55,2	44,6	66,0	50,9	51,9	54,3	57,1	00:25:34
Activité diurne	62,5	46,0	82,2	51,2	52,1	57,1	65,6	04:31:04

Fichier	Point3 limite Est.cmg			
Début	03/07/18 07:04:42			
Fin	03/07/18 12:01:20			
Source	Activité diurne			
Lieu	Niveau dB	Tonalité marquée D1 dB	Tonalité marquée D2 dB	Tonalité permise dB
DUO_702 [1/3 Oct 6.3Hz]	59,4		-0,4	
DUO_702 [1/3 Oct 8Hz]	59,8		-0,1	
DUO_702 [1/3 Oct 10Hz]	59,9	0,3	-0,2	
DUO_702 [1/3 Oct 12.5Hz]	59,9	0,1	-0,5	
DUO_702 [1/3 Oct 16Hz]	60,4	0,5	0,4	
DUO_702 [1/3 Oct 20Hz]	60,4	0,3	1,0	
DUO_702 [1/3 Oct 25Hz]	59,5	-0,9	-2,1	
DUO_702 [1/3 Oct 31.5Hz]	59,4	-0,6	-4,0	
DUO_702 [1/3 Oct 40Hz]	63,0	3,6	-0,1	
DUO_702 [1/3 Oct 50Hz]	63,7	2,1	1,7	
DUO_702 [1/3 Oct 63Hz]	62,4	-1,0	0,3	10,0
DUO_702 [1/3 Oct 80Hz]	61,5	-1,6	0,3	10,0
DUO_702 [1/3 Oct 100Hz]	62,5	0,5	2,1	10,0
DUO_702 [1/3 Oct 125Hz]	59,4	-2,7	-1,4	10,0
DUO_702 [1/3 Oct 160Hz]	61,2	0,0	1,1	10,0
DUO_702 [1/3 Oct 200Hz]	60,3	-0,1	-0,1	10,0
DUO_702 [1/3 Oct 250Hz]	60,0	-0,8	1,1	10,0
DUO_702 [1/3 Oct 315Hz]	60,8	0,7	6,7	10,0
DUO_702 [1/3 Oct 400Hz]	55,4	-5,0	3,6	5,0
DUO_702 [1/3 Oct 500Hz]	52,1	-6,8	1,1	5,0
DUO_702 [1/3 Oct 630Hz]	51,4	-2,7	1,1	5,0
DUO_702 [1/3 Oct 800Hz]	50,4	-1,4	0,2	5,0
DUO_702 [1/3 Oct 1kHz]	50,1	-0,9	0,1	5,0
DUO_702 [1/3 Oct 1.25kHz]	50,3	0,0	1,1	5,0
DUO_702 [1/3 Oct 1.6kHz]	49,6	-0,6	1,0	5,0
DUO_702 [1/3 Oct 2kHz]	48,8	-1,2	1,2	5,0
DUO_702 [1/3 Oct 2.5kHz]	48,4	-0,8	1,9	5,0
DUO_702 [1/3 Oct 3.15kHz]	46,6	-2,0	-0,8	5,0
DUO_702 [1/3 Oct 4kHz]	46,3	-1,3	-1,1	5,0
DUO_702 [1/3 Oct 5kHz]	48,2	1,7	3,3	5,0
DUO_702 [1/3 Oct 6.3kHz]	46,4	-1,0	5,3	
DUO_702 [1/3 Oct 8kHz]	42,5	-4,9	5,5	
DUO_702 [1/3 Oct 10kHz]	39,1	-5,8	8,7	
DUO_702 [1/3 Oct 12.5kHz]	33,0	-8,1	12,7	
DUO_702 [1/3 Oct 16kHz]	22,9	-14,1		
DUO_702 [1/3 Oct 20kHz]	13,4	-17,0		

Point 4 : Limite de propriété Sud



Fichier	Point4 limite Sud.cmg							
Lieu	DUO_760							
Type de données	Leq							
Pondération	A							
Début	03/07/18 06:58:21							
Fin	03/07/18 12:07:18							
	Leq	Lmin	Lmax	L95	L90	L50	L10	Durée
Source	particulier							cumulée
	dB	dB	dB	dB	dB	dB	dB	h:min:s
Résiduel diurne	58,3	51,6	80,3	53,6	54,6	57,2	59,8	00:31:55
Activité diurne	62,5	48,7	86,1	53,7	54,5	60,5	64,5	04:37:02

Fichier	Point4 limite Sud.cmg			
Début	03/07/18 06:58:21			
Fin	03/07/18 12:07:18			
Source	Activité diurne			
Lieu	Niveau dB	Tonalité marquée D1 dB	Tonalité marquée D2 dB	Tonalité permise dB
DUO_760 [1/3 Oct 6.3Hz]	60,6		-0,5	
DUO_760 [1/3 Oct 8Hz]	61,0		-0,1	
DUO_760 [1/3 Oct 10Hz]	61,1	0,3	-0,1	
DUO_760 [1/3 Oct 12.5Hz]	61,1	0,0	-0,2	
DUO_760 [1/3 Oct 16Hz]	61,2	0,1	-0,1	
DUO_760 [1/3 Oct 20Hz]	61,4	0,2	0,0	
DUO_760 [1/3 Oct 25Hz]	61,2	-0,1	-2,3	
DUO_760 [1/3 Oct 31.5Hz]	61,5	0,2	-2,9	
DUO_760 [1/3 Oct 40Hz]	64,8	3,4	1,4	
DUO_760 [1/3 Oct 50Hz]	63,9	0,4	2,3	
DUO_760 [1/3 Oct 63Hz]	62,9	-1,5	4,6	10,0
DUO_760 [1/3 Oct 80Hz]	59,6	-3,8	2,4	10,0
DUO_760 [1/3 Oct 100Hz]	56,5	-5,1	-2,2	10,0
DUO_760 [1/3 Oct 125Hz]	57,8	-0,5	-0,8	10,0
DUO_760 [1/3 Oct 160Hz]	59,5	2,3	0,6	10,0
DUO_760 [1/3 Oct 200Hz]	57,4	-1,3	-1,5	10,0
DUO_760 [1/3 Oct 250Hz]	60,0	1,4	4,0	10,0
DUO_760 [1/3 Oct 315Hz]	57,5	-1,4	4,7	10,0
DUO_760 [1/3 Oct 400Hz]	53,7	-5,2	2,1	5,0
DUO_760 [1/3 Oct 500Hz]	51,6	-4,4	-0,5	5,0
DUO_760 [1/3 Oct 630Hz]	51,6	-1,2	-1,3	5,0
DUO_760 [1/3 Oct 800Hz]	52,7	1,1	-0,3	5,0
DUO_760 [1/3 Oct 1kHz]	53,2	1,1	1,2	5,0
DUO_760 [1/3 Oct 1.25kHz]	52,7	-0,2	2,0	5,0
DUO_760 [1/3 Oct 1.6kHz]	51,1	-1,9	1,2	5,0
DUO_760 [1/3 Oct 2kHz]	50,4	-1,6	2,2	5,0
DUO_760 [1/3 Oct 2.5kHz]	49,3	-1,4	3,4	5,0
DUO_760 [1/3 Oct 3.15kHz]	46,7	-3,2	2,4	5,0
DUO_760 [1/3 Oct 4kHz]	44,9	-3,3	2,7	5,0
DUO_760 [1/3 Oct 5kHz]	43,5	-2,4	4,8	5,0
DUO_760 [1/3 Oct 6.3kHz]	40,4	-3,9	6,0	
DUO_760 [1/3 Oct 8kHz]	35,8	-6,4	5,3	
DUO_760 [1/3 Oct 10kHz]	32,4	-6,3	7,9	
DUO_760 [1/3 Oct 12.5kHz]	26,9	-7,5	10,0	
DUO_760 [1/3 Oct 16kHz]	18,7	-11,8		
DUO_760 [1/3 Oct 20kHz]	13,8	-10,7		

5.3. ANNEXE A3 - Liste des appareils, logiciels et matériels de mesurage

TYPE D'APPAREILLAGE * : Sonomètre intégrateur type DUO
Classe de précision : 1
Nom du constructeur : 01 dB
Numéro de série : 10702
Numéro d'homologation : LNE-21674 rév.1 du 14 septembre 2012

TYPE D'APPAREILLAGE * : Sonomètre intégrateur type DUO
Classe de précision : 1
Nom du constructeur : 01 dB
Numéro de série : 10759
Numéro d'homologation : LNE-21674 rév.1 du 14 septembre 2012

TYPE D'APPAREILLAGE * : Sonomètre intégrateur type DUO
Classe de précision : 1
Nom du constructeur : 01 dB
Numéro de série : 10760
Numéro d'approbation : LNE-21674 rév.1 du 14 septembre 2012

TYPE D'APPAREILLAGE * : Sonomètre intégrateur type DUO
Classe de précision : 1
Nom du constructeur : 01 dB
Numéro de série : 10761
Numéro d'approbation : LNE-21674 rév.1 du 14 septembre 2012

TYPE D'APPAREILLAGE * : Calibre type CAL 21
Classe de précision : 1
Nom du constructeur : 01 dB
Numéro de série : 50241544

LOGICIEL : dB Trait sous WINDOWS 7 version 5.4 de 01 dB

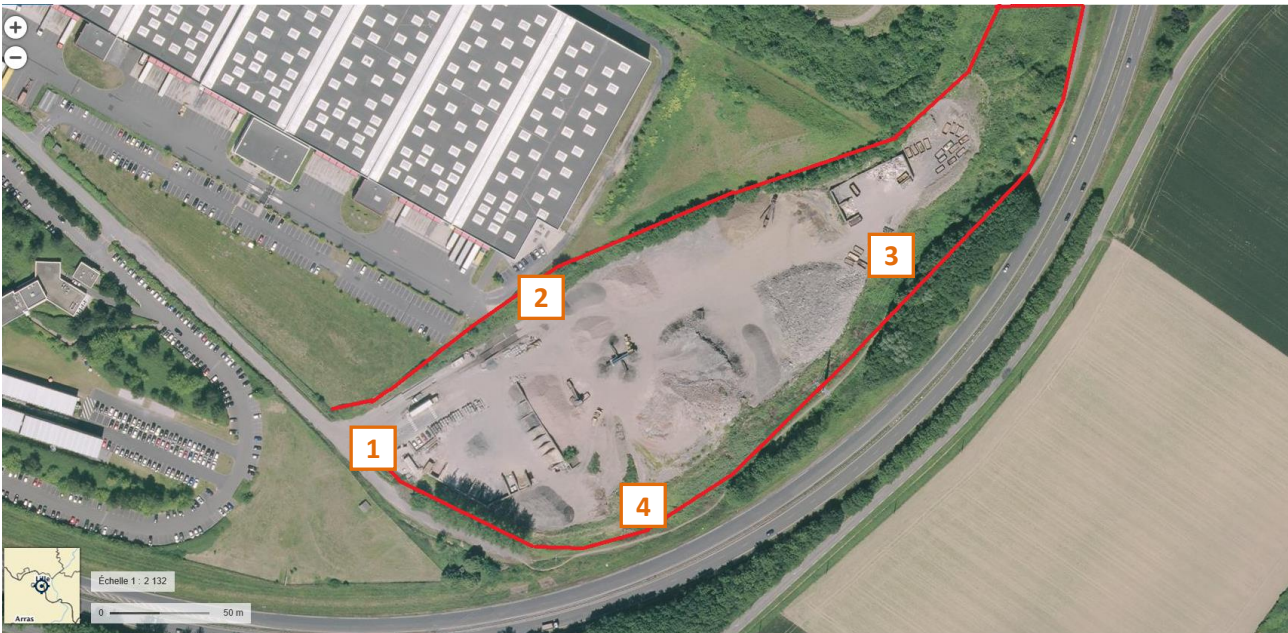
La méthode d'autovérification utilisée pour les sonomètres est celle définie à l'annexe A de la norme NF S 31-010.

Matériel vérifié par 01 dB :


* : en vérification périodique et étalonnage en août 2017, validité : 2 ans


6. ANNEXE B - MESURAGE DES RETOMBÉES DE POUSSIÈRES

6.1. ANNEXE B1 - Situation des points de mesure



Légende :

 Localisation et identification des plaquettes de dépôts

 Limite de propriété

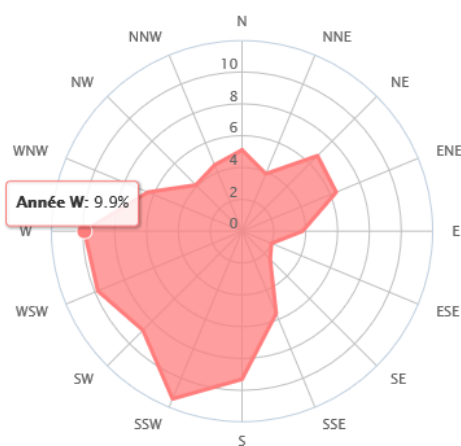
6.2. ANNEXE B2 - Carte des vents dominants

</

STATISTIQUES

Les statistiques basées sur des observations entre 09/2001 - 04/2018 tous les jours de 7h à 19h, heure locale. Vous pouvez commander les données vent et météo historiques au format Excel sur notre .

Distribution de la direction du vent en (%)
Année



© windfinder.com

6.3. ANNEXE B3 - Rapport d'analyse



Laboratoires WESSLING S.A.R.L.
3 Avenue de Norvège - ZI de Courtaboeuf
91140 Villebon-sur-Yvette
Tél. +33 (0)1 64 47 65-38 - Fax +33 (0)9 72 53 90 48
labo.paris@wessling.fr - www.wessling.fr

Laboratoire WESSLING, 3 Avenue de Norvège, ZA de Courtaboeuf, 91140 Villebon-sur-Yvette

CERIB
Direction de la qualité, de la sécurité et de
l'environnement
Monsieur Guillaume MARIE
1 rue Longs Réages - CS 10010
28233 Epernon cedex

Rapport d'essai n° :	UPA18-020705-1
Commande n° :	UPA-05560-18
Interlocuteur :	D. Cardon
Téléphone :	+33 164 471 415
eMail :	David.Cardon@wessling.fr
Date :	14.06.2018

Rapport d'essai

Commande 18001272
Date de fin d'exposition : 08/06/2018
VERMEULEN MATERIAUX

Résultats d'analyses sous réserve du flaconnage reçu (hors flaconnage Wessling) et du respect des conditions de conservation des échantillons jusqu'au laboratoire d'analyses.
Les méthodes développées par les laboratoires WESSLING d'Allemagne sont accréditées par le DAR n°DAP-PL-1237.90, reconnu par le COFRAC.
Les méthodes développées au laboratoire WESSLING de Lyon sont accréditées par le COFRAC section essais n°1-1364.
Portées d'accréditation DAR et COFRAC communiquées sur demande.
Les méthodes couvertes par l'accréditation EN ISO 17025 sont marquées d'un A dans le tableau récapitulatif en fin de rapport au niveau des normes.
Les résultats ne se rapportent qu'aux échantillons soumis à l'essai.
Ce rapport d'essai ne peut être reproduit que sous son intégralité et avec l'autorisation des laboratoires WESSLING (EN ISO 17025).

Rapport d'essai n° : UPA18-020705-1
Projet : Commande 18001272
Date de fin d'exposition : 08/06/2018
VERMEULEN MATERIAUX



Laboratoires WESSLING S.A.R.L.
3 Avenue de Norvège - ZI de Courtaboeuf
91140 Villebon-sur-Yvette
Tél. +33 (0)1 64 47 65 38 - Fax +33 (0)9 72 53 90 48
labo.paris@wessling.fr - www.wessling.fr

Villebon-Sur-Yvette, le 14.06.2018

N° d'échantillon		18-091594-01	18-091594-02	18-091594-03	18-091594-04
Désignation d'échantillon	Unité	1	2	3	4
Poussière totale	mg	7,5	3,0	0,9	2,1

Rapport d'essai n° : UPA18-020705-1
Projet : Commande 18001272
Date de fin d'exposition : 08/06/2018
VERMEULEN MATERIAUX



Laboratoires WESSLING S.A.R.L.
3 Avenue de Norvège - ZI de Courtaboeuf
91140 Villebon-sur-Yvette
Tél. +33 (0)1 64 47 65-38 - Fax +33 (0)9 72 53 90 48
labo.paris@wessling.fr - www.wessling.fr

Villebon-Sur-Yvette, le 14.06.2018

Informations sur les échantillons

N° d'échantillon :	18-091594-01	18-091594-02	18-091594-03	18-091594-04
Date de réception :	11.06.2018	11.06.2018	11.06.2018	11.06.2018
Désignation :	1	2	3	4
Type d'échantillon :	Air	Air	Air	Air
Date de prélèvement :	08.06.2018	08.06.2018	08.06.2018	08.06.2018
Récipient :	1 plaquette	1 plaquette	1 plaquette	1 plaquette
Température à réception (C°) :				
Début des analyses :	12.06.2018	12.06.2018	12.06.2018	12.06.2018
Fin des analyses :	14.06.2018	14.06.2018	14.06.2018	14.06.2018

Rapport d'essai n°.: UPA18-020705-1
Projet : Commande 18001272
Date de fin d'exposition : 08/06/2018
VERMEULEN MATERIAUX



Laboratoires WESSLING S.A.R.L.
3 Avenue de Norvège - ZI de Courtaboeuf
91140 Villebon-sur-Yvette
Tél. +33 (0)1 64 47 65-38 - Fax +33 (0)9 72 53 90 48
labo.paris@wessling.fr - www.wessling.fr

Villebon-Sur-Yvette, le 14.06.2018

Informations sur les méthodes d'analyses

Paramètre	Norme	Laboratoire
Poussière totale sur plaquettes de dépôt	NF X43-007	Wessling Lyon (F)

Commentaires :

Les résultats fournis et les limites de quantification indiquées ne prennent pas en compte le rendement de désorption du support.
Les seuils sont susceptibles d'être augmentés en fonction d'interférences chimiques.

Signataire Technique

Célia BARETGE

Responsable Service Client




7. ANNEXE C - ANALYSES DES REJETS AQUEUX

7.1. ANNEXE C1 - Situation des points de prélèvement



Légende :

 Localisation du point de prélèvement

7.2. ANNEXE C2 - Rapport d'analyse



Laboratoires WESSLING S.A.R.L.
3 Avenue de Norvège - ZI de Courtaboeuf
91140 Villebon-sur-Yvette
Tél. +33 (0)1 64 47 65-38 - Fax +33 (0)1 92 53 90 48
labo.paris@wessling.fr - www.wessling.fr

Laboratoire WESSLING, 3 Avenue de Norvège, ZA de Courtaboeuf, 91140 Villebon-Sur-Yvette

CERIB
Direction de la qualité, de la sécurité et de
l'environnement
Monsieur Guillaume MARIE
1 rue Longs Réages - CS 10010
28233 Epernon cedex

Rapport d'essai n° :	UPA18-024042-1
Commande n° :	UPA-06482-18
Interlocuteur :	D. Cardon
Téléphone :	+33 164 471 415
eMail :	David.Cardon@wessling.fr
Date :	10.07.2018

Rapport d'essai

**Commande 18001672/2 Vermeulen Materiaux date
de pvt: 02/07/2018**

Résultats d'analyses sous réserve du flaconnage reçu (hors flaconnage Wessling) et du respect des conditions de conservation des échantillons jusqu'au laboratoire d'analyses.
Les méthodes développées par les laboratoires WESSLING d'Allemagne sont accréditées par le DAR n°DAP-PL-1237.90, reconnu par le COFRAC.
Les méthodes développées au laboratoire WESSLING de Lyon sont accréditées par le COFRAC section essais n°1-1364.
Portées d'accréditation DAR et COFRAC communiquées sur demande.
Les méthodes couvertes par l'accréditation EN ISO 17025 sont marquées d'un A dans le tableau récapitulatif en fin de rapport au niveau des normes.
Les résultats ne se rapportent qu'aux échantillons soumis à l'essai.
Ce rapport d'essai ne peut être reproduit que sous son intégralité et avec l'autorisation des laboratoires WESSLING (EN ISO 17025).

Rapport d'essai n°.: UPA18-024042-1

Projet : Commande 18001672/2 Vermeulen Materiaux date de pvt: 02/07/2018



Laboratoires WESSLING S.A.R.L.
3 Avenue de Norvège - ZI de Courtaboeuf
91140 Villebon-sur-Yvette
Tél. +33 (0)1 64 47 65-38 - Fax +33 (0)9 72 53 90 48
labo.paris@wessling.fr - www.wessling.fr

Villebon-Sur-Yvette, le 10.07.2018

N° d'échantillon 18-106242-01
Désignation d'échantillon Unité Après DD

pH E/L 7 à 20,4°C

Paramètres globaux / Indices

Indice hydrocarbure C10-C40	mg/l E/L	<0,05
Hydrocarbures > C10-C12	mg/l E/L	<0,05
Hydrocarbures > C12-C16	mg/l E/L	<0,05
Hydrocarbures > C16-C21	mg/l E/L	<0,05
Hydrocarbures > C21-C35	mg/l E/L	<0,05
Hydrocarbures > C35-C40	mg/l E/L	<0,05
DCO (homogénéisé)	mg/l E/L	53

Analyse physico-chimique

MES mg/l E/L 250

Rapport d'essai n°.: UPA18-024042-1

Projet : Commande 18001672/2 Vermeulen Matériaux date de pvt: 02/07/2018



Laboratoires WESSLING S.A.R.L.
3 Avenue de Norvège - ZI de Courtaboeuf
91140 Villebon-sur-Yvette
Tél. +33 (0)1 64 47 65-38 - Fax +33 (0)9 72 53 90 48
labo.paris@wessling.fr - www.wessling.fr

Villebon-Sur-Yvette, le 10.07.2018

Informations sur les échantillons

N° d'échantillon : 18-106242-01
Date de réception : 04.07.2018
Désignation : Après DD
Type d'échantillon : Eau
Date de prélèvement :
Heure de prélèvement : -/-

Récipient : 500ml PE + 250ml VE H2SO4 + 60ml PE

Température à réception (C°) : 25°C
Début des analyses : 04.07.2018
Fin des analyses : 09.07.2018

Rapport d'essai n°.: UPA18-024042-1

Projet : Commande 18001672/2 Vermeulen Matériaux date de pvt: 02/07/2018

**WESSLING**

Laboratoires WESSLING S.A.R.L.
3 Avenue de Norvège - ZI de Courtaboeuf
91140 Villebon-sur-Yvette
Tél. +33 (0)1 64 47 65-38 - Fax +33 (0)9 72 53 90 48
labo.paris@wessling.fr - www.wessling.fr

Villebon-Sur-Yvette, le 10.07.2018

Informations sur les méthodes d'analyses

Paramètre

MES (Filtre Muntzell GF047C)
Indice hydrocarbures (GC) sur eau / lixiviat (HCT)
ST-DCO
pH

Norme

NF EN 872(A)
NF EN ISO 9377-2(A)
ISO 15705(A)
NF EN ISO 10523(A)

Laboratoire

Wessling Lyon (F)
Wessling Lyon (F)
Wessling Lyon (F)
Wessling Lyon (F)

Commentaires :

18-106242-01

Commentaires des résultats:

HCT GC-FID (E/L), Indice hydrocarbure C10-C40: Résultat sous réserve : Non extrait dans le flacon d'origine : présence d'un dépôt.

Pour parfaire la lecture de vos résultats, les seuils sont susceptibles d'être augmentés en fonction de la nature chimique de la matrice. Les métaux réalisés après minéralisation sont les éléments totaux. Sans minéralisation, il s'agit des éléments dissous.

BARETGE Célia

Responsable service client



RAPPORT DE MESURAGE

DIRECTION QUALITÉ SÉCURITÉ ENVIRONNEMENT

Date du prélèvement : 28 novembre 2018

Responsable : G. MARIE

Exécutés par : C. DENIELLE



Analyse des rejets aqueux de l'entreprise VERMEULEN MATERIAUX. Etablissement : HEM (59510)

A la demande de : **M. A. BARDE**
VERMEULEN MATERIAUX
Rue du calvaire
59510 HEM
a.barde@vermeulen.fr ; M.Masure@vermeulen.fr ; x.fevrier@vermeulen.fr

Référence du rapport : **013161**
Devis n° : 183223 du 07/11/2018

Épernon, le 13/12/2018

TABLE DES MATIÈRES

1. GÉNÉRALITÉS	4
1.1 Caractéristique du/des prélèvement(s)	4
1.2 Résultat de l'analyse	5
1.3 Conclusions.....	5
ANNEXE A1 - Situation des points de prélèvement.....	6
ANNEXE A2 – Rapport d'analyse	7

1. GÉNÉRALITÉS

1.1 Caractéristique du/des prélèvement(s)

N° de point de rejet	Localisation/Nom du point de rejet	Type d'exutoire	Date de prélèvement
1	Après déshuileur/débourbeur	Assainissement collectif	28/11/2018

Deux échantillons ont été prélevés à 30 minutes d'intervalle afin d'assurer la représentativité du fonctionnement de l'installation.

L'analyse des rejets aqueux a été réalisée selon les paramètres et les valeurs limites donnés par le client.



Photo du point de prélèvement

1.2 Résultat de l'analyse

L'analyse a été effectuée par un laboratoire accrédité Cofrac et selon les méthodes normalisées définies dans l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.

Paramètre	Valeurs limites à respecter	Valeur obtenue
pH	5,5 à 9,5	7,4
Température	30 °C	18,3 °C
Matières En Suspension	35 mg/l	88 mg/l
DCO	125 mg/l	25 mg/l
Hydrocarbures totaux	10 mg/l	<0,05 mg/l

1.3 Conclusions

L'analyse des rejets aqueux indiquent que les exigences réglementaires applicables à l'établissement :

- Ne sont pas respectées pour les Matières En Suspension.
- Sont respectées pour tous les autres paramètres.

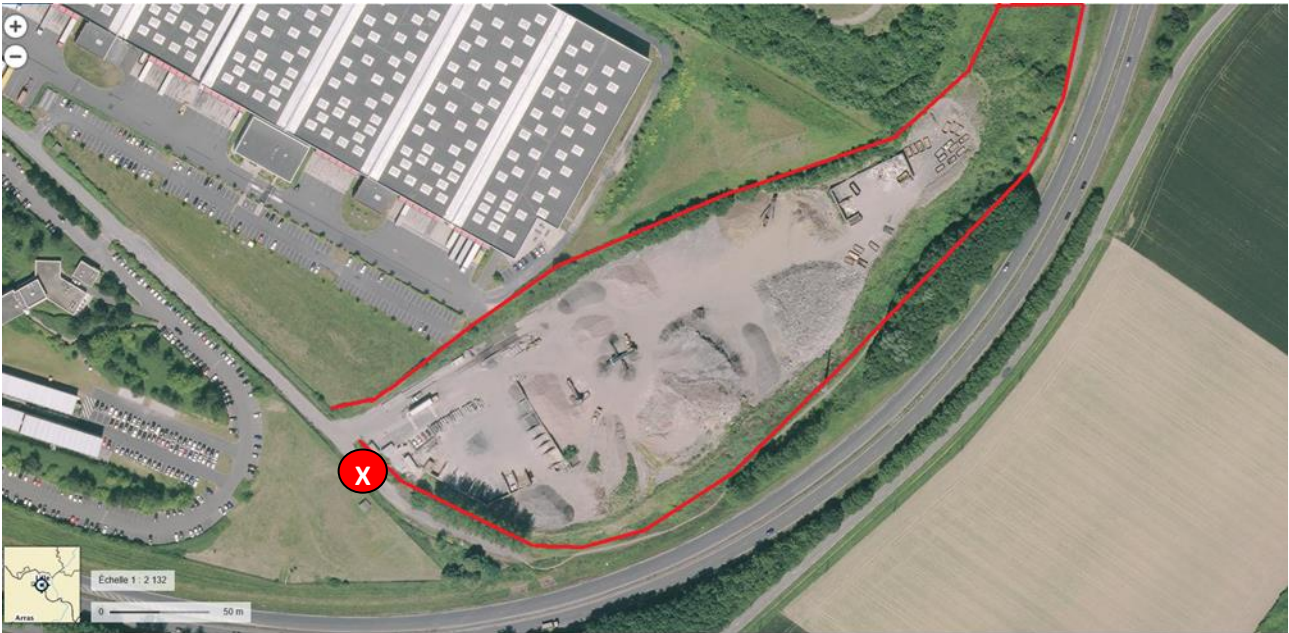


Christophe DENIELLE
Chargé d'Essais




Guillaume MARIE
Responsable des Essais
Département Hygiène Sécurité Environnement

ANNEXE A1 - Situation des points de prélèvement



Légende :

 Localisation du point de prélèvement

ANNEXE A2 – Rapport d'analyse



Laboratoires WESSLING S.A.R.L.
Z.I. de Chesnes Tharabie - 40 rue du Ruisseau
BP 50705 - 38297 Saint-Quentin-Fallavier
Tél. +33 (0)4 74 99 96 20 - Fax +33 (0)4 74 99 96 37
labo@wessling.fr - www.wessling.fr

Laboratoire WESSLING, 40 rue du Ruisseau, 38070 Saint-Quentin-Fallavier Cedex

CERIB
Direction de la qualité, de la sécurité et de
l'environnement
Monsieur Guillaume MARIE
1 rue Longs Réages - CS 10010
28233 Epervon cedex

Rapport d'essai n° : UPA18-043600-1
Commande n° : UPA-11949-18
Interlocuteur : A. Santos
Téléphone : +33 184 474 911
eMail : Ana.Santos@wessling.fr
Date : 04.12.2018

Rapport d'essai

Commande 18003038 projet VERMEULEN MATERIAUX date de prélèvement 28.11.2018

Les résultats ne se rapportent qu'aux échantillons soumis à l'essai, sous réserve du flaconnage reçu (hors flaconnage Wessling), du respect des conditions de conservation des échantillons jusqu'au laboratoire d'analyses et du temps imparti entre le prélèvement et l'analyse préconisée dans les normes suivies. Les méthodes couvertes par l'accréditation EN ISO 17025 sont marquées d'un A dans le tableau récapitulatif en fin de rapport au niveau des normes.

Les résultats obtenus par ces méthodes sont accrédités sauf avis contraire en remarque.

La portée d'accréditation COFRAC n°1-1364 essais est disponible sur www.cofrac.fr pour les résultats accrédités par les laboratoires Wessling de Lyon.

Les essais effectués par le laboratoire de Paris sont accrédités par le COFRAC sous le numéro 1-5578.

Les essais effectués par les laboratoires allemands sont accrédités par le DAKKS sous le numéro D-PL-14162-01-00 (www.as.dakks.de).

Les essais effectués par le laboratoire hongrois de Budapest sont accrédités par le NAT sous le numéro NAT-1-1398 (www.nat.hu).

Les essais effectués par le laboratoire polonais de Krakow sont accrédités par le PCA sous le numéro AB 918 (www.pca.gov.pl).

Ce rapport d'essai ne peut-être reproduit que sous son intégralité et avec l'autorisation des laboratoires WESSLING (EN ISO 17025).

Les laboratoires WESSLING autorisent leurs clients à extraire tout ou partie des résultats d'essai envoyés à titre indicatif sous format excel uniquement à des fins de retraitement, de suivi et d'interprétation de données sans faire allusion à l'accréditation des résultats d'essai.

La conclusion ne tient pas compte des incertitudes et n'est pas couverte par l'accréditation.

Rapport d'essai n°: UPA18-043600-1

Projet : Commande 18003038 projet VERMEULEN MATERIAUX date de prélèvement : 03/11/2018



Laboratoires WESSLING S.A.R.L.
Z.I. de Chesnes Tharabie - 40 rue du Ruisseau
BP 50705 - 38297 Saint-Quentin-Fallavier
Tél. +33 (0)4 74 99 96 20 - Fax +33 (0)4 74 99 96 37
labo@wessling.fr - www.wessling.fr

St Quentin Fallavier, le 04.12.2018

N° d'échantillon 18-193587-01
Désignation d'échantillon Après DD

Analyse physique

pH E/L 7,4 à 18,3°C

Paramètres globaux / Indices

Indice hydrocarbure C10-C40	mg/l E/L	<0,05
Hydrocarbures > C10-C12	mg/l E/L	<0,05
Hydrocarbures > C12-C16	mg/l E/L	<0,05
Hydrocarbures > C16-C21	mg/l E/L	<0,05
Hydrocarbures > C21-C35	mg/l E/L	<0,05
Hydrocarbures > C35-C40	mg/l E/L	<0,05
DCO (homogénéisée)	mg/l E/L	25

Analyse physico-chimique

MES mg/l E/L 88

Rapport d'essai n°: UPA18-043600-1

Projet : Commande 18003038 projet VERMEULEN MATERIAUX date de prélèvement : 28.11.2018



Laboratoires WESSLING S.A.R.L.
Z.I. de Chesnes Tharabie - 40 rue du Ruisseau
BP 50705 - 38297 Saint-Quentin-Fallavier
Tél. +33 (0)4 74 99 96 20 - Fax +33 (0)4 74 99 96 37
labo@wessling.fr - www.wessling.fr

St Quentin Fallavier, le 04.12.2018

Informations sur les échantillons

N° d'échantillon : 18-193587-01
Date de réception : 29.11.2018
Désignation : Après DD
Type d'échantillon : Eau
Date de prélèvement : 28.11.2018
Heure de prélèvement : -/-

Réceptient : 500mlPE+250mlVE(H₂SO₄)+
60mlPE(H₂SO₄)+60mlPE

Température à réception (C°) : 14°C
Début des analyses : 29.11.2018
Fin des analyses : 04.12.2018

Rapport d'essai n°: UPA18-043600-1

Projet : Commande 18003038 projet VERMEULEN MATERIAUX date de prélèvement : 03/11/2018



Laboratoires WESSLING S.A.R.L.
Z.I. de Chesnes Tharabie - 40 rue du Ruisseau
BP 50705 - 38297 Saint-Quentin-Fallavier
Tél. +33 (0)4 74 99 96 20 - Fax +33 (0)4 74 99 96 37
labo@wessling.fr - www.wessling.fr

St Quentin Fallavier, le 04.12.2018

Informations sur les méthodes d'analyses

Paramètre

MES (Filtre Muntzell GF047C)
Indice hydrocarbures (GC) sur eau / lixiviat (HCT)
ST-DCO
pH

Norme

NF EN 872(A)
NF EN ISO 9377-2(A)
ISO 15705(A)
NFT 90-008(#)

Laboratoire

Wessling Lyon (F)
Wessling Lyon (F)
Wessling Lyon (F)
Wessling Lyon (F)

(#) L'absence d'accréditation provient du délai de mise en analyse par rapport au prélèvement supérieur aux exigences normatives.

Commentaires :

18-193587-01

Commentaires des résultats:

HCT GC-FID (E/L), Indice hydrocarbure C10-C40: Résultat sous réserve : Non extrait dans le flacon d'origine : présence d'un dépôt.

Pour parfaire la lecture de vos résultats, les seuils sont susceptibles d'être augmentés en fonction de la nature chimique de la matrice. Les métaux réalisés après minéralisation sont les éléments totaux. Sans minéralisation, il s'agit des éléments dissous.

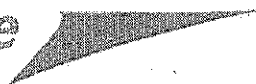
Compte tenu du dépassement de la température de réception des échantillons par rapport à l'exigence de 8°C, les résultats sont rendus avec des réserves.

Célia BARETGE
Rédactrice technique



PIECE JOINTE N°26

FOSSE TOUTES EAUX



Lille, le 30 MARS 2010

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF
REF : LB/JAM/SH/03/2010
Dossier suivi par : Juliette-Anne MERY
Référence du dossier : 059 299 10 C 0002
Tél : 03.20.21.66.07
Fax : 03.20.21.23.90
E-mail : jamery@lillemetropole.fr

SA VERMEULEN - M. André BARDE

68 rue de la Prévoté
59890 QUESNOY-SUR-DEULE

OBJET : Contrôle de l'installation d'assainissement non collectif
187 rue du Calvaire à HEM

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous transmettre le compte-rendu des contrôles d'assainissement non collectif réalisés à l'adresse reprise en objet.

Je reste bien entendu à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Laurence BLONDEL

Chef de Service

PJ : 2

SERVICES TECHNIQUES
EAU ET ASSAINISSEMENT
Services centraux

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF
REF : LB/JAM/SH/03/2010
Dossier suivi par : Juliette-Anne MERY
Tél : 03.20.21.66.07
Fax : 03.20.21.23.90
E-mail : jamery@lillemetropole.fr

Copie : Mairie de HEM

ENQUETE D'ASSAINISSEMENT – CONTROLE DE BON FONCTIONNEMENT	
N° de dossier :	059 299 08 0 0046
Pétitionnaire :	SA VERMEULEN – Monsieur André BARDE
Adresse :	187 rue du Calvaire à HEM
Objet :	Bureaux (1 personne)

RENSEIGNEMENTS SUR LA FILIERE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

La filière est constituée de :

Prétraitement :

- Eaux usées : Fosse toutes eaux de 1,5 m³

La ventilation haute du prétraitement a été prévue.

Evacuation des eaux :

- Les eaux usées prétraitées sont rejetées au fossé situé rue du Calvaire
- Les eaux pluviales sont rejetées dans le fossé cité précédemment après passage dans le séparateur d'hydrocarbures.

Réponse Assainissement non collectif

- Vu la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006,
- Vu l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/l de DBO5,
- Vu l'arrêté du 7 septembre 2009 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif,

COMPTE RENDU DE VISITE

Suite à la visite de terrain réalisée par Juliette-Anne MERY le 23 mars 2010

➤ ***il a été constaté que :***

- ✓ Les eaux usées prétraitées sont rejetées sans faire l'objet d'un traitement complet

Le rejet direct des eaux usées prétraitées présente un risque pour la salubrité publique et pour le milieu naturel.

➤ ***il est conseillé de :***

- ✓ **Réhabiliter la filière d'assainissement non collectif.**
- ✓ Renforcer la ventilation de la fosse toutes eaux

NB : La zone des équipements d'assainissement non collectif doit être exempte de toute circulation, construction ou implantation susceptible de provoquer des détériorations.

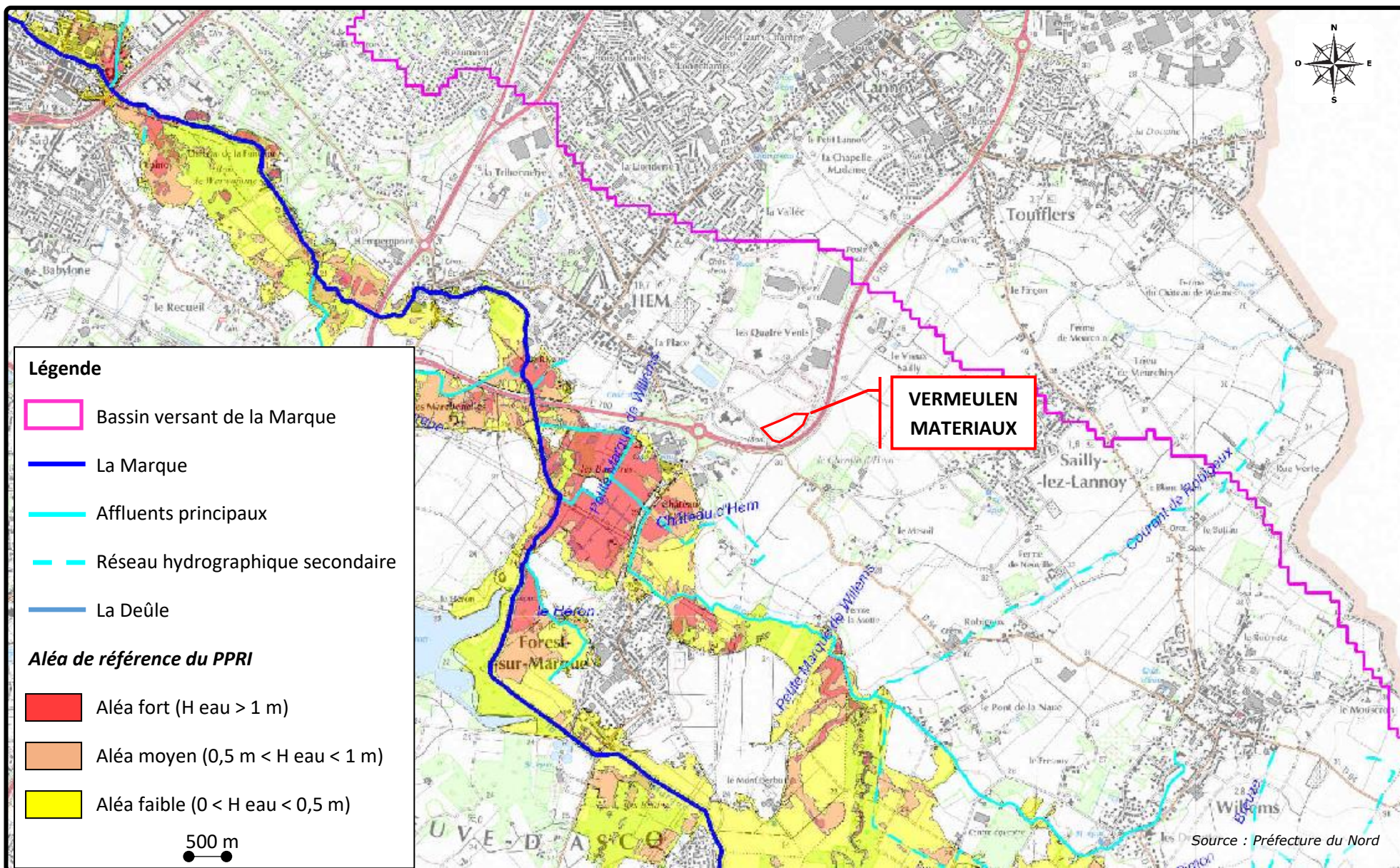
Il est conseillé d'entretenir régulièrement votre installation d'assainissement non collectif. Un curage de la fosse est nécessaire tous les 3 à 4 ans. Il est nécessaire de conserver un petit volume de boue pour le réamorçage de la fosse.



Laurence BLONDEL
Chef de Service

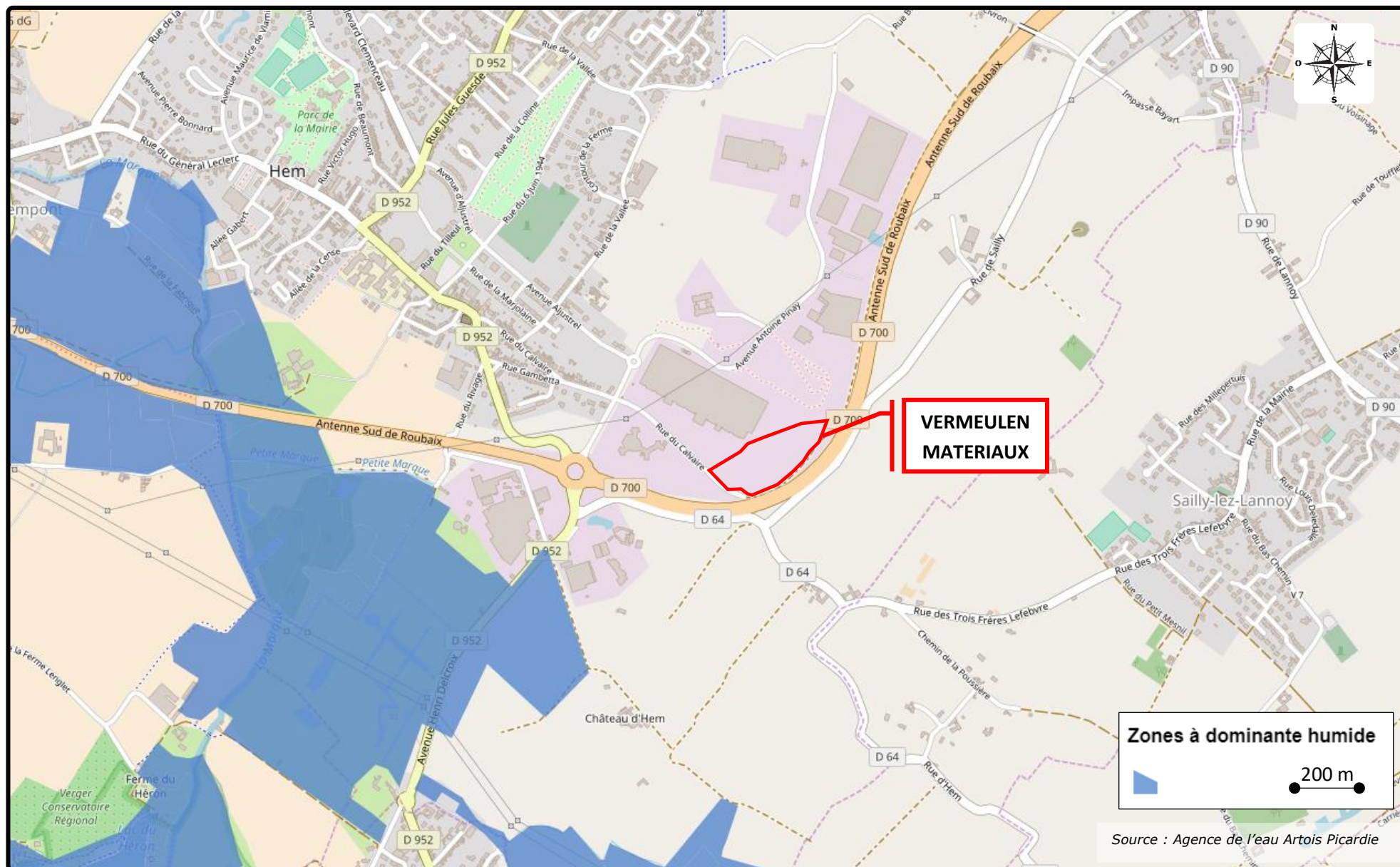
PIECE JOINTE N°27

**ZONAGE REGLEMENTAIRE DU PPRN DE LA
VALLEE DE LA MARQUE**



PIECE JOINTE N°28

ZONES A DOMINANTE HUMIDE



PIECE JOINTE N°29

**RECEPISSE DE DECLARATION POUR LA
RUBRIQUE 2515-2**

PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Lille, le

10 JUL. 2001

Réf. D.A.G.E./3 - CHL

Affaire suivie par : Mme LECLERCQ Christine

Téléphone : 03.20.30.59.94

Télécopie : 03.20.30.53.71

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
préfet du Nord
officier de la légion d'honneur

VU les dispositions du code de l'environnement annexées à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié fixant la nomenclature des installations classées;

VU la déclaration en date du 19 juin 2001, complétée le 22 juin 2001, de Monsieur le directeur de la S.A. VERMEULEN MATERIAUX 39 quai des canotiers BP 467 59338 TOURCOING ;

DONNE RECEPISSE

à la S.A. VERMEULEN MATERIAUX

de sa déclaration faisant connaître son intention d'exploiter une plateforme de valorisation de déchets inertes à HEM Rue du calvaire .

Cet établissement est soumis à déclaration et rangé sous le(s) numéro(s) de la nomenclature :

2515 2. Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW

Le déclarant devra se conformer strictement aux prescriptions générales ci-jointes.

Il devra souscrire une nouvelle déclaration si l'établissement n'a pas été ouvert dans un délai de trois ans ou si l'exploitation est interrompue pendant plus de deux années consécutives.

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé "toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration".

Conformément aux dispositions de l'article 34 du décret du 21 septembre 1977 "lorsqu'une installation classée change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation".

Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est délivré un récépissé sans frais de cette déclaration.

Conformément aux dispositions de l'article 34-1 du décret susvisé "lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, son exploitant remet son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511.1 du code de l'environnement susvisé".

Le préfet peut à tout moment imposer à l'exploitant les prescriptions relatives à la remise en état du site, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article 18 du décret susvisé.

L'exploitant qui met à l'arrêt définitif son installation notifie au préfet la date de cet arrêt au moins un mois avant celle-ci.

La notification doit indiquer les mesures de remise en état du site prises ou envisagées. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

Conformément aux dispositions de l'article 38 du décret susvisé, l'exploitant d'une installation soumise à autorisation ou à déclaration est tenu de déclarer "dans les meilleurs délais" à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511.1 du code de l'environnement.

En cas de non réalisation du projet, l'exploitant devra en aviser le préfet le plus rapidement possible.

Ce récépissé ne dispense nullement des formalités relatives au permis de construire ni de l'observation des autres prescriptions prévues par les lois et règlements en vigueur, notamment en matière d'hygiène et de sécurité des travailleurs.

Le présent récépissé fera l'objet d'un affichage en mairie pendant une durée d'un mois, avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter le texte des prescriptions générales.

Le préfet
Pour le préfet
Le chef de bureau délégué,

Gilles GENNEQUIN



P.J. : Prescriptions

PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 - CHL
Affaire suivie par : Madame LECLERCQ
Téléphone : 03.20.30.59 94
Télécopie : 03.20.30.53.71

Monsieur le président directeur général de la
S.A. VERMEULEN MATERIAUX
39 quai des canotiers
BP 467
59338 TOURCOING

Lille, le

26 MAI 2003

Monsieur le président directeur général,

Le 10 juillet 2001, je vous ai délivré un récépissé de déclaration pour l'exploitation d'une plateforme de valorisation de déchets inertes à HEM, rue du calvaire.

Par lettre du 15 avril 2003, vous m'informez d'une modification intervenue au niveau de la puissance électrique de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de votre installation, cette puissance passant de 132 kW à 142 kW.

J'ai l'honneur de vous donner acte de cette modification qui sera inscrite au fichier des installations classées pour la protection de l'environnement.

Veuillez agréer, monsieur le président directeur général, l'expression de mes sentiments distingués.

Le préfet,
Pour le préfet,
Pour le chef de bureau délégué,



F. FALVO

PIECE JOINTE N°30

**PLAN LOCALISANT LES AGENTS
D'EXTINCTION**



PIECE JOINTE N°31

**NOTE DE DIMENSIONNEMENT DE
L'OUVRAGE DE TAMPONNEMENT**

OBJET : NOTE CONCERNANT LA QUALITE DE REJET DES EAUX DANS LE RESEAU PUBLIC DU SITE VERMEULEN SITUE A HEM (59).

Problématique : le site de Hem est en procédure d'enregistrement. La conformité du rejet des eaux dans le domaine public a été vérifié par rapport aux limites suivantes :

MES : 35 mg/l

DCO : 125mg/l

pH : 5.5 à 9.5

Hydrocarbures : 10mg/l

Température : 30°C

Les mesures effectuées montrent un dépassement épisodique uniquement sur les valeurs en MES.

Par ailleurs, un test « VICAS » montre une décantation rapide de ces MES.

L'origine de ces MES provient de la surface non revêtue de la plateforme et de la pente unique qui ramène vers les regards de la zone bétonnée.

Principe retenu pour améliorer les MES.

La plateforme est située sur un substratum argileux (ancienne briquetterie), ne permettant pas l'infiltration.

Le principe est de récupérer les eaux provenant de la surface non revêtue et de les stocker par une noue à créer.

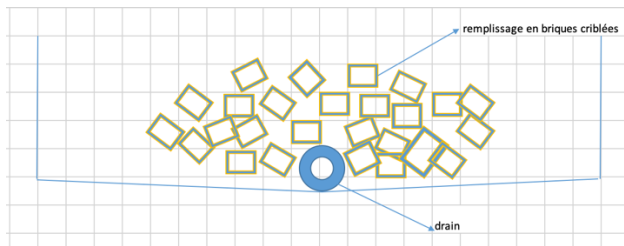
Une plateforme drainante, 150 M2 environ est constituée sur une épaisseur de 50cm , à base de matériaux du site (briques, concassé d/D...). Un drain de diamètre <200 mm est mis en œuvre à la base de la couche pour rejet dans la noue créée.

Les eaux du trop-plein du débourbeur/décrotteur vont dans une cuve de stockage, et par débordement rejoignent le séparateur à hydrocarbures et le rejet au domaine public.

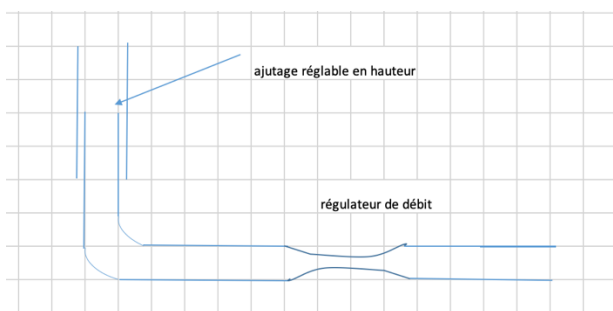
Les eaux de la noue peuvent donc être rejetées dans le débourbeur/décrotteur

Le rejet est constitué d'un trop-plein à niveau réglable permettant l'évacuation des eaux claires.

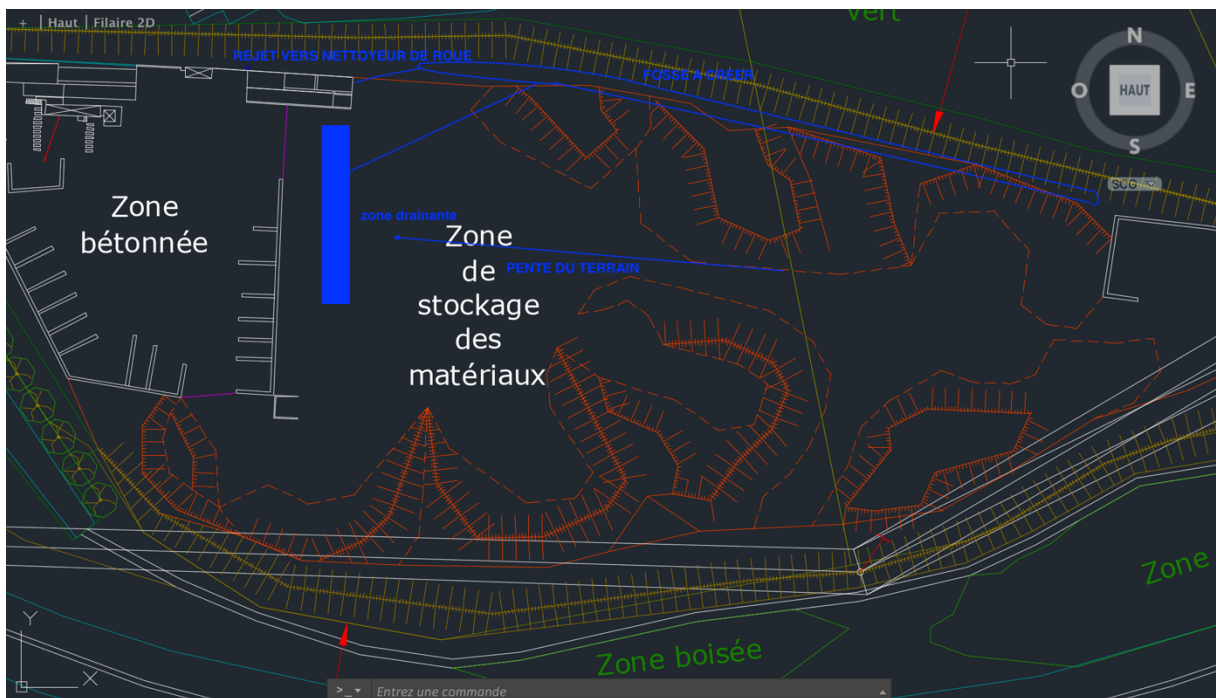
Coupe type tranchée drainante :



Principe du rejet :



Vue en plan aménagement :



Entretien :

La zone drainante peut être amenée à se colmater, le criblage des matériaux drainants sur le site même permet leur réutilisation.

La noue sera amenée à être curée. Toutefois en prenant en compte un bassin versant repris par cette noue de 8000M², un taux de MES de 150mg/l, une pluie annuelle de 800 mm et un coefficient de ruissellement (important) de 40% la quantité annuelle dépôts sera de l'ordre de 400KG.



T LAUZANNE